

# Table des matières

<b>MOT DU MINISTRE .....</b>	<b>5</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>7</b>
POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC .....	7
PLAN D’ACTION 2006-2009 .....	8
DIFFUSION DE LA POLITIQUE .....	8
INTERVENANTS .....	9
TROISIÈME RAPPORT D’ÉTAPE.....	10
<b>RÉALISATIONS PAR OBJECTIF .....</b>	<b>11</b>
<i>Objectif 1 Renforcer la capacité d’action et d’influence de l’État québécois.....</i>	<i>11</i>
<i>Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec.....</i>	<i>13</i>
<i>Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain.....</i>	<i>16</i>
<i>Objectif 4 Promouvoir l’identité et la culture du Québec.....</i>	<i>18</i>
<i>Objectif 5 Contribuer à l’effort de solidarité internationale.....</i>	<i>20</i>
<b>BILAN ADMINISTRATIF .....</b>	<b>22</b>
MÉCANISME DE SUIVI .....	22
BILAN DES RESSOURCES FINANCIÈRES .....	22
<b>RÉALISATIONS PAR MESURE .....</b>	<b>25</b>
<i>Objectif 1 Renforcer la capacité d’action et d’influence de l’État québécois.....</i>	<i>25</i>
Priorité 1 Accroître la présence et l’action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts.....	25
Priorité 2 Intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts .....	43
<i>Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec.....</i>	<i>51</i>
Priorité 3 Consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l’Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs.....	51
Priorité 4 Mettre le savoir, l’innovation et l’éducation au cœur de l’action internationale du Québec .....	85
Priorité 5 Attirer davantage d’immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique .....	99
<i>Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain.....</i>	<i>106</i>
Priorité 6 S’assurer d’un accès rapide et fiable à l’information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire.....	106
Priorité 7 Favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec .....	128
<i>Objectif 4 Promouvoir l’identité et la culture du Québec.....</i>	<i>141</i>

Priorité 8	Appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde.....	141
Priorité 9	Développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger.....	147
<i>Objectif 5</i>	<i>Contribuer à l'effort de solidarité internationale.....</i>	<i>153</i>
Priorité 10	Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance.....	153
<b>SIGLES ET ACRONYMES.....</b>		<b>161</b>

## Mot du ministre

C'est avec fierté que je présente ce troisième rapport d'étape de mise en œuvre du Plan d'action 2006-2009 de la Politique internationale du gouvernement.

Le Plan d'action 2006-2009 s'étant terminé le 31 mars 2009, ce rapport le conclut et présente un bilan global de sa mise en œuvre. La Politique internationale du Québec s'incarne désormais dans le nouveau Plan d'action 2009-2014.

Ce rapport 2008-2009 vient clore une année riche en événements et en projets. Retenons, en premier lieu, l'ajout d'effectifs dans nos bureaux d'Europe (Allemagne et Italie) et d'Asie (Chine et Inde), qui complète le redéploiement du réseau du Québec à l'étranger.

Au plan multilatéral, nous avons accueilli avec grand succès le XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie à Québec en octobre 2008. Cet événement, réunissant des délégations de plus de 70 pays et gouvernements membres, a permis au Québec d'accroître son influence auprès des membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Le Québec a continué de faire valoir ses positions au sein des organisations dont les travaux touchent nos compétences, notamment à l'Organisation des États américains et à l'UNESCO, où notre représentant a été directement associé aux travaux et a pu intervenir en vertu de l'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral canadien. Nous avons aussi poursuivi notre campagne de ratification de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Au 31 mars 2009, quelque 97 États et une organisation d'intégration économique régionale avaient ratifié la Convention.

Avec nos partenaires américains, nous avons poursuivi nos initiatives afin d'assurer une meilleure sécurité du continent nord-américain tout en préservant la fluidité à la frontière. Les négociations dans le cadre du Western Hemisphere Travel Initiative ont mené à la création d'un permis de conduire sécurisé pouvant servir de solution de remplacement au passeport pour entrer aux États-Unis par voie terrestre. Nous avons intensifié nos relations politiques, économiques et culturelles avec le Mexique, en plus d'ouvrir un centre de services aux entreprises québécoises dans l'État du Nuevo León.

En Europe, nous avons poursuivi, auprès des milieux des affaires et des gouvernements, la promotion d'un partenariat économique plus étroit entre le Canada et l'Union européenne, ce qui a mené à l'ouverture officielle des négociations peu de temps après la fin du Plan d'action, en mai 2009. Le gouvernement fédéral a associé les provinces et territoires à la définition du périmètre de l'accord et les a assurés d'une participation directe aux négociations dans leurs champs de compétences exclusives ou partagées.

En octobre 2008 à Québec, le premier ministre du Québec et le président de la République française ont conclu l'Entente Québec-France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Cette entente facilitera et accélérera l'acquisition d'un permis pour l'exercice d'un métier ou d'une profession réglementée sur les deux territoires.



En Asie et en Amérique latine, nous avons mené des missions au cœur des économies émergentes, accompagnés de représentants d'entreprises québécoises provenant des secteurs de l'environnement et de la recherche. Nous avons intensifié nos relations avec plusieurs États fédérés et régions, dont la province chinoise du Shandong.

Sur le plan culturel, nous avons réalisé des opérations de promotion d'envergure pour nos artistes à la Biennale Orizzonte Québec, en Italie, à la semaine du cinéma québécois à San Francisco, aux Étés de la danse, à Paris, et à plusieurs autres événements.

Nous avons appuyé la tenue, à Québec en juillet 2008, du XII<sup>e</sup> Congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), qui fut un beau succès.

La signature d'une entente tripartite exceptionnelle Québec-Canada-Haïti visant le transfert d'expertise québécoise à la fonction publique haïtienne, par l'entremise de l'École nationale d'administration publique, a permis de concrétiser les priorités que nous nous étions fixées en matière de solidarité internationale.

Je salue enfin la collaboration exemplaire des ministères et organismes sectoriels, qui ont su s'approprier la Politique en fonction de leur mission propre. Leur contribution demeure essentielle.

Le ministre des Relations internationales et  
ministre responsable de la Francophonie

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pierre Arcand', with a stylized flourish at the end.

Pierre Arcand

# Introduction

## Politique internationale du Québec

Le 24 mai 2006, le gouvernement du Québec a rendu publique la nouvelle Politique internationale du Québec sous le titre : *La force de l'action concertée*. Par le truchement de cette politique, le gouvernement québécois a adapté à l'environnement international contemporain la conduite de son action internationale.

*Prenant note des changements qui s'opèrent dans le monde et de la nécessité pour les pays, les États ou les régions de mettre en commun leurs efforts pour trouver des solutions durables, la ministre des Relations internationales considère que c'est en ralliant d'autres partenaires à son action que le gouvernement du Québec pourra le mieux faire valoir ses positions et défendre ses intérêts sur la scène internationale<sup>1</sup>.*

La Politique expose, pour chacun des objectifs, les principaux enjeux auxquels le Québec devra faire face : l'émergence de nouveaux pôles économiques, l'intégration plus poussée du commerce international, le rôle stratégique de l'éducation et de la recherche, la place des questions de sécurité, la montée des préoccupations liées au développement durable, le rôle accru des organisations internationales, l'incidence de la mondialisation sur les questions identitaires et culturelles ainsi que le déséquilibre dans la répartition de la richesse mondiale.

À la lumière des enjeux qui découlent de l'évolution du monde et des défis à relever, la Politique internationale du Québec stipule que l'action internationale du Québec sera déployée en fonction des cinq objectifs suivants, qui intègrent à la fois ses intérêts politiques, économiques et culturels. La Politique détermine aussi les 10 priorités qui guideront l'action à long terme du gouvernement en matière de relations internationales.

### ► Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

- Accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts.
- Intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts.

### ► Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

- Consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs.
- Mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec.
- Attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique.

### ► Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

- S'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire.
- Favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec.

---

1. Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie : Le Québec sera plus fort et plus influent sur la scène internationale s'il agit de façon concertée, communiqué de presse émis le 24 mai 2006 à l'occasion du dévoilement de la Politique internationale du Québec.

► **Promouvoir l'identité et la culture du Québec**

- Appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde.
- Développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger.

► **Contribuer à l'effort de solidarité internationale**

- Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance.

## Plan d'action 2006-2009

Le Plan d'action qui accompagne la Politique internationale du Québec a permis d'amorcer dès son lancement la mise en œuvre des orientations. Ce plan d'action gouvernemental renferme 69 mesures ou initiatives concrètes réparties sur trois ans.

Des crédits additionnels de 20 M\$ sur trois ans ont été alloués pour soutenir la réalisation de certaines mesures du Plan d'action (4 M\$ en 2006-2007, 8 M\$ en 2007-2008 et 8 M\$ en 2008-2009). Ces crédits viennent s'ajouter à ceux que consacrent déjà les différents ministères et organismes à leur action internationale. La responsabilité de gérer cette provision spéciale a été confiée au ministère des Relations internationales (MRI).

## Diffusion de la Politique

La Politique internationale du Québec a été diffusée auprès de tous les organismes consultés et des principaux partenaires du Ministère au Québec et à l'étranger. Les représentations du Québec à l'étranger ont par ailleurs fait connaître la nouvelle Politique aux décideurs étrangers, dont les chefs d'État et de gouvernement de même qu'aux journalistes, aux représentants des milieux institutionnels, aux chefs d'entreprise et aux investisseurs potentiels.

Le premier ministre, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que plusieurs autres ministres ont eux-mêmes contribué à faire connaître la nouvelle Politique lors d'allocutions présentées au Québec et à l'étranger ou à l'occasion de diverses activités internationales.

C'est la première fois que le gouvernement québécois se dote, en matière de relations internationales, d'un plan d'action concerté s'appuyant sur une vision d'ensemble et un nombre limité d'objectifs et de priorités. Cette nouvelle approche a d'ailleurs reçu un accueil très favorable.

*La réception positive que reçoit notre Politique démontre à quel point cette actualisation de nos objectifs et de nos façons de faire était rendue nécessaire. La justesse de l'analyse qui a prévalu au choix des priorités d'action et le fait que la Politique est accompagnée d'un plan d'action concret et réaliste ont été très remarqués par nos partenaires et interlocuteurs<sup>2</sup>.*

---

2. Déclaration de Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, *Relations internationales : accueil favorable pour la Politique internationale du Québec*, communiqué de presse émis le 2 novembre 2006 à l'occasion de la réunion annuelle des délégués généraux, des délégués et des chefs de poste du Québec à l'étranger.

## Intervenants

### Ministère des Relations internationales

*Le ministère des Relations internationales s'assure de la mise en œuvre des objectifs et priorités de la Politique internationale du Québec. Il coordonne la réalisation du Plan d'action qui en découle. Le Ministère a la responsabilité d'en suivre l'évolution et de faire rapport au gouvernement sur l'état d'avancement des travaux, les résultats obtenus et les suites à donner<sup>3</sup>.*

La mise en œuvre du Plan d'action 2006-2009 interpelle d'abord le MRI à titre de coordonnateur. Le Ministère est en outre directement responsable de plusieurs actions, notamment celles qui sont inscrites sous l'objectif « Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois ».

### Ministères et organismes gouvernementaux partenaires

Le Plan d'action 2006-2009 est le résultat d'une étroite collaboration avec plusieurs ministères et organismes. Il réunit les engagements gouvernementaux à l'égard de la mise en œuvre de la nouvelle Politique internationale. La responsabilité de la réalisation des mesures inscrites dans le Plan d'action 2006-2009 est partagée entre plusieurs ministères et organismes gouvernementaux (voir le tableau ci-dessous), auxquels s'ajoute l'École nationale d'administration publique.

Directeur des poursuites criminelles et pénales<sup>4</sup>  
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire<sup>5</sup>  
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine<sup>6</sup>  
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs  
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation  
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport  
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
Ministère des Services gouvernementaux  
Ministère de la Sécurité publique  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Ministère du Tourisme  
Ministère des Transports  
Office franco-québécois pour la jeunesse  
Office Québec-Amériques pour la jeunesse  
Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse<sup>7</sup>  
Secrétariat à la jeunesse  
Secrétariat à la politique linguistique  
École nationale de police du Québec  
Services Québec  
Sûreté du Québec  
Hydro-Québec

3. Tiré du *Plan d'action 2006-2009*, page 15.

4. Depuis la fin de l'année financière 2006-2007, le Directeur des poursuites criminelles et pénales a été institué en organisme indépendant du ministère de la Justice.

5. Avant l'année financière 2008-2009, ce ministère portait le nom de ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR).

6. Avant l'année financière 2007-2008, ce ministère portait le nom le nom de ministère de la Culture et des Communications (MCC).

7. Jusqu'à la fin de l'année financière 2006-2007, cet organisme était l'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ).

### Troisième rapport d'étape

Lors de la publication du Plan d'action 2006-2009, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie s'est engagée à suivre sa mise en œuvre et à en faire rapport périodiquement. Le présent document porte sur la troisième année de mise en œuvre de la Politique, soit du 1<sup>er</sup> avril 2008 au 31 mars 2009 et offre un portrait global des résultats obtenus par le Plan d'action 2006-2009. Il fait état des principales réalisations de tous les ministères et organismes directement interpellés par cette politique. Ces derniers ont participé activement à la préparation de ce troisième rapport d'étape, notamment en fournissant au MRI l'information nécessaire pour rendre compte des mesures dont ils sont responsables.



## Réalisations par objectif

### Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

Le premier objectif, « Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois », comporte deux priorités :

- *accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts;*
- *intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage ses intérêts.*

Le Plan d'action prévoit 15 mesures concourant à l'atteinte de cet objectif visant, en premier lieu, à ce que le Québec puisse faire valoir ses positions lorsque les travaux des organisations internationales ont une incidence sur ses choix collectifs, sur sa législation ainsi que sur ses politiques et, en second lieu, à ce qu'il ait effectivement accès aux acteurs pouvant faciliter la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés.

Les deux premières mesures inscrites concernent la mise en œuvre de l'Accord Québec-Canada relatif à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Depuis son entrée en fonction en février 2007, le premier représentant officiel du Québec à œuvrer au sein d'une organisation des Nations Unies a été associé à l'ensemble des travaux en cours à l'UNESCO et il a pu intervenir dans les secteurs qui relèvent des compétences du Québec. Soulignons la tenue de la 32<sup>e</sup> session ordinaire du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO qui a eu lieu à Québec en juillet 2008. À cette occasion, le premier ministre ainsi que la ministre des Relations internationales ont pris la parole afin de faire état de l'importance accordée par le gouvernement du Québec aux différentes dimensions du patrimoine. Signalons également la participation du Québec au cycle des grandes conférences en éducation organisées par l'UNESCO en 2008-2009, notamment la 48<sup>e</sup> session de la Conférence internationale de l'Éducation qui s'est tenue à Genève du 25 au 28 novembre 2008.

Pour ce qui est des mécanismes de contrôle des conventions internationales, le Québec est intervenu dans les domaines des droits de la personne et du droit international du travail. À titre d'exemple, le gouvernement du Québec a participé, en février 2009, à l'Examen périodique universel du Canada devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. En matière de négociations commerciales, les intérêts du Québec ont été préservés dans la conclusion de deux accords de libre-échange : celui entre le Canada et l'Association européenne de libre-échange ainsi que celui entre le Canada et le Pérou. Le gouvernement du Québec a aussi participé activement, de concert avec le gouvernement fédéral, à la défense des programmes du *Plan de soutien à l'industrie forestière*. Toutefois, en ce qui a trait à l'Organisation mondiale du commerce, il convient de noter que les textes sur les modalités à convenir en agriculture ne correspondaient pas aux objectifs du Québec au moment de la suspension des négociations commerciales multilatérales.

Au chapitre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, le nombre de ratifications de la Convention a augmenté de façon considérable depuis 2006 et a atteint 97 États et une organisation d'intégration économique régionale au 31 mars 2009. Le gouvernement du Québec a été présent à toutes les sessions des organes directeurs de la Convention et y a pris la parole à chaque occasion. Le Québec a aussi participé à toutes les rencontres du Réseau international sur la politique culturelle et a contribué activement aux travaux de l'Organisation internationale de la Francophonie touchant la Convention. Les relations avec la société civile, plus particulièrement avec la Coalition canadienne pour la diversité culturelle, ont été soutenues. Le gouvernement du Québec a aussi contribué à la mise sur pied du Réseau international de juristes pour la diversité des expressions culturelles, dont le siège est à l'Université Laval.

Nouveauté de ce Plan d'action, le gouvernement a suivi de près les travaux de l'Organisation des États américains et de la Banque mondiale et, en 2007, une stratégie d'action a été mise sur pied afin de

permettre au gouvernement de concentrer ses efforts sur les enjeux prioritaires à défendre au sein de ces organisations. En juin 2008, des représentants du Québec ont participé pour la première fois, au sein de la délégation canadienne, à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains. De manière générale, le MRI a développé des mécanismes de concertation afin de s'assurer que les positions du Québec soient prises en compte lors de l'élaboration des positions canadiennes sur des enjeux qui touchent les champs de compétence du Québec.

La tenue du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie à Québec, en octobre 2008, a été une indéniable réussite pour le Québec, et ce, tant au plan politique qu'en ce qui concerne l'organisation et la portée de l'événement. Le Québec y a raffermi sa présence internationale et consolidé son rôle d'acteur politique crédible. Il s'agissait d'un des plus grands événements internationaux de nature politique jamais organisé au Canada et au Québec, et l'événement a bénéficié d'une large couverture médiatique. Durant les préparatifs, le Québec a réussi à inclure les enjeux de l'environnement et de la langue française. Le premier ministre du Québec et la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ont eu des entretiens bilatéraux avec de nombreux chefs d'État et de gouvernement ainsi qu'avec des personnalités politiques de premier plan.

En ce qui a trait à la promotion d'un partenariat économique plus étroit entre le Canada et l'Union européenne (UE), il convient de mentionner que c'est le gouvernement du Québec qui, dès novembre 2006, a demandé une reprise des négociations. En juin 2007, le Canada et l'UE se sont entendus pour collaborer à une étude visant à examiner les avantages et les coûts d'un partenariat économique plus étroit et à intensifier les travaux sur la coopération en matière de réglementation. Des représentants du gouvernement du Québec, et le premier ministre au premier chef, ont mené en parallèle un grand nombre d'activités de promotion d'un partenariat économique Canada-Union européenne, autant en Europe qu'au Québec et au Canada. L'année 2008-2009 a été celle de la consolidation des alliances et la démarche globale s'est avérée un succès puisque le début des négociations a été annoncé peu de temps après la fin du Plan d'action 2006-2009 (en mai 2009). Le gouvernement du Québec, comme les autres provinces et territoires, a également obtenu, à l'intérieur des négociations amorcées avec l'Union européenne, une participation directe pour les sujets relevant de sa compétence et ceux de compétence partagée.

Le redéploiement du réseau des délégations et bureaux du Québec à l'étranger a été complété en 2008-2009 par l'embauche de personnel supplémentaire à Munich, en Chine et en Inde. Cela a permis de mieux positionner le Québec sur des marchés porteurs et auprès de certains partenaires stratégiques. Le Québec dispose désormais de 28 représentations dans 17 pays afin d'appuyer son action internationale. Notons l'ouverture de bureaux en Inde (Mumbai) et au Brésil (São Paulo), le renforcement des bureaux et délégations en Asie (Chine et Japon), en Europe (Allemagne et Italie) et aux États-Unis (Atlanta et Los Angeles).

Le Québec a su utiliser certaines organisations et rencontres internationales afin de faire valoir ses positions, notamment dans le dossier des changements climatiques où il a diffusé sa position sur cet enjeu à plusieurs reprises au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie. La ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a également fait valoir les politiques du Québec lors de deux conférences de l'ONU sur les changements climatiques.

Finalement, le gouvernement a poursuivi l'intensification de ses relations avec plusieurs États fédérés et régions. En plus d'avoir participé à la création de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes et d'avoir assisté à la rencontre de Savannah (Géorgie) en 2008, le premier ministre était présent au Sommet des leaders et à la Conférence de la North America's SuperCorridor Coalition qui se sont tenus à Guanajuato (Mexique) du 4 au 6 juin 2008. D'autres actions ont aussi été menées afin de renforcer les liens auprès de gouvernements d'États mexicains ciblés (Nuevo León, Jalisco et État de Mexico) et auprès d'instances régionales européennes, notamment l'Assemblée des régions d'Europe et la Conférence des régions à pouvoir législatif. Le premier ministre et la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ont participé à deux rencontres de la Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires, dont une tenue en Chine (au Shandong) en août 2008. Ces deux rencontres ont permis au Québec d'établir de nouvelles relations bilatérales, notamment avec le Shandong, la Géorgie et l'État de São Paulo.

## Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

Le deuxième objectif de la Politique regroupe 21 mesures qui reflètent les trois priorités gouvernementales dans le domaine :

- *consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs;*
- *mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec;*
- *attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique.*

Le renforcement des services économiques de la Délégation du Québec à Atlanta et du Bureau du Québec à Washington a contribué au développement des échanges économiques avec les États-Unis. Malgré un contexte économique plus difficile en 2008-2009, plusieurs entreprises québécoises ont été fort actives dans les diverses régions visées aux États-Unis et de nombreuses occasions d'affaires intéressantes se sont notamment manifestées dans la région du sud des États-Unis. Par ailleurs, la tenue du 4<sup>e</sup> Sommet économique Québec-New York à Montréal, en novembre 2008, a stimulé les collaborations à l'intérieur des corridors de commerce liant le Québec et les États-Unis en plus de mener à la création du Conseil vert du corridor Québec-New York.

Au plan des transports, les travaux sur l'autoroute A-15 visant à améliorer l'état des infrastructures routières en direction de la frontière américaine, planifiés dans le cadre de la Politique internationale, ont été finalisés alors que d'autres projets (autoroute 35, autoroute 73 et route 173) sont toujours en cours de réalisation. En ce qui a trait au secteur agroalimentaire, la création de l'image de marque « Foods of Québec – Secrets of the Past and Taste of the Future » pour la promotion des produits agroalimentaires québécois aux États-Unis, s'est avérée concluante et confirme le potentiel initialement décelé. Cela a permis d'augmenter la notoriété de certains produits agroalimentaires québécois sur les marchés d'exportation.

Outre l'ajout d'effectifs dans les représentations du Québec en Allemagne et en Italie, plusieurs activités et missions ont permis de consolider et d'accroître les échanges économiques avec l'Europe, notamment différentes missions à caractère économique au Royaume-Uni et en France en 2008-2009. Pour la France, la création d'un club de dirigeants d'entreprises franco-québécois permettra d'appuyer les Québécois désireux de percer le marché français. Enfin, le site d'accès au marché européen pour les entreprises québécoises, EuroAffaires, pourra bénéficier d'une mise à jour en continu grâce au réseau de sept partenaires créé en 2008-2009.

La diversification des échanges économiques vers un certain nombre de marchés porteurs s'est également concrétisée par la réalisation de plusieurs missions d'entreprises (dont certaines de niveau ministériel) et l'accueil d'acheteurs au Québec. La présence des entreprises québécoises au Mexique a été renforcée par différentes activités qui ont favorisé, entre autres, la signature de 15 accords industriels et le recrutement de 8 intermédiaires de ventes. Notons également l'ouverture d'un centre de services aux entreprises québécoises au Nuevo León. L'embauche d'un attaché commercial en mode, vêtements et biens de consommation à la Délégation générale du Québec à Tokyo a notamment favorisé les contacts d'affaires dans ce secteur. En Chine, la consolidation des positions des entreprises québécoises dans le secteur de l'aéronautique a progressé tandis que le secteur de la protection de l'environnement présente des perspectives de collaboration intéressantes. En plus de l'augmentation des effectifs dans les bureaux du Québec à Beijing et Shanghai, qui a accru la capacité d'action du Québec sur le territoire chinois, certaines missions (Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires, Conseil de la Fédération) ont permis à des entreprises québécoises des secteurs de la recherche, de l'environnement et de la technologie, entre autres, d'établir des liens plus étroits avec un ensemble de partenaires chinois. En Inde, l'ouverture du Bureau du Québec à Mumbai a permis la réalisation d'activités récurrentes dont l'accueil et l'accompagnement d'entreprises sur le terrain. Enfin, au Brésil, le Bureau du Québec à São

Paulo est fonctionnel et la signature de 5 accords industriels ainsi que le recrutement de 21 intermédiaires de ventes démontrent que le développement des occasions d'affaires est sur la bonne voie.

Concernant la promotion et la prospection des investissements directs étrangers, différents outils ont été mis en place, dont l'extranet Horace<sup>+</sup> qui sert désormais de plate-forme pour colliger l'ensemble des visites de filiales. En 2008-2009, la réalisation d'un 2<sup>e</sup> Forum des dirigeants de filiales étrangères, fruit des efforts de concertation entre les différents partenaires (IQ, MDEIE et HQ), a été couronnée de succès. Plusieurs missions économiques à l'étranger intégrant le volet promotion des investissements se sont, par ailleurs, concrétisées au cours des trois années, notamment à Davos, à Farnborough et au Bourget.

Le savoir et l'innovation ont été au cœur de l'action internationale du Québec. Le soutien à des projets de recherche conjoints, le montage de projets et les activités de maillage dans le cadre du Programme de soutien à la recherche – Volet soutien à des initiatives internationales de recherche et d'innovation ont favorisé la réalisation de projets de nature bilatérale et multilatérale. Les liens avec l'Asie (Chine et Japon), le Brésil et l'Europe (Allemagne, Belgique, France, Italie, pays scandinaves) ont été renforcés de même que le positionnement des chercheurs québécois sur la scène internationale. Les activités de promotion ont également été nombreuses; mentionnons le détachement d'une conseillère à la Délégation générale du Québec à Boston au cours de l'année 2008-2009 pour élaborer un plan d'action ciblé et promouvoir les compétences québécoises en recherche et développement dans le nord-est des États-Unis. Enfin, au terme du Plan d'action 2006-2009, 353 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt ont été délivrés à près de 140 entreprises.

Le tourisme contribue également à la prospérité du Québec. Le ministère du Tourisme, de concert avec ses partenaires, a participé à l'augmentation des retombées économiques des événements liés au 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec en déployant diverses campagnes promotionnelles sur des marchés ciblés. Le soutien aux émissions « Paris-Québec sous les étoiles », diffusée sur France 2, et « The Early Show » transmise sur CBS, toutes deux tournées à Québec, aura permis de rejoindre un large public. Le Ministère a également mis les fêtes du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec en valeur sur le site [bonjourquebec.com](http://bonjourquebec.com). Accessible à travers le monde en cinq langues, ce site est la vitrine promotionnelle de la destination québécoise. Par ailleurs, l'augmentation constante des budgets promotionnels témoigne de l'intensification de la promotion touristique sur les marchés américain, mexicain et européen.

Dans le domaine de l'éducation, l'année 2008-2009 a culminé en juin 2008 avec la mise en place de l'*Initiative gouvernement - réseaux de l'éducation en matière de recrutement d'étudiantes et d'étudiants étrangers*. Cette Initiative, regroupant 5 ministères et les 4 réseaux de l'éducation, constitue une entreprise plus vaste que les mesures mises de l'avant dans le Plan d'action 2006-2009 et elle est le résultat de la coopération accrue entre les partenaires. En ce qui concerne la mobilité étudiante, le Plan d'action en matière de mobilité étudiante, rendu public par le MELS à l'automne 2008, comporte des mesures pour chaque ordre d'enseignement et va bonifier et étendre l'offre existante. Élaboré à partir des expériences tirées de certaines mesures du Plan d'action 2006-2009 de la PIQ, il permettra d'offrir une formation plus ouverte sur le monde, mieux arrimée aux standards internationaux et offrant des occasions d'apprentissage linguistique. D'ailleurs, la mise en place de mesures permettant d'accroître la mobilité des étudiants québécois de la formation technique a été très appréciée par les partenaires des réseaux de l'éducation.

Le regroupement des offices jeunesse sous l'appellation « Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) », avec une direction générale commune, a favorisé l'autonomie financière de l'organisme et le développement de l'offre de stages ainsi qu'une action plus concertée. La Fondation LOJIQ, mise sur pied pour recueillir le financement du secteur privé, a tenu un 2<sup>e</sup> super-spectacle bénéfique en octobre 2008 et la somme amassée servira à appuyer les jeunes adultes québécois dans la réalisation de projets de mobilité internationale. Par ailleurs, au cours des trois années, 53 missions ont été organisées dans le cadre du programme Synergie Entreprise (programme d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse), rejoignant du même coup 431 jeunes. Le Projet Mentorat a, quant à lui, permis à 18 jeunes Québécois de participer à l'une des quatre missions économiques en France, au Mexique et en Chine.

Le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, et le président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, ont signé le 17 octobre 2008 l'Entente Québec-France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Cette entente globale sur la reconnaissance des compétences des travailleurs qualifiés facilitera l'accès au marché du travail de part et d'autre. Depuis la signature de l'Entente, un Arrangement de reconnaissance mutuelle (ARM) pour les ingénieurs et des engagements à conclure un ARM pour 23 professions et métiers réglementés ont été signés.

Pour favoriser l'immigration, le Québec a élaboré des stratégies de promotion destinées à répondre aux besoins spécifiques du marché du travail québécois alors que les actions de promotion ont été recentrées, au cours des trois dernières années, sur un nombre plus restreint de territoires. En termes concrets, des activités de promotion de l'immigration économique se sont déroulées dans différents pays ciblés : 335 séances d'information ont ainsi été offertes en 2008-2009 par les bureaux d'immigration du Québec à Hong Kong, Vienne, Paris, Mexico et São Paulo. Par ailleurs, un cours de français en ligne est maintenant disponible pour les candidats à l'immigration.

Les villes et les régions du Québec ont, pour leur part, consolidé leur présence sur la scène internationale : les conférences régionales des élus (CRE) sont devenues membres de l'Association des régions francophones (AIRF) et l'Alliance des maires des Grands-Lacs et du Saint-Laurent a tenu son assemblée annuelle à Trois-Rivières, en juin 2009. Par ailleurs, les activités de coopération décentralisée menées par les collectivités territoriales du Québec (villes, municipalités régionales de comté et régions) et de la France (communes, départements et régions) ont été marquées par la réussite des 3<sup>e</sup> Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée, tenus à Québec en octobre 2008, et par la décision des deux premiers ministres de doubler leur contribution au Fonds de coopération. Signalons finalement que l'ajout d'un volet régional à la visite annuelle des représentants du Québec à l'étranger s'est avéré un succès.



### Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

C'est la première fois qu'une politique internationale du Québec aborde la question des enjeux de sécurité. Les menaces non militaires à la sécurité constituent un enjeu pour la communauté internationale et les États souverains, mais aussi pour les États fédérés. L'objectif « Sécurité » du Plan d'action comprend 14 mesures, regroupées sous les deux priorités suivantes :

- *s'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire;*
- *favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec.*

En 2008-2009, l'action des 14 ministères et organismes associés à la mise en œuvre des mesures de l'objectif « sécurité » a continué de se distinguer par le renforcement des capacités de gestion interne, la recherche de nouvelles collaborations et le resserrement de la coopération avec les partenaires, particulièrement ceux du continent nord-américain.

Afin d'assurer un accès rapide et fiable à l'information stratégique, le Centre de gestion de l'information de sécurité du ministère de la Sécurité publique s'est enrichi d'une nouvelle équipe responsable des dossiers de lutte contre le crime organisé. Le Centre est une organisation reconnue en matière de gestion de l'information de sécurité au Québec, qui entretient de solides liens de coopération avec ses partenaires du continent nord-américain. Le gouvernement du Québec a notamment conclu des ententes de coopération en matière de sécurité et d'échange d'information relativement à la lutte contre le terrorisme avec le Vermont, le Maine et le New Hampshire. Un accord dans ce domaine a été signé avec le Massachusetts en 2007 et, le 15 avril 2008, une nouvelle entente avec l'État de New York était conclue dans le but d'intensifier la lutte contre le terrorisme et les phénomènes criminels. La mission du ministre de la Sécurité publique à Boston et à New York, en septembre 2008, a été l'occasion d'une première rencontre entre le directeur général de la Sûreté du Québec et son homologue du New York Police Department, leur permettant d'amorcer une collaboration. Les activités du Programme d'échanges d'analystes avec l'État de New York se sont poursuivies, donnant lieu à des échanges fructueux avec des représentants du New York State Intelligence Center et du New York State Office of Homeland Security. Par ailleurs, le Directeur des poursuites criminelles et pénales a participé à la 4<sup>e</sup> Conférence sur la criminalité transfrontalière qui s'est tenue à Portland, dans le Maine. Ce modèle de collaboration tout à fait unique entre procureurs du Québec et des États américains du nord-est des États-Unis suscite l'attention de la National District Attorneys Association, association nationale américaine regroupant les procureurs des districts judiciaires des États-Unis, qui souhaite l'étendre aux provinces et États situés le long de la frontière entre le Canada et les États-Unis.

En matière de sécurité civile, la tenue, depuis 2006, de nombreux exercices de simulation d'urgence avec les partenaires du Canada et des États-Unis a contribué à maintenir la capacité opérationnelle du Québec à un haut niveau. En 2008-2009, deux exercices effectués dans le cadre du Protocole d'entente internationale d'aide à la gestion des urgences ont réuni 10 États américains et provinces. Deux exercices de simulation ont également été réalisés sur l'efficacité de la transmission des communications en situation de propagation d'une influenza pandémique. Le Québec a aussi accueilli la conférence internationale sur l'amélioration de la détection rapide des maladies infectieuses, qui rassemblait des partenaires du Canada et des États-Unis. En outre, la mission réalisée en 2007-2008 par le ministère des Relations internationales auprès des Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis a porté fruit; visant à amorcer une collaboration scientifique avec ces centres, elle a permis au laboratoire de l'Institut national de santé publique du Québec d'obtenir une accréditation afin de faire partie du réseau nord-américain Laboratory Response Network et de recevoir les diverses alertes, notamment lors de situations de menace ou d'urgence infectieuse.

En matière de sécurité environnementale, le Québec est un acteur proactif. Depuis 2006, la mise en œuvre des mesures sur la qualité de l'air, les changements climatiques et l'amélioration des ressources en eau des bassins des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent démontre la détermination du Québec de s'affirmer dans ces secteurs, comme en témoignent d'ailleurs les nombreuses collaborations établies avec des partenaires du nord-est des États-Unis. En effet, le Québec est devenu membre d'importants groupes dont le Western Climate Initiative et observateur du Regional Greenhouse Gas Initiative. Il a aussi investi des sommes importantes afin de lutter contre les phénomènes nuisibles à l'environnement, notamment les changements climatiques. Enfin, même si la lutte contre les espèces exotiques envahissantes demeure un objectif à long terme, des efforts importants ont été réalisés en vue de constituer un réseau d'échange et d'information.

Bien que le gouvernement du Québec ait fait du renforcement de la coopération avec ses partenaires américains un axe majeur de sa stratégie de sécurité, il a établi des liens avec ses autres partenaires étrangers. Parmi eux, citons la conclusion de plusieurs ententes de coopération technique et des échanges d'experts entre la Sûreté du Québec et ses homologues d'Europe et d'Asie. Par ailleurs, le 8 septembre 2008, les démarches visant à constituer un réseau international francophone de formation policière (regroupant des écoles de police) étaient couronnées de succès avec la création de Francopol.

Afin de favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière, le gouvernement du Québec a contribué aux efforts en vue de sécuriser et de préserver l'accès des exportations québécoises au marché américain. Depuis 2006, des incitatifs financiers sont offerts aux entreprises du Québec afin de favoriser leur adhésion au programme américain C-TPAT, programme de sécurité des échanges commerciaux. De plus, plusieurs millions de dollars ont été investis sur les infrastructures routières aux approches des quatre principaux postes frontaliers du Québec, et ce, avec la participation financière de Transports Canada. Ces sommes ont servi à la construction de voies dédiées pour les camions et d'un poste de contrôle routier muni de systèmes de transport intelligents ainsi qu'à l'implantation d'un système de gestion de circulation automatisée. Au terme du Plan d'action 2006-2009, les travaux de construction sont complétés au poste de Lacolle/Champlain alors qu'ils se poursuivent aux postes de Stanstead/Rock Island et d'Armstrong/Jackman et débiteront sous peu au poste de Saint-Armand/Highgate. Notons que ces travaux sont entièrement coordonnés avec les agences douanières fédérales du Canada et des États-Unis. Par ailleurs, toujours en matière de sécurité à la frontière, le *permis de conduire Plus*, dont la gestion est assurée par la Société d'assurance automobile du Québec, a été rendu disponible le 16 mars 2009 et est officiellement entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009. Ce nouveau document peut remplacer le passeport lors des déplacements des personnes par voie terrestre ou maritime entre le Québec et les États-Unis.

En matière de sécurité agroalimentaire, le plan d'action sur la traçabilité agroalimentaire, qui vise à suivre les déplacements d'un aliment pendant les stades de production, de transformation et de distribution a été mis en place. Au Canada, le Québec influe sur l'élaboration des normes nationales sur le sujet alors qu'il exerce un leadership en Amérique du Nord.

En ce qui concerne la sûreté des documents, le Québec a mis en place des mécanismes de contrôle pour combattre les phénomènes de criminalité liés à l'immigration. Il entretient également des collaborations avec des représentants et des experts internationaux afin de sécuriser ses systèmes informatiques publics et de protection des renseignements personnels.

Le Plan d'action 2006-2009 a servi les intérêts du Québec en matière de sécurité non militaire. Il a consolidé l'action des ministères et organismes québécois responsables. Permettant de travailler sur tous les enjeux, depuis les catastrophes naturelles jusqu'aux crimes et au terrorisme, il a contribué à l'établissement de liens de coopération avec des partenaires internationaux, dont les États-Unis, afin d'assurer la sécurité de son territoire et celle du continent nord-américain.

## Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec

Le quatrième objectif de la Politique internationale concerne l'identité et la culture du Québec et comporte 11 mesures regroupées sous deux priorités :

- appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde;
- développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger.

Tout comme pour les années précédentes, le Québec a poursuivi la mise en œuvre de plusieurs dispositions visant à favoriser la promotion et le rayonnement de la langue française à travers le monde. La participation du Québec aux travaux de l'UNESCO a permis de faire état de la position du Québec dans le cadre de la mise en œuvre des grandes orientations issues du Sommet mondial de la société de l'information et du Forum sur la gouvernance de l'Internet. Par ailleurs, en prenant part aux travaux de l'Organisation internationale de normalisation sur l'utilisation du français dans les technologies de l'information, le Québec a contribué à l'adoption et à la publication, simultanément en français et en anglais, de normes internationales élaborées au sein des sous-groupes de travail auxquels il participait.

Afin de promouvoir la terminologie en langue française du vocabulaire industriel, commercial et scientifique, l'Office québécois de la langue française a poursuivi le développement technique ainsi que la recherche de partenariats pour le volet multilingue du *Grand dictionnaire terminologique*. Dans le cadre de l'entente de coopération signée en 2007-2008 avec l'Union latine en matière de terminologie et d'aménagement des langues, l'Office a entrepris la traduction des interfaces du *Grand dictionnaire terminologique* dans les principales langues romanes. Par ailleurs, la tenue du colloque international « La langue française dans sa diversité » en septembre 2008 à Québec, qui a réuni plus de cent participants provenant des différents États de la Francophonie, a permis de mieux faire connaître et rayonner les différentes variétés de français dans le monde.

En plus de faire valoir l'expertise acquise dans la mise en œuvre d'une politique linguistique, les interventions du Québec lors de rencontres multilatérales francophones ont contribué à faire avancer le dossier de la langue française en amont du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie. Le Secrétariat à la politique linguistique et le MRI ont en outre collaboré à la création et la mise en place de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone à l'Université Laval en mars 2009, encouragés en ce sens par une résolution du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie appelant à « [...] poursuivre et à perfectionner l'observation de l'usage de la langue française ».

Le gouvernement du Québec accorde aussi une grande importance au développement de l'enseignement du français dans le monde. Ainsi, grâce notamment à l'appui de plusieurs ministères et organismes, la ville de Québec a accueilli le XII<sup>e</sup> Congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français en juillet 2008, réunissant plus de 1 100 congressistes provenant de 125 pays. Le Québec continue également de contribuer et de participer, aux côtés de partenaires bilatéraux et multilatéraux francophones, au Programme de valorisation du français en Asie du Sud-Est par l'envoi de coopérants volontaires au Vietnam et, depuis 2008, au Laos.

Au cours des trois dernières années, le Québec a aussi contribué au développement des stratégies de mise en marché des manifestations et produits culturels québécois à l'étranger. La détermination de pôles géoculturels par domaine et territoire ainsi que la définition de stratégies d'action ont permis d'assurer une démarche structurée visant à mener des opérations de promotion de grande envergure sur ces territoires. De plus, grâce à la bonification du budget de promotion culturelle des représentations du Québec à l'étranger il a été possible d'augmenter le nombre d'activités de promotion culturelle et d'appuyer plus efficacement la présence des entreprises et artistes québécois auprès de réseaux culturels internationaux d'importance. Ainsi, le Québec a pu être représenté dans divers événements : Étés de la danse à Paris,



Biennale Orizzonte Québec en Italie, Semaine du cinéma québécois à San Francisco, Foire internationale du livre Liber en Espagne, etc.

Par ailleurs, en 2008, grâce à la réalisation de l'*Enquête sur les exportations de spectacles québécois* et de l'*Enquête sur l'industrie des services techniques du cinéma et de la télévision* par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, des données stratégiques sur le commerce international des produits et services culturels québécois seront maintenant disponibles et permettront d'adapter les démarches de développement de marché aux territoires ciblés.

Enfin, la bonification, au cours des trois dernières années, des programmes de la Société de développement des entreprises culturelles, du Conseil des arts et des lettres du Québec et du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine a permis d'augmenter la circulation des productions artistiques et culturelles sur les territoires prioritaires de la Politique internationale du Québec. Pour sa part, le nouveau Programme d'accueil de spectacles étrangers, mis sur pied en 2006 pour encourager la réciprocité, a permis d'accueillir treize spectacles d'Europe et d'Afrique dans diverses régions du Québec. Finalement, plus de 130 projets de traduction d'œuvres, d'extraits d'œuvre et d'articles de périodiques culturels ont été réalisés, dont la moitié vers l'anglais et l'espagnol.

## Objectif 5 Contribuer à l'effort de solidarité internationale

Enfin, la Politique internationale du Québec poursuit un cinquième objectif : « Contribuer à l'effort de solidarité internationale ». Pour ce faire, le gouvernement du Québec s'est donné la priorité suivante :

- *orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance des pays en développement.*

Les huit mesures du Plan d'action liées à cet objectif ont été mises en œuvre par les différents ministères et organismes, dont le ministère des Relations internationales, et les résultats attendus, notamment en ce qui a trait à la formation des ressources humaines et au renforcement des capacités de gouvernance, ont été globalement atteints.

Pour ce qui est de la formation des ressources humaines, l'Agence universitaire de la Francophonie et d'autres organismes comme Éducation internationale et l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires ont pu bénéficier des crédits additionnels associés au Plan d'action de la Politique internationale du Québec afin de réaliser plusieurs initiatives dans les pays d'Afrique francophone. Ces initiatives portaient notamment sur les questions de l'assurance qualité de l'enseignement supérieur, la gestion d'une offre de formation adaptée à une clientèle déscolarisée (formation professionnelle) et la formation de formateurs en gestion scolaire.

L'appui aux étudiants étrangers dans le cadre du programme d'ententes internationales sur les droits de scolarité du gouvernement du Québec s'est poursuivi et de nouvelles orientations ont été élaborées de concert avec les différents intervenants concernés. Les ententes, en renégociation en 2009-2010, visent plus particulièrement les étudiants des cycles supérieurs dans des secteurs de développement jugés prioritaires par les pays partenaires.

En matière de gouvernance, le Projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti a été mis en œuvre par l'ENAP après la signature, en novembre 2007, d'une entente entre le Québec, le Canada et Haïti; ce projet, qui a contribué significativement au renforcement de la gestion publique haïtienne, aura pour effet, entre autres, d'améliorer les services à la population. Depuis la signature de l'entente, une vingtaine d'experts du gouvernement québécois ont pu partager leurs connaissances et leurs pratiques auprès de l'administration haïtienne et, dans cette foulée, plusieurs fonctionnaires haïtiens ont bénéficié de formations ou de stages spécialisés au Québec. Le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise a également conçu et mis en œuvre plusieurs initiatives permettant le renforcement de la gouvernance dans plusieurs pays, dont Haïti, un pays prioritaire pour l'action du Québec en matière de solidarité internationale. L'Agence canadienne de développement international a notamment collaboré au financement d'une importante conférence internationale pilotée par le Centre dans le cadre d'un partenariat avec le Bureau d'audiences publiques en environnement du Québec et l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie. Cette conférence intitulée « La participation publique en environnement : vers un développement durable par une gouvernance démocratique » s'est tenue à Dakar en mars 2009 et rassemblait une quarantaine d'intervenants provenant de 14 pays de la francophonie. De manière générale, le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise est maintenant bien positionné auprès de l'Agence canadienne de développement international et auprès de certains bailleurs de fonds internationaux, dont l'Organisation des États américains qui finance un projet du Centre intitulé « Appui à la modernisation et à l'intégration du registre d'état civil en Haïti ».

Avec l'adhésion de quatre nouvelles villes québécoises et de l'Union des municipalités du Québec comme membres de l'Association internationale des maires francophones, il est possible d'anticiper un partage accru d'expertises et l'établissement de collaborations fructueuses au sein du monde municipal francophone. De plus, lors de la tenue à Québec de la XXVIII<sup>e</sup> Assemblée générale de cette association en octobre 2008, une Commission de travail sur le développement local et l'entrepreneuriat a été créée et sa présidence a été confiée au maire de Québec, ce qui contribuera également à la multiplication des échanges au sein de ce réseau municipal francophone. Par ailleurs, le partage d'expériences et de

savoir-faire en matière de diversité culturelle et de diversité biologique s'est réalisé par le biais de la production d'outils et d'enquêtes, l'appui au développement de réseaux et le détachement d'experts québécois à différents forums internationaux, dont l'OIF.

En matière d'urgence humanitaire internationale, l'action du Québec s'est illustrée par la formation d'une centaine de professionnels du réseau québécois de la santé pour agir au sein des unités d'intervention de la Croix-Rouge canadienne - Division du Québec, dans le cadre d'une entente entre cet organisme humanitaire et le ministère de la Santé et des Services sociaux. Une dizaine d'experts ont depuis été déployés. De plus, le MRI fait dorénavant partie du Comité de sécurité civile du Québec et le Plan national de sécurité comprend maintenant un volet international. Le MRI dispose également d'un cadre ministériel de gestion de crise, couvrant l'ensemble des représentations du Québec à l'étranger, qui peut immédiatement être mobilisé dans le cas d'une situation d'urgence humanitaire internationale.

La mise en place d'un mécanisme de concertation avec les organismes de la société civile pour accroître la portée de l'aide au développement reste toutefois une initiative à compléter. Malgré les travaux réalisés en vue de la mise en place d'un mécanisme formel de concertation, aucune rencontre officielle n'a pu être tenue. Des consultations parallèles auprès des organismes de coopération internationale ont toutefois été menées, notamment dans le cadre de l'évaluation des résultats de deux programmes de solidarité internationale du MRI.

En conclusion, le MRI a certainement assumé son rôle de coordination dans la mise en œuvre de l'objectif « Contribuer à l'effort de solidarité internationale » de la Politique internationale du Québec. De concert avec les autres unités du Ministère, le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise et les ministères et organismes concernés, la Direction du développement international a œuvré activement au renforcement des relations avec l'Agence canadienne de développement international et d'autres institutions internationales de financement, dont l'Organisation des États américains (OEA), de même qu'au développement de coopérations bilatérales avec certains pays de la Francophonie, dont Haïti. Parallèlement à ces actions, les programmes de solidarité du MRI ont été examinés en vue de prendre davantage en compte les orientations de la Politique internationale du Québec en matière de solidarité internationale.

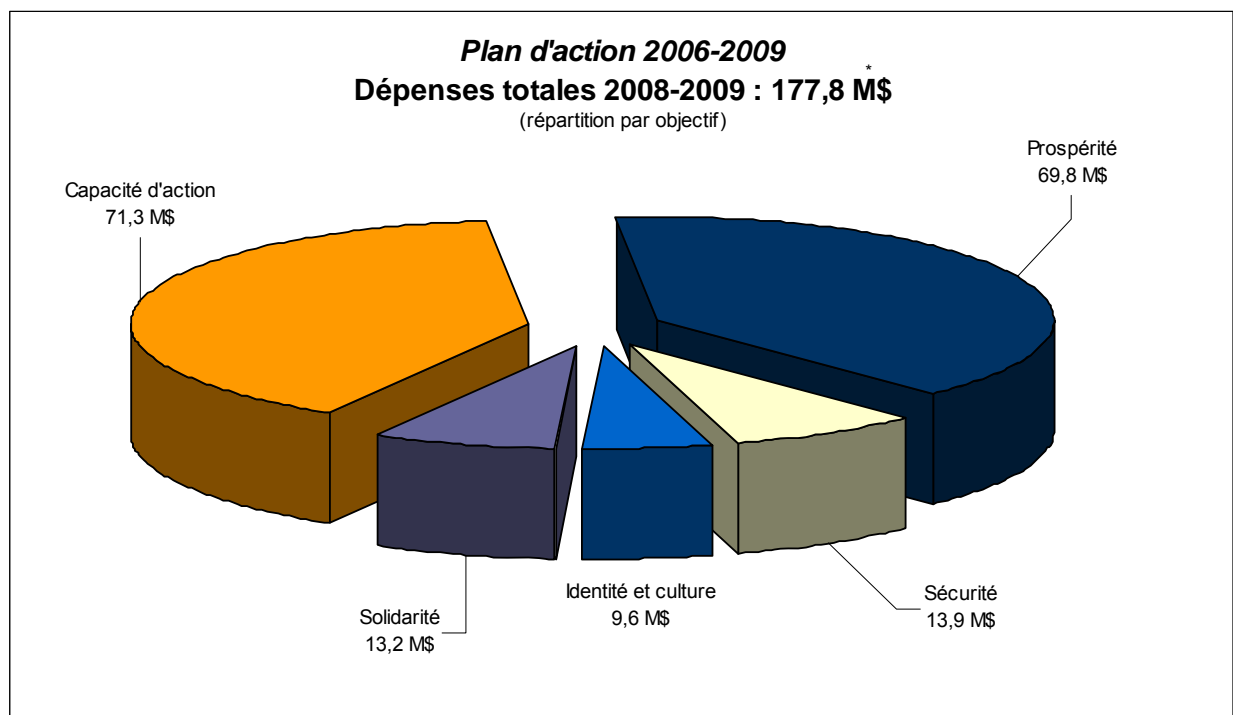
## Bilan administratif

### Mécanisme de suivi

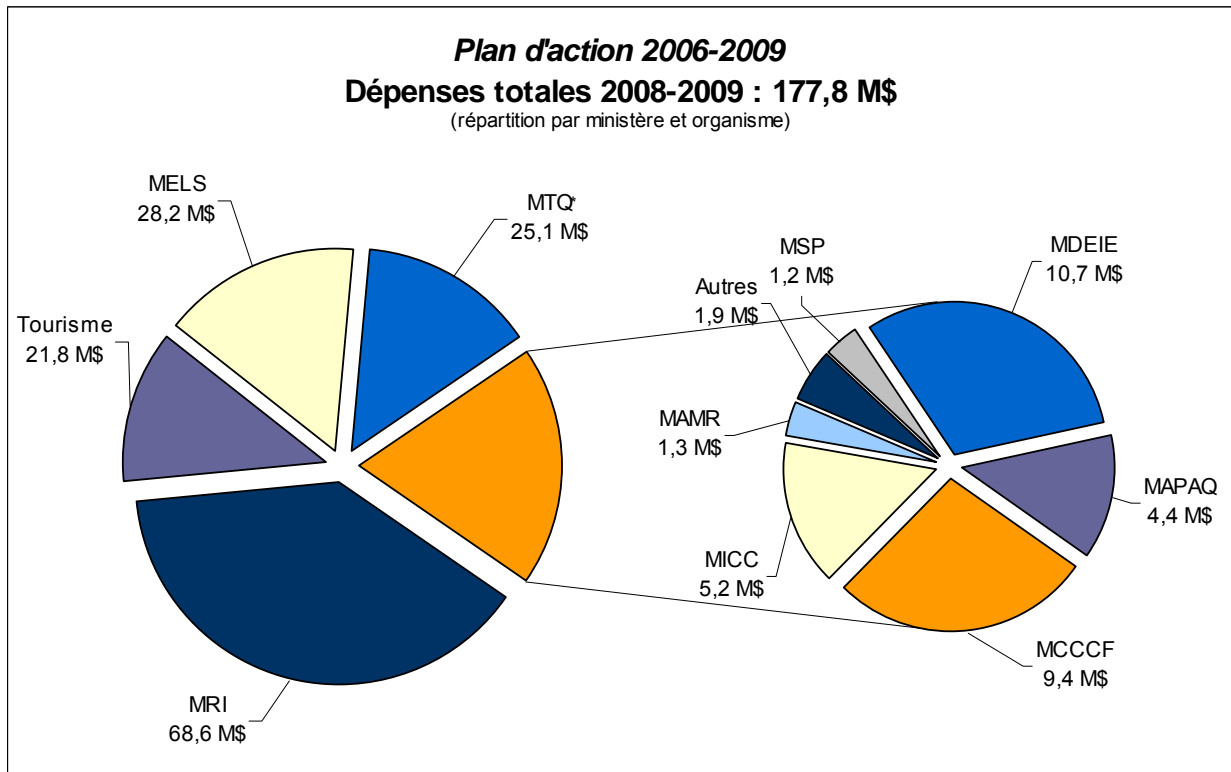
Le ministère des Relations internationales a mis en place un mécanisme de coordination interministérielle axé sur une approche d'accompagnement et de soutien auprès des ministères et organismes partenaires, assurée par une équipe de conseillers en relations internationales. La gestion du processus de suivi est coordonnée par la Direction de la planification stratégique et opérationnelle du MRI, qui doit veiller au respect des objectifs de la Politique internationale du Québec et des règles administratives du gouvernement. Les outils conçus au Ministère permettent de recueillir l'information sur les résultats obtenus, sur la planification des activités ainsi que sur les ressources budgétaires engagées dans la réalisation du Plan d'action.

### Bilan des ressources financières

Au cours de l'année 2008-2009, les quelque 20 ministères et organismes associés à la réalisation du Plan d'action ont dépensé environ 178 M\$, y compris les crédits additionnels, pour la mise en œuvre des mesures dont ils sont responsables. Les deux graphiques suivants illustrent la répartition des dépenses par objectif ainsi que par ministère et organisme partenaire



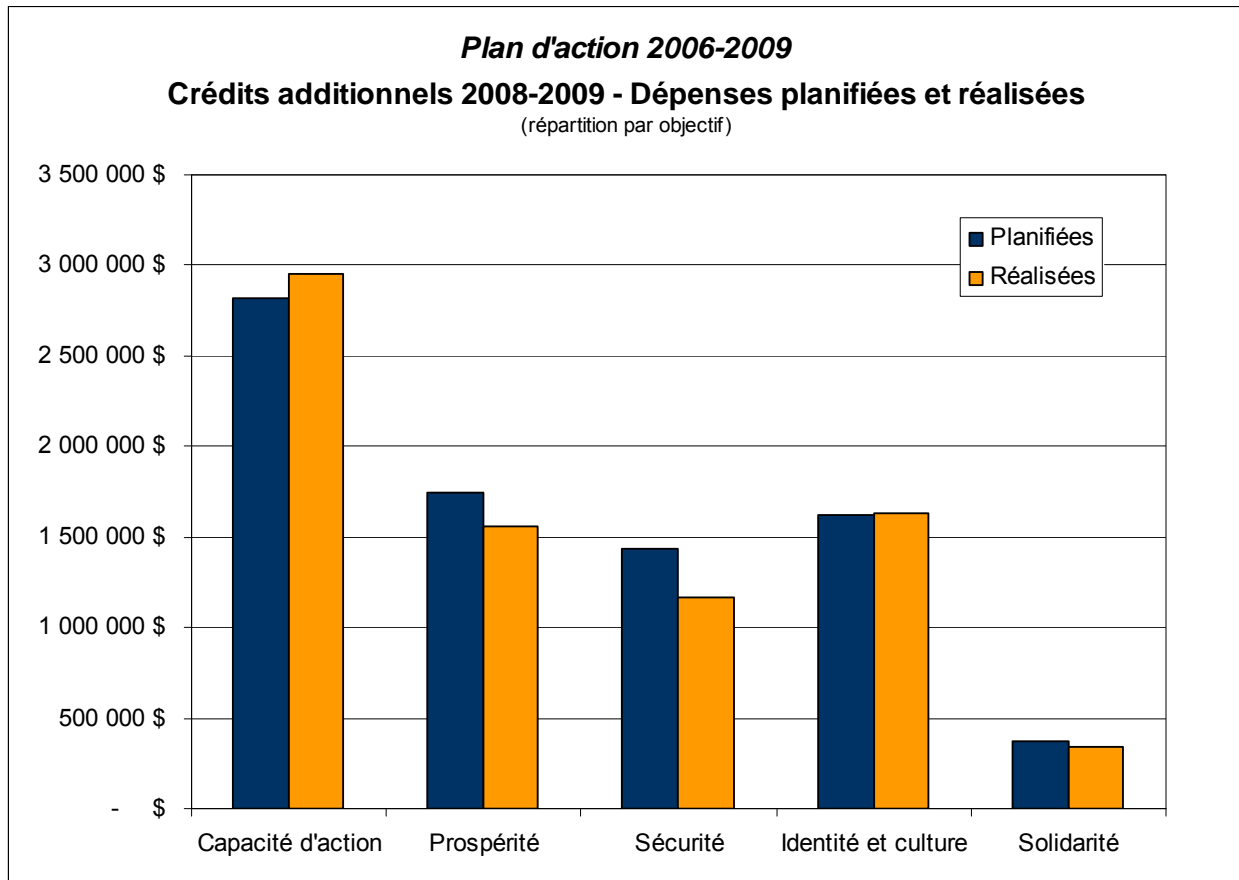
\* Les dépenses relatives au réseau des représentations du Québec à l'étranger ont toutes été regroupées sous l'objectif « Renforcer la capacité d'action du Québec » pour faciliter le suivi budgétaire. Il importe toutefois de mentionner que plusieurs des ressources affectées à l'étranger visent l'expansion des échanges économiques.



\* Notons que cette somme inclut les dépenses relatives au poste de contrôle routier (SAAQ).

Conformément à sa mission, le MRI a consacré 68,6 M\$ à la réalisation des mesures du Plan d'action dont il est responsable. La majeure partie des dépenses, soit 50 M\$, a été affectée au réseau des représentations du Québec à l'étranger pour répondre aux priorités de la Politique internationale.

Les actions menées dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action ont été, en majeure partie, financées à même les budgets réguliers des ministères et organismes, y compris le MRI. En effet, sur les 177,8 M\$ dépensés, 7,7 M\$ provenaient des crédits additionnels octroyés pour soutenir la mise en œuvre de la Politique internationale. La figure suivante illustre la répartition, selon les cinq objectifs de la Politique internationale, des crédits additionnels alloués et des dépenses réelles effectuées à même ces crédits.



## Réalisations par mesure

### Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

#### Priorité 1

Accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts

1. Convenir avec le gouvernement fédéral d'un cadre stable et prévisible pour assurer la participation du Québec aux travaux des organisations internationales **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Mise en œuvre de l'Accord historique entre les gouvernements du Québec et du Canada relatif à la participation du Québec aux activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) avec la signature, en février 2007, du Protocole d'entente administrative visant à préciser les aspects techniques et administratifs liés à la présence du représentant du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO.

Séances de négociation et de concertation avec les gouvernements fédéral et provinciaux afin de conclure une entente fédérale-provinciale sur la participation des gouvernements provinciaux à la gestion de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (CIRDI).

Discussions au Conseil de la fédération sur la participation aux travaux des organisations internationales gouvernementales.

Participation active au sein du Comité fédéral-provincial-territorial chargé des droits de la personne, notamment en ce qui a trait aux négociations internationales de nouveaux instruments dans ce domaine.

Collaboration au groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation en vue d'élaborer un régime pancanadien et international assurant la mise en œuvre de certaines dispositions de la Convention sur la diversité biologique.

Participation du président-directeur général de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) à titre de représentant du Québec au sein de la délégation canadienne à la 59<sup>e</sup> Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé, en mai 2006.

#### *Réalisations 2007-2008*

Poursuite des négociations relatives au CIRDI.

Participation active au sein du Comité fédéral-provincial-territorial chargé des droits de la personne.

Participation, au sein de la délégation canadienne, à une réunion du groupe de travail chargé d'élaborer un Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, tenue à Genève à compter du 31 mars 2007. Ce protocole vise la mise en place d'un mécanisme de communication permettant à tout particulier ou groupe de particuliers de déposer une plainte dans les matières couvertes par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (droit à l'éducation, droit à la santé, droit à un niveau de vie suffisant, droit au travail), soit des domaines relevant de la compétence des provinces.

Participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la 15<sup>e</sup> Commission du développement durable (CDD15) de l'Organisation des Nations Unies, tenue à New York en mai 2007.

Préparation de la participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la Conférence du travail de Genève, en juin 2007.

Participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la réunion de pays aux vues similaires sur l'aménagement forestier durable de Toronto, tenue les 23 et 24 janvier 2008. Cette rencontre visait la préparation des négociations afférentes à l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant en cette matière.

Préparation de la participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, aux négociations américaines sur les droits des peuples autochtones, tenues à Washington du 14 au 18 avril 2008.

Préparation de la participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la 7<sup>e</sup> réunion des ministres de la Justice, tenue à Washington du 28 au 30 avril 2008.

Préparation de la participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la 38<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), prévue à Medellín (Colombie) du 1<sup>er</sup> au 3 juin 2008.

#### *Réalisations 2008-2009*

Participation, pour la première fois, d'un représentant du gouvernement du Québec au sein de la délégation canadienne à la 38<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OEA, qui s'est tenue à Medellín (Colombie), du 1<sup>er</sup> au 3 juin 2008.

Participation, au sein des délégations canadiennes, à quatre conférences ministérielles interaméricaines organisées par l'OEA : justice (Washington, avril 2008), développement social (Reñaca, Chili, juillet 2008), sécurité publique (Mexico, octobre 2008) et culture (Bridgetown, Barbade, novembre 2008).

#### *Bilan global*

Grâce à l'Accord du 5 mai 2006 entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO, le Québec a réussi à obtenir un cadre stable et prévisible pour assurer sa participation aux travaux, réunions et conférences de cette institution spécialisée des Nations Unies. À cet égard, la collaboration entre les représentants du Québec et leurs homologues fédéraux, y compris les membres de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, a été très bonne. Désormais, lors des réunions ou conférences de l'UNESCO, la délégation québécoise a l'avantage de prendre connaissance à l'avance des positions du gouvernement fédéral et de pouvoir les commenter. Dans la foulée de cet accord, le gouvernement du Québec poursuit avec le gouvernement fédéral, en concertation avec les autres provinces canadiennes, la mise en œuvre de meilleures pratiques en vue d'établir un cadre satisfaisant permettant d'assurer la participation du Québec aux travaux d'autres organisations et conférences internationales.

## 2. **Nommer un représentant permanent du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO**

**MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Nomination par le Conseil des ministres, en décembre 2006, du représentant du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO. Entré en fonction en février 2007, ce représentant a participé aux sessions de l'Organisation au regard des sujets d'intérêt pour le Québec tels que l'éducation, la culture, les sciences et le suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI).



### **Réalisations 2007-2008**

Institution du Comité interministériel sur les affaires de l'UNESCO. Les représentants des ministères sectoriels jouant un rôle clé dans les secteurs de l'UNESCO participent à ce comité : le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), le ministère des Services gouvernementaux (MSG), le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) ainsi que le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF). Durant cette période, les travaux ont porté sur la présentation des grands dossiers discutés à l'UNESCO et sur le ciblage de ceux qui pourraient intéresser le Québec.

Intégration du Québec aux débats en cours à l'UNESCO, notamment lors de la 34<sup>e</sup> session de la Conférence générale de cet organisme, tenue du 16 octobre au 3 novembre 2007. La présence permanente du Québec au sein de la délégation canadienne a été soulignée lors des deux Tables ministérielles, l'une en éducation et l'autre en science et technologie. Les représentants québécois ont fait entendre la voix du Québec en de nombreuses occasions.

Contribution du représentant du Québec aux échanges du Groupe des ambassadeurs francophones et rapprochement avec les ambassadeurs de l'Union européenne (UE) et les représentants d'autres États fédérés.

### **Réalisations 2008-2009**

Tenue de rencontres officielles avec différents ambassadeurs et représentants permanents auprès de l'UNESCO afin de les informer et les sensibiliser au rôle que joue le Québec dans le cadre des activités de l'UNESCO.

Prise de parole lors des trois sessions suivantes du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO : deuxième session ordinaire (8-12 décembre 2008), première session extraordinaire (24-27 juin 2008) et deuxième session extraordinaire (23-25 mars 2009). Ces interventions ont permis de présenter le point de vue du Québec au sujet de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Prise de parole lors d'un séminaire international intitulé « L'État, régulateur des services éducatifs ». Organisé par la Communauté française de Belgique, ce séminaire s'inscrivait dans le cadre de la réflexion mondiale sur l'éducation et se penchait sur la croissance des pratiques éducatives commerciales qui ne répondent pas à des normes de qualité adéquates (Bruxelles, 23 mai 2008).

Prise de parole lors de la 48<sup>e</sup> session de la Conférence internationale de l'Éducation dont le thème était « L'éducation pour l'inclusion : la voie de l'avenir ». L'intervention visait, d'une part, à souligner le rôle essentiel de l'État dans la définition de l'offre et la régulation des services éducatifs et, d'autre part, à présenter les politiques et le savoir-faire du Québec en matière d'éducation inclusive (Genève, 25-28 novembre 2008).

Participation à la 32<sup>e</sup> session ordinaire du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO. À cette occasion, il y a eu des prises de parole du premier ministre, de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine afin de faire état de l'importance accordée par le gouvernement du Québec aux différentes dimensions du patrimoine (Québec, 2-10 juillet 2008).

### **Bilan global**

Cette mesure a été complétée avec succès. Le 19 décembre 2006, le gouvernement du Québec a procédé à la nomination d'un représentant du Québec au sein de la Délégation permanente du

Canada auprès de l'UNESCO. Depuis son entrée en fonction, le 5 février 2007, le représentant a accompli un travail important au sein de toutes les délégations canadiennes participant aux activités de l'UNESCO. Ainsi, il est intervenu à maintes reprises lors des réunions de l'UNESCO afin de compléter la position canadienne et de faire valoir la voix du Québec. À titre d'exemple, il a pris la parole lors de diverses sessions du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, et ce, afin de présenter le point de vue du Québec au sujet de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Il importe de souligner qu'il s'agit du premier représentant officiel du Québec à œuvrer auprès d'une organisation des Nations Unies.

Finalement, le représentant du Québec et les conseillers du ministère des Relations internationales (MRI) et du MCCCFC ont toujours veillé à ce que les préoccupations québécoises soient bien reflétées dans les travaux menés par le ministère fédéral des Affaires étrangères et du Commerce international et la Commission canadienne pour l'UNESCO.

### 3. Intervenir dans les mécanismes de contrôle des conventions internationales

MRI

#### *Réalisations 2006-2007*

Participation de deux représentants du Québec, pour répondre aux questions relatives au Québec, lors de l'examen des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> Rapports du Canada sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, en février 2007.

Contribution du Québec aux 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> Rapports du Canada sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Rédaction des observations du Québec en réponse aux plaintes déposées au Comité de la liberté syndicale du Bureau international du travail et suivi de ses recommandations.

#### *Réalisations 2007-2008*

Visite du rapporteur spécial sur le logement convenable de l'ONU à Montréal, en octobre 2007, et analyse de son rapport préliminaire.

Négociation avec le gouvernement fédéral de garanties, eu égard à la participation du Québec et des autres provinces canadiennes à la gestion et au suivi de la CIRDI.

Dépôt des observations du Québec concernant deux plaintes au Comité des droits de l'homme.

Réponses du Québec concernant le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant terminées.

Rédaction des rapports de mise en œuvre par le Québec de cinq conventions internationales sous la responsabilité de l'Organisation internationale du travail : la Convention internationale du travail, la Convention sur l'égalité de rémunération, la Convention relative à la discrimination en matière professionnelle, la Convention sur la politique de l'emploi et la Convention sur la santé et la sécurité des travailleurs.

#### *Réalisations 2008-2009*

Participation de représentants du gouvernement du Québec à la 97<sup>e</sup> Conférence internationale du Travail; parmi eux, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) qui a agi à titre de porte-parole de la délégation canadienne au Comité de l'emploi rural (mai et juin 2008).

Participation de représentantes du gouvernement du Québec à l'examen des sixième et septième Rapports du Canada à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, devant un comité du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (octobre 2008).

Participation du gouvernement du Québec à l'Examen périodique universel du Canada devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. À cette occasion, 45 États sont intervenus pour formuler des recommandations sur plusieurs sujets à l'intention du Canada (février 2009).

### ***Bilan global***

Cette mesure a été réalisée de diverses façons. Dans le domaine du droit international du travail, le ministère des Relations internationales a continué de suivre de près les activités normatives de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le gouvernement du Québec a pleinement participé à la rédaction des rapports de mise en œuvre des conventions internationales dans ce domaine, et ces rapports ont été transmis intégralement à l'OIT par le gouvernement fédéral. Le Québec a également participé activement à l'élaboration des positions canadiennes sur les sujets à l'ordre du jour des Conférences internationales du Travail, dont certains revêtaient un caractère normatif. Finalement, le gouvernement du Québec a continué à tenir l'OIT informée des éléments de suivi propres aux plaintes déposées à l'encontre du Québec.

Dans le domaine des droits de la personne, signalons, d'une part, la contribution du Québec aux 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> Rapports du Canada aux Nations Unies sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2007) et, d'autre part, la participation du gouvernement du Québec à l'Examen périodique universel du Canada devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (février 2009).

4. **Dans le cadre des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), collaborer avec le gouvernement fédéral pour défendre la liberté d'action des gouvernements en matière de politiques publiques (culture, éducation, santé et services sociaux) et le maintien des mécanismes de mise en marché collective des produits agricoles telle la gestion de l'offre. S'assurer de la présence de représentants du gouvernement du Québec aux moments décisifs des négociations** **MDEIE**

### ***Réalisations 2006-2007***

Participation active à toutes les rencontres fédérales-provinciales visant à établir les positions canadiennes dans les négociations multilatérales et présence à toutes les séances de l'OMC.

Présence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et des représentants du secteur agricole à la réunion ministérielle de l'OMC, à Genève.

Participation aux travaux menant à l'offre canadienne révisée de libéralisation des services conservant la marge de manœuvre du gouvernement dans les secteurs de la culture, de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

Participation directe aux négociations ayant mené à la conclusion de l'accord Canada-États-Unis sur le bois d'œuvre de même qu'à la renégociation de l'arrangement sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Contribution active du gouvernement du Québec à la conclusion de l'Entente Canada-Union européenne sur le commerce des boissons alcooliques.

### ***Réalisations 2007-2008***

Présence aux différentes étapes des négociations portant sur les questions agricoles à l'OMC afin de représenter les intérêts du Québec quant au maintien du système de gestion de l'offre.

Prise en compte des positions et des orientations du Québec dans la négociation par le gouvernement fédéral de deux accords commerciaux avec le Pérou et l'Association européenne de libre-échange qui comprend la Suisse, le Lichtenstein, l'Islande et la Norvège.

Suivi continu du calendrier de négociation d'accords bilatéraux et régionaux poursuivi par le gouvernement fédéral.

Mise en œuvre de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis et défense des mesures de soutien à l'industrie québécoise par leur conformité à l'entente.

Signature du nouvel arrangement sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils de l'OCDE le 31 juillet 2007. Préservation de la capacité d'intervention d'Investissement Québec (IQ) et réduction du risque financier gouvernemental.

### **Réalisations 2008-2009**

Traitement de deux plaintes déposées en arbitrage par les États-Unis concernant le bois d'œuvre.

Participation du Québec au suivi du nouvel accord à l'OCDE sur les Arrangements de crédits à l'exportation des avions.

Obtention, en février 2009, d'une participation directe du gouvernement du Québec, pour les sujets de sa compétence et ceux de compétence partagée, aux négociations amorcées en vue de conclure un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne (UE).

### **Bilan global**

À la suspension des négociations commerciales multilatérales à l'OMC, les textes sur les modalités à convenir en agriculture ne correspondaient toujours pas aux objectifs du Québec. Par contre, les objectifs et les intérêts du Québec - ainsi que sa capacité d'intervention dans certains secteurs sensibles comme la santé, les services sociaux, l'éducation et la culture - ont été préservés dans la conclusion de deux accords de libre-échange : celui entre le Canada et l'Association européenne de libre-échange et celui entre le Canada et le Pérou. Au début des négociations entre le Canada et l'UE, le Québec a obtenu une participation directe aux négociations pour les sujets de sa compétence et ceux de compétence partagée, ce qui pourra préserver sa capacité d'intervention dans certains secteurs sensibles. Enfin, le gouvernement du Québec a participé activement, de concert avec le gouvernement fédéral, à la défense des programmes du *Plan de soutien à l'industrie forestière* qui sont contestés par les autorités américaines. À ce sujet, des audiences sont prévues en juillet 2009. Finalement, le nouvel accord à l'OCDE sur les Arrangements de crédits à l'exportation des avions, signé le 31 juillet 2007, est conforme aux objectifs du Québec. Le Québec continue de suivre les travaux de mise en œuvre et de gestion de l'accord ainsi que les négociations sur certains paramètres pouvant influencer sur les modalités de financement des ventes d'avions.

5. **Poursuivre la réalisation du plan d'action gouvernemental visant à appuyer la ratification et la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles** **MCCCF, MRI, MDEIE**

### **Réalisations 2006-2007**

Collaboration à l'entrée en vigueur de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, le 18 mars 2007, le seuil nécessaire à son entrée en vigueur étant fixé à 30 États.

Au 31 mars 2007, 56 États et une organisation d'intégration économique régionale avaient déjà déposé leur instrument de ratification de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles auprès de l'UNESCO.

Appui financier à la Coalition pour la diversité culturelle et échanges réguliers d'information avec celle-ci, ce qui a permis de poursuivre l'élargissement de son action internationale et de travailler en concertation avec 37 coalitions d'artistes et de professionnels de la culture à travers le monde.

Partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui, grâce à une personne-ressource du MRI, a proposé un plan d'action opérationnel en matière de diversité culturelle pour l'ensemble de ses membres.

Site Internet gouvernemental sur la diversité culturelle : 46 000 consultations au mois de mars 2007 et croissance des abonnements au bulletin électronique hebdomadaire sur le sujet.

Appui à la réalisation d'études sur la mise en œuvre de la Convention, notamment quant à la disponibilité de traductions en anglais, en espagnol et en arabe.

Participation constante aux travaux de l'OIF et du Réseau international sur la politique culturelle (RIPC) de même que de nombreuses interventions dans diverses conférences internationales pour faire valoir la Convention.

### **Réalisations 2007-2008**

Poursuite de la campagne diplomatique visant à augmenter le nombre de ratifications de la Convention. Au 31 mars 2008, 80 États et une organisation d'intégration économique régionale avaient déposé leur instrument de ratification, soit 24 de plus qu'à pareille date en 2007.

Renouvellement de l'appui financier à la Coalition pour la diversité culturelle et échanges réguliers d'information avec celle-ci, ce qui a permis de poursuivre l'élargissement de son action internationale et de travailler en concertation avec 42 coalitions d'artistes et de professionnels de la culture à travers le monde réunis dorénavant dans la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle, dont le secrétariat situé à Montréal est assumé par la Coalition.

Poursuite des activités du site Internet gouvernemental trilingue consacré au dossier de la diversité des expressions culturelles. La diffusion d'un bulletin d'information hebdomadaire propre à ce site s'est poursuivie de même que la présentation d'études inédites sur la mise en œuvre de la Convention.

Renouvellement du partenariat avec l'OIF, qui s'est notamment concrétisé par le maintien d'une personne-ressource du MRI affectée à l'application du plan d'action de l'OIF en matière de diversité culturelle.

Poursuite de la participation aux travaux du RIPC de même que de nombreuses interventions à diverses conférences internationales pour faire valoir la Convention, dont la Commonwealth Foundation.

Participation active, à l'UNESCO, aux réunions des organes directeurs de la Convention soit la Conférence des Parties et le Comité intergouvernemental, et ce, au sein de la délégation canadienne.

Contribution de 100 000 \$ du gouvernement du Québec (MRI) au Fonds international pour la diversité culturelle.

Maintien de l'appui à la réalisation d'études sur la mise en œuvre de la Convention, notamment quant à la disponibilité de traductions en anglais, en espagnol et en arabe.

Appui financier à la création du Réseau international d'information et de soutien juridique en matière de diversité des expressions culturelles, dont le siège est situé à la Faculté de droit de l'Université Laval.

### *Réalisations 2008-2009*

Poursuite de la campagne diplomatique visant à augmenter le nombre de ratifications de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO. Au 31 mars 2009, quelque 97 États et une organisation d'intégration économique régionale avaient déposé leur instrument de ratification.

Renouvellement de l'appui financier à la Coalition canadienne pour la diversité culturelle et échanges réguliers d'information avec celle-ci.

Maintien des activités du site Internet gouvernemental trilingue consacré au dossier de la diversité des expressions culturelles. La diffusion d'un bulletin d'information hebdomadaire propre à ce site s'est également poursuivie, tout comme la présentation d'études inédites sur la mise en œuvre de la Convention.

Poursuite de la participation du gouvernement du Québec, au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, aux travaux des organes directeurs de la Convention (Conférence des Parties et Comité intergouvernemental). Le Québec a ainsi contribué à l'élaboration de directives opérationnelles pour les articles de la Convention.

Poursuite de la participation du gouvernement du Québec aux travaux de l'OIF relatifs à la Convention et aux travaux du RIPC.

### *Bilan global*

Depuis 2006, le nombre de ratifications de la Convention a augmenté de façon considérable. Il est maintenant très satisfaisant, puisque l'objectif de 100 ratifications est presque atteint.

Le gouvernement du Québec a été présent à toutes les sessions des organes directeurs de la Convention (Conférence des Parties et Comité intergouvernemental) et y a pris la parole à chaque occasion pour faire valoir son point de vue. Le Québec a également participé à toutes les rencontres du RIPC et a contribué activement aux travaux de l'OIF relatifs à la Convention et la diversité des expressions culturelles.

Les relations avec la société civile ont été excellentes, plus particulièrement avec la Coalition canadienne pour la diversité culturelle. Cette coalition a accompli un travail de terrain remarquable pour encourager la ratification de la Convention par le plus grand nombre d'États possible. La notoriété et l'efficacité de cette organisation lui ont valu d'assumer la responsabilité du secrétariat de la Fédération internationale des Coalitions pour la diversité culturelle, dont le siège est situé à Montréal.

Le gouvernement du Québec a aussi contribué à la mise sur pied du Réseau international de juristes pour la diversité des expressions culturelles, dont le siège est à l'Université Laval. Ce réseau permet l'échange d'information et le partage d'expertise juridique sur les différents articles de la Convention. Il offre aussi un service de soutien juridique concernant la mise en œuvre de la Convention aux États qui en font la demande.

Signalons finalement que le site web gouvernemental consacré au dossier de la diversité culturelle est devenu la référence internationale en matière d'information sur la Convention et la diversité des expressions culturelles. De nombreux essais inédits traitant de la Convention sont également diffusés sur ce site Internet.



6. **Suivre de plus près les travaux de l'Organisation des États américains (OEA) et de la Banque mondiale** MRI

**Réalisations 2006-2007**

Entretien du premier ministre avec le secrétaire général de l'OEA, en février 2007.

Entretien de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le représentant permanent du gouvernement du Canada auprès de l'OEA, en janvier 2007.

Participation de la ministre de la Culture et des Communications du Québec à la 3<sup>e</sup> Réunion interaméricaine des ministres de la Culture de l'OEA.

Rencontres avec des représentants de la Banque mondiale (BM), en juin 2006 et janvier 2007, afin de promouvoir l'expertise québécoise.

Embauche au Bureau du Québec à Washington d'un responsable aux affaires multilatérales chargé des liens avec l'OEA et la BM, avec le soutien du gouvernement du Canada.

Identification des dossiers prioritaires à suivre auprès de l'OEA.

**Réalisations 2007-2008**

Entretien de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le secrétaire général de l'OEA, en juin 2007.

Présence du Québec en marge de l'Assemblée générale de l'OEA, en juin 2007, dont le thème était l'énergie.

Élaboration par le Québec de ses positions gouvernementales et participation aux négociations concernant différents instruments normatifs en cours d'élaboration à l'OEA.

Développement d'un réseau de contacts au sein de la BM et de la Banque interaméricaine de développement (BID).

Participation, au sein de la délégation canadienne, à la réunion annuelle de la BID.

Négociation pour l'obtention d'une présence québécoise au sein de la délégation canadienne en vue de la 38<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OEA de juin 2008.

**Réalisations 2008-2009**

Participation, pour la première fois, de représentants du gouvernement du Québec à l'Assemblée générale de l'OEA, en juin 2008, au sein de la délégation canadienne. La participation à cette rencontre, ayant pour thème « La jeunesse et les valeurs démocratiques », a permis de faire valoir le savoir-faire québécois dans le secteur de la jeunesse (Medellín, juin 2008).

Participation de représentants québécois au sein des délégations canadiennes lors des réunions ministérielles interaméricaines en justice (Washington, avril 2008), en développement social (Reñaca, Chili, juillet 2008), en sécurité publique (Mexico, octobre 2008) et en culture (Bridgetown, Barbade, novembre 2008). Ces rencontres ont permis de favoriser l'échange d'expertise sectorielle et de faire valoir les positions québécoises.

Renforcement du mécanisme de consultation interministérielle, permettant de bien définir les thématiques sectorielles prioritaires et les positions que le gouvernement du Québec entend promouvoir auprès de l'OEA.

Soutien et appui à la création d'un poste de coordonnateur du dossier Haïti au sein du Bureau du secrétaire général adjoint de l'OEA.

### *Bilan global*

Cette mesure a été réalisée avec succès. En 2007, une stratégie d'action était mise sur pied afin de permettre au gouvernement de concentrer ses efforts sur les enjeux prioritaires à promouvoir et à défendre au sein de l'OEA et de la BM. En juin de cette même année, lors d'un entretien avec le secrétaire général de l'OEA, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a pu réitérer la volonté du Québec de suivre de près les travaux de l'OEA dans ses domaines de compétences, dont la culture et l'éducation, et de mettre l'accent sur la priorité à accorder à Haïti. À ce sujet, le Québec a offert de mettre à la disposition de l'OEA une coordonnatrice pour les dossiers Haïti.

En 2008, des représentants du Québec ont participé pour une première fois, au sein de la délégation canadienne, à l'Assemblée générale de l'OEA. Cette rencontre, qui avait pour thème « La jeunesse et les valeurs démocratiques », a permis de faire valoir le savoir-faire québécois dans le domaine de la jeunesse.

Il convient de signaler que depuis sa prise de poste, en mars 2007, le responsable des affaires multilatérales au Bureau du Québec à Washington assure un suivi constant des travaux menés à l'OEA, tout en étant appuyé par un conseiller du MRI à Québec.

Finalement, le MRI a mis en œuvre des mécanismes de concertation, en collaboration avec les ministères sectoriels québécois et leurs homologues fédéraux ainsi qu'avec le ministère fédéral des Affaires étrangères et du Commerce international, afin de s'assurer que les positions du Québec seraient prises en compte lors de l'élaboration des positions canadiennes à l'OEA.

7. **Appuyer la présence d'experts québécois dans les groupes de travail des organisations internationales et augmenter le nombre de jeunes Québécois en stage auprès de ces organisations** **MRI**

### *Réalizations 2006-2007*

Placement de 23 stagiaires (dont 9 postes nouvellement créés), pour une période de six mois, auprès des organisations internationales et plus particulièrement, au sein d'équipes de travail choisies en fonction de l'intérêt, pour le Québec, des dossiers qu'elles traitent. Des stagiaires ont été affectés, à titre d'exemple, à la division de l'Éducation et de la Culture de l'OEA, aux directions de l'Environnement, secteur des changements climatiques et de la gestion de l'eau de l'OCDE, à la division de la Société de l'information à l'UNESCO, à la section sur les Femmes et l'Égalité des genres de cette même organisation, au secteur sur l'accès aux ressources génétiques et partage des avantages du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB), à la division de l'Éducation du Conseil de l'Europe, à la division des Forêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au secteur des politiques régionales de la Commission des Grands Lacs et au secteur de l'Écologisation des marchés de la Commission de coopération environnementale de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Soutien à 28 experts québécois qui ont participé à des groupes de travail des organisations internationales.

### *Réalizations 2007-2008*

Maintien à 23 du nombre de stagiaires auprès des organisations internationales pour une période de six mois. Des stagiaires ont été affectés notamment, à la Cour internationale de justice, à l'OEA, au Conseil de l'Europe, à l'UNESCO ainsi qu'au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.



Création d'un nouveau partenariat financier avec l'Université Laval pour le placement d'un stagiaire au SCDB.

Financement par le MRI, pour huit finissants à la maîtrise en foresterie, d'une mission d'étude et de familiarisation à Rome auprès d'organisations internationales œuvrant dans le domaine des forêts et de la biodiversité (FAO, Biodiv., le Fond international de développement agricole et l'International Plant Genetic Resources Institute).

### *Réalisations 2008-2009*

Désignation d'un haut fonctionnaire québécois du MAMROT à titre d'expert et porte-parole de la délégation canadienne au Comité sur l'emploi rural de la Conférence internationale du travail.

Création d'un nouveau partenariat avec le Comité des Régions de l'Union européenne pour le placement d'un stagiaire.

Placement de 24 stagiaires dans les organisations internationales gouvernementales suivantes : Comité des Régions de l'Union européenne, Commission de coopération environnementale, Commission des Grands Lacs, Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage (CONFEMEN), Conseil de l'Europe, Conseil économique et social européen, Cour internationale de Justice, Cour permanente d'arbitrage, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), OCDE, OEA, OIT, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), UNESCO.

### *Bilan global*

Le placement d'experts québécois auprès de groupes de travail d'organisations internationales est une opération complexe qui nécessite la concertation avec plusieurs partenaires (ministères sectoriels, universités ou centres de recherche, instances du gouvernement fédéral, en plus des organisations internationales concernées). La désignation d'un expert lors de la Conférence internationale du Travail (instance politique principale de l'OIT) représente un bel exemple d'un placement d'expert fructueux.

Par l'entremise du Programme de stages dans les organisations internationales gouvernementales, de jeunes professionnels québécois effectuent des stages dans des organisations internationales. Le programme a acquis une excellente réputation, ce qui a pour effet d'augmenter le nombre d'organisations internationales qui sollicitent le MRI pour y participer et recevoir de jeunes Québécois. Le Ministère a pu profiter de cette demande pour choisir les organisations internationales correspondant le plus à ses intérêts stratégiques. De plus, l'expérience acquise par les stagiaires permet de développer une expertise stratégique chez les participants, une expertise profitable pour le Québec.

8. **Développer les liens et le partenariat avec les institutions publiques et les organismes de la société civile afin d'accroître la capacité d'intervention du Québec dans les divers forums internationaux** **MRI**

### *Réalisations 2006-2007*

Poursuite du partenariat avec le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre dans les dossiers liés à l'OIT.

Nouveau partenariat avec le Secrétariat international de l'eau (SIE) pour jeter les bases d'une concertation dans ce domaine.

Présence du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la 12<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, au Kenya, en novembre 2006. Dans le cadre de cette conférence,

collaboration étroite du gouvernement avec Climate Group, organisation non gouvernementale basée au Royaume-Uni et dont le Québec est membre, ainsi qu'avec le Centre de droit international sur le développement durable, associé à la Faculté de droit de l'Université McGill, et le consortium Ouranos, centre de recherche québécois.

Lors de la Conférence de Nairobi, le gouvernement a d'ailleurs présenté son Plan d'action sur les changements climatiques du Québec 2006-2012 lors d'un événement parallèle organisé en collaboration avec le consortium Ouranos. Les travaux de ce consortium de recherche québécois ont également retenu l'attention de plusieurs participants.

Élaboration de liens avec des intervenants majeurs dans le transport routier : la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), la Ville de Montréal, l'Agence métropolitaine de transport, les centres de recherche québécois en transport et diverses associations de la société civile (construction, machinerie, inspection). Concertation avec le ministère des Transports pour les travaux de l'Association mondiale de la route, dont le Québec est membre.

### **Réalisations 2007-2008**

Poursuite de la concertation avec le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre.

Coopération avec le Centre de droit international sur le développement durable (CDIDD) pour la présentation de la Politique québécoise en matière de changements climatiques lors du Sommet de Bali, en décembre 2007, durant la 13<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la 3<sup>e</sup> Réunion des Parties au Protocole de Kyoto qui se sont tenues à Bali, en Indonésie, du 3 au 15 décembre 2007.

Contribution de 15 000 \$ du MRI au projet « Lacs et rivières » du SIE. Ce projet vise à sensibiliser les jeunes Québécois de 17 à 25 ans aux enjeux relatifs à la gestion de l'eau ici et dans les pays en développement.

Attribution d'un soutien financier du MRI à la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal, afin de permettre sa participation à l'exposition thématique internationale, tenue au siège de l'UNESCO, à Paris, en juin 2007.

Soutien du ministère des Transports à la participation de représentants des organismes de la société civile québécoise du domaine des transports au 23<sup>e</sup> Congrès mondial de la route, tenu à Paris du 17 au 21 septembre 2007.

Attribution d'un soutien financier au CDIDD pour sa participation à la 13<sup>e</sup> Conférence des Parties au Protocole de Kyoto tenue à Bali, en décembre 2007.

Participation au Forum international sur la société civile et l'efficacité de l'aide organisé par le Groupe consultatif sur la société civile et l'efficacité de l'aide de l'OCDE, en février 2008.

Présence de la sous-ministre adjointe à la Condition féminine à la 52<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, tenue à New York du 27 février au 7 mars 2008.

### **Réalisations 2008-2009**

Appui financier du MRI à l'organisation non gouvernementale québécoise Équiterre afin de soutenir sa présence lors des rencontres internationales sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Tenue d'une journée de consultation de la société civile dans le cadre de l'Examen périodique universel du Canada devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Consultation du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre sur les questions relatives à l'OIT.

Attribution d'un soutien financier du MRI à l'organisme Mission Leadership Québec pour une mission d'observation électorale au Salvador en mars 2009, au sein du contingent déployé par l'OEA.

Contribution financière du MRI à la réalisation du documentaire *Demain c'est maintenant*, portant sur les Réserves mondiales de la biosphère de l'UNESCO.

Soutien financier du MRI pour appuyer la participation de représentants de la Réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre au Forum international « Planète Terroir », qui a eu lieu en France, les 26 et 27 juin 2008.

### **Bilan global**

Le gouvernement du Québec a reconnu la contribution de plusieurs institutions et organismes de la société civile au rayonnement international du Québec, tout en encourageant les activités internationales de ces organisations. À titre d'exemples de mesures du gouvernement du Québec prises en ce sens, mentionnons le soutien au Centre de développement de la recherche internationale en environnement (qui s'est donné comme mission de développer la recherche internationale en environnement) et le soutien à la Chaire UNESCO en paysage et environnement, tous deux de l'Université de Montréal, pour sa participation à une exposition thématique internationale qui s'est tenue au siège de l'UNESCO, à Paris, en juin 2007.

Le gouvernement a également coordonné, sur la scène internationale, ses efforts avec ceux de la société civile. C'est entre autres ainsi que la ministre des Transports a accompagné une quarantaine d'entreprises québécoises et de représentants de la société civile lors du 23<sup>e</sup> Congrès mondial de la route, qui s'est tenu à Paris, en septembre 2007.

Dans le même sens, le gouvernement du Québec a soutenu des représentants de la société civile québécoise afin qu'ils puissent faire entendre leur voix sur la scène internationale, par exemple en appuyant financièrement la présence d'Équiterre aux rencontres internationales sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

## **9. Consolider l'influence du Québec au sein de la Francophonie et accueillir le XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie**

**MRI**

### **Réalisations 2006-2007**

Participation active aux travaux de l'OIF, notamment en matière de démocratie, des droits de la personne et de la diversité des expressions culturelles.

Conclusion d'une entente de principe, au printemps 2007, entre les gouvernements du Québec et du Canada sur les modalités administratives de l'organisation du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie prévu à Québec en 2008.

Choix du lieu et du siège du Secrétariat d'organisation du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie.

### **Réalisations 2007-2008**

Participation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la Conférence ministérielle de Vientiane au Laos (20-21 novembre 2007). À cette occasion, la ministre a annoncé les enjeux du Sommet de Québec (démocratie et état de droit; langue française et environnement) et les grandes lignes du format des travaux.

Poursuite des discussions entre le Québec et le Canada sur les enjeux du Sommet. Ajout d'un quatrième enjeu : gouvernance économique.

Tenue de rencontres de la ministre avec le secrétaire général de la Francophonie.

Contacts réguliers avec les instances de la Francophonie en vue de préciser divers éléments liés à l'organisation et au contenu du Sommet.

Participation aux rencontres du comité directeur chargé, pour les gouvernements hôtes, d'encadrer les travaux du Secrétariat à l'organisation du Sommet.

### **Réalisations 2008-2009**

Organisation du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie : participation du Québec aux travaux du comité qui traitait de tous les aspects de l'organisation de l'événement à Québec.

Participation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la Conférence ministérielle de la Francophonie de Québec, qui s'est tenue les 14 et 15 octobre 2008. À cette occasion, la ministre a présidé plus de la moitié des travaux de la Conférence.

Tenue du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, du 17 au 19 octobre 2008 :

- étaient présents 33 chefs d'État et de gouvernement et 66 délégations des pays membres, associés ou observateurs;
- un des plus grands rassemblements politiques de l'histoire canadienne et nord-américaine en dehors des instances onusiennes;
- coprésidence, par le Québec, de toutes les sessions des groupes ad hoc de rédaction de la Déclaration de Québec;
- innovation dans la formule des travaux, souhaitée et appuyée par le Québec (en tables rondes dans le cas de l'environnement), qui a été endossée par les participants et qui s'est révélée un succès;
- adoption de la Déclaration de Québec, résultat d'un travail collectif intense et rigoureux mené au sein des instances de la Francophonie pendant plusieurs semaines;
- présidence, par le premier ministre du Québec, de plus de la moitié des travaux du Sommet. Il a aussi mené des entretiens bilatéraux avec de nombreux chefs d'État et de gouvernement (de l'Algérie, de la Belgique, du Cambodge, de la France, d'Haïti et du Mali) et personnalités politiques de premier plan, dont le Secrétaire général des Nations Unies;
- entretiens bilatéraux de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec des chefs de délégation ou ministres du Cambodge, de la Communauté française de Belgique, du Laos, du Liban, de Madagascar, du Maroc, de la Roumanie et du Vietnam;
- entretiens bilatéraux de plusieurs ministres du gouvernement du Québec avec 13 chefs d'État et ministres de pays membres de l'OIF.

### **Bilan global**

Le XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Québec du 17 au 19 octobre 2008, constitue une indéniable réussite pour le Québec tant au plan politique qu'en ce qui concerne l'organisation et la portée de l'événement. Co-hôte du Sommet et de la Conférence ministérielle de la Francophonie, le Québec y a raffermi sa présence internationale et consolidé son rôle d'acteur politique crédible. Il s'agissait d'un des plus grands rassemblements politiques de l'histoire canadienne et l'événement a bénéficié d'un large retentissement médiatique.

Durant les préparatifs, le Québec a réussi à inclure les enjeux de l'environnement et celui de la langue française. Le premier ministre du Québec, qui a présidé plus de la moitié des travaux du Sommet, a mené des entretiens bilatéraux avec de nombreux chefs d'État et de gouvernement

ainsi qu'avec des personnalités politiques de premier plan. Il en a été de même pour la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que pour plusieurs de ses collègues.

Le suivi rigoureux du budget d'organisation du Sommet a permis de dégager un surplus de quelque 2,5 M\$, dont la moitié est remboursée au Québec. Une des conséquences directes du succès du XII<sup>e</sup> Sommet est le renforcement de la place du Québec au sein de la Francophonie, comme en témoigne l'obtention par le Québec d'une présidence de Commission de l'OIF (la Commission de la coopération et de la programmation).

10. **Collaborer à l'élaboration des solutions dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité** **MRI**

***Réalisations 2006-2007***

Veille régulière de l'évolution des discussions concernant le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Analyse des répercussions possibles pour le Québec et échanges avec les différents ministères québécois intéressés. Une attention particulière a été accordée aux travaux du Conseil nord-américain de la compétitivité, dont la création a été annoncée à Cancún (Mexique) en mars 2006. Par ailleurs, lors du Sommet des leaders sur les relations nord-américaines qui s'est tenu à Gimli au Manitoba, en mai 2006, le gouvernement du Québec a réitéré l'importance de faire participer les États fédérés à l'élaboration des mesures adoptées dans le cadre du PSP.

***Réalisations 2007-2008***

Consultation du Québec par le gouvernement fédéral sur l'élaboration du Plan nord-américain contre l'influenza aviaire et la pandémie d'influenza.

Réponse du Québec au questionnaire pancanadien pour l'élaboration des normes recommandées en matière de documents fiables prouvant le statut et la nationalité visant à faciliter les déplacements transfrontaliers Canada-États-Unis.

Veille assurée par le MRI sur l'évolution du PSP ainsi que sur les divers champs de coopération couverts. Transmission d'analyses aux ministères sectoriels concernés.

***Réalisations 2008-2009***

Veille assurée par le MRI sur l'évolution du PSP ainsi que sur les divers champs de coopération couverts, bien que le PSP n'ait pas connu d'évolution notable au cours de la dernière année.

Tenue du Sommet des leaders nord-américains à la Nouvelle-Orléans (Louisiane), les 21 et 22 avril 2008. À cette occasion, le premier ministre du Canada ainsi que les présidents américain et mexicain ont passé en revue les progrès accomplis dans le cadre du PSP et fixé les grandes priorités pour la prochaine année. Toutefois, ils n'ont fait aucune annonce majeure visant le PSP, que ce soit au plan des résultats accomplis ou des nouveaux domaines de coopération à privilégier.

***Bilan global***

Dans l'ensemble, le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) n'a pas eu l'ampleur ni les suites anticipées. Le gouvernement du Québec n'a pas été associé formellement aux discussions qui ont eu lieu entre les trois partenaires (États-Unis, Mexique et Canada). En outre, peu d'interventions ont été effectuées auprès des autorités fédérales canadiennes.

11. Promouvoir un partenariat économique plus étroit entre le Canada et l'Union européenne (remplace *Participer directement à la négociation de l'Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement [ARCI] entre le Canada et l'Union européenne*, les négociations ayant été suspendues en 2006) **MDEIE, MRI**

#### **Réalisations 2006-2007**

Promotion d'une reprise des négociations sur une base plus large auprès des acteurs européens (regroupements d'entreprises et représentants de la Commission européenne) avec qui le Québec entretient des relations, une position qui a reçu l'appui d'un certain nombre de provinces et du gouvernement fédéral.

Discours et interventions publiques du premier ministre et de ministres sur le renforcement des liens économiques entre le Canada et l'Union européenne (UE).

Coordination des interventions auprès de la Commission européenne (CE), des représentants des pays membres à la CE de même qu'auprès des politiciens de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg.

#### **Réalisations 2007-2008**

Poursuite de la promotion d'un partenariat élargi entre le Canada et l'UE :

- Missions du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme en Europe, ayant permis de recueillir l'appui de pays européens, de régions et d'entreprises européennes.
- Entretien de relations (par l'entremise de la Délégation générale du Québec à Bruxelles) avec les institutions européennes, les milieux d'affaires européens et les représentants des régions d'Europe à Bruxelles, en concertation avec la Mission du Canada auprès de l'Union européenne.
- Participation de toutes les délégations et de tous bureaux du Québec en Europe à la promotion d'un partenariat élargi entre le Canada et l'UE auprès d'acteurs clés dans leur territoire respectif.
- Participation du MDEIE au comité directeur du suivi de l'étude conjointe Canada-UE sur les coûts et avantages d'un tel partenariat (la décision de réaliser cette étude a été prise lors du Sommet de Berlin en juin 2007).
- Appui des premiers ministres et des provinces canadiennes au projet de partenariat, à l'initiative du Québec, lors de la rencontre du Conseil de la fédération en janvier 2008.

#### **Réalisations 2008-2009**

Poursuite de la promotion d'un partenariat économique élargi entre le Canada et l'UE :

- Participation, en mai 2008 (Ottawa), à une conférence organisée par le Forum des politiques publiques et réunissant des représentants des gouvernements du Canada et des provinces, de la Commission européenne et de plusieurs entreprises, laquelle portait sur les enjeux de la relation économique entre le Canada et l'UE.
- Signature d'une déclaration commune entre le Québec et l'Ontario, le 2 juin 2008, en faveur d'un partenariat économique plus étroit entre le Canada et l'UE. Une déclaration commune d'appui au projet a également été signée à l'occasion de la réunion du Conseil de la Fédération, le 17 juillet 2008 à Québec.
- Plus de 100 signatures de dirigeants de grandes entreprises canadiennes et européennes, favorables au projet, ont été recueillies par le Forum sur le commerce Canada/Europe.



- Présence du Québec à la réunion des chefs de grandes entreprises canadiennes et européennes, le 17 juillet 2008 à Bruxelles, visant à faire part au Commissaire européen au commerce extérieur de leur appui au projet.

### ***Bilan global***

À partir de novembre 2006, le gouvernement du Québec a fait la promotion d'une reprise des négociations, amorcées à l'origine par l'Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement (ARCI), sur une base plus large. Lors du Sommet du 4 juin 2007, le Canada et l'UE se sont entendus pour collaborer à une étude visant à examiner et à évaluer les avantages et les coûts d'un partenariat économique plus étroit et à intensifier les travaux sur la coopération en matière de réglementation. De part et d'autre de l'Atlantique, les représentants du gouvernement du Québec ont réalisé, en parallèle, plusieurs activités de promotion d'un partenariat économique Canada-UE. L'année 2008-2009 a été celle de la consolidation des alliances tant canadiennes qu'européennes. La démarche, échelonnée sur trois ans, s'est avérée un succès puisque le début des négociations a été annoncé le 6 mai 2009.

## **12. Soutenir l'implantation et le maintien d'organisations internationales au Québec**

**MRI**

### ***Réalisations 2006-2007***

Installation de quatre nouvelles organisations internationales à Montréal, soit :

- Civil Air Navigation Services Organization;
- Chambre de commerce internationale gaie et lesbienne;
- Alternatives International, un réseau d'organisations politiques et sociales;
- Institut des affaires culturelles internationales (The Institute of Cultural Affairs International).

Maintien des avantages accordés aux organisations internationales installées sur tout le territoire québécois en vertu de la Politique d'accueil des organisations internationales.

Consolidation de la présence à Montréal de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) par une augmentation de la contribution financière du gouvernement du Québec de manière à tenir davantage compte de la croissance importante de l'organisme au cours des dernières années. L'ISU, lors de son implantation en 2001, n'avait que 17 employés. Il en comptera bientôt 120.

Mise en route du processus de reconnaissance afin de garantir le maintien au Québec de plusieurs organisations internationales telles que l'Airport Council International, le Conseil international des sociétés de design industriel (ICSID) et le Conseil international des associations de design graphique (ICOGRADA) dans le domaine du design, et de l'International Federation of Air Line Pilots' Associations.

Appui à un projet pilote visant la création et l'implantation à Québec d'un Secrétariat international des auberges de jeunesse des villes du patrimoine mondial de l'UNESCO.

### ***Réalisations 2007-2008***

Établissement au Québec du siège social de trois nouvelles organisations internationales : la Finance Alliance for Sustainable Trade, le Secrétariat de la Campagne internationale sur le climat (Global Campaign on Climate) et le Réseau des auberges de jeunesse des villes du patrimoine, portant à 78 le nombre d'organisations internationales qui y sont implantées.

Choix, par la Fédération internationale des architectes d'intérieur, de Montréal comme emplacement de son siège social. Elle viendra s'y installer en avril 2008. Fait intéressant, la Fédération internationale des architectes d'intérieur vient rejoindre deux autres organisations internationales dans le domaine du design installées à Montréal depuis 2005 : le Conseil international des sociétés de design industriel (ICSID) et le Conseil international des associations

de design graphique (ICOGRADA). Ces deux dernières ont signé, en 2007-2008, une entente de reconnaissance avec exemptions fiscales avec le gouvernement du Québec.

Inauguration des nouveaux locaux de l'ISU le 14 novembre 2007.

### *Réalisations 2008-2009*

Installation de la Fédération internationale des architectes d'intérieur à Montréal le 1<sup>er</sup> novembre 2008.

Création d'une nouvelle organisation internationale, Global Geotourism Network, qui a également reçu le soutien du Fonds de développement international de Montréal.

### *Bilan global*

Une étude réalisée pour le compte de Montréal International chiffre à 132 % le taux de récupération nette des fonds publics investis en aide pour l'accueil et le maintien des organisations internationales à Montréal. À lui seul, le gouvernement du Québec récupérait en retombées fiscales 32 M\$ en 2007. Malgré le contexte international où la compétition entre les villes est de plus en plus vive, il appert que l'effort est bénéfique, tant au plan des retombées économiques que pour le rayonnement international.



## Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

### Priorité 2

Intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts

13. Redéployer le réseau des délégations et bureaux du Québec à l'étranger pour répondre aux priorités de la Politique internationale **MRI, MDEIE, MICC**

#### *Réalisations 2006-2007*

Mise en œuvre du plan de redéploiement du réseau des représentations du Québec aux États-Unis, en Europe et dans les pays des marchés porteurs. Les procédures qui visent à rehausser le statut des représentations aux États-Unis et en Allemagne sont terminées. Pour ce qui concerne l'Italie, elles seront complétées en 2007-2008. La majorité des démarches concernant l'ajout de ressources sont complétées.

#### **Aux États-Unis :**

- Rehaussement du statut de l'antenne d'Atlanta au niveau de délégation;
- Nomination et entrée en fonction d'une déléguée du Québec à Atlanta et embauche d'un attaché commercial;
- Embauche d'un attaché commercial et d'un attaché aux affaires multilatérales à Washington;
- Lancement du processus de recrutement pour l'ajout d'un conseiller à Los Angeles;
- Fermeture du Bureau du Québec à Miami.

#### **En Europe :**

##### **Allemagne :**

- Rehaussement du statut du bureau de Munich au niveau de délégation générale;
- Nomination d'un délégué général à Munich pour représenter le Québec en Allemagne, en Autriche et en Suisse;
- Rehaussement du statut de l'antenne de Berlin au niveau de bureau;
- Embauche de deux attachés à Munich et d'un conseiller à Berlin.

##### **Italie :**

- Procédures en cours pour établir la Délégation du Québec à Rome;
- Processus en cours pour la création d'une antenne économique à Milan;
- Processus de recrutement d'un attaché commercial à Milan complété.

#### **Dans les pays des marchés porteurs :**

##### **Chine :**

- Embauche d'un démarcheur en investissement au Bureau du Québec à Beijing et démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels;
- Démarches amorcées pour l'embauche de trois employés additionnels au Bureau du Québec à Shanghai.

##### **Japon :**

- Embauche d'un démarcheur en investissement à la Délégation générale du Québec à Tokyo.

**Inde :**

- Procédures en cours pour l'établissement d'un bureau du Québec à Mumbai.

**Brésil :**

- Procédures en cours pour l'établissement du Bureau du Québec à São Paulo;
- Désignation du directeur du Bureau du Québec.

Note : Cette énumération comporte, dans un souci de regroupement, les réalisations rattachées au redéploiement du réseau, également mentionnées aux mesures 6, 16, 17 et 18.

**Réalisations 2007-2008**

Redéploiement aux États-Unis achevé. Ailleurs, les démarches ont été menées à terme ou le seront en 2008-2009.

**Aux États-Unis :**

- Entrée en fonction d'un conseiller aux affaires institutionnelles et aux affaires publiques à la Délégation du Québec à Los Angeles.

**En Europe :**

**Italie :**

- Démarches auprès des autorités concernées quant aux changements proposés aux statuts de la représentation à Rome en voie d'être finalisées.
- Embauche d'une employée de soutien à Rome.
- Entrée en fonction d'un attaché et ouverture de l'antenne économique à Milan.

**Dans les pays des marchés porteurs :**

**Chine :**

- Conclusion d'une entente de cohabitation pour le Bureau du Québec à Shanghai avec le gouvernement canadien et concertation en cours avec ce dernier pour la dotation de postes dans cette ville.
- Démarches concernant deux des trois postes à doter à Beijing en voie d'être finalisées.

**Inde :**

- Nomination d'un nouveau chef de poste. Conclusion d'une entente de cohabitation avec le gouvernement canadien. Démarches en vue d'une ouverture prochaine du Bureau en voie d'être finalisées.

**Argentine :**

- Fermeture du Bureau du Québec à Buenos Aires (la fonction « immigration » a été déplacée de Buenos Aires à São Paulo).

**Brésil :**

- Entrée en fonction du directeur.
- Ouverture du Bureau du Québec à São Paulo et mise à contrat d'une attachée aux affaires publiques et institutionnelles ainsi que de deux employés de soutien administratif.

Note : Cette énumération comporte, dans un souci de regroupement, les réalisations rattachées au redéploiement du réseau, également mentionnées aux mesures 6, 16, 17 et 18.

**Réalisations 2008-2009**

Redéploiement complété.

### **Aux États-Unis :**

- Ouverture des bureaux d'Investissement Québec (IQ) à la Délégation du Québec à Atlanta, en septembre 2008, afin de promouvoir les investissements au Québec.

### **En Europe :**

#### **Allemagne :**

- Embauche d'une adjointe au délégué général du Québec à Munich.

#### **Italie :**

- Nomination par le Conseil des ministres, en septembre 2008, de la déléguée du Québec à Rome, Mme Amalia Daniela Renosto.

### **Dans les pays des marchés porteurs :**

#### **Chine :**

- Embauche d'attachés économiques et d'autres employés locaux aux bureaux de Beijing (1 employé) et Shanghai (3 employés).

#### **Inde :**

- Entrée en fonction du directeur du Bureau du Québec à Mumbai. Le bureau est fonctionnel.
- Embauche de deux employés locaux : un attaché commercial et une adjointe administrative.

Note : Cette énumération comporte, dans un souci de regroupement, les réalisations rattachées au redéploiement du réseau, également mentionnées aux mesures 16, 17 et 18.

### **Bilan global**

Cette mesure, réalisée avec succès, a contribué à élargir de façon notable la présence du Québec à l'étranger. Ainsi, le redéploiement du réseau des délégations et bureaux du Québec à l'étranger a été complété en 2008-2009, ce qui a permis de mieux positionner le Québec sur des marchés porteurs et auprès de certains partenaires stratégiques. Au total, une vingtaine de nouveaux employés ont été ajoutés et le Québec dispose désormais de 28 représentations – dont deux auprès des organisations internationales – dans 17 pays afin appuyer son action internationale. Notons l'ouverture de bureaux en Inde (Mumbai) et au Brésil (São Paulo), le renforcement des bureaux et délégations en Asie (Chine et Japon), en Europe (Allemagne et Italie) et aux États-Unis (Atlanta et Los Angeles).

14. **Mettre à profit les liens de coopération pour développer des positions et des actions communes autour d'enjeux débattus dans des forums internationaux** **MRI**

### **Réalisations 2006-2007**

Participation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la 12<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, au Kenya, en novembre 2006. Le ministre y a présenté, devant différentes instances, le Plan d'action 2006-2012 de lutte sur les changements climatiques du Québec. Il a aussi rencontré divers ministres de l'Environnement d'États fédérés et de régions ainsi que la ministre de l'Écologie et du Développement durable de la France.

Participation du premier ministre du Québec à la Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale, en février 2007, comme suite à l'invitation du président de la République française.

### *Réalisations 2007-2008*

Présence de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Bali du 3 au 15 décembre 2007.

Réalisation des programmations des 12 ententes de coopération conclues entre le Québec et des États et gouvernements étrangers, ce qui permet d'apporter des réponses concrètes aux grands enjeux de l'heure. C'est le cas, en matière de changements climatiques (France, Catalogne et Bavière), de droits de la personne (Haïti), de rétablissement de la paix (Israël), d'intégration des immigrants (Bavière), de développement durable (France), de gestion de l'eau (France), d'éducation et de formation (France, Wallonie-Bruxelles et Royaume-Uni)

Présence, en février 2008, de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la deuxième réunion des provinces, États et territoires du Canada et de l'Australie, tenue à Adélaïde, en Australie méridionale. La ministre a ainsi pu échanger avec les chefs des États et territoires australiens sur les thèmes de la lutte aux changements climatiques, de la productivité et de l'innovation.

### *Réalisations 2008-2009*

Participation de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la 14<sup>e</sup> Conférence des Parties sur les changements climatiques (Poznan, Pologne, du 1<sup>er</sup> au 12 décembre 2008). Lors de cette conférence, la ministre a pris part à deux rencontres multilatérales, soit la 3<sup>e</sup> Rencontre de l'Alliance Climat et la rencontre de concertation des membres de la Francophonie, où elle a présenté les politiques du Québec en matière de lutte contre les changements climatiques.

Discussion autour des changements climatiques, un des quatre thèmes de l'événement, lors du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, à Québec en octobre 2008.

### *Bilan global*

Le Québec a su utiliser certaines rencontres régionales et regroupements internationaux dont il est membre afin de faire valoir ses positions sur certains enjeux mondiaux. Un bon exemple est fourni par le dossier des changements climatiques : le Québec a en effet diffusé sa position sur cet enjeu, à plusieurs reprises, au sein de l'OIF. De plus, la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a fait valoir les politiques du Québec lors de deux conférences de l'ONU sur les changements climatiques (2007 et 2008).

## 15. Développer les relations avec les États fédérés et les grandes régions

- **Intensification des liens avec des États américains et certains États mexicains autour d'initiatives visant le renforcement de l'espace nord-américain et participation aux Sommets Hemispheria réunissant des provinces canadiennes ainsi que des États américains et mexicains, aux travaux de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC) et aux travaux du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs.** **MRI**

### *Réalisations 2006-2007*

Participation du premier ministre à la 30<sup>e</sup> réunion annuelle de la CGNA-PMEC.

Participation à la réunion de coordination du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs. Mission au Québec du directeur exécutif du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs.

Participation aux comités sur l'environnement et l'énergie ainsi qu'au Dialogue sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de même qu'au Forum relatif aux solutions de transport face aux changements climatiques.

Participation d'un contingent québécois à LAKESNET, organisée par le consulat général du Canada à Chicago, en vue d'harmoniser les discussions bilatérales sur l'avenir des Grands Lacs.

Participation du premier ministre au Sommet des leaders sur les relations nord-américaines. Au total, neuf premiers ministres canadiens, deux gouverneurs mexicains, trois gouverneurs américains et un secrétaire d'État ont participé à l'événement. Plusieurs thèmes ayant trait à l'intégration nord-américaine ont été abordés dont : le renforcement des relations commerciales, la compétitivité et l'innovation, la sécurité, les ressources humaines, l'environnement et les stratégies énergétiques. Le premier ministre a, entre autres, réitéré la position du Québec à l'égard du renforcement des relations nord-américaines et du rôle que doivent jouer les États fédérés.

Accueil du gouverneur de l'État du Nuevo León et signature d'un accord de coopération.

Inauguration de la Chaire de recherche et d'études du Québec contemporain à l'Université autonome du Nuevo León, première chaire sur le Québec au Mexique.

Accueil des secrétaires du Tourisme, de la Culture, du Développement économique et du Développement rural de l'État mexicain de Colima.

### **Réalisations 2007-2008**

Participation du premier ministre à la 31<sup>e</sup> rencontre annuelle de la CGNA-PMEC tenue à l'Île-du-Prince-Édouard les 25 et 26 juin 2007.

Participation du premier ministre à la réunion annuelle de l'Eastern Regional Conference (ERC) du Council of State Governments à Québec du 12 au 15 août 2007 et, ensuite, entretiens bilatéraux en marge de l'ERC avec la gouverneure de l'État du Delaware et avec le gouverneur du Vermont.

Participation québécoise importante et de haut niveau au Forum universel des cultures, événement sous l'égide de l'UNESCO, tenu à Monterrey à l'automne 2007. Présence de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine à la cérémonie d'ouverture de cet événement (20 septembre 2007).

Réalisation d'une mission économique et institutionnelle au Nuevo León, dirigée par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie (du 22 au 25 septembre 2007).

Mission du ministre de la Sécurité publique et ministre de la Justice à New York les 26 et 27 septembre 2007 et rencontres de haut niveau avec le Deputy Secretary for Public Safety et des représentants du New York State Office of Homeland Security (NYSOHS) et du New York City Police Department.

Mission du premier ministre à New York le 12 octobre 2007 et entretien avec le gouverneur ainsi qu'avec le Speaker de la New York State Assembly.

Lancement de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes, les 15 et 16 novembre 2007, à Montréal.

Mission à Boston du ministre des Ressources naturelles et de la Faune le 7 février 2008, afin de promouvoir l'hydroélectricité québécoise.

### **Réalisations 2008-2009**

Adhésion du Québec, en avril 2008, au Western Climate Initiative, un regroupement d'États fédérés qui travaillent à mettre en œuvre une approche commune pour faire face à la lutte aux changements climatiques.

Participation du premier ministre au Sommet des leaders et à la Conférence de la North America's SuperCorridor Coalition (NASCO), qui se sont tenus à Guanajuato (Mexique), du 4 au 6 juin 2008.

Participation du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, à la Conférence de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes, qui s'est tenue à Savannah (Géorgie), du 15 au 17 juin 2008.

Participation du gouverneur du Vermont, James Douglas, et du sénateur fédéral du Vermont, Patrick Leahy, aux festivités entourant le 400<sup>e</sup> anniversaire de la Ville de Québec, les 2 et 3 juillet 2008. Le Vermont, les États de la Nouvelle-Angleterre et le Consulat général des États-Unis à Québec ont chacun fait don d'une stèle à la ville de Québec pour son 400<sup>e</sup> anniversaire.

Participation du premier ministre à la 32<sup>e</sup> Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC), qui s'est tenue à Bar Harbor (Maine), du 15 au 17 septembre 2008.

Tenue de la réunion annuelle de la Commission des Grands Lacs à Québec, les 6 et 7 octobre 2008.

Tenue du 4<sup>e</sup> Sommet économique Québec-New York, le 17 novembre 2008, à Montréal, sous la coprésidence du premier ministre et du gouverneur de l'État de New York. Six ententes sectorielles ont été signées en marge du Sommet.

Signature à Boston, le 31 mars 2009, d'une déclaration commune entre le Québec et le Massachusetts portant sur la collaboration en matière de recherche, science et technologie.

### **Bilan global**

Le gouvernement du Québec a fait de l'intensification de ses relations avec les États-Unis une priorité de son action internationale. À ce titre, le développement des relations avec les États américains s'est illustré par la participation à diverses instances comme la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC), l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes ainsi que la North America's SuperCorridor Coalition (NASCO). De plus, dans le but de promouvoir et de défendre les intérêts du Québec, des efforts considérables ont été déployés au plan du renforcement des liens politiques, institutionnels et économiques avec les États-Unis, et ce, tant sur le plan bilatéral (États, Administration fédérale, Congrès) que multilatéral (forums régionaux).

Le Mexique est également un pays d'intervention prioritaire pour le gouvernement du Québec. Avec l'appui de la représentation du Québec sur le territoire, les actions ont été menées afin de renforcer les liens politiques, institutionnels et économiques, tant avec le gouvernement fédéral mexicain qu'auprès de gouvernements d'États prioritaires (Nuevo León, Jalisco et État de Mexico).

- **Présence accrue du Québec auprès d'instances régionales européennes, dont l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), où le Québec siège à titre d'observateur, et la Conférence des régions à pouvoir législatif (REGLEG). L'ARE réunit près de 250 régions de divers statuts issues de 30 pays européens. Le REGLEG regroupe 73 régions de l'Union européenne ayant leur propre gouvernement, un parlement élu directement ainsi que des responsabilités et compétences dans la mise en œuvre de la législation communautaire.** **MRI**

#### ***Réalisations 2006-2007***

Participation du délégué général du Québec à Bruxelles à la 7<sup>e</sup> Conférence des présidents des régions à pouvoir législatif (REGLEG). Mise en œuvre d'un réseau des représentants des bureaux des régions à pouvoir législatif.

Participation de représentants de la Délégation générale du Québec à Bruxelles à la plénière de l'ARE et aux travaux des commissions Éducation et culture ainsi que Santé et affaires sociales.

#### ***Réalisations 2007-2008***

Participation active du délégué général du Québec à Bruxelles à la REGLEG et intervention sur l'État du fédéralisme au Canada.

Participation du délégué général du Québec à Bruxelles à l'ARE tenue à Udine (Italie), en novembre 2007.

#### ***Réalisations 2008-2009***

Participation de représentants de la Délégation générale du Québec à Bruxelles à la réunion annuelle de l'ARE, tenue à Tampere (Finlande) en novembre 2008, dont le thème était « Des migrations à l'intégration : les solutions régionales à un défi européen ». Lors de cette réunion, M. Gérard Bouchard, professeur et membre de la Commission Bouchard-Taylor, a prononcé une allocution.

Participation de représentants de la Délégation générale du Québec à Bruxelles à l'Assemblée annuelle du REGLEG, à Bruxelles (décembre 2008).

#### ***Bilan global***

Ces réseaux constituent pour le Québec des tribunes importantes en Europe. Ils favorisent la participation de représentants du gouvernement du Québec ou d'experts à des activités portant sur des sujets d'intérêt pour le Québec, dont les changements climatiques, l'immigration et la diversité culturelle.

- **Consolidation de la collaboration avec la Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires en éducation, environnement, sciences et technologie. La Conférence des Régions partenaires, dont le Québec est cofondateur avec la Bavière, compte sept membres : la Bavière, la Haute-Autriche, le Cap occidental, São Paulo, le Shandong, la Californie et le Québec.** **MRI**

#### ***Réalisations 2006-2007***

Participation du premier ministre du Québec et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la 3<sup>e</sup> Conférence des Régions partenaires (Linz, juillet 2006).

Ouverture par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes de la conférence intitulée « Les nouvelles frontières du fédéralisme », à São Paulo au Brésil, rassemblant des représentants des Régions partenaires.



### **Réalisations 2007-2008**

Participation du président de l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec aux World Sustainable Energy Days à Wels en Autriche. À l'initiative du Québec, une rencontre de travail s'est tenue avec la Bavière et la Haute-Autriche afin de cibler des pistes de coopération dans le domaine de l'efficacité énergétique.

Tenue à Québec, du 15 au 17 mai 2007, d'une rencontre de travail sur les meilleures pratiques en éducation. L'Université Laval a accueilli des représentants des régions de Bavière, de Haute-Autriche, du Shandong et de São Paulo. Cette première réunion a permis de définir et de préciser le plan de travail et le cadre méthodologique.

### **Réalisations 2008-2009**

Participation du premier ministre et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la 4<sup>e</sup> Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires à Jinan (Chine), les 6 et 7 août 2008, sous les thèmes de la conservation de l'énergie et des ressources et de la santé publique. Participation de deux experts québécois (ressources et santé) à des ateliers et de sept entreprises aux séances de maillage.

Signature d'un protocole complémentaire à l'Entente portant sur le développement des liens d'amitié et des échanges entre le Québec et le Shandong.

Rencontres bilatérales avec les États fédérés du Shandong, de la Haute-Autriche, du Cap Occidental et de la Géorgie.

Réunion de travail d'experts en éducation du Québec, de la Bavière, de la Haute-Autriche, de São Paulo et du Shandong sur les meilleures pratiques en éducation; élaboration du cadre de travail et de la méthodologie (Québec, 15-17 mai 2008).

### **Bilan global**

Le premier ministre et la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ont participé à deux rencontres, en Autriche et en Chine, de la Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires. Ces rencontres avec des partenaires provenant d'horizons fort différents constituent un lieu d'échanges important pour le Québec. Un tel réseau permet d'établir de nouvelles relations bilatérales, notamment avec le Shandong, la Géorgie et l'État de São Paulo et de réaliser divers projets de collaboration sectorielle. Le projet sur les meilleures pratiques en éducation a été abandonné.



## Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

### Priorité 3

Consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs

16. Aux États-Unis, agir prioritairement sur les questions de commerce, de sécurité, d'énergie et d'environnement. Assurer un leadership dans la consolidation de l'espace régional avec les États du Nord-Est. Renforcer la présence économique du Québec sur le territoire

- Soutenir le développement des corridors de commerce en appuyant les initiatives des chambres de commerce et des acteurs publics et privés et en appuyant l'organisation d'événements économiques régionaux d'envergure tels que le Sommet Québec-New York et la Conférence Montréal-Boston. MDEIE

#### *Réalisations 2006-2007*

Signature, en juin 2006, de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant le transport. Cette entente vise, entre autres objectifs, l'élaboration d'une stratégie conjointe par le ministère des Transports de l'Ontario et le ministère des Transports du Québec (MTQ), pour le développement du Corridor de commerce Québec-Ontario, à laquelle se porteront en appui le MDEIE et d'autres partenaires des secteurs public et privé. Ce corridor de commerce contribuera à renforcer les liens économiques avec les États du Midwest américain, notamment en facilitant le mouvement des biens et des personnes entre le Québec, l'Ontario et les États-Unis.

Appui gouvernemental à la signature de l'entente entre la Fédération des chambres de commerce du Québec et la Chambre de commerce du Vermont, premier jalon du Corridor commercial Québec-Nouvelle-Angleterre.

#### *Réalisations 2007-2008*

Amorce de la mise en place d'un espace économique Québec-Ontario : signature en juillet 2007 du Protocole d'entente sur le développement de la Porte continentale et du Corridor de commerce Québec-Ontario par les ministres des Transports du Canada, du Québec et de l'Ontario.

Organisation du 4<sup>e</sup> Sommet économique Québec-New York. Initialement prévu en mai 2008, cet événement a été reporté à l'automne 2008.

#### *Réalisations 2008-2009*

Tenue du 4<sup>e</sup> Sommet économique Québec-New York à Montréal, le 17 novembre 2008, sur le thème du « Corridor vert ». Quelque 350 personnes ont participé à cette activité sous la coprésidence du premier ministre du Québec et du gouverneur de l'État de New York. Signature de six ententes sectorielles en marge du Sommet.

Promotion de l'événement NASCO, prévu pour juin 2009 à Québec.

Création, par la Fédération des chambres de commerce du Québec et la Plattsburgh-North Country Chamber of Commerce, d'un Conseil vert du Corridor Québec-New York afin de déterminer des moyens de renforcer la croissance économique dans une optique de développement durable.

Établissement de liens avec divers organismes et partenaires potentiels du Connecticut et du Massachusetts pour le développement du corridor Québec-Nouvelle-Angleterre.

Soutien à la Fédération des chambres de commerce du Québec pour la signature d'accords de coopération en Nouvelle-Angleterre. Un accord avec le New Hampshire a été signé le 12 mai 2008, et des accords avec le Connecticut et le Massachusetts sont en discussion.

### ***Bilan global***

Des actions structurantes ont été menées afin de stimuler les collaborations à l'intérieur des corridors de commerce liant le Québec et les États-Unis. Les efforts ont surtout été concentrés vers New York en raison de la tenue du Sommet économique Québec-New York; sur le thème du « Corridor vert », cet événement a mené à la création de partenariats dans des secteurs d'avenir tels que les produits et services verts. Avec l'Ontario, des avancées importantes ont été accomplies en 2008-2009 dans le cadre du Nouvel espace économique et du corridor en développement. Les corridors de commerce permettent de créer davantage de liens économiques entre les entreprises, les intervenants et les autorités politiques des deux côtés de la frontière et peuvent faciliter l'insertion des entreprises québécoises aux chaînes d'approvisionnement nord-américaines.

- **Collaborer étroitement avec les entreprises des deux côtés de la frontière pour identifier les obstacles réglementaires et normatifs qui freinent le commerce et proposer des solutions novatrices pour renforcer les échanges économiques dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité.** **MDEIE**

### ***Réalisations 2006-2007***

Participation aux réunions du Comité permanent sur la coopération commerciale de la CGNA-PMEC. Discussions sur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité.

Participation avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), le MTQ et le MRI au processus de formulation de commentaires pour la mise en œuvre du règlement américain sur l'importation de produits agricoles par les États-Unis.

### ***Réalisations 2007-2008***

Poursuite de la participation aux réunions du Comité permanent sur la coopération commerciale de la CGNA-PMEC. Discussions sur le PSP.

Participation aux réunions du Comité Northeast CanAM Connections Study afin de tracer un portrait des flux de transport pour l'ensemble de la région du Nord-Est (Maine, New Hampshire, Vermont, New York, Québec, Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Ontario et Nouvelle-Écosse).

### ***Réalisations 2008-2009***

Participation, en continuité avec l'année précédente, aux réunions du Comité permanent sur la coopération commerciale de la CGNA-PMEC.

Participation, en continuité avec l'année précédente, aux réunions du Comité Northeast CanAM Connections Study.

Veille sur l'évolution du PSP et analyse des possibles répercussions sur le Québec, en collaboration avec le MRI.

### ***Bilan global***

La participation du Québec aux réunions du Comité permanent sur la coopération commerciale de la CGNA-PMEC et du Comité Northeast CanAM Connections Study a permis d'établir des contacts avec les intervenants américains afin de prévenir les initiatives protectionnistes.

Le Québec a aussi participé aux discussions et à l'offre faite à l'Administration américaine en vue d'obtenir une exception aux dispositions protectionnistes « Buy American » contenues dans le plan de relance du président américain « American Recovery and Reinvestment Act ».

- **Augmenter le bassin des exportateurs actifs en Nouvelle-Angleterre, dans l'État de New York et dans la région Mid-Atlantique en ciblant notamment les secteurs des biotechnologies, des nanotechnologies, des infotechnologies, de la construction, du capital de risque en haute technologie, de l'optique-photonique et de la sécurité. Appuyer les exportateurs expérimentés sur les marchés du Sud, notamment en aéronautique, en défense, en construction et dans les sciences de la vie.** MDEIE

#### **Réalisations 2006-2007**

Mission du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à la Bio International Convention 2006 tenue à Chicago en avril. À l'occasion de cette rencontre internationale majeure dans le domaine des biotechnologies, ils ont fait connaître les produits et services québécois dans le domaine des sciences de la vie, contribué à la recherche de financement auprès de sociétés à capital de risque étrangères et favorisé la création de partenariats technologiques entre des entreprises québécoises et étrangères.

Mise en œuvre de 74 activités de promotion des produits de haute technologie sur le marché américain, avec plus de 500 participants qui ont globalement effectué des ventes de plus de 50 M\$.

Réalisation de plus de la moitié des objectifs triennaux de consolidation d'entreprises québécoises, soit 119 sur 170.

#### **Réalisations 2007-2008**

Soutien de 770 entreprises dans leurs démarches en territoire américain par l'entremise des services économiques des bureaux et délégations du Québec, en collaboration avec le MDEIE.

Réalisation de 39 activités de promotion des produits québécois sur le marché américain qui ont entraîné des ventes de plus de 130 M\$.

Consolidation de 108 entreprises additionnelles. L'objectif triennal est dépassé, soit 227 par rapport à 170.

#### **Réalisations 2008-2009**

Soutien de 648 entreprises dans leurs démarches en territoire américain par l'entremise des services économiques des bureaux et délégations du Québec, en collaboration avec le MDEIE.

Réalisation de 38 activités de promotion des produits québécois sur le marché américain, qui ont entraîné des ventes de plus de 22,5 M\$.

Consolidation de 69 entreprises additionnelles.

#### **Bilan global**

Malgré un contexte économique plus difficile en 2008-2009 en raison de la valeur élevée du dollar canadien, de la crise financière et de l'incertitude des marchés, plusieurs entreprises québécoises, actives dans les diverses régions visées des États-Unis, ont été soutenues dans leurs démarches à l'exportation. Plus particulièrement, au cours des trois dernières années, de nombreuses occasions d'affaires intéressantes se sont manifestées dans la région du Sud des États-Unis. L'objectif triennal pour ce qui est du nombre d'entreprises consolidées a largement été dépassé, soit 296 par rapport à 170. Enfin, le marché américain demeure un marché vital et les efforts se poursuivront afin d'aider les entreprises à tirer parti de leurs échanges avec les États-Unis, à s'insérer encore

davantage dans les chaînes d'approvisionnement nord-américaines et à améliorer leur fonction export dans l'entreprise.

- **Sensibiliser les États du Nord-Est américain au caractère renouvelable, propre et propice au climat de la production hydroélectrique québécoise, afin d'y accroître les exportations et faire valoir l'expertise du Québec dans ce domaine.** MRNF

#### *Réalisations 2006-2007*

Adoption d'une résolution à la 30<sup>e</sup> conférence annuelle de la CGNA-PMEC visant à accroître la production régionale d'énergies renouvelables d'au moins 10 % d'ici 2020.

Participation, avec le MDDEP et le MRI, aux réunions du Comité international du Nord-Est sur l'énergie (Northeast International Committee on Energy [NICE]).

Tenue à Québec du Forum ministériel sur l'énergie et l'environnement, auquel participaient tous les représentants des États et des provinces membres de la CGNA-PMEC. Ce premier forum a permis au Québec de faire valoir sa capacité de fournir à la Nouvelle-Angleterre une électricité renouvelable, propre et propice au climat.

#### *Réalisations 2007-2008*

Mission du ministre des Ressources naturelles et de la Faune en février 2008 afin de promouvoir le caractère renouvelable, propre et sûr de l'hydroélectricité du Québec auprès des décideurs politiques de Boston.

Publication, en mars 2008 et en collaboration avec le MRI, d'un article faisant la promotion de l'hydroélectricité renouvelable, propre, sûre et fiable du Québec dans un encart de la gazette législative de l'État de New York.

Poursuite des travaux du NICE auquel participe le Québec.

#### *Réalisations 2008-2009*

Organisation d'une table ronde à Montréal, en mai 2008, portant sur les difficultés rencontrées dans la conclusion de contrats à long terme visant à exporter de l'électricité de l'Est du Canada vers la Nouvelle-Angleterre. Des représentants des sociétés de la Nouvelle-Angleterre qui importent de l'électricité de l'Est du Canada sur les marchés libres (« spot »), des régies des différents États de la Nouvelle-Angleterre ainsi que des producteurs et transporteurs de l'Est du Canada comptaient parmi les participants.

Poursuite des discussions amorcées lors de la table ronde à l'occasion de la 32<sup>e</sup> conférence annuelle de la CGNA-PMEC et lors des travaux du NICE auquel participe le Québec.

#### *Bilan global*

Cette mesure a permis de constater que les contrats à long terme pour de l'électricité provenant de l'Est du Canada, dont le Québec, étaient difficiles à conclure en raison, notamment, d'une certaine opposition politique dans quelques États. Elle a, en même temps, mis en évidence le fait que plusieurs acteurs clés sont très réceptifs à l'idée de contrats à long terme avec le Québec, dont le gestionnaire des réseaux de transport en Nouvelle-Angleterre, l'ISO-NE et quelques grands distributeurs, dont NSTAR et le Northeast Utilities Service Company.

L'évolution du contexte économique mondial (récession et crise économique) et énergétique (prix des hydrocarbures relativement élevés), conjuguée à la montée des préoccupations environnementales aux États-Unis (réduction des émissions de GES), créent un climat propice au positionnement de l'hydroélectricité du Québec en tant qu'énergie propre et renouvelable sur le marché du Nord-Est américain. L'importance de cette mesure justifie de poursuivre les démarches

en vue de conclure des ententes commerciales à long terme qui contribueront à la création de richesse au Québec et à la protection de l'environnement.

- ▶ **Mettre en œuvre une stratégie de promotion visant à renforcer le positionnement des produits agroalimentaires québécois aux États-Unis.** **MAPAQ**

#### **Réalisations 2006-2007**

Octroi d'un contrat à la Chaire Bombardier de gestion de la marque, à l'Université de Sherbrooke, pour l'élaboration d'une proposition d'image de marque destinée à produire une stratégie de positionnement des produits agroalimentaires aux États-Unis.

#### **Réalisations 2007-2008**

Détermination de deux axes de communication pour les produits agroalimentaires québécois sur le marché du Nord-Est américain à la suite du rapport de la Chaire Bombardier publié en août 2007 :

- les produits du Québec se distinguent par leur caractère unique;
- les produits du Québec se distinguent par leur raffinement européen.

Conclusion d'un contrat avec une firme de Boston, en novembre 2007, afin d'élaborer une signature et un logo à partir des axes de communication ainsi qu'un guide d'utilisation de cette image. Ce logo et cette signature ont été rendus disponibles à la fin de janvier 2008.

#### **Réalisations 2008-2009**

Réalisation d'un test de perception auprès des acheteurs américains. Les résultats ont démontré l'existence d'un capital de marque pour les produits alimentaires québécois aux États-Unis.

Réalisation de la première promotion « Foods of Québec », à New York, au congrès de la plus importante association de restaurateurs américains haut de gamme : l'association *Star Chefs*.

Soutien à une délégation de chefs québécois participant aux Olympiades culinaires mondiales, l'un des plus prestigieux concours culinaires internationaux, où des délégations de 53 pays se disputaient les honneurs. La délégation québécoise a remporté la seconde position du concours.

Promotion de « Foods of Québec » et particulièrement des produits de la mer lors du Boston Seafood Show 2009.

Entente avec le détaillant The Food Emporium, situé à Manhattan, dans le but de faire la promotion des produits du Québec durant les mois de mai et juin 2009.

#### **Bilan global**

Dans l'ensemble, les objectifs visés par cette mesure ont été atteints : 1) les éléments distinctifs de l'offre alimentaire québécoise ont été mis en lumière et validés; 2) ces points de différenciation ont servi à créer l'image « Foods of Québec - Secrets of the Past, Taste of the Future »; 3) la valeur de ce positionnement a été démontrée par les résultats de tests de perception; 4) les activités réalisées ont démontré les effets positifs que peuvent avoir les activités de promotion sur la notoriété des produits alimentaires québécois ainsi que sur les exportations des fournisseurs. Enfin, la réaction des acheteurs, des médias et des entreprises aux premières promotions « Foods of Québec » confirme le potentiel initialement décelé.

- **Rénover et développer les principales infrastructures routières menant à la frontière américaine et collaborer avec des États du Nord-Est et du Midwest pour augmenter l'interconnectivité des moyens de transport. Le ministère des Transports investira 92,5 millions de dollars sur trois ans dans les projets suivants : amélioration de l'autoroute 15 entre Montréal et Lacolle, à la frontière de l'État de New York; prolongation de l'autoroute 35 (A-35) entre Iberville et Saint-Armand, à la frontière du Vermont; prolongation de l'autoroute 73 (A-73) et amélioration des infrastructures de la route 173 (R-173) entre Saint-Georges et Armstrong, à la frontière du Maine.** **MTQ**

#### ***Réalisations 2006-2007***

Autoroute 15 : réalisation de travaux (couche d'usure) sur un tronçon de 7 km et construction d'une voie dédiée pour les véhicules lourds près de la frontière.

Autoroute 35 : études environnementales fédérale et provinciale en cours.

Autoroute 73/Route 173 : obtention du rapport d'enquête et d'audience publique du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour le projet de prolongement de l'autoroute 73, entre Beauceville et Saint-Georges.

Route 173 : préparation des plans et devis préliminaires pour le projet d'amélioration de la route 173, entre Saint-Georges et Saint-Théophile.

#### ***Réalisations 2007-2008***

Autoroute 15 : poursuite des travaux entrepris en 2006-2007, surveillance et contrôle qualitatif s'y rattachant.

Autoroute 35 : obtention des décrets requis (utilisation à des fins autres qu'agricoles et certificat d'autorisation environnementale), poursuite de l'étude approfondie et amorce des plans d'acquisition pour les segments entre Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Sébastien. Préparation des plans et devis pour certains tronçons.

Autoroute 73 : tenue d'audiences publiques et obtention des autorisations de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour le prolongement de l'autoroute 73 entre Beauceville et Saint-Georges. Mise en service d'un tronçon compris entre Saint-Joseph-de-Beauce et Beauceville.

Route 173 : amorce des travaux d'arpentage pour un tronçon et poursuite de la préparation des avant-projets en ce qui concerne l'amélioration de la route 173, entre Saint-Georges et Saint-Théophile. Préparation de plans et devis pour d'autres tronçons.

#### ***Réalisations 2008-2009***

Autoroute 15 : entretien des brise-vents, construction d'un exutoire.

Autoroute 35 : pour le prolongement entre Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Alexandre, réalisation des plans d'acquisition, préparation de plans et devis, sondages et études diverses et finalisation de l'étude approfondie (qui a été signée par les autorités fédérales). Pour le prolongement entre Saint-Alexandre et Saint-Sébastien, réalisation des plans d'acquisition, rencontres et études diverses, finalisation de l'étude approfondie (qui a été signée par les autorités fédérales), finalisation des plans et devis et début des travaux.

Autoroute 73 : pour le prolongement de l'autoroute 73 entre Beauceville et Notre-Dame-des-Pins, début des travaux d'arpentage. Réalisation de deux des trois plans d'acquisition à la hauteur de Saint-Georges.



Route 173 : réalisation des travaux pour l'amélioration de la route à l'entrée de Saint-Georges. Finalisation des travaux à l'intersection des routes 173 et 275. Entre Saint-Georges et Saint-Théophile, travaux préparatoires et asphaltage de la chaussée.

Préparation d'autres plans et devis (pont du ruisseau sur la route 173, prolongement de l'autoroute 73 entre Saint-Georges jusqu'à la route 204, construction d'un pont sur la rivière Famine).

### ***Bilan global***

L'avancement des travaux relatifs aux quatre projets a été rendu possible grâce à la conclusion d'ententes entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. Les travaux de l'autoroute 15 ont permis une réhabilitation du corridor routier coordonnée et concertée. Le chantier de l'autoroute 35 a pris un peu de retard compte tenu des délais pour obtenir les autorisations environnementales. La construction des 37,9 km de prolongement de l'autoroute 35 est en cours et devrait se clôturer en 2014. Les travaux accomplis sur la route 173 ainsi que le prolongement de l'autoroute 73 permettent d'améliorer la fluidité et le commerce transfrontalier. D'autres travaux sont planifiés pour les prochaines années.

Il est à noter que la réalisation de projets d'infrastructures est un long processus qui requiert plusieurs années de planification et l'obtention des autorisations environnementales avant que les travaux puissent être entrepris. Les échéanciers doivent à l'occasion être revus en fonction de divers facteurs qui peuvent être intrinsèques à la nature des travaux ou liés à d'autres impératifs.

► **Renforcer les services économiques du Bureau du Québec à Atlanta.**

**MRI, MDEIE**

### ***Réalisations 2006-2007***

Embauche d'un attaché commercial à Atlanta.

### ***Réalisations 2007-2008***

Organisation de quatre missions d'envergure dans les secteurs des technologies de l'information, des parcs d'attractions, de l'aéronautique et du marché hispanophone.

Organisation de quatre salons avec la présence importante d'entreprises québécoises dans les secteurs de l'aéronautique, des matériaux de construction, du transport terrestre et des textiles.

Soutien à 98 entreprises québécoises dans leurs démarches dans le territoire.

### ***Réalisations 2008-2009***

Ouverture des bureaux d'Investissement Québec à la Délégation du Québec à Atlanta, en septembre 2008, afin de promouvoir les investissements au Québec. Développement d'un créneau important d'intervention à la Délégation dans le domaine des industries vertes et de l'environnement.

Tenue de la 2<sup>e</sup> rencontre annuelle de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes, à Savannah (Géorgie), en présence du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et de 17 gens d'affaires du Québec des secteurs de l'aéronautique, de la logistique de transport et du tourisme.

Organisation de 59 missions et offre de recherches approfondies pour des entreprises du Québec.

Recrutement de 12 acheteurs pour des salons importants au Québec dont la Semaine de la mode, Hightex, SIAL, Export Alliance, SIDIM.

Promotion de produits de 23 entreprises du Québec lors d'un défilé de mode de l'AmericasMart à Atlanta.



Organisation de sept missions d'envergure avec la participation d'entreprises du Québec, dont Parcs d'attraction, Southern Building Show et Warner Robbins Air Force Requirements.

### *Bilan global*

Le statut de la représentation du Québec à Atlanta a été rehaussé au niveau d'une délégation au mois d'octobre 2006. La nomination d'une déléguée au même moment a encouragé l'établissement de liens politiques, institutionnels et culturels avec les partenaires répartis sur le territoire de la Délégation. Ce rehaussement significatif a permis d'établir une véritable stratégie de positionnement du Québec dans les États prioritaires du territoire couvert par la Délégation.

D'autre part, la relocalisation du poste d'attaché commercial au sein de la Délégation du Québec à Atlanta en janvier 2007 a permis de consolider les efforts du Québec. Pour la période 2006-2009, on dénote un renforcement significatif de l'appui aux entreprises québécoises dans le développement d'affaires sur le territoire et également du soutien aux entreprises américaines désireuses de s'établir au Québec, grâce à l'ouverture des bureaux d'Investissement Québec en septembre 2008.

- **Confier au Bureau du Québec à Washington un mandat de développement des liens économiques avec la grande région de Washington et les États environnants dans les secteurs clés des infotechnologies, des biotechnologies, des sciences de la vie et de la défense et pour l'attraction du capital de risque.** **MRI, MDEIE**

### *Réalizations 2006-2007*

Embauche d'un attaché commercial à Washington, quatrième agglomération américaine et troisième centre mondial de biotechnologies, pour soutenir la commercialisation de produits et services québécois et repérer les partenaires stratégiques.

### *Réalizations 2007-2008*

Développement de liens de collaboration avec des agences fédérales, des organisations au niveau local (États et municipalités), des chambres de commerce, des associations du milieu des affaires et des entreprises du secteur privé, de manière à poursuivre des objectifs communs de développement économique.

Organisation, dans la région, d'une mission commerciale québécoise importante dans le secteur de la sécurité et de la défense.

Soutien auprès de 22 entreprises et associations québécoises œuvrant dans la recherche d'occasions d'affaires.

Collaboration aux travaux réalisés par des organisations du milieu des affaires à Washington et en Virginie (Northern Virginia Technology Council International Committee, Quarterly Washington Network Group International Steering Committee, Montgomery Economic Development Agency).

### *Réalizations 2008-2009*

Représentation du Québec lors de trois foires commerciales organisées par l'ambassade canadienne.

Participation à six foires commerciales dans les domaines du transport et de la sécurité.

Renforcement des contacts d'affaires existants et établissement de nouveaux contacts.

Transmission aux organisations concernées (Délégation générale du Québec à New York, MDEIE, etc.) d'information de nature stratégique sur les mesures introduites par la nouvelle administration du président Barack Obama (Stimulus Package, clause « Buy American », etc.).

### ***Bilan global***

L'action de l'attaché commercial au cours des deux dernières années confirme la pertinence, pour le Québec, d'avoir une présence de nature économique à Washington, tout en couvrant aussi les États de la Virginie et du Maryland. De meilleurs débouchés ont été ciblés pour les produits québécois et les secteurs d'activité représentant le plus grand potentiel de croissance pour les intérêts du Québec. Établir de nouveaux contacts dans la communauté d'affaires et collaborer activement aux travaux de promotion économique ont favorisé un positionnement des entreprises québécoises comme partenaires d'affaires potentiels. L'accompagnement offert aux entreprises et associations québécoises a quant à lui permis de jeter les bases de relations d'affaires mutuellement bénéfiques.

17. **Développer les occasions d'affaires dans les secteurs à fort potentiel des pays d'Europe occidentale. Profiter des perspectives offertes par l'Europe élargie. Appuyer les entreprises dans l'adaptation de leurs produits aux normes européennes**

- ▶ **Au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, cibler les secteurs de l'aérospatiale, de la construction, des infotechnologies, des biotechnologies, de l'environnement, des biens de consommation, de l'optique-photonique et de la machinerie pour le développement des exportations. En Italie, cibler les secteurs des nutraceutiques, de l'aluminium et de la construction. En Espagne, cibler la construction et l'aérospatiale et au Benelux, la construction, l'instrumentation et l'agroalimentaire.**

**MDEIE**

### ***Réalisations 2006-2007***

Réalisation d'une mission exploratoire au Royaume-Uni.

Accueil d'un journaliste du Royaume-Uni lors de la Semaine de la mode de Montréal en mars 2007.

Organisation de deux missions commerciales au Royaume-Uni, prévues en 2007, en matière de construction et de protection civile.

### ***Réalisations 2007-2008***

Organisation d'une conférence sur les avancées du Québec au Forum Life Science in Canada, en Allemagne.

Promotion du savoir-faire québécois au Salon Tectextil en Allemagne.

Participation d'une délégation québécoise à titre d'exposant au salon Chartered Institute of Housing à Harrogate, au Royaume-Uni, spécialisé dans le logement social.

Élaboration en cours de deux stratégies de développement économique sur l'Espagne et la Russie.

Aboutissement des démarches gouvernementales visant l'établissement d'une liaison aérienne directe entre Montréal et Barcelone.

Mission à Barcelone de représentants de parcs scientifiques et technologiques du Québec dans le cadre de la Conférence mondiale de l'Association internationale des parcs scientifiques.

Consolidation de 53 entreprises québécoises sur le marché européen et diversification de 73 entreprises.

### ***Réalisations 2008-2009***

Conception, mise à jour et entretien du site Euroaffaires, finaliste du Prix d'excellence 2008 de l'Institut d'administration publique de Québec dans la catégorie rayonnement international.

Sollicitation de sept partenaires économiques européens et lancement du réseau des partenaires d'Euroaffaires dans le but s'assurer une bonification continue du contenu du site.

Création du Club des dirigeants d'entreprises franco-québécois à l'initiative de la Délégation générale du Québec à Paris. Le Club a le mandat de soutenir et d'accompagner des entreprises québécoises souhaitant percer le marché français en s'y établissant. Il est constitué principalement de représentants d'entreprises québécoises déjà établies en France.

Participation à différents salons tenus en Europe : Pollutec 2008 à Lyon en France (salon spécialisé en environnement), IFAT 2008 en Allemagne (salon spécialisé en environnement), MTEX en Allemagne (salon spécialisé dans le textile technique).

Deuxième participation d'une délégation québécoise à titre d'exposant au salon Chartered Institute of Housing à Harrogate au Royaume-Uni, spécialisé dans le logement social.

Consolidation de 64 entreprises québécoises sur le marché européen et diversification de 56 entreprises.

### **Bilan global**

Plusieurs activités de nature différente ont été réalisées dans le but de développer, mettre en œuvre ou réorienter des stratégies visant à consolider et à diversifier certains marchés européens. Au total, on compte 10 missions sur les territoires stratégiques et prioritaires ciblés : quatre au Royaume-Uni, cinq en Allemagne et une en France. Après la mise à jour du site Euroaffaires, un réseau de sept partenaires a été créé afin de le bonifier et de l'actualiser. Les entreprises québécoises désireuses de percer le marché français seront désormais soutenues par un Club de dirigeants d'entreprises franco-québécois. Ces différentes actions ont favorisé la diversification des marchés en Europe. L'objectif triennal de diversification a d'ailleurs été dépassé avec 129 entreprises consolidées par rapport à la cible initiale de 117.

- **Réaliser des activités et des projets à caractère commercial, scientifique et technologique sur le continent européen en utilisant les ententes de coopération du Québec comme leviers.** **MDEIE**

### **Réalisations 2006-2007**

Association du Québec au projet Transbio, un réseau transocéanique d'opportunités en biotechnologies, auquel participent la Catalogne, la Flandre, la Bavière et l'Écosse.

Onze accords issus des Programmes d'accords industriels (PAI) avec la Wallonie et la Bavière.

Financement de 60 missions individuelles et de 2 missions de groupe par le programme UBIFRANCE/QUÉBEC, issu d'une entente franco-québécoise de coopération industrielle.

### **Réalisations 2007-2008**

Conclusion de trois accords issus des PAI avec la Wallonie et la Bavière.

Financement, par le programme UBIFRANCE/QUÉBEC, de 53 activités (51 missions individuelles et 2 activités de groupe).

Mise en valeur du savoir-faire québécois dans les domaines de la mode et de la recherche avec l'organisation de la Vitrine du Québec en Flandre.

### **Réalisations 2008-2009**

Conclusion de deux accords issus des PAI avec la Wallonie et la Bavière.

Financement, par le programme UBIFRANCE/QUÉBEC, d'une mission industrielle au salon Americana 2009. Environ 100 rendez-vous ont été organisés entre les entreprises québécoises et françaises.

Financement, par le programme UBIFRANCE/QUÉBEC, de 49 missions industrielles privées.

#### **Bilan global**

Les ententes de coopération entre le gouvernement du Québec et différents partenaires européens ont permis la conclusion de 16 accords industriels, issus des PAI, avec la Wallonie et la Bavière. Le programme UBIFRANCE/QUÉBEC a favorisé la réalisation de plus de 160 missions individuelles.

- ▶ **En Allemagne, consolider la présence économique du Québec en faisant du Bureau du Québec à Munich une délégation générale et en augmentant les effectifs du Bureau de Berlin, afin notamment de profiter de la situation centrale de l'Allemagne, première économie européenne et premier exportateur mondial, et développer les liens avec les nouveaux pays membres de l'Union européenne.** **MRI, MDEIE**

#### **Réalizations 2006-2007**

Munich : Rehaussement du statut du Bureau de Munich au niveau d'une délégation générale; Nomination d'un délégué général à Munich, en juin 2006, pour représenter le Québec en Allemagne, en Autriche et en Suisse; embauche de deux attachés, l'un à l'administration, l'autre aux affaires économiques et aux relations scientifiques et technologiques.

Berlin : Rehaussement du statut de l'antenne de Berlin au niveau de bureau; embauche d'un conseiller aux affaires institutionnelles à Berlin.

#### **Réalizations 2007-2008**

Consolidation de la présence du Québec en Allemagne et développement d'un réseau de contacts avec des partenaires locaux.

#### **Réalizations 2008-2009**

Consolidation de la présence du Québec en Allemagne et élargissement du réseau de contacts et de partenaires locaux.

Déménagement, en septembre 2008, de la Délégation générale de Munich dans de nouveaux locaux, pour donner suite au rehaussement de son statut.

#### **Bilan global**

Les objectifs opérationnels ont été atteints pour cette mesure, autant au Bureau de Berlin qu'à la Délégation générale de Munich. La présence du Québec sur ce territoire s'est considérablement renforcée et a permis d'élargir le réseau de partenaires sur place. Les relations politiques et économiques du Québec avec l'Allemagne profiteront à terme de la plus grande présence et du renforcement de la capacité d'action du Québec en Allemagne.

- ▶ **En Italie, consolider la présence économique du Québec à Milan et accroître les effectifs du Bureau du Québec à Rome en prenant appui sur ce bureau pour développer les liens avec les pays du bassin méditerranéen.** **MRI, MDEIE**

#### **Réalizations 2006-2007**

Rome : Procédures en cours pour établir la Délégation du Québec à Rome.

Milan : Procédures en cours pour la création d'une antenne économique à Milan. Processus de recrutement d'un attaché commercial complété.

### **Réalisations 2007-2008**

Rome : Notification concernant le statut de la représentation du Québec reçue de la préfecture de Rome (pour le ministère italien de l'Intérieur). La parution du décret dans la gazette officielle locale devrait avoir lieu au cours de l'année 2008, au terme de laquelle cette représentation pourra porter officiellement le nom de Délégation du Québec en territoire italien.

Milan : Entrée en fonction de l'attaché et ouverture de l'antenne en juin 2007.

### **Réalisations 2008-2009**

Rome : Nomination par le Conseil des ministres, en septembre 2008, de la déléguée du Québec à Rome, M<sup>me</sup> Amalia Daniela Renosto.

### **Bilan global**

Le renforcement de la présence du Québec en Italie prévu dans la Politique internationale du Québec – mise en place d'une antenne économique à Milan et rehaussement de l'agence culturelle en délégation – s'est déroulé de manière satisfaisante. Les nouveaux locaux de la Délégation, ainsi que ceux de l'Antenne économique de Milan, devraient être inaugurés par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie lors d'une mission prévue à l'automne 2009. Le mandat concernant les pays du Maghreb a été confirmé dans le décret de nomination de la déléguée.

- ▶ **Renforcer la collaboration entre les pôles de compétitivité français et les créneaux d'excellence québécois dans des secteurs d'intérêt commun (aérospatiale, biotechnologies, textiles, énergie, transformation agroalimentaire).** **MDEIE**

### **Réalisations 2006-2007**

Accueil de cinq missions de régions françaises et réalisation de missions dans les pôles de compétitivité français, dont l'Aquitaine. Participation à des foires commerciales. Organisation de symposiums et de missions de formation.

### **Réalisations 2007-2008**

Préparation du Symposium sur les Créneaux d'excellence québécois et les Pôles de compétitivité français de mai 2008 dans le but d'établir ou de concrétiser des projets de partenariat technologique et d'affaires. Définition des objectifs de l'événement et des paramètres des projets pouvant être mis de l'avant au cours de l'année. Établissement d'un programme de rencontres s'étendant sur trois jours.

### **Réalisations 2008-2009**

Tenue, en mai 2008 à Québec, du Symposium sur les créneaux d'excellence québécois et les pôles de compétitivité français, avec une participation de 140 représentants d'entreprises, de centres de recherche et d'établissements d'enseignement québécois et français. Cet événement a permis l'élaboration de 44 projets entre les acteurs présents, dont 17 en aéronautique. Cinq ententes de collaboration ont également été signées entre les Créneaux d'excellence québécois et les Pôles de compétitivité français.

### **Bilan global**

La collaboration entre les Pôles de compétitivité français et les Créneaux d'excellence québécois a été renforcée par l'accueil de missions en provenance de régions françaises dans le courant de l'année 2006-2007 et la tenue du Symposium à Québec au printemps 2008. Neufs ententes et plusieurs pistes de collaboration en ont découlé dans les cinq secteurs d'intérêt commun : aérospatiale, biotechnologies, textiles, énergie et transformation alimentaire.

- **Soutenir financièrement, par le biais du Programme d'aide aux entreprises (PAE), les entreprises qui, après un bilan normatif, rendent leurs produits conformes aux normes européennes.** MDEIE

#### **Réalisations 2006-2007**

Mission du Centre de recherche industrielle du Québec en Europe afin de développer son expertise sur les normes européennes.

Modification au PAE pour faciliter aux entrepreneurs l'accès au financement d'un bilan normatif de leurs produits et de travaux de conformité. Trois dossiers d'aide financière acceptés au PAE.

#### **Réalisations 2007-2008**

Bonification du soutien offert aux entreprises par le recours à la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation dans le cadre des projets de validation technique.

#### **Réalisations 2008-2009**

Traitement de différents dossiers d'aide financière selon les nouvelles règles d'accès au financement du PAE.

#### **Bilan global**

Les travaux de conformité à des normes internationales ont été inclus à titre de projet admissible au PAE (volet *Développement des marchés*) au même titre que le bilan normatif. Les demandes portant sur les normes européennes ont été nettement prédominantes en ce qui a trait aux dossiers de conformité à des normes internationales.

- **Appuyer la conclusion d'ententes entre laboratoires européens et québécois de manière à ce que les tests de conformité aux normes européennes puissent être effectués au Québec.** CRIQ, MDEIE, MRI

#### **Réalisations 2006-2007**

Appropriation des procédures administratives relatives à la normalisation européenne dans certains secteurs ciblés (équipements de traitement de l'information, équipements de laboratoire, machines, équipements et matériel de transport, dispositifs médicaux et produits de construction).

Établissement de liens en France, en Suisse et en Allemagne et signature d'une entente avec un laboratoire français.

#### **Réalisations 2007-2008**

Ajout, sur le site *Euroaffaires* (site d'accès au marché européen pour les entreprises québécoises), d'une section sur les normes et leurs procédures d'acquisition et de validation : marquage CE (Communauté européenne), directives spécifiques, définition des approches, procédures de validation, etc.

#### **Réalisations 2008-2009**

Mise à jour de la section sur les normes du site *Euroaffaires* ainsi que des procédures d'acquisition et de validation de ces dernières.

Présentation, par le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), de l'obligation d'adhérer à la norme CE (Communauté européenne) lors d'un séminaire, en septembre 2008, sur le potentiel des marchés et les façons d'aborder le territoire du Royaume-Uni. D'autres normes européennes y ont également été traitées.



### **Bilan global**

Au début de la période concernée, des activités de reconnaissance ont été réalisées. Ainsi, il y a eu des travaux pour la reconnaissance du laboratoire en sécurité-électrique du CRIQ en tant que laboratoire certifié CBTL. Il y a aussi eu rapprochement entre le CRIQ et le Laboratoire central des industries électriques en France et le laboratoire TUV en Allemagne. En 2007-2008, la stratégie a été réorientée; son objectif était, dorénavant, d'informer directement une clientèle plus large d'entreprises grâce au site Euroaffaires et par l'entremise de séminaires ou de capsules informatives. L'objectif initial, soit la réalisation d'ententes entre laboratoires québécois et européens, était surtout piloté par le CRIQ et visait quelques secteurs d'activités seulement.

#### 18. Diversifier les échanges du Québec vers cinq marchés porteurs : le Mexique, le Japon, la Chine, l'Inde et le Brésil

- ▶ **Au Mexique, promouvoir les produits et services québécois dans les secteurs suivants : l'aéronautique, l'énergie, les technologies de l'information et des communications, les pièces automobiles et ferroviaires, les équipements de santé, la foresterie, les produits de construction, l'environnement et la platurgie.** **MDEIE**

### **Réalisations 2006-2007**

Quatre missions dont deux centrées sur des foires commerciales.

Accueil d'acheteurs mexicains, notamment au Forum international de jumelage d'entreprises en environnement organisé dans le cadre du Salon international des technologies environnementales (Americana 2007).

Début de l'implantation de Bombardier dans l'État du Querétaro.

Implantation à Montréal du troisième accélérateur d'entreprises technologiques par le Mexique.

Augmentation des exportations de 333 M\$ à 667 M\$.

Consolidation de 14 entreprises québécoises sur le marché du Mexique, soit près de la moitié de l'objectif de 30 entreprises visé sur un horizon de trois ans.

Diversification de 21 entreprises québécoises sur le marché mexicain en regard d'un objectif de diversification de 50 entreprises visé sur trois ans.

### **Réalisations 2007-2008**

Réalisation d'un sondage auprès de 600 firmes québécoises afin de détecter les obstacles qu'elles rencontrent dans leurs démarches d'exportation au Mexique.

Mission dans plusieurs régions mexicaines de petites et moyennes entreprises membres de l'Association québécoise de l'aéronautique.

Ouverture d'un centre de service aux entreprises québécoises au Mexique.

Consolidation de 20 entreprises (portant le total à 34, soit 4 de plus que l'objectif triennal) et diversification de 11 entreprises québécoises (portant le total à 32, soit les deux tiers de l'objectif triennal) sur le marché mexicain.

### **Réalisations 2008-2009**

Mise à jour de la Stratégie sur le Mexique.



Mission de six entreprises auprès des institutions financières internationales du Mexique, en collaboration avec le Centre de commerce mondial de Montréal.

Mission de 12 entreprises du secteur des véhicules spéciaux dans les villes de Mexico et de Monterrey. Cette mission a permis aux entreprises d'effectuer des ventes totalisant 4,3 M\$, de signer un accord industriel et de recruter un distributeur sur place.

Entente conclue avec ProMexico pour le maintien de centres de services aux entreprises à Montréal et à Monterrey en vertu de l'entente de coopération Québec-Nuevo León.

Consolidation de 16 entreprises québécoises sur le marché mexicain et diversification de 13 entreprises.

### ***Bilan global***

Les activités réalisées ont permis de renforcer la présence des entreprises québécoises au Mexique. Plus de 25 activités de groupe (missions et accueils de gens d'affaires) ont été organisées et ont réuni environ 170 participants. Ces activités ont généré 15,8 M\$ de ventes fermes, 75 M\$ de ventes potentielles, la signature de 15 accords industriels et le recrutement de 8 intermédiaires de ventes. L'objectif triennal a été dépassé avec un résultat de 50 entreprises consolidées alors que la cible initiale de consolidation était de 0.

- ▶ **Instituer des partenariats avec des États mexicains ciblés, comme le Nuevo León, en fonction de leur intérêt pour le Québec et de leur potentiel économique.** MRI, MDEIE

### ***Réalisations 2006-2007***

Mission du gouverneur de l'État du Nuevo León et signature de l'accord de coopération, incluant un volet économique.

Ouverture d'un centre de services aux entreprises du Nuevo León à Montréal, dans le cadre de l'entente de coopération.

Analyse de huit secteurs industriels pour le positionnement des entreprises dans l'État du Nuevo León.

### ***Réalisations 2007-2008***

Participation d'une trentaine d'entreprises québécoises à la Mission Québec, dirigée par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, en septembre 2007, au Nuevo León et dans la région métropolitaine de Mexico. Cette mission aura permis aux entreprises de diversifier ou de consolider leurs marchés dans ces régions du Mexique.

### ***Réalisations 2008-2009***

Tenue de diverses missions économiques en territoire mexicain, qui ont toutes fait un passage dans l'État du Nuevo León. Toutefois, en raison des effets de la crise économique et des élections prévues à l'été 2009, le fonctionnement des centres de services aux entreprises a été suspendu.

### ***Bilan global***

Entre 2006 et 2009, 10 missions, comptant au total 76 participants, ont été organisées dans l'État du Nuevo León. Ces activités ont généré des ventes fermes de 10,9 M\$ et des ventes potentielles de 18,4 M\$. De plus, deux intermédiaires de ventes ont été recrutés par les entreprises, quatre accords industriels ont été signés et une entreprise québécoise s'est implantée sur place. Enfin, soulignons l'ouverture d'un centre de services aux entreprises du Nuevo León à Montréal et la création d'un centre de services pour les entreprises québécoises à Monterrey.

► **Accroître les effectifs des services économiques du Québec à Tokyo, Beijing et Shanghai.**

**MRI, MDEIE, IQ**

***Réalisations 2006-2007***

Embauche d'un démarcheur en investissement à la Délégation générale du Québec à Tokyo.

Embauche d'un démarcheur en investissement au Bureau du Québec à Beijing et démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels.

Démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels au Bureau du Québec à Shanghai.

***Réalisations 2007-2008***

Conclusion d'une entente de cohabitation avec le gouvernement fédéral pour le Bureau du Québec à Shanghai et poursuite des démarches en vue de l'embauche d'effectif supplémentaire.

Démarches concernant deux des trois postes à doter à Beijing en voie d'aboutissement.

***Réalisations 2008-2009***

Embauche d'attachés économiques et d'autres employés locaux aux bureaux de Beijing (1 employé) et Shanghai (3 employés).

***Bilan global***

Les effectifs accrus dans les bureaux du Québec à Tokyo, Beijing et Shanghai augmentent la présence et la capacité d'action du gouvernement du Québec sur les territoires japonais et chinois. Cette présence renforcée est de nature à contribuer à la croissance et à la prospérité du Québec par la promotion des intérêts économiques du Québec sur les territoires visés.

► **Ouvrir un Bureau du Québec à Mumbai en Inde.**

**MRI, MDEIE**

***Réalisations 2006-2007***

Procédures en cours pour l'établissement d'un Bureau du Québec à Mumbai.

***Réalisations 2007-2008***

Choix d'un nouveau chef de poste et démarches auprès du gouvernement canadien visant son accréditation. Au cours de l'année, le directeur a effectué deux séjours en Inde en vue d'établir des liens avec des partenaires et pour effectuer les démarches afin d'assurer l'ouverture rapide du Bureau, notamment la sélection du personnel recruté localement.

***Réalisations 2008-2009***

Entrée en fonction du directeur du Bureau du Québec à Mumbai et de deux employés recrutés localement.

***Bilan global***

Le Bureau du Québec à Mumbai est fonctionnel et comprend trois employés. Un employé d'Investissement Québec, recruté localement, s'ajoutera à l'équipe déjà en place au cours de l'année 2009-2010. Ce nouveau Bureau du Québec permet de contribuer au renforcement de la capacité d'action du gouvernement du Québec en Inde ainsi qu'à la croissance et à la prospérité du Québec par la promotion de nos intérêts économiques.

- ▶ **Mettre en œuvre des stratégies d'exportation prioritairement dans les secteurs suivants :**
  - Au Japon (infotechnologies, télécommunications, optique-photonique, multimédia, produits du bois et de la construction, biotechnologies, aéronautique et agroalimentaire).
  - En Chine (infotechnologies, transport terrestre et aéronautique, agroalimentaire et construction, incluant les services d'architecture et d'urbanisme).
  - En Inde (énergie, infotechnologies, communications, biopharmaceutique, services d'ingénierie et infrastructures).

MDEIE

### *Réalisations 2006-2007*

#### **Japon :**

Priorisation de quatre secteurs : les technologies de l'information, la construction, l'industrie biopharmaceutique et l'aéronautique.

Tenue d'une trentaine d'activités, dans des secteurs allant de la culture à l'agroalimentaire, au cours du Mois du Québec au Japon, incluant la soirée Montréal Fashion Theater.

Rencontre de gens d'affaires japonais par le ministre du Développement économique, de l'innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand, au Forum économique mondial de Tokyo.

Réalisation de cinq missions au Japon et accueil au Québec de missions japonaises. Soutien d'une centaine d'entreprises québécoises sur le marché japonais. Participation au Salon Nanotech 2007.

Activités en continu ayant généré des ventes fermes de 125,6 M\$.

Atteinte pour les entreprises québécoises sur le marché japonais de plus de la moitié des objectifs de consolidation (35 sur 60) et de près du tiers en diversification (11 sur 45).

#### **Chine et Inde :**

Consolidation de liens commerciaux.

Élaboration d'une étude sur la perception des entreprises québécoises de la situation du commerce Québec-Chine.

Mission en Chine de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, accompagnée de 27 personnes issues du monde des affaires, du milieu de la recherche et d'universités.

Mission du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, en Inde, incluant une présentation sur la Politique internationale du Québec à plus de 1 100 personnes du milieu des affaires. Fortement médiatisée au Québec comme en Inde, cette mission a pu générer une meilleure connaissance pour les milieux d'affaires des deux pays sur le potentiel économique de l'Inde et du Québec.

Atteinte, après un an, des objectifs triennaux de consolidation (10 sur 10) et de diversification (7 sur 7) d'entreprises québécoises pour ces deux marchés.

Ventes fermes de 11,3 M\$ et ventes potentielles de 8,2 M\$ par 72 entreprises québécoises, générées par les activités sur ces marchés.

Élaboration d'une stratégie triennale de développement du marché de l'Inde. Conception d'un répertoire d'affaires pour les entreprises québécoises voulant faire affaire en Inde.

Mission du ministre, M. Raymond Bachand, en novembre 2006, permettant notamment de raffermir les liens avec le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, M. Kamal Nath. Le ministre était accompagné de 56 représentants québécois des secteurs économiques, de l'éducation et de la recherche, de la science et de la technologie.

Détermination de projets en science et technologie et en aéronautique intéressant des institutions indiennes et québécoises.

Accueil au Québec de deux délégations indiennes du secteur de l'éducation universitaire.

### **Réalisations 2007-2008**

#### **Japon :**

Mission au Japon de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, accompagnée d'une délégation institutionnelle et d'affaires, en janvier 2008.

Réalisation de deux missions d'entreprises.

Accueil de 25 Japonais (5 journalistes et 20 dirigeants d'entreprise) du secteur des jeux vidéo au Sommet international du jeu vidéo à Montréal en novembre 2007.

Mise à contrat d'un attaché commercial en mode, vêtements et biens de consommation à la Délégation générale du Québec à Tokyo.

Accueil de cinq acheteurs japonais lors de la Semaine de la mode de Montréal, en mars 2008.

Accueil de 25 dirigeants d'entreprise aérospatiale du Japon à Montréal, en mars 2008.

Contribution du MDEIE aux activités du Forum des gens d'affaires Québec-Japon pour promouvoir les échanges entre le Québec et le Japon.

Consolidation de 25 entreprises (l'objectif triennal de 60 est atteint) et diversification de 22 entreprises québécoises sur le marché japonais (portant le total à 33, ce qui représente les trois quarts de l'objectif triennal, soit 45).

#### **Chine et Inde :**

Approbation des stratégies sur la Chine et l'Inde au MDEIE.

Réalisation d'une mission en Chine dirigée par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme. Les objectifs de cette mission étaient de faire valoir les avantages qu'offre le Québec et de resserrer les liens avec la Chine. Cette mission a également permis de consolider la coopération en science et technologie entre le Québec et la Chine et de faire la promotion de l'excellence du système de recherche et d'innovation québécois.

Organisation et tenue d'autres missions en Chine et en Inde dans les secteurs de l'aéronautique, des technologies de l'information et des télécommunications.

Réalisation d'une étude de positionnement des entreprises québécoises sur Tianjin, en Chine.

Organisation de séminaires auprès des conseillers du MDEIE, qui seront ultérieurement offerts aux entreprises québécoises, dans le but de mieux faire connaître divers aspects de la Chine.

### **Réalisations 2008-2009**

#### Japon

Réalisation de cinq missions dans les secteurs de la photonique, de l'aéronautique, des jeux vidéo, des nanotechnologies et de la construction. Signature d'une entente de partenariat pour cinq ans entre NanoQuébec et le Nagano Techno Foundation.

Élaboration d'un plan d'action pour le secteur de la mode au Japon, en appui à la mise en œuvre de la Stratégie Pro-mode, qui est en cours de réalisation.

Accompagnement personnalisé de plusieurs entreprises (recherches de partenaires, négociations, visites au Japon et accueil de visiteurs japonais au Québec) grâce à une mission commerciale au Japon, menée en janvier 2009, et à l'accueil de cinq acheteurs japonais en mars 2009.

Participation de cinq acheteurs et un journaliste, en octobre 2008, à la Semaine de la mode de Montréal et confirmation d'une entente d'échange de visibilité entre Sensation mode et Japan Fashion Week Organization.

Consolidation de 24 entreprises additionnelles sur le marché japonais et diversification de 19 entreprises.

#### Chine et Inde

Mission en Chine du Conseil de la fédération, du 31 octobre au 7 novembre 2008, regroupant une centaine de participants de cinq provinces (Québec, Ontario, Manitoba, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard), dont 35 participants québécois. Conclusion d'une entente gouvernementale, établissement de 10 partenariats et de 2 lancements.

Participation du MDEIE à la réalisation de la mission des chefs d'État des Régions partenaires en Chine, ce qui a contribué à la présence de sept entreprises québécoises au sein de la délégation, dont cinq œuvrant dans le secteur de la protection de l'environnement.

Mission en Chine de 10 entrepreneurs, en mars 2009, sur le thème de l'efficacité énergétique et du développement immobilier.

Accueil d'un acheteur chinois à l'activité Pro-Mode à Montréal ainsi que d'une délégation de la ville de Beijing dans le cadre de AMERICANA (environnement).

### **Bilan global**

De nombreuses activités ont favorisé l'accroissement du rayonnement du Québec au Japon, notamment dans le secteur de la mode grâce à l'embauche d'un attaché commercial en mode, vêtements et biens de consommation à la Délégation générale du Québec à Tokyo. Différentes missions d'entreprises, dont deux lors de missions ministérielles, et l'accueil d'acheteurs japonais au Québec ont contribué au développement des activités des entreprises québécoises au Japon. Des missions économiques d'envergure ont également été réalisées en Chine et en Inde au cours de la même période. En Chine, la consolidation des positions des entreprises québécoise dans le secteur de l'aéronautique a progressé et le secteur de la protection de l'environnement présente des perspectives de collaboration intéressantes. L'ouverture du Bureau du Québec à Mumbai a permis d'entreprendre des activités récurrentes, dont l'accueil et l'accompagnement d'entreprises québécoises en Inde. Globalement, les objectifs de consolidation et de diversification pour les entreprises québécoises ont été atteints sur les trois marchés.

- ▶ **Appuyer le démarrage de projets économiques, scientifiques ou éducatifs découlant des missions du premier ministre en Chine et en Inde.** **MRI, MDEIE, MELS**

#### Réalisations 2006-2007

Signature d'une entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie avec le gouvernement du Shandong à l'occasion de la mission en Chine de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.

Signature d'un accord de principe avec le ministère de la Science et des Technologies de la Chine en vue de mettre en place un mécanisme de collaboration bilatérale dans les secteurs des technologies de l'information et des communications, ainsi que des sciences de la mer, à l'occasion de la mission en Chine de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.

Démarrage d'un projet d'études québécoises à l'Université Jawaharlal Nehru, en Inde, et création d'un réseau interuniversitaire d'études indiennes au Québec.

Soutien à la réalisation du projet de coopération entre l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et des institutions scolaires chinoises pour faciliter l'arrivée dans cette région de 25 élèves chinois inscrits au programme de baccalauréat de création en multimédia.

Soutien à la réalisation de l'entente entre l'Université Laval et l'Université des études internationales de Shanghai pour la mise en œuvre d'un campus d'été à Shanghai.

Mise sur pied d'un programme d'appui aux projets porteurs découlant des missions en Inde et en Chine.

Mission d'Éducation internationale en Chine visant des échanges d'élèves et d'enseignants.

Accueil d'une équipe de production chinoise pour la réalisation au Québec de la série télévisée *Love in Québec*.

Entente de collaboration entre le Comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing (COJOB) et le MRI pour la création de quatre stages offerts à des jeunes Québécois dans le domaine de la traduction.

Note : Les réalisations relatives aux projets économiques découlant des missions du premier ministre sont présentées précédemment.

#### Réalisations 2007-2008

Signature d'une déclaration conjointe du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme et du vice-ministre du ministère de la Science et des Technologies de la Chine prévoyant un budget de 1,2 M\$ pour des projets conjoints en science et technologie et lancement d'un appel à propositions.

Mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Chine, en janvier 2008, visant à maintenir et à accroître les relations établies avec les dirigeants du gouvernement central de la Chine et du gouvernement du Shandong.

Mission de sept commissions scolaires québécoises en Chine, dirigée par l'organisme Éducation internationale.

Adhésion de l'Institut des sciences de la mer de Rimouski à l'International Association of Marine Related Institutions grâce à la coopération du Québec avec le Shandong.

Mission importante de formation réalisée en Chine par trois juges québécois. Cette formation est la deuxième étape du projet de collaboration entre le Québec et le Shandong, mis en place à la fin de 2005.

Mission de prise de contact en Chine du Festival « Les Coups de Théâtre », visant à créer des échanges avec un festival chinois.

Conclusion d'une deuxième entente de collaboration avec le COJOB entraînant la création de quatre autres stages pour de jeunes traducteurs québécois.

Versement d'une somme de 15 000 \$ pour financer le Centre d'études québécoises de l'Université Jawaharlal Nehru, à New Delhi.

Financement de deux missions en Inde de l'Institut neurologique de Montréal et du Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec.

Aide financière conjointe de 98 800 \$ du MRI, du MDEIE et du MELS, à la suite de deux missions gouvernementales en Inde, pour le montage de six projets en aérospatiale, en science de la vie, en biotechnologie, en études québécoises en Inde et en études indiennes au Québec.

### **Réalisations 2008-2009**

Participation du premier ministre à la Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires, tenue au Shandong (Chine), accompagné, notamment, d'entreprises québécoises des secteurs de l'environnement, de la recherche, de la science et technologie, de la santé et de l'énergie.

Participation, en novembre 2008, du représentant du premier ministre du Québec à la mission du Conseil de la fédération en Chine, accompagné, notamment, d'entreprises et de représentants des secteurs de la recherche et de l'éducation.

Signature d'une entente Québec-Shandong portant sur le développement de liens d'amitié et de coopération. Il s'agit du plus haut niveau d'entente qu'une province chinoise puisse signer avec un gouvernement étranger.

Lancement du deuxième appel d'offres conjoint Québec-Chine pour des projets de recherche.

Aide financière au Centre québécois de valorisation des biotechnologies (CQVB) pour la réalisation d'un BIO-Veille sur la Chine.

Soutien financier pour la réalisation de deux missions réalisées par le Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies et PROMPT-Québec (Programme de recherche orientée en microélectronique, photonique et télécommunications du Québec), portant sur les technologies de l'information et des communications.

Versement d'une somme de 10 000 \$ pour financer le Centre d'études québécoises de l'Université Jawaharlal-Nehru à New Delhi (Inde).

Aide financière accordée à NanoQuébec pour l'accueil d'une délégation indienne en mission au Canada.

### **Bilan global**

Dans l'ensemble, les projets avec la Chine ont donné des résultats satisfaisants. Les différents projets réalisés ont contribué à établir des liens institutionnels plus étroits avec un ensemble de partenaires, notamment dans les domaines de la recherche, de la science et technologie ainsi que



de l'éducation. En Inde, la mission du premier ministre, en 2006, a donné naissance à des projets, financés par le gouvernement du Québec, en matière d'éducation et de science et technologie.

► **Ouvrir un Bureau du Québec à São Paulo, au Brésil.**

**MRI, MDEIE, MICC**

**Réalisations 2006-2007**

Signature d'un contrat avec la firme Casa Canadá, en vue de fournir, d'ici l'ouverture du Bureau du Québec à São Paulo, des services aux clientèles d'affaires et institutionnelles.

Procédures en cours pour l'établissement du Bureau du Québec à São Paulo. Désignation du directeur du Bureau du Québec.

**Réalisations 2007-2008**

Réalisation d'une mission officielle de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, au Brésil, du 24 août au 3 septembre 2007. Des rencontres politiques ont eu lieu auprès du gouvernement fédéral du Brésil, des États de Rio de Janeiro et de São Paulo et de la ville de São Paulo.

Ouverture du Bureau en mars 2008.

**Réalisations 2008-2009**

Établissement de nouveaux réseaux de contacts et consolidation des réseaux déjà existants.

Détermination d'événements d'intérêt pour le Québec.

**Bilan global**

Le Bureau du Québec à São Paulo est fonctionnel et les effectifs sont en mesure d'offrir les services demandés par les ministères, organismes et entreprises du Québec. Ce nouveau bureau du Québec permet de contribuer au renforcement de la capacité d'action du gouvernement du Québec au Brésil ainsi qu'à la croissance et à la prospérité du Québec par la promotion de ses intérêts économiques.

► **Développer les occasions d'affaires sur le marché brésilien en aéronautique, dans les mines et forêts (équipements industriels), les infotechnologies, la biotechnologie et les textiles.**

**MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

Ciblage de secteurs complémentaires des deux économies et détermination des secteurs prioritaires.

Mission commerciale de M. Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, dans le secteur des technologies de pointe qui a permis au Québec de collaborer avec la Fédération industrielle de São Paulo

Deux missions commerciales dans les secteurs des équipements de transformation du bois et de la photonique.

Accueil d'acheteurs brésiliens, dans le cadre du Forum international de jumelage d'entreprises, lors de l'événement Americana 2007 à Montréal.

**Réalisations 2007-2008**

Approbation de la stratégie de développement de marché du Québec au Brésil.

Association du Québec avec le principal salon en télécommunication au Brésil, Futurecom, et exposition d'entreprises québécoises.

Consolidation de 2 entreprises québécoises (portant le total à 4, l'objectif triennal étant 20) et diversification de 13 entreprises (portant le total à 17, l'objectif triennal étant 20) sur le marché brésilien.

#### **Réalisations 2008-2009**

Production d'un guide répertoire du secteur des pâtes et papier et cellulose pour le Brésil.

Production de deux guides répertoires pour l'État du Minas Gerais (secteurs des forêts, des télécommunications, des mines et des technologies de l'information) et l'État de São Paulo (secteurs de l'énergie et de l'aérospatial).

Mission commerciale de six entreprises québécoises dans la sous-traitance aéronautique auprès d'EMBRAER.

Participation d'entreprises québécoises à Futurcom 2008 (principal salon en télécommunication au Brésil).

Consolidation de 10 entreprises québécoises additionnelles et diversification de 2 entreprises.

#### **Bilan global**

Le développement des occasions d'affaires sur le marché brésilien a été assuré par la réalisation d'une vingtaine d'activités de groupe (missions et accueils), représentant au total plus de 200 participants, et ayant généré des résultats de plus de 7 M\$ de ventes fermes, le recrutement de 21 intermédiaires de ventes et la signature de cinq accords industriels. En ce qui a trait aux entreprises québécoises consolidées sur les marchés brésiliens et chiliens, l'objectif a été atteint aux deux tiers alors que l'objectif de diversification a presque été atteint.

### 19. Appuyer les entreprises exportatrices et attirer davantage d'investissements étrangers

- ▶ **Inciter les entreprises à se regrouper au sein de réseaux *ad hoc* afin de prendre part à de grands projets d'infrastructures (Jeux olympiques, travaux de reconstruction, etc.). MDEIE**

#### **Réalisations 2006-2007**

Organisation de sessions d'information et de formation.

Mission multisectorielle à La Nouvelle-Orléans, regroupant 18 entreprises de la construction et de l'environnement intéressées par la reconstruction de la zone dévastée par l'ouragan Katrina. Quelque 5,4 M\$ de ventes potentielles et 641 000 \$ de ventes fermes.

#### **Réalisations 2007-2008**

Utilisation des fonds attribués à cette mesure pour le renforcement de la collaboration entre les Pôles de compétitivité français et les Créneaux d'excellence québécois dont il est question à la mesure 17 (même esprit rassembleur que la présente mesure).

#### **Réalisations 2008-2009**

Renforcement de la collaboration entre les Pôles de compétitivité français et les Créneaux d'excellence québécois dont il est question à la mesure 17 (même esprit rassembleur que la présente mesure).

### ***Bilan global***

Les réalisations de cette mesure ont surtout porté sur l'année 2006-2007 en raison des possibilités d'affaires découlant de la reconstruction de la Nouvelle-Orléans, après le passage de l'ouragan Katrina.

- **Sensibiliser les entreprises exportatrices aux meilleures pratiques de commerce international, notamment en matière de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises.** **MDEIE**

### ***Réalisations 2006-2007***

Révision des meilleures pratiques d'affaires afin de les ajuster, à la lumière de la responsabilité sociale des entreprises.

Mise au point d'une formation destinée au personnel responsable de conseiller les entreprises qui souhaitent faire affaires à l'étranger. Cette formation débutera au cours de l'année 2007 et sera ensuite offerte directement aux entreprises.

### ***Réalisations 2007-2008***

Remplacement temporaire de la formation mise au point au cours de l'année 2006-2007 par une autre portant sur les pertes de marché au profit de la Chine en raison de l'importance de cet enjeu dans le contexte économique actuel.

### ***Réalisations 2008-2009***

Les crédits budgétaires ayant servi à d'autres priorités, aucune formation sur les meilleures pratiques d'affaires à l'international n'a pu être révisée ou développée pour l'année 2008-2009.

### ***Bilan global***

Bien que l'objectif poursuivi demeure pertinent, le contexte de contraintes budgétaires a mené à une réaffectation des crédits prévus à la mise en œuvre de cette mesure.

- **Mettre en œuvre une nouvelle stratégie de promotion et de prospection des investissements directs étrangers.** **MDEIE, IQ**

### ***Réalisations 2006-2007***

Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de promotion et de prospection des investissements directs étrangers, publication d'une étude réalisée en partenariat avec le gouvernement fédéral, *Regards sur le Canada 2007*.

Rodage d'une base de données pour soutenir les efforts des intervenants en promotion ou prospection des investissements à l'étranger.

Inclusion d'un volet sur l'investissement dans plusieurs missions concertées (Japon 2006, Inde 2006 et BIO International Convention 2006).

### ***Réalisations 2007-2008***

Poursuite du développement d'une base de données pour soutenir les efforts des intervenants en promotion ou en prospection des investissements à l'étranger.

Adoption d'une approche par créneau conduisant à la détermination de 33 cibles.

Mise en place d'un plan de développement du volet Filiales pour permettre le suivi des actions prévues dans le Plan d'action en faveur du secteur manufacturier afin d'appuyer les filiales de sociétés étrangères.

Réalisation de missions de promotion du Québec à l'étranger (Davos 2008, Dalian 2008, BIO International Convention 2007, Le Bourget 2007).

#### **Réalisations 2008-2009**

Démarches entreprises dans le but d'améliorer l'outil Horace<sup>+</sup> (base de données pour soutenir les efforts des intervenants en promotion ou prospection des investissements à l'étranger).

Relance du comité marketing (une étude diagnostique de la position du Québec en matière de promotion sera lancée sous peu).

Amorce de nouvelles activités avec IQ en matière de prospection des investissements (liens ACCORD-IQ, étude de l'offre régionale, etc.).

Coordination d'un sondage auprès des filiales, qui a mené à une analyse et au dépôt de recommandations auprès du Comité de vigie.

Réalisation, en partenariat avec Hydro-Québec et IQ, d'un deuxième forum des dirigeants de filiales étrangères lors duquel ces derniers ont pu échanger avec des représentants du gouvernement du Québec.

Réalisation de missions de promotion du Québec à l'étranger (Davos 2009, BIO International Convention 2008 et Farnborough 2008).

#### **Bilan global**

La stratégie de promotion et de prospection des investissements directs étrangers n'a pas été publiée. Néanmoins, cette mesure a fait l'objet d'un travail en continu qui vise à constamment améliorer la synergie dans le processus de ciblage des entreprises étrangères et dans les efforts de promotion du Québec à l'étranger. Depuis 2006, la concertation entre les partenaires a été renforcée et l'extranet Horace<sup>+</sup> sert désormais de véritable plate-forme pour colliger l'ensemble des visites de filiales. Par ailleurs, plusieurs événements, dont le forum de dirigeants de sociétés étrangères, sont le fruit d'un travail de collaboration entre IQ, le MDEIE et Hydro-Québec. Ils permettent, entre autres, à certains dirigeants de se prononcer sur de possibles difficultés rencontrées dans leur environnement d'affaires.

- **Soutenir l'implantation d'entreprises québécoises à l'étranger pour mieux développer les marchés.** **MDEIE, IQ**

#### **Réalisations 2006-2007**

Amélioration, par Investissement Québec (IQ), de son programme sur le développement de marchés hors Québec pour l'adapter aux besoins d'expansion des entreprises québécoises à l'étranger.

Révision des mesures de soutien touchant le développement de marchés hors Québec et mise sur pied d'une enveloppe d'aide pour l'implantation d'entreprises à l'étranger.

Financement de cinq projets internationaux avec prise en compte des risques de délocalisation des emplois.

#### **Réalisations 2007-2008**

Collaboration entre IQ et le MDEIE dans l'analyse et le soutien de 11 dossiers de financement dont quelques-uns visaient spécifiquement l'ouverture d'une filiale à l'étranger.

Réalisation d'une tournée MDEIE-IQ afin de promouvoir à travers le Québec l'offre de produits et services.

### *Réalisations 2008-2009*

Collaboration entre IQ et le MDEIE dans l'analyse et le soutien de 19 dossiers de financement dont quelques-uns visaient explicitement l'ouverture d'une filiale à l'étranger.

### *Bilan global*

Le MDEIE et IQ ont collaboré à l'analyse et au soutien d'une trentaine de dossiers de financement dont certains visaient l'ouverture d'une filiale à l'étranger. Par ailleurs, dans le cadre du Plan d'action en faveur du secteur manufacturier, le MDEIE a bonifié, en 2008-2009, l'aide pour l'ouverture de bureaux de vente dans des centres d'affaires à coûts partagés.

20. **Mettre en place, en partenariat avec l'ENAP, un centre de valorisation internationale de l'expertise québécoise.** **ENAP, MRI, MDEIE**

### *Réalisations 2006-2007*

Signature d'une entente de partenariat visant la création, en janvier 2007, du Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ), au sein de l'École nationale d'administration publique (ENAP).

Séances de travail avec des représentants du Conseil du trésor pour la mise en place de mesures facilitant la mise à disposition de l'expertise publique, de même qu'avec les dirigeants des ministères et organismes afin de déterminer l'offre d'expertise.

### *Réalisations 2007-2008*

Rencontre de 46 ministères et organismes pour réaliser une vitrine de l'expertise publique québécoise. La nouvelle vitrine regroupera (le lancement a eu lieu en mai 2008) un large éventail d'expertises publiques que les ministères et organismes gouvernementaux acceptent de rendre disponibles pour la réalisation de projets internationaux. Les expertises reconnues comportent une centaine de produits et services.

Disposition d'outils promotionnels au CVIEPQ. Réalisation de missions de prospection en Chine, au Japon et en Haïti. Développement d'une formation pour les participants gouvernementaux à des projets de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise

Mise en œuvre de trois projets, deux au Niger et un en Russie, financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). D'autres projets font l'objet de discussions avec cet organisme, dont un en partenariat avec le BAPE.

### *Réalisations 2008-2009*

Lancement de la vitrine de la mise en valeur des expertises publiques québécoises en mai 2008. Le CVIEPQ dispose désormais d'une centaine d'expertises offertes par une trentaine de ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Implication du CVIEPQ et des expertises publiques québécoises dans dix nouveaux projets totalisant plus de un million de dollars. Une quinzaine de ministères et organismes ont été associés à ces projets et le même nombre a aussi participé à l'accueil de délégations étrangères. Les pays ayant bénéficié de ces projets sont essentiellement ceux de l'Afrique francophone (notamment le Sénégal, le Cameroun et le Niger) et Haïti. Les secteurs d'intervention sont variés : l'éducation et la formation de haut niveau, l'environnement, la réforme budgétaire, les régimes de pensions et d'assurance ainsi que les marchés publics.

Préparation de programmes de formation qui devraient être offerts à la clientèle internationale, à l'automne 2009 ou à l'hiver 2010, dans les domaines des assurances publiques, de la passation des marchés, de la vérification interne et de l'entrepreneuriat.

### ***Bilan global***

Le CVIEPQ a été mis en place en janvier 2007 à l'ENAP avec l'appui du MRI et du MDEIE. Il dispose désormais d'une centaine d'expertises offertes par une trentaine de ministères et organismes du gouvernement du Québec. Les produits et services disponibles s'adressent autant aux pays en développement qu'aux pays en émergence.

Les ministères et organismes québécois sont désormais bien sensibilisés à l'existence du CVIEPQ. Ce dernier cumule déjà près d'une quinzaine de contrats de valorisation de l'expertise publique québécoise auprès de partenaires étrangers pour une somme de plus de 2 M\$. D'importants projets de collaboration portant sur la modernisation et l'intégration du registre de l'état civil en Haïti sont également en élaboration avec des partenaires du secteur privé québécois ainsi qu'avec l'Organisation des États américains (OEA).

Le CVIEPQ est maintenant bien positionné auprès de l'ACDI et auprès de certains bailleurs de fonds internationaux. Il est aujourd'hui possible d'envisager sa viabilité financière à moyen et long termes. Le bilan global des trois premières années d'existence du CVIEPQ est fort positif.

21. **Intensifier la promotion touristique sur les marchés américain, mexicain et européen et mettre en place des partenariats en vue d'augmenter les retombées touristiques des événements du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec** **MTO**

### ***Réalizations 2006-2007***

Entente de service avec la Société du 400<sup>e</sup> sur les activités d'accueil et d'information auprès des clientèles touristiques.

Signature d'un contrat d'affichage pour la promotion des événements dans les centres infotouristiques et dans les 20 haltes routières les plus achalandées du Québec.

Parution de divers articles mettant en valeur les Fêtes du 400<sup>e</sup> sur *bonjourquebec.com*, dont deux dans le bulletin électronique transmis à 60 000 abonnés hors Québec et 67 000 au Québec.

Participation gouvernementale à l'événement culturel « Québec Old World Charm, New World Excitement » à la Smithsonian Institution de Washington, comprenant spectacles, souper gastronomique, films, expositions et conférences. La ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a présenté une allocution à l'occasion du lancement officiel de cet événement. Une attention spéciale a été apportée à la promotion du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec.

Investissement promotionnel de « Québec, Fournisseur d'émotions depuis 1534 » sur les marchés hors Québec et lancement, en octobre 2006, du premier appel de propositions pour instaurer une démarche structurée de partenariat afin de développer des occasions d'affaires en promotion sur les marchés hors Québec, selon chacun des quatre grands regroupements d'expériences (Le Québec du Saint-Laurent, Le Québec de la grande nature, Le Québec des grandes villes et Le Québec de la villégiature). Vingt-cinq projets ont été retenus.

### ***Réalizations 2007-2008***

Mission du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme en Belgique et en France (septembre 2007) visant à augmenter le volume de clientèles touristiques de ces deux marchés, à promouvoir le 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec et à participer au salon Top Resa (plus grand salon professionnel annuel voué à l'industrie française du voyage).

Conclusion de deux ententes avec l'Office du Tourisme de Québec pour des investissements totalisant 1,2 M\$. Les campagnes promotionnelles basées sur les quatre regroupements

d'expériences, tous présents dans la région de Québec, ont débuté dans l'Est des États-Unis en utilisant la plateforme créative convenue avec le ministère du Tourisme (MTO).

Planification d'actions du MTO dans le cadre du Carrefour GoMedia Canada (qui s'est tenu en juillet 2008) et promotion des événements du 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec dans toutes les activités commerciales sur l'ensemble de ses territoires.

Effort promotionnel particulier des bureaux internationaux de Destination Québec, soutenus par le MTO, dans le cadre du 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec. Notamment, davantage de démarches ont été effectuées auprès de journalistes étrangers pour les inciter à venir au Québec et à couvrir l'évènement. On a pu noter une nette augmentation des relations de presse.

Mise en ligne de pages « 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec » sur le site Internet *bonjourquebec.com* et positionnement de l'évènement en rotation dans les rubriques « Festivals et Événements » et « À la Une » sur la page d'accueil ainsi que dans plusieurs sections de ce site.

Publication de 35 000 exemplaires en langue française et de 35 000 exemplaires en langue anglaise d'une double page de publicité dans la brochure *Manifestations touristiques 2008-2009* qui sera distribuée dans le réseau des bureaux Destination Québec à l'étranger et celui des centres Infotouriste.

Réalisation de 24 campagnes publicitaires sur les marchés hors Québec (coût : 3,6 M\$) en partenariat avec l'industrie touristique. En outre, deuxième « appel de propositions de partenariat promotionnel sur les marchés hors Québec » pour l'année 2008-2009. Vingt-six projets ont été retenus (coût de 4,3 M\$).

### **Réalisations 2008-2009**

Poursuite du partenariat établi avec l'Office du tourisme de Québec. Les campagnes promotionnelles ont permis de rejoindre les touristes de l'Ontario, du nord-est des États-Unis et de la France intéressés par le fleuve Saint-Laurent, les grandes villes, la nature et la villégiature du Québec.

Maintien des efforts des bureaux de Destination Québec incitant les journalistes étrangers à se déplacer au Québec en 2008-2009. De façon globale, les fêtes du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec ont pu bénéficier d'une couverture de presse large et positive.

Réalisation, en France, de plusieurs activités promotionnelles ponctuelles : promotion pendant les trois semaines de production des Grands Ballets Canadiens au Grand Palais de Paris, soutien à la réalisation d'une émission « Paris-Québec sous les étoiles » enregistrée à Québec et diffusée par la suite sur France 2 à un auditoire de plus de trois millions de téléspectateurs ainsi que production de capsules promotionnelles diffusées lors d'une émission de la chaîne de télévision Mezzo qui compte 4,5 millions d'abonnés.

Soutien à une émission de « The Early Show », produite en direct de Québec et diffusée sur la chaîne américaine CBS, dans le but d'attirer des touristes américains à Québec.

Maintien, au cours de l'année, de la visibilité accordée au 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec sur le site *bonjourquebec.com*. Accessible à travers le monde en cinq langues, ce site est la vitrine promotionnelle de la *Destination Québec*. Il permet aux internautes de découvrir, planifier et réserver un séjour au Québec.

Augmentation des investissements promotionnels du MTO : 21,8 M\$ ayant été consacrés à la réalisation de diverses activités (publicité, commercialisation, représentation internationale et relations de presse).



### **Bilan global**

Le ministère du Tourisme a offert un appui important au 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec par l'entremise de ses services d'accueil et de renseignements touristiques ainsi que par la tenue d'un ensemble d'activités promotionnelles sur des marchés étrangers.

De plus, grâce à des investissements importants du MTO, en augmentation d'une année à l'autre, ainsi que des partenariats promotionnels amorcés en 2007, la promotion touristique sur les marchés américain, mexicain et européen a été intensifiée.

## 22. Appuyer les villes et régions qui se dotent d'un plan d'action intégré en matière internationale

- ▶ **Appuyer la mise en œuvre du volet international du plan d'affaires des régions dans le but de soutenir le développement de leurs créneaux d'excellence.** **MDEIE**

### **Réalizations 2006-2007**

Engagement du MDEIE à intégrer les créneaux désignés par les comités ACCORD<sup>8</sup> dans la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie québécoise de promotion et de prospection des investissements.

Prise en compte des plans d'action des comités régionaux dans les activités d'internationalisation. Analyse des stratégies et plans d'action découlant des projets ACCORD pour planifier les interventions nécessaires lors de leur mise en œuvre. Adoption de mécanismes de concertation avec les régions.

Soutien de 20 communautés par le Programme d'appui aux investissements dans les communautés (PAIC) et obtention de l'assurance que le gouvernement fédéral tiendra compte des orientations québécoises dans la promotion et la prospection des investissements.

### **Réalizations 2007-2008**

Soutien de 13 communautés par le PAIC, dont la Société de promotion économique de Rimouski (appui pour élaborer une stratégie de promotion et de prospection dans le créneau maritime).

### **Réalizations 2008-2009**

Appui financier de 12 projets par le PAIC, désormais appelé *Investissement Canada Initiative des communautés*, et auquel le MDEIE a participé : Centre local de développement (CLD) Acton Vale, Grappe Aéro, CLD Beauharnois, Centre financier international, CLD Maskinongé, Montréal International, In Vivo, Parc technologique Québec métropolitain, Pôle Québec Chaudière Appalaches (PQCA), SOPER – Rimouski, Technoparc Montréal, Val St-François.

### **Bilan global**

Des maillages ont été établis entre les créneaux dont les activités ont une portée internationale et les pupitres des territoires convoités. De plus, toutes les stratégies régionales à l'égard de l'action internationale tiennent compte des créneaux des régions. Les mécanismes mis en place favorisent quant à eux le regroupement de stratégies internationales de créneaux complémentaires.

Par ailleurs, au cours des trois dernières années, 45 projets ont reçu un appui financier par l'entremise du PAIC ou *Investissement Canada Initiative des communautés*, permettant ainsi aux collectivités de mettre en œuvre des outils de promotion de leur région dans le but de susciter des investissements directs étrangers.

---

8. Accord : Action concertée de coopération régionale de développement (regroupement d'acteurs du milieu visant le développement des régions en misant sur leurs créneaux d'excellence).

- **Soutenir l'établissement de liens entre les villes et régions du Québec et des partenaires étrangers pour le transfert et l'acquisition de savoir-faire dans des secteurs clés pour leur développement.**

**MAMROT**

#### *Réalisations 2006-2007*

Soutien à la participation d'un représentant d'une conférence régionale des élus aux 3<sup>es</sup> Rencontres internationales des régions francophones au Mali. Celui-ci a été nommé représentant des Amériques et des Caraïbes au conseil d'administration de l'Association internationale des régions francophones.

Appui à la participation d'un représentant du monde municipal.

#### *Réalisations 2007-2008*

Présentation portant sur l'Association internationale des régions francophones par le représentant des régions du Québec au sein de cette association, et président de la Conférence régionale des élus (CRE) de Lanaudière, lors de la réunion de la Table Québec-régions, en février 2008. Des représentants des CRE ont émis le souhait de devenir membres de cette organisation internationale représentative des pouvoirs régionaux.

#### *Réalisations 2008-2009*

Tenue des 3<sup>es</sup> Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée, à Québec, du 8 au 10 octobre 2008, dans la foulée du 400<sup>e</sup> anniversaire de fondation de la ville de Québec. Participation de quelque 100 élus du côté français en provenance des communes, des départements et des régions. Les grandes associations nationales d'élus, soit l'Association des Régions de France, l'Assemblée des Départements de France ainsi que l'Association des Maires de France ont participé aux discussions.

Participation de quelque 100 élus locaux québécois (maires de municipalités locales, préfets des municipalités régionales de comté (MRC), présidents des CRE ainsi que des représentants de la Fédération Québécoise des municipalités (FQM) et de l'Union des municipalités du Québec (UMQ)).

Adoption d'un plan d'action 2008-2010 par les participants à la fin de l'événement. Ce plan d'action prévoit la mise en place d'un comité de pilotage, d'un comité technique et d'un secrétariat afin d'assurer le suivi des Ateliers et de préparer les assises qui auront lieu à Lyon à l'automne 2010.

#### *Bilan global*

Les CRE sont devenues membres de l'Association des régions francophones. Par ailleurs, les activités de coopération décentralisée menées par les collectivités territoriales du Québec (villes, municipalités régionales de comté et régions) et de la France (communes, départements et régions) ont acquis, au cours des dernières années, une importance croissante. Ces activités s'inscrivent en complément aux relations entre les États québécois et français. Les mesures de décentralisation qui ont eu cours en France et la mise en place au Québec des conférences régionales des élus ouvrent de nouvelles perspectives pour la coopération décentralisée franco-québécoise. De l'avis des participants, les 3<sup>es</sup> Ateliers ont été une réussite en raison du nombre de participants, de l'organisation de l'événement et des suivis qui y seront apportés.

Enfin, il y a lieu de souligner que l'OCDE procède actuellement à l'examen de la Politique nationale de la ruralité et que la direction de la gouvernance et du développement rural de cette organisation tiendra sa conférence annuelle à Québec du 13 au 16 octobre 2009.

- **Bonifier le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée et associer les conférences régionales des élus (CRE) à la gestion du Fonds.** **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Doublement du financement du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée (FFQCD), conformément à l'entente établie entre le Québec et la France en décembre 2005.

Soutien de quatre projets touchant les créneaux d'excellence, notamment dans le domaine des éco-industries. Ces projets intéressent au moins deux régions françaises et deux instances québécoises distinctes liées au développement régional. Les CRE concernées prennent part à la promotion et à la réalisation de ces projets.

#### *Réalisations 2007-2008*

Présentation de 13 projets, dont 7 ont été retenus et réalisés, dans le cadre de la 3<sup>e</sup> édition. De l'information sur le Fonds a été diffusée par le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) en utilisant la Table Québec-régions animée par ce ministère.

Décision, lors de la réunion de mi-parcours de la 61<sup>e</sup> Commission permanente de coopération franco-québécoise, de procéder à un bilan évaluatif du Fonds. L'appel à projets pour la quatrième édition a été lancé au début de février 2008.

#### *Réalisations 2008-2009*

Décision des premiers ministres québécois et français, lors de leur rencontre alternée de juillet 2008, de doubler le budget du Fonds pour faire passer de 100 000 € (150 000 \$) à 200 000 € (300 000 \$) la contribution de chacune des parties, et ce, d'ici 2010. Aux 3<sup>es</sup> Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée, à Québec en octobre 2008, les élus ont formulé des recommandations sur la base du bilan conjoint du FFQCD présenté par les deux gouvernements. Ces recommandations ont été prises en compte dans le dispositif du FFQCD en 2009. En 2008, neuf projets ont été réalisés.

#### *Bilan global*

Depuis son lancement en 2005, le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée s'est imposé comme un outil performant. Il a permis de susciter des projets interrégionaux innovants, portés par des collectivités territoriales tant françaises que québécoises, et ce, relativement à des thématiques prioritaires. En cela, il a rencontré son objectif. Quatre projets ont été soutenus en 2006, sept en 2007 et neuf en 2008.

En juillet 2008, les premiers ministres québécois et français décidaient de doubler le budget du FFQCD et ont invité les élus participant aux 3<sup>es</sup> Ateliers de la coopération décentralisée à formuler des recommandations sur le Fonds à partir du bilan évaluatif. Les recommandations formulées par les élus québécois et français à ces ateliers ont été prises en compte dans le dispositif du FFQCD en 2009. Désormais, les projets soumis doivent s'échelonner sur une période de deux ans et associer, du côté français, une ou plusieurs collectivités territoriales et, du côté québécois, une ou plusieurs institutions associées aux thématiques prioritaires. Une nouvelle thématique est ajoutée : le développement durable, lié au tourisme et à la ruralité.

- **Organiser des séminaires de formation pratique sur l'environnement international auprès des villes et régions du Québec. Associer des représentants municipaux aux missions économiques du Québec à l'étranger.** **MAMROT, MDEIE**

#### *Réalisations 2006-2007*

Préparation des séminaires de formation en vue de leur tenue prévue au cours de l'année 2007-2008.

### **Réalisations 2007-2008**

Mise en place d'un comité interministériel (MRI, MAMR, MDEIE, MAPAQ, ministère des Ressources naturelles de la Faune (MRNF), ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et MCCCCF) et validation du contenu des séminaires par les ministères concernés.

### **Réalisations 2008-2009**

Élaboration d'un nouveau concept de séminaire de sensibilisation qui a été soumis à la table technique (directeurs généraux de CRE) de la Table Québec-régions.

### **Bilan global**

Il a été décidé d'associer les directeurs généraux et les responsables des dossiers internationaux des CRE en discutant avec eux d'une approche qui pourrait s'adapter aux besoins de chacune de ces instances régionales. Cette nouvelle approche a été présentée aux membres de la table technique de la Table Québec-régions qui ont réagi très favorablement.

- **Renforcer la connaissance des villes et régions au sein du réseau des représentations du Québec.** **MRI, MDEIE**

### **Réalisations 2006-2007**

Rencontre des chefs de poste avec des représentants des régions de Montréal et de la Capitale-Nationale.

Thème des régions intégré au programme de séjour des chefs de poste au Québec en vue de développer la connaissance des réalités régionales et de leurs créneaux d'excellence tels que définis dans le projet ACCORD.

### **Réalisations 2007-2008**

Organisation, en étroite collaboration avec le MAMR, d'une visite des chefs de poste dans huit régions du Québec : rencontres avec des représentants des comités ACCORD, de la CRE et des acteurs socioéconomiques de la région, échanges avec le milieu institutionnel, visites d'entreprise et activités médiatiques.

### **Réalisations 2008-2009**

Participation des chefs de poste à une série d'activités destinées à la promotion des atouts de la ville de Québec, dans le contexte du 400<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation (rencontre d'échanges avec les représentants de Pôle Québec Chaudière-Appalaches, séance de réseautage éclair avec des entreprises de la région, visites d'entreprises de la région, rencontre à l'hôtel de ville de Québec et visite du Centre des congrès de Québec).

Visite des régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, en collaboration avec le MDEIE et Services Québec, par deux délégations composées de trois chefs de poste.

### **Bilan global**

Toutes les régions du Québec ont reçu la visite d'au moins un chef de poste. La pertinence de cette activité est unanimement reconnue par les chefs de poste qui, en découvrant les forces et les créneaux d'excellence de ces régions, y voient une excellente occasion de se familiariser avec des régions du Québec. Leur passage dans certaines régions a également contribué à sensibiliser les autorités régionales et la population locale quant au rôle des chefs de poste et à l'action conduite par les représentations du Québec à l'étranger.

- Examiner la possibilité de réviser l'encadrement légal dans lequel évoluent les municipalités de façon à lever les obstacles à la réalisation de projets ayant une dimension internationale. Entre-temps, examiner tout projet particulier présenté par une municipalité ou une région dans l'optique d'accorder, s'il y a lieu, les pouvoirs habilitants permettant la réalisation de ce projet. **MAMROT**

#### *Réalisations 2006-2007*

Aucune activité en 2006-2007. Réalisation reportée en 2007-2008.

#### *Réalisations 2007-2008*

Octroi du mandat d'examen à un membre du personnel de la direction des affaires juridiques du MAMR.

#### *Réalisations 2008-2009*

Analyse et examen toujours en cours au MAMROT.

#### *Bilan global*

La direction des affaires juridiques du MAMROT a examiné les différentes lois qui régissent le milieu municipal afin de repérer les obstacles qui empêcheraient les municipalités de réaliser des projets à dimension internationale. Compte tenu de la complexité du dossier, différentes avenues de solution sont toujours à l'étude.

- En collaboration avec Montréal International (MI), Pôle Québec Chaudière-Appalaches (PQCA) et les organismes publics et privés concernés, faire la promotion de l'environnement d'affaires de la métropole et de la capitale nationale. **MDEIE, MAMROT, MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Suivi des plans d'action de MI et de PQCA en matière de promotion et de prospection des investissements. Atteinte des objectifs d'investissement de MI; bilan de PQCA à venir en 2007-2008.

Adoption, par la Communauté métropolitaine de Montréal, d'une stratégie de développement économique international.

#### *Réalisations 2007-2008*

Renouvellement de l'entente avec MI concernant les activités de promotion et de prospection des investissements, pour une période de trois ans.

Contribution de MI à l'obtention de 670 M\$ en investissements étrangers.

Participation active de MI à des activités « Cirque du Soleil » dont l'objectif est de créer ou de renforcer les liens avec les dirigeants de sièges sociaux.

Conclusion d'une nouvelle entente entre le MDEIE et le PQCA concernant le financement des activités de promotion et de prospection de cet organisme.

#### *Réalisations 2008-2009*

Contribution de MI, par des activités de promotion internationale, de prospection d'investissements étrangers et de services corporatifs, à l'obtention de 630,7 M\$ en investissements étrangers. Ces sommes ont permis de créer ou maintenir plus de 3 200 emplois.

Contribution de PQCA, par des activités de promotion internationale et de prospection d'investissements étrangers, à l'obtention de 180 M\$ en investissements étrangers. Trois ententes de corridors d'affaires (Bordeaux, Calgary et Winnipeg) ont aussi été conclues.

### ***Bilan global***

Le bilan de MI sur trois ans représente près de deux milliards de dollars en investissements étrangers et environ 10 200 emplois créés ou maintenus. Au total, on dénombre environ 150 activités de promotion et de prospection, principalement aux États-Unis, en Europe et en Asie ainsi que 342 visites de filiales de sociétés étrangères.

En ce qui concerne PQCA, bien que son bilan global ne soit pas disponible – il est possible néanmoins de noter la contribution de PQCA à l'obtention d'investissements étrangers de 180 M\$ en 2008-2009 –, son rôle de catalyseur est indéniable, particulièrement dans les industries telles que celle de l'optique-photonique où la majorité de l'offre québécoise se trouve dans la région de Québec.

- **Soutenir financièrement l'attraction et l'accueil d'événements sportifs d'envergure au Québec, qui génèrent d'importantes retombées économiques dans les villes et régions.**

**MELS**

### ***Réalisations 2006-2007***

Mise sur pied du nouveau Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens (PSESIP).

Soutien financier accordé à 116 dossiers de mise en candidature d'événements sportifs dont 31 de niveau international.

Soutien financier de 1,9 M\$ accordé pour l'organisation de cinq événements internationaux.

### ***Réalisations 2007-2008***

Ajustement des normes du PSESIP.

Soutien financier de 3,9 M\$, en vertu du PSESIP, pour l'organisation de 27 événements ainsi que la réalisation d'une étude de faisabilité. Le budget total de ces projets est de 46,8 M\$.

Soutien financier accordé à 89 événements sportifs dont 35 d'envergure internationale, dans le cadre du Programme de soutien aux événements sportifs du Secrétariat au loisir et au sport.

### ***Réalisations 2008-2009***

Soutien financier de 2,8 M\$, en vertu du PSESIP, pour l'organisation de 14 événements. Le budget total de ces projets est de 17,9 M\$.

Soutien financier accordé à 112 événements sportifs, dont 40 d'envergure internationale, dans le cadre du Programme de soutien aux événements sportifs du Secrétariat au loisir et au sport.

### ***Bilan global***

Les résultats obtenus dépassent les attentes. En effet, plus de 45 événements internationaux ou pancanadiens ont été soutenus au cours de la période 2006-2009, alors que l'objectif initial était de 30 événements.

Le succès du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens est indéniable et il est prévu que ses activités se poursuivent.

## Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

### Priorité 4 Mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec

#### 23. Appuyer le développement de partenariats internationaux de recherche et l'attraction de chercheurs étrangers

- **Accroître le soutien financier pour appuyer la participation des centres d'excellence, des réseaux et des consortiums de recherche privés et publics à des grandes équipes de recherche internationales.** **MDEIE**

##### *Réalisations 2006-2007*

Soutien de sept projets de recherche et de six montages de projet grâce au financement supplémentaire du Programme de soutien à la recherche - volet Soutien à des initiatives internationales de recherche et d'innovation.

##### *Réalisations 2007-2008*

Soutien de 11 projets de recherche et de 7 montages de projet grâce au financement supplémentaire du Programme.

Production d'un répertoire des grandes infrastructures de recherche québécoise ouvertes à la collaboration internationale (lancement lors du Congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir en mai 2008).

##### *Réalisations 2008-2009*

Soutien de quatre projets de montage dans le cadre du Programme.

Mise à jour et promotion du répertoire des grandes infrastructures de recherche québécoise ouvertes à la collaboration internationale.

##### *Bilan global*

Voir le bilan global de cette sous-mesure ci-dessous [section bilan global *Développer le volet Recherche, science et technologie des ententes de coopération*].

- **Inciter à la création de maillages, partenariats et projets conjoints de recherche.** **MDEIE**

##### *Réalisations 2006-2007*

Quatre activités de maillage : avec la Chine, dans les télécommunications; avec l'Inde, dans l'aéronautique; avec la Bavière, en Allemagne, dans la génomique; avec la France, dans l'optique-photonique. Ceci représente près de la moitié des objectifs triennaux pour les activités de maillage.

##### *Réalisations 2007-2008*

Réalisation d'une activité de maillage avec l'Argentine dans le secteur de la géomatique.

Accueil au Québec d'une délégation de l'Inde comptant une vingtaine de représentants du monde des biotechnologies, venant des milieux d'affaires et de la recherche ainsi que du gouvernement.

##### *Réalisations 2008-2009*

Poursuite des activités de 12 projets de recherche conjoints déjà en cours.



Réalisation de cinq activités de maillage : avec la Bavière (Allemagne) dans les neurosciences, avec un groupe de recherche multidisciplinaire international dans les nanotechnologies (Japon, États-Unis, Allemagne, France), avec la France dans les composites, les analyses qualitatives en recherche et les écosystèmes fluvio-estuariens.

Affectation de courte durée d'une conseillère du MDEIE à la Délégation générale du Québec à Boston afin de faire la promotion des compétences québécoises en matière de recherche et développement et d'élaborer un plan d'action ciblé pour le développement des collaborations en recherche et développement.

Soutien à des missions de promotion du Québec (Chine, Japon, Washington, Israël) et appui aux centres d'excellence.

### **Bilan global**

Voir le bilan global de cette sous-mesure ci-dessous [section bilan global *Développer le volet Recherche, science et technologie des ententes de coopération*].

#### ► **Développer le volet Recherche, science et technologie des ententes de coopération.**

**MDEIE, MRI**

### **Réalisations 2006-2007**

Consultation auprès des partenaires pour dégager les enjeux et les priorités.

Dans le cadre de la VI<sup>e</sup> Sous-commission mixte Québec-Italie, augmentation de 9 à 16 projets financés dans le volet Science et technologie.

### **Réalisations 2007-2008**

Élaboration de neuf projets dans le cadre de l'appel conjoint entre le Québec et le ministère de la Science et de la Technologie de la Chine.

Élaboration d'un projet avec l'Inde.

Acceptation de huit projets en science et technologie pour un appui financier dans le cadre du 5<sup>e</sup> Comité mixte Québec-Catalogne.

Élaboration de trois projets conjoints avec l'Italie.

Élaboration de trois projets avec la Bavière.

### **Réalisations 2008-2009**

Participation à la détermination des orientations et aux travaux des comités mixtes en Recherche, science et technologie :

- Comité Québec-Wallonie-Bruxelles (réunion mi-étape) : juin 2008.
- Comité Québec-Flandre : 25-26 novembre 2008.
- Comité Québec-Bavière : 3-4 décembre 2008.
- Commission permanente France-Québec : début mars 2009.

### **Bilan global**

Le soutien à des projets de recherche, de montage de projets et de maillages dans le cadre du *Programme de soutien à la recherche – volet Soutien à des initiatives internationales de recherche et d'innovation*, a favorisé la réalisation de projets de nature bilatérale et multilatérale; quatre d'entre eux ont été présentés au *Programme cadre de recherche européen* et un dans un réseau international. Dans l'ensemble, les collaborations bilatérales visaient des pays reconnus prioritaires en recherche et développement dans la Politique internationale du Québec et dans la Stratégie

québécoise de recherche et d'innovation ainsi que dans des domaines prioritaires de recherche et d'innovation. Les liens avec l'Asie (Chine et Japon), le Brésil et l'Europe (France, Italie, Allemagne, Belgique, pays scandinaves) se sont vus renforcés. Les objectifs visés par ces trois sous-mesures, notamment de positionner les chercheurs québécois sur la scène internationale et de faire la promotion du Québec, ont été globalement atteints.

- ▶ **Élaborer et diffuser un répertoire des programmes de l'Union européenne accessibles aux chercheurs, universités et consortiums de recherche.** MRI

#### *Réalisations 2006-2007*

Publication, par l'Université de Montréal en collaboration avec le MRI, d'un répertoire des programmes de l'Union européenne (UE) accessibles aux chercheurs, universités et consortiums de recherche québécois.

#### *Réalisations 2007-2008*

Participation du MRI à la séance d'information sur les programmes de l'UE (environ 60 participants), tenue à Montréal le 2 octobre 2007.

Mise à jour continue de la recension des programmes par la Chaire Jean-Monnet en intégration européenne de l'Université de Montréal.

#### *Réalisations 2008-2009*

Production de 10 numéros du bulletin Québec@Europe incluant une rubrique sur les appels à projets de l'UE.

#### *Bilan global*

La collaboration avec la Chaire Jean-Monnet a permis de faire connaître les programmes de l'UE, d'intéresser une large clientèle aux activités de l'UE par la publication du bulletin Québec@Europe et de faciliter l'accès aux ressources de l'UE pour les chercheurs québécois.

- ▶ **Appuyer le recrutement de chercheurs étrangers de haut niveau, notamment aux États-Unis et en Europe.** MDEIE, MRI

#### *Réalisations 2006-2007*

Concertation avec les partenaires en vue d'amorcer des activités de promotion auprès des chercheurs des États-Unis et de l'Europe.

Détermination d'une douzaine de projets de collaboration scientifique.

Réalisation d'une activité de maillage en Californie dans le domaine de la génomique.

Invitation à des chercheurs californiens à venir siéger au sein de comités de pairs au Québec.

#### *Réalisations 2007-2008*

Réalisation de « Voilà Québec... en recherche », à New York et à Boston, dans le but de promouvoir les forces du Québec en recherche scientifique et encourager l'établissement de collaborations entre des chercheurs du Nord-Est des États-Unis et du Québec (et préparatifs en vue de la tenue à Londres, en mai 2008, d'une activité semblable). L'activité à New York a permis la réalisation d'un projet de recherche conjoint entre l'Université McGill et l'Université Cornell.

Soutien à la tenue d'une réunion de réseautage entre des chercheurs du Québec et de l'Université de l'Illinois à Chicago dans les secteurs du transfert de technologie, de la biotechnologie, de l'ingénierie biomédicale et des sciences de la santé.

### *Réalisations 2008-2009*

Réalisation de « Voilà Québec... en recherche », à Londres, dans le but de promouvoir les forces du Québec en sciences de la vie, de faire connaître les possibilités et les conditions d'emploi au Québec dans le domaine de la recherche ainsi que pour encourager l'établissement de collaborations entre chercheurs.

Mission à l'Université de l'Illinois, à Chicago, dans le secteur de la santé afin de promouvoir les forces du Québec et d'encourager les collaborations entre chercheurs. L'École Polytechnique de Montréal et l'Université Laval ont profité de cette mission pour établir des collaborations.

### *Bilan global*

La réalisation d'activités de promotion, notamment à New York, Boston et Londres, a permis de faire connaître les forces du Québec en recherche scientifique et d'encourager l'établissement de collaborations entre chercheurs québécois et étrangers. Cependant, en raison des nombreux facteurs qui entrent en ligne de compte dans l'attraction de chercheurs, les avantages offerts en matière de recherche et développement par le gouvernement du Québec ne suffiront pas à assurer à eux seuls le recrutement de chercheurs étrangers de haut niveau.

## 24. **Maintenir et promouvoir le crédit d'impôt pour l'embauche de chercheurs et d'experts étrangers**

**MFQ, MDEIE**

### *Réalisations 2006-2007*

Rencontres d'information avec des conseillers fiscaux et des relayers comme Montréal International.

Collaboration étroite avec Investissement Québec pour faire connaître aux entreprises québécoises et étrangères le crédit d'impôt pour l'embauche de chercheurs et d'experts étrangers.

Délivrance de 26 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des experts étrangers qui travaillent dans 19 entreprises au Québec.

Délivrance de 87 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des chercheurs étrangers qui travaillent dans 41 entreprises du Québec.

### *Réalisations 2007-2008*

Délivrance de 35 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des experts étrangers qui travaillent dans 27 entreprises au Québec.

Délivrance de 92 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des chercheurs étrangers qui travaillent dans 50 entreprises au Québec.

Production, pour la clientèle de divers types, de nouveaux guides et formulaires en français et en anglais concernant les incitatifs fiscaux offerts par le Québec.

### *Réalisations 2008-2009*

Délivrance de 33 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des experts étrangers employés par 20 entreprises québécoises.

Délivrance de 116 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des chercheurs étrangers travaillant dans 38 entreprises québécoises.

### *Bilan global*

Au cours des trois dernières années, 353 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt ont été délivrés à près de 140 entreprises :

- 85 certificats émis pour des experts étrangers travaillant dans 49 entreprises québécoises.
- 268 certificats émis pour des chercheurs étrangers travaillant dans 90 entreprises québécoises.

Le bilan est très satisfaisant. Pour l'année 2008-2009, une augmentation plus importante du nombre de certificats de compétence émis a été notée en raison d'une meilleure présentation des dossiers de candidature.

25. **Rechercher des investisseurs étrangers susceptibles d'implanter des centres de recherche ou de donner des mandats mondiaux de recherche à leurs filiales québécoises** **MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

Intégration d'un volet Investissement à cinq missions économiques menées au Japon, en Inde, en Suisse (Davos), aux États-Unis (Bio International Convention 2006 à Chicago) et au Royaume-Uni (Salon de l'aéronautique de Farnborough). Rencontres avec des investisseurs potentiels en recherche et développement.

Élaboration d'un nouveau mécanisme pour favoriser l'accueil d'entreprises actives en recherche et développement.

Soutien aux filiales de multinationales implantées au Québec pour l'obtention de contrats de recherche et développement.

**Réalisations 2007-2008**

Intégration d'un volet Investissement à quatre missions économiques dirigées par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme au Forum économique mondial de Davos, à la Première rencontre annuelle des nouveaux champions à Dalian en Chine, à BIO International Convention 2007 et Le Bourget.

Prise en compte de la contribution des filiales de sociétés étrangères dans le Plan d'action en faveur du secteur manufacturier. Ce dernier prévoit la visite de 1 000 dirigeants de filiales sur trois ans et le soutien d'une centaine de projets.

Tenue du premier Forum des dirigeants d'entreprises étrangères au Québec qui a permis de discuter des meilleures façons de faire valoir par ces dirigeants, auprès de leur société mère, les avantages du Québec comme lieu d'investissement ou de réinvestissement.

**Réalisations 2008-2009**

Intégration d'un volet investissement à trois missions économiques : Forum économique mondial de Davos, BIO International Convention 2008 et Farnborough.

Dans le cadre du Plan d'action en faveur du secteur manufacturier, 505 visites ont été effectuées, par des spécialistes du MDEIE, dans 372 filiales de sociétés étrangères au Québec.

**Bilan global**

Plusieurs activités ont été amorcées par le gouvernement du Québec et ses partenaires afin d'attirer et de garder au Québec des entreprises étrangères innovantes. Ainsi, le gouvernement a renforcé sa crédibilité en participant à des missions commerciales ciblant les industries de pointe, telles que les biopharmaceutiques (BIO International Convention) et l'aérospatial (Farnborough, Le Bourget). Pendant la période couverte par la mesure, Montréal international a contribué à l'implantation de 27 nouveaux centres de recherche et développement de propriété étrangère ainsi qu'à la réalisation de 21 mandats de recherche et développement dans des filiales de sociétés étrangères déjà établies au Québec. Pour sa part, durant la même période, Investissement Québec a aidé 12 entreprises étrangères à implanter une unité de recherche et développement, un

investissement total de 117,6 M\$ en immobilisations, 124,2 M\$ en dépenses en matière de recherche et développement et 527 emplois créés.

26. **Intensifier et mieux coordonner la promotion internationale de l'offre éducative, afin d'attirer davantage d'étudiants étrangers** **MELS, MICC, MRI**

**Réalisations 2006-2007**

Réalisation d'une étude comparative sur les approches de promotion internationale de l'offre éducative, dans trois pays de l'OCDE (avec l'appui scientifique de l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP).

Élaboration d'un devis de recherche et octroi d'un contrat pour réaliser une étude comparative sur la question des permis de travail pour les chercheurs étrangers qui viennent au Québec.

Travail de concertation interministérielle et avec les représentants des réseaux de l'éducation.

**Réalisations 2007-2008**

Intensification des travaux de concertation afin d'élaborer une stratégie de promotion.

Financement de 174 000 \$ accordé à sept projets de promotion de l'offre éducative du Québec auprès des clientèles étrangères. Ces fonds permettront à Éducation internationale d'amorcer ses activités de recrutement international à la formation professionnelle, à CEGEP International de développer la promotion des études collégiales sur Internet et à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) d'améliorer sa stratégie promotionnelle sur Internet ainsi qu'effectuer une mission de recrutement au Brésil.

Publication en trois langues d'un document intitulé : *Vivre et étudier au Québec*.

Réalisation, par un consultant, d'une étude portant sur les permis de travail pour les chercheurs étrangers qui viennent au Québec.

Mission de recrutement d'étudiants à l'île de la Réunion, en novembre 2007, regroupant 21 établissements d'enseignement collégial et universitaire situés dans les régions du Québec. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Protocole triennal de coopération en matière de mobilité des jeunes réunionnais entre le MICC et le Conseil régional de la Réunion.

Participation du MICC à des salons de recrutement d'étudiants à Paris, à l'hiver 2008 (Salon de l'étudiant « Masters et 3<sup>e</sup> cycle » et Salon du Lycéen), en collaboration avec les établissements d'enseignement postsecondaire et le réseau de l'éducation (CEGEP International et la CREPUQ).

**Réalisations 2008-2009**

Mise en place, en juin 2008, de l'*Initiative gouvernement-réseaux de l'éducation en matière de recrutement d'étudiantes et d'étudiants étrangers* et début des travaux du comité de coordination.

Création de la grappe « Études et recherche » de l'Espace international du portail gouvernemental de services. L'architecture détaillée a été complétée.

Travaux de création d'une image de marque du Québec comme destination d'études.

Financement de 210 000 \$ accordé à neuf projets de promotion de l'offre éducative du Québec auprès des clientèles étrangères. Ces fonds ont notamment permis de poursuivre le développement des outils de promotion sur Internet par la CREPUQ et Cégep international. Ils serviront également aux réseaux de l'éducation pour effectuer des études de marché et réaliser certaines missions de recrutement.

Réalisation de la 5<sup>e</sup> mission de recrutement d'étudiants à l'île de la Réunion regroupant des établissements d'enseignement collégial et universitaire situés dans les régions du Québec. À la suite de cette mission, une centaine d'étudiants devraient entreprendre leur formation au Québec à l'automne 2009, dans des domaines de formation offrant de bonnes perspectives d'emploi au Québec.

#### **Bilan global**

Cette mesure a conduit les ministères et réseaux de l'éducation à coordonner leurs efforts en matière de promotion de l'offre éducative. L'*Initiative gouvernement-réseaux de l'éducation en matière de recrutement d'étudiantes et d'étudiants étrangers* est le fruit de cette concertation. Il s'agit d'un acquis fondamental pour la promotion de l'offre éducative québécoise, rendu possible grâce à la collaboration établie autour de la mise en œuvre de cette mesure. Parmi les résultats déjà atteints, notons une compréhension partagée du rôle de chacun des partenaires, un meilleur échange d'information et un appui plus soutenu des représentations du Québec à l'étranger.

Le financement de projets spéciaux, grâce aux crédits additionnels prévus au Plan d'action de la Politique internationale du Québec, a permis aux réseaux de l'éducation d'explorer de nouveaux territoires et de moderniser leurs outils de promotion, donnant ainsi une nouvelle impulsion à la promotion de l'offre éducative québécoise.

Compte tenu de l'ampleur de la tâche à accomplir et du nombre de partenaires concernés, les résultats atteints sont très satisfaisants. Cette mesure a véritablement servi de déclencheur à l'intensification et à la coordination des efforts de promotion de l'offre éducative.

27. **Réaménager les programmes de bourses d'exemption pour les étudiants étrangers, afin de cibler davantage les candidats des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles** **MELS**

#### **Réalisations 2006-2007**

Augmentation de 10 % à 12 % du quota de bourses d'exemption de droits de scolarité supplémentaires accordé aux universités québécoises pour l'accueil d'étudiants étrangers (en vigueur à l'automne 2007).

#### **Réalisations 2007-2008**

Octroi, directement aux universités, de 892 exemptions des droits de scolarité supplémentaires normalement exigés des étudiants étrangers.

#### **Réalisations 2008-2009**

Octroi, directement aux universités, de 906 exemptions des droits de scolarité supplémentaires normalement exigés des étudiants étrangers.

#### **Bilan global**

Le réaménagement des exemptions de droits de scolarité supplémentaires, qui s'est traduit notamment par une augmentation du nombre d'exemptions octroyées aux universités, est très apprécié de ces dernières. Pleinement utilisées, les exemptions à la disposition des universités aident celles-ci à attirer davantage d'étudiants étrangers tout en leur laissant pleine latitude pour la sélection.

28. **Soutenir le réseau collégial pour l'accueil d'étudiants étrangers** **MELS**

#### **Réalisations 2006-2007**

Mise en place d'un programme de bourses d'exemption de droits de scolarité supplémentaires accordées au réseau collégial pour l'accueil d'étudiants étrangers (35 bourses disponibles, en vigueur à l'automne 2007).

#### *Réalisations 2007-2008*

Attribution, au réseau collégial, de 35 exemptions des droits de scolarité supplémentaires pour l'accueil d'étudiants étrangers.

#### *Réalisations 2008-2009*

Attribution, au réseau collégial, de 50 exemptions des droits de scolarité supplémentaires pour l'accueil d'étudiants étrangers.

#### *Bilan global*

La création de ce type d'exemptions était très attendue par le milieu collégial. Les exemptions à la disposition du réseau collégial sont entièrement utilisées, car elles facilitent l'attraction d'étudiants étrangers dans les établissements collégiaux québécois. Au global, 85 exemptions de droits de scolarité supplémentaires ont été accordées.

29. **Mettre à contribution l'expertise publique québécoise pour appuyer le développement des systèmes éducatifs de certains pays** **MELS**

#### *Réalisations 2006-2007*

Rencontre entre les ministres de l'Éducation du Québec et de la République de Madagascar et développement de projets de partenariat.

Mise en place d'un partenariat entre le Québec et la République de Madagascar dans le domaine de l'éducation en vue d'étendre ce type d'ententes à d'autres pays.

Planification des démarches à entreprendre auprès de l'ACDI et de la Banque mondiale, et des arrimages à effectuer avec le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ).

#### *Réalisations 2007-2008*

Suspension du projet initialement envisagé. Toutefois, certains organismes des réseaux de l'éducation à l'enseignement collégial et universitaire, associés au partenariat Québec-Madagascar, ont été retenus par le gouvernement malgache pour la réalisation de projets à l'occasion d'appels d'offres internationaux.

#### *Réalisations 2008-2009*

Le dossier n'a pas été relancé car la situation à Madagascar ne permet pas, pour l'instant, d'instaurer un partenariat stable et pérenne.

#### *Bilan global*

Compte tenu de la situation politique et institutionnelle à l'intérieur du pays visé par cette mesure, la collaboration envisagée ne s'est pas concrétisée.

30. **Améliorer l'offre de stages internationaux pour les jeunes et appuyer des projets d'entrepreneuriat jeunesse à l'étranger**

- ▶ **Intégrer l'offre de stages de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), de l'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ) et de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ), et soutenir la mise en place d'une fondation faisant appel aux secteurs privé et institutionnel afin de multiplier les occasions de stages à l'étranger.** **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Mise en commun des services de l'OFQJ, de l'OQAJ et de l'AQWBJ et création d'un guichet unique pour les jeunes Québécois désireux de faire des stages à l'étranger. Une nouvelle programmation



entièrement conçue pour répondre aux besoins des jeunes adultes québécois, en rapport avec les axes prioritaires des trois offices, a officiellement été lancée en février 2007.

Lancement, en février 2007, de la Fondation des Offices jeunesse internationaux du Québec (Fondation LOJIQ). S'inscrivant dans le plan de développement et de regroupement des trois organismes, la création de cette fondation vise à augmenter le soutien à un plus grand nombre de stages grâce à la contribution financière du secteur privé.

#### **Réalisations 2007-2008**

Tenue d'un premier souper-spectacle bénéfique de la Fondation LOJIQ, le 28 novembre 2007, sous la coprésidence de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et de la première vice-présidente, ressources humaines et affaires corporatives, de la Banque Nationale. La somme de 75 000 \$ amassée à cette occasion permettra d'appuyer les jeunes adultes québécois dans la réalisation de projets de mobilité internationale.

#### **Réalisations 2008-2009**

Tenue d'un deuxième souper-spectacle bénéfique de la Fondation LOJIQ, le 29 octobre 2008, ayant permis d'amasser la somme d'un peu plus de 62 000 \$, ce qui servira à appuyer les jeunes adultes québécois dans la réalisation de projets de mobilité internationale.

Octroi d'un financement de 40 000 \$ de la Fondation LOJIQ à l'OFQJ pour soutenir son programme Synergie entreprises. Il s'agit d'un premier versement de la Fondation à l'un des trois Offices.

Nomination de M. Bernard Voyer en tant qu'ambassadeur de la Fondation LOJIQ.

#### **Bilan global**

La mesure en deux volets avait pour principal objectif de favoriser l'autonomie financière des Offices et l'amélioration de l'offre de stages. À tous égards, la mesure est un succès. Dès 2006, les trois offices ont été dirigés par un seul dirigeant et une direction générale commune a été créée. Les offices ont été regroupés en un même lieu, à Québec et à Montréal, ce qui a permis de mettre en commun certains services et d'en diminuer les coûts afférents. Tout en respectant le caractère distinct des trois organismes et le maintien de leur image respective, une nouvelle appellation « Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) » chapeaute désormais les offices.

Depuis son lancement en 2007, la Fondation LOJIQ, a recueilli plus de 458 000 \$ du secteur privé pour financer les programmes des Offices. De son côté, le MRI a soutenu la mise en place et le fonctionnement de l'organisme en lui octroyant un financement total de 232 500 \$ réparti sur les trois exercices financiers du Plan d'action.

► **Renouveler l'entente sur le programme de stages du Washington Center.**

**MRI**

#### **Réalisations 2006-2007**

Prolongation de deux ans de l'entente, soit jusqu'en 2008. Six étudiants d'universités québécoises ont effectué un stage au sein des milieux diplomatique, gouvernemental, législatif et au sein de centres de recherche de Washington (D.C.).

#### **Réalisations 2007-2008**

Visite à Québec du directeur du Washington Center, le 28 février 2008, et discussions à propos du renouvellement de l'entente venant à échéance en mai 2008.

Réalisation de stages dans les milieux diplomatique, gouvernemental, législatif et au sein de centres de recherche de Washington (D.C.) par 10 étudiants d'universités québécoises (5 à l'automne 2007 et 5 à l'hiver 2008).

### **Réalisations 2008-2009**

Prolongation de l'accord de coopération entre le MRI et le Washington Center jusqu'en 2010.

Participation de trois nouvelles universités au programme (Bishop's, Concordia et HEC Montréal), portant à huit le nombre d'institutions québécoises liées à l'accord.

Réalisation de neuf stages en 2008-2009.

### **Bilan global**

Pour la période 2006-2009, 25 étudiants universitaires québécois ont pu participer au programme de stages du Washington Center. L'entente, renouvelée une deuxième fois en 2008 jusqu'en juillet 2010, devrait permettre à 10 autres étudiants de prendre part au programme. Notons, toutefois, que les coûts du programme ont sensiblement augmenté.

- **Développer des échanges de jeunes avec les pays d'Asie, notamment la Chine et l'Inde.**

**MRI**

### **Réalisations 2006-2007**

Mise sur pied d'un projet pilote en partenariat avec les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) pour permettre à des jeunes Québécois d'effectuer un stage au Comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing (COJOB)

Soutien à 20 étudiants de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dans la réalisation d'une mission commerciale en Inde.

### **Réalisations 2007-2008**

Signature de deux ententes avec le COJOB ayant conduit à la création de huit postes de stagiaires et au recrutement de neuf jeunes professionnels de la traduction au sein de cet organisme.

Discussion avec le Bureau des affaires étrangères du Shandong pour la création d'un programme d'échange de jeunes fonctionnaires.

### **Réalisations 2008-2009**

Signature d'un protocole entre le MRI et le bureau des Affaires étrangères du Shandong permettant l'échange de fonctionnaires entre les deux administrations. Une jeune fonctionnaire québécoise a réalisé un stage dans l'administration du Shandong en 2008-2009.

Mentorat d'étudiants par des entreprises québécoises participant à la mission en Chine du Conseil de la fédération, en octobre 2008.

Participation de traducteurs québécois au COJOB.

Participation d'étudiants québécois à un séminaire intensif en technologies du bâtiment, au Japon, associant l'Université de Montréal et l'Université de Tokyo.

### **Bilan global**

Des projets d'échanges de jeunes en Asie ont été développés avec succès et ont permis, entre autres, de contribuer à l'ouverture sur le monde des jeunes participants et à une meilleure connaissance et compréhension de ces pays influents.

- **Mettre sur pied un programme de coopération relatif à la formation de jeunes avec les sept États membres du groupe des Régions partenaires.** MRI

#### **Réalisations 2006-2007**

Participation d'un étudiant à une conférence internationale sur les énergies renouvelables en Bavière, dans le cadre des activités des Régions partenaires.

#### **Réalisations 2007-2008**

Participation de deux étudiants spécialistes de l'astronomie du Collège Saint-Charles-Garnier à l'Académie juvénile de Bavière en juillet 2007.

Signature, dans le cadre du 5<sup>e</sup> Comité mixte Québec-Catalogne, d'une déclaration d'intention visant à favoriser les échanges de jeunes entre la Catalogne et le Québec.

#### **Réalisations 2008-2009**

Participation de deux jeunes journalistes québécoises (liées à *La Presse* et *Radio-Canada*) à l'événement Newsweek, du 17 au 21 mai 2008, réunissant des participants de la Haute-Autriche, du Cap Occidental, de la Géorgie et de la Bavière. Publication d'un article portant sur la production de biomasse en Haute-Autriche dans le journal *Les Affaires*.

#### **Bilan global**

Le volet jeunesse de la coopération entre les Régions partenaires a été largement animé par la Haute-Autriche. Le Québec a participé à quelques-unes des activités proposées, ce qui a permis à de jeunes Québécois d'assister à des conférences thématiques avec leurs homologues des Régions partenaires.

- **Soutenir les démarches internationales des jeunes engagés dans la promotion de la culture entrepreneuriale auprès d'autres jeunes, en prenant appui sur le Défi de l'entrepreneuriat jeunesse. Le Programme Synergie entreprise de l'OFQJ bénéficiera d'un appui jusqu'au 31 mars 2009 et des programmes similaires d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse seront mis en place à l'OQAJ et à l'AQWBJ. Le Projet Mentorat favorisant la participation de jeunes à des missions économiques du premier ministre ou de ministres sectoriels sera offert jusqu'en 2009 sur les territoires couverts par les trois organismes.** SAJ

#### **Réalisations 2006-2007**

Prolongation jusqu'en 2009 du Programme Synergie entreprise. Extension de ce programme aux territoires couverts par l'OQAJ et par l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ).

Mise à disposition sur les territoires couverts par les organismes jeunesse du Projet Mentorat, qui offre à des finissants la possibilité d'une expérience professionnelle à l'étranger en accompagnant des entrepreneurs lors de missions économiques du premier ministre ou des ministres sectoriels.

Participation de 88 jeunes Québécois à des missions ministérielles dans le cadre de ces programmes.

#### **Réalisations 2007-2008**

Participation de 140 jeunes Québécois à 18 missions dans le cadre du Programme Synergie entreprise.

Participation de 14 jeunes Québécois à deux missions (l'une à Poitiers, en France, et l'autre à Mexico et à Monterrey, au Mexique) en vertu du Projet Mentorat.

### **Réalisations 2008-2009**

Participation de 179 jeunes Québécois à 22 missions – la plupart ayant eu lieu en France – dans le cadre du Programme Synergie entreprise.

Participation de deux jeunes Québécois, dans le cadre du Projet Mentorat, à une mission en Chine dirigée par le représentant du premier ministre, monsieur Pierre-Marc Johnson.

### **Bilan global**

Au cours des trois dernières années, 57 missions ont été réalisées et ont permis de rejoindre un total de plus de 400 jeunes. De ce nombre, 53 missions, comprenant 431 jeunes, ont été organisées dans le cadre du Programme Synergie entreprise. De plus, quatre missions économiques, dont faisaient partie 18 jeunes, relevaient du Projet Mentorat. Les résultats dépassent donc les objectifs initiaux qui visaient une participation de 200 jeunes pour les trois années.

- ▶ **Mettre en place des projets pilotes visant à développer les stages à l'étranger et l'échange de stagiaires pour les élèves de la formation professionnelle et de la formation technique.**

**MELS**

### **Réalisations 2006-2007**

Financement de deux projets pilotes permettant à 23 élèves de formation professionnelle d'effectuer un stage à l'étranger. En formation technique, travaux préparatoires à la mise sur pied d'un programme d'échanges de stagiaires entre les cégeps et les universités technologiques mexicaines (en vigueur en septembre 2007).

### **Réalisations 2007-2008**

Financement de trois projets permettant à 24 élèves de formation professionnelle d'effectuer un stage à l'étranger. En formation technique, poursuite des travaux préparatoire à la mise en place d'un programme d'échanges de stagiaires entre les cégeps et les universités technologiques mexicaines.

### **Réalisations 2008-2009**

Mise en place, compte tenu de l'évaluation positive de cette mesure, d'un programme de bourses de courts séjours à l'étranger pour la formation professionnelle. Ainsi, 15 groupes, totalisant une centaine d'élèves et leurs accompagnateurs, ont profité des bourses de court séjour à l'étranger.

Amorce d'un programme d'échanges de stagiaires avec le Mexique dans le domaine de la formation technique. Toutefois, la situation sanitaire au Mexique a forcé le report des stages à une date ultérieure.

### **Bilan global**

En formation technique, le programme d'échanges a connu des retards de mise en œuvre. Malgré ces retards, la mesure a pu être amorcée et tout est en place pour que les stages se réalisent lorsque la situation sanitaire au Mexique se sera améliorée.

En formation professionnelle, le programme de stages à l'étranger a suscité un réel engouement des commissions scolaires. Le projet pilote a alors été transformé en programme de bourses de courts séjours à l'étranger. Dès la première année de mise en œuvre, en 2008-2009, les sommes mises à disposition (100 000 \$) ont été pleinement utilisées. Il s'agit d'un changement notable par rapport à la situation antérieure, alors que les élèves de la formation professionnelle étaient exclus des divers programmes de mobilité du MELS.

- **Créer un programme de bourses à l'intention des étudiants du niveau collégial pour de courts séjours d'études à l'étranger.** **MELS**

#### **Réalisations 2006-2007**

Élaboration d'un programme de bourses de courts séjours à l'étranger en collaboration avec les organismes représentant les établissements, Cégep International et l'Association des collèges privés du Québec (applicable en septembre 2007).

#### **Réalisations 2007-2008**

Poursuite du programme.

#### **Réalisations 2008-2009**

Mise en œuvre du programme de bourses de court séjour au collégial, du programme *Poursuite d'études collégiales et universitaires* dans trois nouvelles zones géographiques, du programme de soutien aux échanges internationaux dans les formations artistiques et culturelles et du programme de soutien à la mobilité enseignante au collégial.

#### **Bilan global**

Cette mesure a été mise en œuvre avec succès et de nouvelles possibilités de séjours à l'étranger ont également été offertes aux étudiants du niveau collégial. De manière générale, le Plan d'action en matière de mobilité étudiante, rendu public par le MELS à l'automne 2008, comporte des mesures pour chaque ordre d'enseignement. Il est venu étendre et bonifier l'offre existante. Les Québécois pourront ainsi profiter d'une formation plus ouverte sur le monde, mieux arrimée aux standards internationaux et offrant des occasions d'apprentissage linguistique.

La mise en place de mesures permettant d'accroître la mobilité des étudiants québécois de la formation technique était très attendue et ces mesures ont été très appréciées par les partenaires des réseaux de l'éducation.

- **Créer un point d'information, dans les bureaux de Services Québec en région, sur les programmes d'échanges et de stages à l'étranger pour les jeunes.** **Services Québec**

#### **Réalisations 2006-2007**

Mise à disposition, dans les bureaux de Services Québec répartis sur tout le territoire québécois, de l'information sur les programmes d'échanges et de stages à l'étranger pour les jeunes.

#### **Réalisations 2007-2008**

Réponse, par les préposés de Services Québec, à près de 300 demandes d'information par téléphone, courriel ou au comptoir sur des programmes d'échanges et de stages à l'étranger pour les jeunes (l'information est également consultable sur le portail gouvernemental de services).

#### **Réalisations 2008-2009**

Réponse, par les préposés de Services Québec, à près de 242 demandes d'information par téléphone, courriel ou au comptoir sur des programmes d'échanges et de stages à l'étranger pour les jeunes.

#### **Bilan global**

Les données colligées la première année ne sont pas comparables à celles des deux dernières années puisque la méthode appliquée, jugée incomplète, a été révisée. Le relevé des demandes adressées, au cours des deux dernières années, aux préposés aux renseignements de Services Québec démontre qu'une aide à la recherche demeure utile. Par ailleurs, la réduction observée entre 2007-2008 et 2008-2009 peut s'expliquer par le fait que les jeunes utilisent de plus en plus l'accès au mode électronique en libre-service. De manière générale, au terme des trois années, il

est possible d'estimer que les bureaux de Services Québec en région ont permis de faciliter l'accès à l'information sur les programmes de stages et d'échanges internationaux aux jeunes de 18 à 35 ans.

## Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

### Priorité 5

Attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique

#### 31. Favoriser la reconnaissance des diplômes et des compétences par des actions concertées entre le gouvernement, les ordres professionnels et les établissements d'enseignement

- ▶ Améliorer l'accompagnement des candidats à l'immigration et des immigrants formés à l'étranger qui souhaitent exercer une profession ou un métier réglementé. **MICC**

##### Réalisations 2006-2007

Révision et traduction (anglais et espagnol) de fiches d'information sur les conditions pour exercer une profession ou un métier réglementé au Québec.

##### Réalisations 2007-2008

Mise à jour et production de nouvelles fiches d'information.

Accompagnement de près de 1 800 personnes formées à l'étranger par le Service d'information sur les professions et métiers réglementés (SIPMR).

Élaboration et tenue d'une nouvelle séance d'information du SIPMR portant sur les métiers et occupations de l'industrie de construction régis par la Commission de la construction du Québec.

##### Réalisations 2008-2009

Production, mise à jour et traduction de fiches d'information.

Accompagnement de près de 2 000 personnes formées à l'étranger par le SIPMR.

Conclusion d'ententes de collaboration avec des ordres professionnels notamment dans le but d'accélérer le traitement des demandes d'*Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec*.

##### Bilan global

Depuis le dépôt, à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles en décembre 2005, du rapport de l'équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger, de grands progrès ont été accomplis dans l'accompagnement des personnes formées à l'étranger souhaitant exercer une profession ou un métier réglementé au Québec.

Les services offerts par le MICC, dont le SIPMR et les fiches d'information *Exercer la profession*, ont permis d'informer un plus grand nombre de candidats à l'immigration sur les conditions d'accès aux professions et métiers réglementés. Par ailleurs, les démarches entreprises pour accélérer les délais de traitement de l'*Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec* faciliteront le processus de reconnaissance des acquis des nouveaux arrivants. Ces services ont fait, d'année en année, l'objet d'une utilisation accrue de la part de la clientèle immigrante.



- **Accompagner les ordres professionnels et les établissements d'enseignement dans la conception de formations d'appoint et d'outils facilitant la démarche de reconnaissance des diplômes et compétences des personnes formées à l'étranger.** MICC

#### *Réalisations 2006-2007*

Signature de 12 ententes avec des ordres professionnels afin qu'ils se dotent d'outils visant à faciliter la démarche de reconnaissance des diplômes et des formations des personnes immigrantes formées à l'étranger.

Modification au Code des professions habilitant les ordres professionnels à délivrer de nouveaux types de permis pour exercer une profession.

#### *Réalisations 2007-2008*

Signature de sept nouvelles ententes avec des ordres professionnels.

#### *Réalisations 2008-2009*

Lancement de projets d'élaboration d'outils facilitant la démarche de reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger avec sept ordres professionnels.

Lancement de projets pour la conception et l'offre de formations d'appoint adaptées aux personnes formées à l'étranger avec cinq ordres professionnels.

#### *Bilan global*

Depuis 2006, plus d'une trentaine de projets ont été mis en œuvre, en partenariat avec les ordres professionnels, afin de faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés pour les personnes immigrantes. Ces actions, menées en concertation continue par le MICC et ses divers partenaires, ont pour mandat de mieux informer les personnes immigrantes, de favoriser la reconnaissance de leurs compétences et de leur assurer un meilleur accès à la formation d'appoint.

Cette mesure a permis de réaliser des avancées notables par l'accompagnement de neuf ordres professionnels et de plusieurs établissements d'enseignement dans la conception de formation d'appoint. De plus, le MICC a soutenu quinze ordres professionnels dans l'élaboration d'outils de reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger.

Enfin, le MICC a collaboré à la négociation de l'*Entente Québec-France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles* et au soutien des négociations d'Arrangements de reconnaissance mutuelle entre les organismes de réglementation québécois et français.

- **Appuyer le développement de passerelles entre ordres professionnels québécois et étrangers afin d'accélérer le processus de reconnaissance des compétences, incluant la conclusion d'ententes avec des organismes réglementaires ou des établissements d'enseignement à l'étranger.** MRI

#### *Réalisations 2006-2007*

Analyse et suivi de la structure de reconnaissance des diplômes et des compétences établie dans l'UE par l'Accord sur la libre circulation des personnes.

#### *Réalisations 2007-2008*

Rencontre entre le premier ministre du Québec et le président de la République française au cours de laquelle il a été convenu de conclure une entente portant sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles entre la France et le Québec.

Nomination du négociateur en chef, M. Gil Rémillard.

Rédaction d'un document de travail et transmission à la partie française.

Tenue de deux séances de travail du Comité de négociation (Paris et Québec).

Tenue de 18 rencontres avec les ordres professionnels et de deux rencontres avec la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

Mise sur pied du Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre financé à hauteur de 5 M\$ et destiné aux différents ordres professionnels ainsi qu'à la CCQ et à la CPMT afin, notamment, qu'ils puissent établir des contacts pour faciliter la négociation et la conclusion d'arrangements de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles avec leurs partenaires français.

### **Réalisations 2008-2009**

Négociation et signature de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

Signature d'un Arrangement de reconnaissance mutuelle (ARM) pour la profession d'ingénieur.

Engagements à conclure un ARM pour 12 professions et 11 métiers (9 dans le secteur de la construction et 2 hors construction).

Mise en place du Secrétariat aux ententes de reconnaissance des qualifications professionnelles au sein du MRI.

Mise en place du Comité bilatéral de suivi de l'Entente en vue de sa première rencontre en avril 2009.

### **Bilan global**

Dans le cadre de la stratégie gouvernementale en matière de mobilité de la main-d'œuvre, le MRI s'est vu confier le mandat de conclure une entente entre le Québec et la France sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. Il avait par ailleurs été établi que la stratégie serait appliquée de façon prioritaire aux ententes existantes ou prévues à ce moment. Par conséquent, au lieu de développer plusieurs passerelles simultanément, le MRI a concentré ses efforts à l'élaboration et à la négociation de l'Entente avec la France.

Depuis la signature de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, un ARM et des engagements à conclure un ARM pour 23 professions et métiers réglementés ont été signés. Par ailleurs, plusieurs autres ARM seront conclus pour les métiers et professions réglementés en France et au Québec d'ici décembre 2010.

Inspirée du système européen de reconnaissance des qualifications professionnelles, cette entente pourra servir de modèle pour des ententes de même nature avec d'autres pays membres de l'Union européenne, particulièrement ceux qui ont conclu une entente de sécurité sociale avec le Québec.

32. **Recruter des immigrants, notamment sur les territoires prioritaires de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest en tenant compte des besoins en main-d'œuvre du Québec** **MICC**

### **Réalisations 2006-2007**

Adoption d'un nouveau plan de promotion auprès de bassins de travailleurs spécialisés préalablement déterminés et raffermissement des liens avec les partenaires régionaux tels que les Conférences régionales des élus

Révision du matériel d'information sur les critères de sélection du Québec en fonction des modifications apportées à la grille de sélection des travailleurs qualifiés.

Élaboration et mise en ligne du nouveau site Internet d'Immigration Québec comme outil facilitant les démarches des candidats à l'immigration.

#### *Réalisations 2007-2008*

Élaboration de la nouvelle stratégie de promotion et de prospection de l'immigration afin de mobiliser les ressources gouvernementales en vue d'atteindre les objectifs triennaux de la sélection de l'immigration économique et de répondre aux besoins en main-d'œuvre du Québec.

Mise en place des activités de promotion de l'immigration économique dans les pays ciblés; 305 séances d'information ont été organisées par les bureaux d'immigration du Québec de Hong Kong, Vienne, Paris, Mexico et Buenos Aires, ce qui a permis d'atteindre plus de 40 000 personnes susceptibles de réaliser un projet d'immigration au Québec.

#### *Réalisations 2008-2009*

Démarche d'élaboration de la nouvelle image de marque du MICC.

Activités de promotion de l'immigration économique dans les pays ciblés : 335 séances d'information ont été organisées par les bureaux d'immigration du Québec de Hong Kong, Vienne, Paris, Mexico et São Paulo, ce qui a permis d'atteindre plus de 26 500 personnes susceptibles de réaliser un projet d'immigration au Québec.

Réalisation d'une étude de marché, portant sur le potentiel migratoire au Québec, dans trois pays : le Brésil, l'Ukraine et le Mexique.

#### *Bilan global*

Le Plan d'action 2006-2009 a constitué une étape charnière dans la façon de faire la promotion de l'immigration à l'étranger. Dorénavant, le MICC met en œuvre des stratégies de promotion ciblées, qui sont destinées à répondre aux besoins précis du marché du travail québécois. La réalisation d'études de marché et d'activités de veille a permis de recentrer les actions de promotion sur un nombre plus restreint de territoires et, par conséquent, de mieux concentrer les efforts auprès de candidats provenant de domaines de formation ciblés. Globalement, les actions entreprises au cours de cette période ont permis d'atteindre les objectifs de sélection sur la plupart des territoires de promotion.

De plus, le MICC a procédé à l'élaboration de nouveaux outils de communication uniformes afin de promouvoir, à travers le monde, l'immigration au Québec. Ce travail se poursuit avec la création d'une image de marque internationale et la conduite de campagnes publicitaires sur des marchés ciblés.

33. **Réaliser des missions ponctuelles mixtes de recrutement alliant des ministères ou organismes et des employeurs** **MICC**

#### *Réalisations 2006-2007*

Appui à la réalisation de deux missions de la Ville de Québec en Europe, l'une à Paris et l'autre en Europe de l'Est (Roumanie et Bulgarie).

#### *Réalisations 2007-2008*

Participation à plusieurs projets spéciaux, notamment aux Journées Québec tenues à Paris, à Lyon et à Toulouse. Ce projet soutient le recrutement de candidats à l'immigration par des employeurs de la région de Québec : 52 candidats ont été embauchés par sept entreprises.

### **Réalisations 2008-2009**

Préparation et accompagnement des employeurs québécois participant à l'événement *Destination Canada* en France et en Belgique. Promotion de l'événement auprès des candidats à l'immigration par le Bureau d'immigration du Québec à Paris.

Activités de promotion et d'information sur l'immigration au Québec lors de l'événement *Salon international de l'entreprise Promote 2008*, ayant eu lieu au Cameroun.

Création, en collaboration avec Emploi-Québec, d'une offre de service pour l'accompagnement des employeurs dans la recherche d'employés à l'étranger répondant à leurs besoins ciblés de main-d'œuvre.

### **Bilan global**

Les activités réalisées dans le cadre de cette mesure ont amené le MICC et ses partenaires à approfondir leur expertise dans l'organisation de missions de recrutement à l'étranger. Elles ont également permis de bonifier les activités de promotion de l'immigration grâce à la participation d'employeurs qui ont recours au recrutement à l'étranger pour combler certains besoins ciblés de main-d'œuvre.

Entre 2006 et 2009, plus de trente entreprises ont participé à des missions à l'étranger en collaboration avec les bureaux d'immigration du Québec de Vienne et de Paris. Plus de 730 postes ont été offerts à des candidats étrangers lors de ces missions et des dizaines d'employés ont été embauchés, dont 117 dans la région de Québec. L'objectif du MICC pour les prochaines années sera d'étendre ce type d'activité à d'autres territoires dans le monde.

34. **Lors des missions du Québec à l'étranger, organiser des séminaires et des activités de promotion auprès des immigrants d'affaires, pour leur présenter l'environnement et les atouts du Québec et faciliter leur établissement dans les milieux économiques québécois** **MICC**

### **Réalisations 2006-2007**

Mission de promotion et de prospection de l'immigration d'affaires en France.

Modifications au Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers. Ces modifications, qui touchent notamment le Programme entrepreneurs, visent à simplifier le processus de sélection de candidats à l'immigration ayant repéré une entreprise québécoise dont ils souhaitent se porter acquéreurs.

### **Réalisations 2007-2008**

Relance du programme de séminaires à l'intention des consultants et des gens d'affaires; réalisation de six séminaires (Chine, Taiwan et Corée du Sud).

Participation conjointe du MICC et du MDEIE à Franchise Expo Paris, salon international de la création d'emplois en franchise (mars 2008).

### **Réalisations 2008-2009**

Octroi d'un mandat à IQ pour créer des outils promotionnels (brochure prestige, DVD, « trousse » pour candidats sélectionnés, objets de promotion).

Tenue à Hong Kong de deux séminaires auxquels ont participé 155 personnes.

### **Bilan global**

Dans le but d'attirer plus d'immigrants d'affaires, le MICC a revu et simplifié, en 2006, son programme pour les immigrants entrepreneurs et, en 2009, celui pour les immigrants investisseurs.

Par ailleurs, le MICC a fait produire des outils promotionnels qui permettront de faire valoir les atouts du Québec aux immigrants d'affaires potentiels lors des missions du Québec à l'étranger, dans des séminaires ou autres activités de promotion.

35. **Inviter un nombre accru de candidats à l'immigration d'affaires à réaliser un voyage de prospection au Québec afin de repérer des occasions d'affaires et de développer un réseau de contacts** **MICC**

#### *Réalisations 2006-2007*

Mise sur pied d'une structure d'accueil et définition des services d'accompagnement offerts aux gens d'affaires candidats à l'immigration en voyage de prospection au Québec.

Signature de deux ententes de partenariat avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et le Service d'aide aux jeunes entreprises (SAJE) du Montréal-Centre pour le soutien aux candidats dans la réalisation de leur projet d'affaires.

Organisation de trois séminaires de groupe et tenue de rencontres personnalisées avec près de 450 personnes.

#### *Réalisations 2007-2008*

Renouvellement de l'entente de partenariat avec le SAJE du Montréal-Centre.

Intervention du MICC auprès de 413 clients et du SAJE auprès de 78 candidats et immigrants gens d'affaires.

#### *Réalisations 2008-2009*

Poursuite des activités d'accueil et d'accompagnement du MICC et du SAJE.

Démarche entreprise avec IQ pour réviser l'offre de service d'accueil et d'accompagnement des candidats à l'immigration d'affaires qui songent à s'établir au Québec.

#### *Bilan global*

La mise en place du service d'accueil et d'accompagnement, offert aux candidats à l'immigration en voyage de prospection au Québec, a permis à plusieurs d'entre eux de mieux préparer leur projet d'affaires ou de mieux connaître le Québec en tant que terre d'accueil et d'affaires.

Cette mesure a également permis au MICC de tisser des liens avec des intervenants économiques et d'évaluer leur apport potentiel dans ces activités. Le MICC a notamment maintenu, jusqu'au 31 mars 2009, des activités d'accueil et d'accompagnement dans le cadre d'un contrat de services avec le SAJE. Enfin, pour accroître la rétention des immigrants d'affaires, il a amorcé la mise en place du programme d'accueil et d'accompagnement pour immigrants investisseurs, en partenariat avec IQ.

36. **Augmenter le nombre de partenaires étrangers pour l'enseignement du français et concevoir des outils en ligne, afin que les candidats à l'immigration puissent amorcer leur apprentissage linguistique avant leur arrivée au Québec** **MICC**

#### *Réalisations 2006-2007*

Signature de sept nouvelles ententes de partenariat pour l'enseignement de la langue française à l'étranger, ce qui porte à 42 le nombre de partenaires internationaux en cette matière.

Adaptation pour le Québec des tests d'évaluation des connaissances de la langue française.

Élaboration d'un cours de langue française en ligne : l'implantation s'amorcera au cours de 2008

### **Réalisations 2007-2008**

Signature de 15 nouvelles ententes, ce qui porte le nombre total de partenaires internationaux à 57.

Implantation et expérimentation du cours de langue française en ligne.

Expérimentation, en vue de sa mise en œuvre en avril 2008, d'un cours de français en ligne de niveau intermédiaire.

Passation de 604 tests standardisés de français langue seconde adaptés pour le Québec dans les réseaux de centres agréés par les partenaires internationaux du MICC (la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et le Centre international d'études pédagogiques), principalement en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et au Maghreb. Un projet pilote a été conduit au Mexique pour intensifier le recours à cette mesure. Des démarches ont été menées par le Bureau d'immigration du Québec de Hong Kong pour en permettre l'application en Chine.

Mise sur pied d'un stage en langue, culture et société québécoises pour 32 professeurs des partenaires internationaux en francisation.

### **Réalisations 2008-2009**

Signature de 17 nouvelles ententes, portant à 74 le nombre total de partenaires internationaux pour l'enseignement du français à l'étranger.

Envoi d'un fonds documentaire aux nouveaux partenaires et mise à jour du fonds documentaire des 16 partenaires déjà existants.

Réalisation, à Montréal, du premier stage en *Langue, culture et société québécoise* avec une trentaine de professeurs des organisations partenaires, provenant de plus de neuf pays différents. Remise aux professeurs participants d'un fonds documentaire à caractère pédagogique.

Mise en œuvre des premiers modules du cours de français en ligne pour les candidats à l'immigration. Plus de 2 000 personnes y ont participé en 2008-2009. Un appel de proposition est en préparation pour les modules de niveau avancé du cours.

Signature d'un contrat avec le Collège de Maisonneuve pour l'élaboration d'un module d'exercices en ligne dans les domaines du droit, de l'administration et des affaires.

### **Bilan global**

Au cours des trois dernières années, le nombre de partenaires étrangers pour l'enseignement du français a doublé et atteint maintenant 74 partenariats. De plus, le MICC a rendu disponible à tous les partenaires un fonds documentaire comprenant du matériel portant sur les réalités socioéconomiques du Québec; ceux-ci ont dorénavant accès à des ressources supplémentaires pour favoriser l'apprentissage du français et la connaissance du Québec chez les candidats.

Un cours de français en ligne est maintenant disponible pour les candidats à l'immigration sélectionnés par le Québec. L'excellence du cours a été reconnue par de nombreux prix, et ce, tant pour la qualité de la conception pédagogique que pour l'apport à la francisation des personnes immigrantes. Le remboursement de ce cours sera possible, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009, pour les candidats à l'immigration qui détiennent un *certificat de sélection du Québec*.

Enfin, depuis janvier 2007, il est maintenant possible pour les candidats à l'immigration de faire évaluer leurs compétences linguistiques auprès du Centre international d'études pédagogiques, qui offre le Test de connaissance du français pour le Québec, ainsi qu'auprès de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui offre le Test d'évaluation du français adapté pour le Québec.

## Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

### Priorité 6

S'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire

37. Mettre sur pied, au sein du ministère de la Sécurité publique, un centre de gestion intégrée de l'information de sécurité **MSP**

#### *Réalisations 2006-2007*

Mise en place du Centre de gestion de l'information de sécurité (CGIS) : embauche de personnel et organisation logistique, implantation d'un système de veille stratégique, établissement de partenariats avec les organisations responsables de l'application des lois et production d'avis aux autorités du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du gouvernement.

#### *Réalisations 2007-2008*

Poursuite de l'embauche de personnel et consolidation de l'effectif du CGIS.

Développement de nouveaux partenariats avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ainsi qu'avec des organisations d'États américains, notamment le New York State Office of Homeland Security (NYSOHS).

Production de notes d'analyse et d'avis aux autorités du MSP et du gouvernement.

#### *Réalisations 2008-2009*

Démarche en vue d'établir de nouveaux liens de coopération avec la France et la Bavière sur l'échange de meilleures pratiques.

Établissement de liens de collaboration avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ainsi qu'avec des organismes gouvernementaux et institutionnels des États-Unis en vue du partage de renseignements relatifs à la sécurité.

Intégration d'une nouvelle équipe et de dossiers consacrés à la lutte contre le crime organisé.

Poursuite de la production de notes et de documents de renseignements destinés aux autorités du MSP et du gouvernement.

#### *Bilan global*

Cette mesure a été complétée avec succès. Le CGIS, mis en place en 2006, est aujourd'hui doté du personnel et de l'équipement nécessaires pour assurer son fonctionnement. En matière de sécurité, le CGIS est désormais un outil incontournable et essentiel de la collaboration que le Québec entretient avec ses partenaires du Canada et des États-Unis. En outre, de nouveaux liens sont en voie de s'établir avec des partenaires européens portant sur le partage des meilleures pratiques.



- **Mettre sur pied, au sein du ministère des Relations internationales, une unité sur les enjeux de sécurité et autres initiatives visant à suivre l'évolution des enjeux internationaux en matière de sécurité.** **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Mise en place de l'Unité enjeux de sécurité et désignation d'une personne responsable avec mandat d'exercer une veille stratégique sur les enjeux de sécurité non militaire sur le plan international, d'assurer la participation de représentants du Québec dans les forums internationaux traitant de ces questions et de faire le lien entre le réseau des représentations et le CGIS. Publication d'une recherche, portant sur la responsabilité internationale du Québec en matière de sécurité, intitulée *Contribuer à l'édification d'un monde plus sûr ou le défi de la sécurité pour le Québec*.

#### *Réalisations 2007-2008*

Embauche d'un professionnel au sein de l'Unité.

Rédaction d'un numéro spécial de l'*Action internationale du Québec* intitulé : *Le Québec : un acteur important pour la sécurité du continent nord-américain*.

Veille stratégique et production de notes d'information aux autorités du MRI portant sur divers enjeux de sécurité.

Appui aux initiatives de partenaires gouvernementaux en matière de sécurité, notamment celles du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

#### *Réalisations 2008-2009*

Publication et diffusion du numéro spécial de *L'action internationale du Québec* intitulé « *Le Québec : un acteur important pour la sécurité du continent nord-américain*. »

Soutien aux activités des partenaires gouvernementaux en matière de sécurité, notamment le DPCP et le MSP.

Participation à de nombreux événements portant sur les enjeux de sécurité, notamment les colloques de l'Eastern Border Health Initiative et de l'Association canadienne pour les études de renseignement et de sécurité, ainsi qu'à la 3<sup>e</sup> Conférence annuelle Québec-États-Unis sur la prévention du crime transfrontalier.

Poursuite des activités de veille stratégique, de production de notes d'information et de conseils aux autorités du MRI relativement aux enjeux de sécurité.

#### *Bilan global*

L'Unité enjeux de sécurité a été un outil performant. Elle a notamment permis de suivre l'évolution des enjeux et du contexte international en matière de sécurité par la veille et la production de notes d'information et de conseils qui ont été assurées de façon régulière. Par ailleurs, le point fort du travail a certainement été la capacité de créer des liens de collaboration fructueux et soutenus avec les ministères et organismes du gouvernement québécois. Ainsi, quatorze ministères et organismes ont été associés à diverses mesures en matière de sécurité auxquelles l'Unité enjeux de sécurité a pu apporter une aide et un suivi constant. Dans un souci d'une plus grande synergie, les enjeux de sécurité sont maintenant traités au sein du service de l'analyse politique et des enjeux de sécurité, qui fait partie de la Direction des analyses économiques et politiques.

- **Le Bureau du Québec à Washington effectuera un suivi et une analyse systématiques de l'évolution du cadre législatif et réglementaire américain et de ses incidences sur le Québec, comme la question des normes de sécurité sur les produits alimentaires exportés ou la question du passeport aux frontières.** **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Veille stratégique, production de notes d'analyse et activités de représentation effectuées par le Bureau du Québec à Washington auprès de l'Administration et du Congrès américains relativement à la question du passeport aux frontières et au thème de la sécurité en général.

#### *Réalisations 2007-2008*

Participation du Bureau du Québec à Washington aux conférences téléphoniques hebdomadaires de la coalition canado-américaine pour Business for Economic Security, Tourism and Trade (BESTT), groupe composé de représentants de gouvernements, de chambres de commerce et de gens d'affaires ayant pour objectif d'assurer une circulation fluide et sécuritaire à la frontière canado-américaine, dans le cadre du programme américain Western Hemisphere Travel Initiative (WHTI).

Participation à la conférence organisée, en juillet 2007, par le Center for Strategic and International Studies (CSIS) sur les enjeux mondiaux de sécurité maritime.

Accueil à Washington de la coalition BESTT, en septembre 2007.

Appui financier à la conférence organisée, en février 2008, par le Woodrow Wilson Center for International Scholars, sur les enjeux liés à la sécurité à la frontière et à la protection des renseignements personnels.

#### *Réalisations 2008-2009*

Production de nombreuses notes d'information et d'analyse sur des sujets d'intérêt pour le Québec, (ex : nouveau positionnement de l'administration américaine sur la sécurité intérieure, relations transfrontalières avec le Canada et circulation des biens et des personnes entre les deux pays).

Participation à plusieurs conférences et auditions du Congrès portant sur des enjeux de sécurité notamment : la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement et le transport par conteneur, la sécurité des frontières, l'énergie, l'environnement, la WHTI, l'immigration et les dispositions législatives assurant le contrôle et la circulation aux frontières.

Organisation d'une conférence, en collaboration avec l'Institut canadien du Woodrow Wilson Center, portant sur les enjeux frontaliers entre le Canada et les États-Unis.

Préparatifs et accueil de la mission du ministre de la Sécurité publique à Washington.

#### *Bilan global*

Le Bureau du Québec à Washington a suivi de près l'évolution du cadre législatif américain. Ses représentants ont effectué, lorsque jugé nécessaire, des interventions ciblées afin d'assurer la promotion et la défense des intérêts du Québec. La sécurité continue de faire l'objet d'une veille attentive des autorités américaines, tout particulièrement la relation que le Canada et les États-Unis entretiennent aux frontières en matière d'échange et de circulation des biens, des marchandises et des personnes.

38. Renforcer la coopération en matière de sécurité avec les États-Unis, notamment avec les États du Nord-Est

- Proposer aux membres de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada une collaboration accrue en matière de sécurité transfrontalière et, ainsi, utiliser ce forum politique régional afin d'avoir une vision d'ensemble des problèmes existants mais aussi des solutions à apporter. **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

Adoption, par la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC), d'une résolution relative au projet WHTI demandant au gouvernement des États-Unis d'effectuer une analyse économique et sociale des répercussions de cette initiative sur le commerce transfrontalier, aux gouvernements des États-Unis et du Canada, en collaboration avec les États et les provinces, d'analyser les mesures de transition et les options de rechange au passeport, et au Congrès américain, d'en reporter la mise en œuvre.

Renforcement des liens en matière de sécurité avec l'État du Massachusetts.

**Réalisations 2007-2008**

Adoption, par la CGNA-PMEC, de la résolution 31-1 rappelant les engagements régionaux relatifs à la sécurité environnementale, notamment l'objectif du Plan régional sur les changements climatiques en vue de réduire de 10 %, par rapport à 1990, les émissions de gaz à effet de serre dans la région d'ici 2020.

Signature d'une entente, en novembre 2007, sur l'échange de renseignements destinés à l'exécution de la Loi avec l'État du Massachusetts.

**Réalisations 2008-2009**

Rencontre entre le ministre de la Sécurité publique du Québec et le secrétaire à la Sécurité publique de l'État du Massachusetts afin d'accroître la collaboration entre les deux gouvernements dans le cadre de l'Entente relative à l'échange de renseignements destinés à l'exécution de la loi.

Suivi des ententes semblables signées avec les États du Maine, du New Hampshire et du Vermont.

**Bilan global**

À l'initiative du Québec et conjointement avec l'État du Vermont, les membres de la CGNA/PMEC ont adopté, en 2006, une résolution relativement à la WHTI. En 2007, le Québec a conclu une entente sur l'échange de renseignements destinés à l'exécution de la loi avec l'État du Massachusetts. Des ententes de même nature existent également avec les États du Maine, du New Hampshire et du Vermont.

La coopération avec la Nouvelle-Angleterre, en matière de sécurité, s'est également développée à l'extérieur du cadre de cette mesure. Ainsi, le Québec et les États de cette région ont collaboré activement au sein du Consortium des directeurs de la sécurité intérieure du continent nord-américain (voir mesure 38.5), du Groupe international de gestion des urgences (voir mesure 38.6) et de l'Eastern Border Health Initiative (EBHI) (voir mesure 38.7) afin de favoriser la coopération en matière de sécurité transfrontalière.

- Instaurer une coopération bilatérale entre le procureur général du Québec et ses homologues des États frontaliers américains en matière de menaces non militaires. **DPCP**

**Réalisations 2006-2007**

Organisation en octobre 2006, par le Québec, de la première conférence sur la prévention du crime transfrontalier. En plus des représentants du procureur général du Québec, s'y trouvaient réunis les

procureurs américains des États du Maine, du Vermont, du New Hampshire et de New York ainsi que les représentants du Procureur général des provinces de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

Participation du Québec à la conférence de l'Association des District Attorneys de l'État de New York et à celle de la National District Attorneys Association (NDAA) des États-Unis tenues en juillet 2006.

### *Réalisations 2007-2008*

Participation à la réunion annuelle 2007 de la NDAA à Portland Oregon. Un représentant du DPCP a prononcé une allocution sur l'entraide internationale devant 500 congressistes. Réunion de travail, à Portland, du comité organisateur en vue de la préparation de la 2<sup>e</sup> conférence sur la criminalité transfrontalière.

Participation à l'organisation de la 2<sup>e</sup> conférence sur la criminalité transfrontalière tenue au New Hampshire (octobre 2007). Neuf procureurs en chef du Québec, des représentants de la Sûreté du Québec et des représentants des District Attorneys des États américains du Maine, du Vermont, du New Hampshire, du Connecticut, du New Jersey, du Massachusetts et de New York y ont participé. Le NDAA a appuyé financièrement la tenue de cette conférence.

Mission en Virginie, en janvier 2008, du procureur chef responsable du crime organisé participant à une formation de la NDAA et portant sur la lutte à la criminalité organisée des gangs de rue.

Participation au Missouri de la procureure en chef de la Chambre de la jeunesse de Montréal, en mars 2008, à la 35<sup>e</sup> Conférence nationale américaine sur la justice juvénile portant sur la lutte à la criminalité organisée des gangs de rue.

### *Réalisations 2008-2009*

Participation du Québec à la réunion annuelle 2008 de la NDAA à Tucson (Arizona), du 13 au 16 juillet 2008. Les travaux ont notamment porté sur l'organisation de la 3<sup>e</sup> conférence sur la prévention de la criminalité transfrontalière pour laquelle le Québec a fourni un soutien notable.

Participation à la 3<sup>e</sup> conférence sur la prévention de la criminalité transfrontalière à Portland (Maine), du 12 au 14 novembre 2008. Outre 15 participants du Québec (procureurs et policiers), des représentants du procureur général des États-Unis et des « districts » et « counties » des États du Maine, du Vermont, du New Hampshire et de New York étaient présents.

Participation de deux procureurs du Québec à la conférence sur les stupéfiants à Las Vegas (Nevada), du 15 au 20 février 2009.

Participation de deux procureurs en chef du Québec à la 36<sup>e</sup> conférence nationale sur la justice juvénile, organisée par le Département de la Justice des États-Unis, à Orlando (Floride), du 11 au 15 mars 2009.

Participation de deux procureurs du Québec à des formations sur les procès de complexité supérieure organisée par le National College of District Attorneys à Myrtle Beach (Caroline du Sud), du 14 au 19 mars 2009.

Rencontres entre des représentants du Québec et des membres de la NDAA à Washington (DC) et Baltimore (Maryland), du 16 au 20 mars 2009, afin d'accroître les liens de collaboration entre le Québec et les États-Unis en matière de justice pénale et criminelle.

Participation de quatre procureurs en chef du Québec au Meeting Challenges in Prosecution and Victim Advocacy à San Diego (Californie), du 29 mars au 2 avril 2009.

### *Bilan global*

Pendant les trois dernières années, le Québec s'est distingué auprès des États-Unis comme étant un leader en matière de justice pénale et criminelle. Des liens importants et durables ont été tissés avec plusieurs acteurs importants de la communauté des procureurs américains. Témoinnant de ces liens et de l'intérêt suscité auprès des partenaires américains, la NDAA souhaite maintenant étendre le modèle de collaboration que le Québec a établi avec les États limitrophes des États-Unis à l'ensemble des États et des provinces se situant le long de la frontière canado-américaine.

- **Renforcer les liens entre les organisations administratives et policières du Québec et celles de l'État de New York.** **MSP**

### *Réalisations 2006-2007*

Réunion de travail avec le New York State Office of Homeland Security (NYSOHS). Échanges téléphoniques sur les questions relatives à la sécurité.

### *Réalisations 2007-2008*

Mission du ministre de la Sécurité publique et ministre de la Justice à New York et rencontre avec le Deputy Secretary for Public Safety et le chef de police de la Ville de New York, en septembre 2007.

Accueil au Québec de représentants du NYSOHS, en février 2008.

Mise en place d'un programme d'échanges d'analystes entre le Québec et l'État de New York. Mission, en mars 2008, de deux analystes québécois du MSP à New York en vertu de ce programme.

Tenue de deux rencontres préparatoires en vue d'un exercice de simulation conjoint Québec-New York prévu pour l'automne 2008.

Travaux préparatoires à la signature d'une nouvelle entente en matière de sécurité intérieure avec l'État de New York.

### *Réalisations 2008-2009*

Signature, le 15 avril 2008, d'une entente de coopération en matière de sécurité intérieure entre le gouvernement du Québec et l'État de New York.

Accueil d'analystes du New York State Intelligence Center à Montréal et à Québec, en septembre 2008.

Mission, en septembre 2008, du ministre de la Sécurité publique du Québec à Boston et à New York concernant l'échange de renseignements et des meilleures pratiques des centres de fusion d'information et de police. Rencontre du directeur général de la SQ avec son vis-à-vis du New York Police Department.

Réalisation, en novembre 2008, d'un exercice d'échange d'information conjoint nommé « Zone 45 » entre le MSP, la SQ, le New York State Police et le NYSOHS.

Mission, en février 2009, du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à New York au cours de laquelle des hauts fonctionnaires du MSP ont rencontré la Deputy Secretary for Public Safety et le directeur du NYSOHS.

### *Bilan global*

Les efforts du MSP, notamment le travail de la Direction de la sécurité de l'État au sein de ce ministère, en vue de renforcer les liens entre les organisations administratives du Québec et celles

de l'État de New York ont donné des résultats : 1) conclusion d'ententes en matière de sécurité intérieure et d'échange de renseignements destinés à l'exécution de la loi; 2) nombreux échanges d'analystes avec le NYSOHS et le New York State Intelligence Center; 3) plusieurs rencontres officielles entre les responsables politiques du Québec et de l'État de New York. Des efforts ont également été consentis dans le but de construire des liens de collaboration entre les organisations policières du Québec, notamment la SQ, et celles de l'État de New York.

- **Poursuivre les activités du projet Québec Border Security Initiative, qui permet au Québec de maintenir une capacité d'analyse fine des enjeux nord-américains de sécurité, de faciliter les rencontres entre représentants américains et québécois, et de mettre en évidence la contribution du Québec à la sécurité continentale.** MRI

#### *Réalisations 2006-2007*

Accueil d'une mission de conseillers auprès d'élus du Congrès américain au Québec, comprenant différentes rencontres avec les milieux québécois de la sécurité afin de les sensibiliser aux mesures prises par le Québec. Organisation à Washington d'un atelier sur le WHTI. Participation du Bureau du Québec à Washington aux réunions du Smart Border North Working Group du CSIS. Présentation à Washington du Plan québécois de lutte à une pandémie d'influenza.

#### *Réalisations 2007-2008*

Réception, en novembre 2007, du rapport d'activités des trois années du projet du Québec Border Security Initiative (QBSI).

Signature, en mars 2008, d'une nouvelle entente avec le Homeland Security Program du CSIS de Washington afin de poursuivre le projet QBSI.

#### *Réalisations 2008-2009*

Tenue de séances d'information portant sur des questions de sécurité auxquelles ont participé des représentants américains et québécois, dont les ministres de la Sécurité publique et des Relations internationales du Québec.

Prestation de services professionnels fournis au Bureau du Québec à Washington dans le cadre de l'entente signée avec le CSIS.

#### *Bilan global*

La réalisation de cette mesure a donné des résultats intéressants, concrétisés notamment par la tenue de séminaires et par la visite de représentants américains au Québec.

Néanmoins, l'inégalité dans la prestation des services fournis au Bureau du Québec à Washington aura pour effet que d'autres types de partenariat et de moyens d'actions seront à privilégier pour les prochaines années.

- **Intensifier la participation du Québec au Consortium des directeurs de la sécurité intérieure du Nord-Est du continent américain, qui regroupe les directeurs de la sécurité intérieure de dix États et de trois provinces. Les États du Maine, du Vermont, du New Hampshire, du Massachusetts, du New Jersey, du Rhode Island, du Connecticut, du Delaware, de la Pennsylvanie et de New York ainsi que l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et le Québec font partie du consortium. Le Québec souhaite intensifier sa présence et faire de ce forum un lieu d'échanges privilégié et de coordination des efforts régionaux de sécurité.** MSP

#### *Réalisations 2006-2007*

Participation du Québec à la réunion du Consortium des directeurs de la sécurité intérieure du Nord-Est du continent américain tenue en avril 2006.



### **Réalisations 2007-2008**

Organisation par le Québec de neuf rencontres bilatérales avec les représentants des États américains de New York, du Massachusetts, du New Jersey et du Vermont afin de relancer les travaux du Consortium.

Annnonce du ministre de la Sécurité publique de tenir au Québec la prochaine réunion du Consortium prévue pour l'automne 2008.

### **Réalisations 2008-2009**

Pourparlers et nombreuses rencontres bilatérales avec des représentants des États membres du Consortium, dont les États de New York et du Massachusetts, en préparation de la rencontre qui devait avoir lieu à Montréal, à l'automne 2008, laquelle a dû être reportée.

### **Bilan global**

Les objectifs de cette mesure ont été partiellement atteints. Depuis la tenue de la dernière réunion, en 2006, de nombreuses rencontres bilatérales avec des représentants des différents États membres, dont ceux de New York et du Massachusetts, ont eu lieu. Des lettres d'invitation officielles et des réservations avaient été effectuées à l'automne 2008. Par contre, la tenue d'élections aux États-Unis à l'automne ainsi que le contexte de la crise financière internationale – et de ses impacts budgétaires dans plusieurs États membres – ont eu pour effet d'annuler la tenue de l'événement. Néanmoins, le Québec et le MSP continuent de jouer un rôle proactif et souhaitent organiser, en partenariat avec l'État de New York, la tenue d'une prochaine rencontre du Consortium au cours de la période 2009-2010.

- **Multiplier les exercices de simulation conjoints, Québec et États du Nord-Est américain, afin de mieux gérer les risques liés aux catastrophes d'origine terroriste, biologique, chimique ou naturelle, et accueillir à Québec la rencontre du Groupe international de gestion des urgences en 2006.** MSP

### **Réalisations 2006-2007**

Participation à un exercice du Groupe international de gestion des urgences (GIGU) simulant une attaque terroriste. Accueil de la réunion de travail du GIGU, issu de la CGNA-PMEC avec pour mandat de mettre en œuvre le Protocole d'entente internationale d'aide à la gestion des urgences.

### **Réalisations 2007-2008**

Mise sur pied du sous-groupe de travail International Emergency Management Group (IEMG), voué à la préparation et à l'encadrement des exercices conjoints de simulation. L'IEMG regroupe 11 États américains et provinces canadiennes.

Tenue, en novembre 2007, d'un exercice de simulation conjoint avec les membres de l'IEMG afin de valider les contacts en cas d'urgence.

Production d'un *Glossary of Key Terms* afin de faciliter les communications entre les acteurs des deux côtés de la frontière.

Tenue de plusieurs rencontres avec les groupes suivants : le Regional Emergency Management Advisory Committee (Canada-États-Unis), l'Emergency Management Assistance Compact Group et l'IEMG.

Participation à la conférence semestrielle du GIGU (Rhode Island, novembre 2007) et aux travaux de cet organisme touchant les éléments suivants : aspects opérationnels des alertes, mobilisation des ressources humaines et matérielles, partage des connaissances et des meilleures pratiques en matière de sécurité civile sociosanitaire, à la traduction de documents, etc.



### **Réalisations 2008-2009**

Participation aux rencontres semestrielles de l'IEMG tenues à Halifax et à Boston. Les rencontres ont porté sur la planification des exercices de simulation et l'évaluation de l'efficacité du travail mené par le groupe.

Participation aux rencontres de travail du Regional Emergency Management Advisory Committee, à Buffalo en décembre 2008.

Tenue de deux exercices de simulation. Le premier regroupait les membres de l'IEMG et portait sur les procédures d'alerte. Le second, réunissant les ministères et organismes de l'Organisation de la Sécurité civile du Québec, des collaborateurs du gouvernement de l'Ontario et du gouvernement fédéral, visait à évaluer l'impact de catastrophes de grande envergure sur les infrastructures essentielles du Québec et le soutien des provinces et États voisins le cas échéant.

### **Bilan global**

La tenue régulière d'exercices de simulation a contribué à maintenir la capacité de réaction du Québec à un haut niveau. De plus, le Québec a continué à collaborer avec ses partenaires des États de la Nouvelle-Angleterre, renforçant ainsi les relations avec ses voisins en cas de catastrophe d'origine naturelle ou autre. Le bilan global des trois années est donc positif.

- ▶ **Initier une collaboration scientifique avec les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) américains et conclure des ententes de collaboration technique avec les États de la côte Est des États-Unis en vue de prévenir les risques associés au bioterrorisme, aux maladies infectieuses et aux pandémies.** **MSSS**

### **Réalisations 2006-2007**

Conférences téléphoniques régulières avec les États américains limitrophes sur la surveillance des maladies infectieuses. Participation à un colloque américain réunissant l'Agence de la santé publique du Canada, les CDC et l'United States Department of Agriculture sur l'organisation des services de santé nationaux en matière de grippe aviaire. Participation à des enquêtes épidémiologiques avec les États américains limitrophes sur des bactéries et des maladies infectieuses. Échanges de bulletins de vigie.

### **Réalisations 2007-2008**

#### **CDC :**

Mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie aux CDC accompagnée de hauts fonctionnaires du MSSS et de scientifiques de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), afin d'amorcer une collaboration scientifique avec les CDC, Atlanta (juin 2007). Cette mission devrait permettre à l'INSPQ de faire partie du réseau nord-américain Laboratory Response Network et d'obtenir une accréditation pour intervenir dans des situations de menace ou d'urgence infectieuse.

Accord des CDC permettant au MSSS et à l'INSPQ de traduire en français la documentation scientifique de cet organisme scientifique américain.

Assignment d'une personne à la surveillance du site scientifique des CDC.

#### **Eastern Border Health Initiative (EBHI) :**

Participation à un exercice de simulation d'une influenza pandémique à la frontière Québec-New York. Plattsburgh, septembre 2007.

Participation aux échanges téléphoniques mensuels du groupe régional du nord-est du continent nord-américain, l'EBHI, et à la rencontre annuelle qui s'est tenue au Vermont en décembre 2007.

Mise à jour du guide de communication sur les maladies infectieuses.

### ***Réalisations 2008-2009***

#### **CDC :**

Accréditation et accès au site Internet du Laboratory Response Network permettant au laboratoire de l'INSPQ de recevoir les diverses alertes, d'avoir accès aux réactifs ainsi qu'à la formation du réseau de laboratoires des CDC.

#### **Eastern Border Health Initiative (EBHI) :**

Organisation, à titre d'hôte, de la conférence internationale conjointe pour l'amélioration de la détection rapide des maladies infectieuses réunissant le Québec, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, ainsi que les États du Maine, du Vermont, du New Hampshire et de New York, tenue à Montréal les 8 et 9 mai 2008.

Participation à deux exercices de simulation sur l'efficacité de la transmission des communications en situation de menace ou d'urgence infectieuse.

Participation à des enquêtes épidémiologiques et échanges d'information relative aux menaces à la santé avec les CDC et l'Agence de santé publique du Canada.

Planification de la prochaine conférence de l'EBHI prévue pour l'automne 2009.

### ***Bilan global***

La mission réalisée par le ministère des Relations internationales auprès des CDC, en 2007, a amorcé une collaboration entre les représentants de cette institution et ceux du Québec, notamment avec l'INSPQ et le MSSS. L'accréditation accordée au laboratoire de l'INSPQ lui permet dorénavant de participer aux travaux de la plus importante agence gouvernementale américaine en matière de santé publique. Les CDC sont maintenant intéressés au fonctionnement du système québécois d'organisation de la sécurité civile et la collaboration avec cette agence se poursuit.

Par ailleurs, dans le cadre de l'EBHI, le Québec a participé à de nombreuses activités démontrant un niveau d'intégration et de collaboration très avancé avec les partenaires américains.

39. **Renforcer la collaboration régionale et internationale en matière de sécurité environnementale visant notamment l'amélioration de la qualité de l'air, la réduction des gaz à effet de serre, la préservation du fleuve Saint-Laurent, la lutte aux espèces envahissantes et la prévention des risques associés aux produits de la biotechnologie**

► **Contribuer à la qualité de l'air du continent nord-américain.**

**MDDEP**

### ***Réalisations 2006-2007***

Participation du Québec au Comité Canada-États-Unis sur la qualité de l'air découlant de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air.

Préparation des modifications au Règlement sur la qualité de l'atmosphère. Finalisation pour adoption du Plan d'action québécois sur le mercure.

Participation aux rencontres et travaux conjoints de la CGNA-PMEC, visant à atteindre les cibles visées dans le Plan d'action sur les pluies acides et dans celui sur le mercure.

Première phase d'application pratique du Règlement sur les halocarbures contribuant à l'atteinte des objectifs du Protocole de Montréal.

### **Réalisations 2007-2008**

Parution des publications suivantes relatives à la qualité de l'air :

- *Les standards pancanadiens relatifs aux particules et à l'ozone – Rapport quinquennal (2001-2005) du Québec;*
- *Inventaire des émissions atmosphériques – mise à jour septembre 2007;*
- *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2005 et évolution depuis 1990. Octobre 2007;*
- *État de situation des rejets anthropiques de mercure dans l'environnement au Québec. Juillet 2007.*

Préparatifs en vue de l'adoption d'un règlement sur la responsabilité élargie des fabricants de produits contenant du mercure.

Élaboration d'un nouveau plan d'action sur le transport et la qualité de l'air pour la CGNA-PMEC.

### **Réalisations 2008-2009**

Poursuite des modifications au *Projet de Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère* en vue de son adoption.

Publication pour consultation publique, à la *Gazette officielle du Québec*, du *Projet de Règlement sur les appareils de chauffage au bois*.

Entrée en vigueur des dispositions du *Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère* en vertu duquel les entreprises, les installations ou les établissements québécois visés doivent déposer, en juin de chaque année, un bilan annuel de leurs émissions atmosphériques.

Entrée en vigueur, en juin 2008, des dispositions du *Règlement sur les halocarbures* qui oblige « une qualification environnementale sur les halocarbures » pour la main-d'œuvre appelée à utiliser des halocarbures. Près de 14 000 personnes ont obtenu leur certificat de qualification.

Dépôt, en décembre 2008, du *Projet de Règlement sur la responsabilité élargie des fabricants de produits contenant du mercure*.

### **Bilan global**

Le Québec a mené de nombreuses actions contribuant à accroître la qualité de l'air et a collaboré efficacement avec ses partenaires canadiens et américains pour les projets suivants : le *Règlement sur les halocarbures*, le *Règlement sur la responsabilité des fabricants de produits contenant du mercure* ainsi que la *Déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère*, etc. Toutefois, l'adoption d'un règlement sur l'assainissement de l'atmosphère et d'un plan d'action sur le mercure n'a pas été réalisée et les travaux en ce sens se poursuivent.

- **Contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques.** **MDDEP**

#### **Réalizations 2006-2007**

Adoption du Plan d'action québécois 2006-2012 sur les changements climatiques. Ce plan vise à respecter les engagements internationaux du Québec à l'endroit du Protocole de Kyoto.

Participation du Québec à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, en novembre 2006.

Sur la scène nord-américaine, poursuite des travaux régionaux dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action régional 2001 sur les changements climatiques adopté par la CGNA-PMEC.

Accueil, à Québec, du forum ministériel Énergie et Environnement regroupant les ministres et commissaires de l'Environnement et de l'Énergie des 11 gouvernements de l'Est du Canada et de la Nouvelle-Angleterre.

#### **Réalizations 2007-2008**

Publication du premier bilan de mise en œuvre du Plan d'action 2006-2012 dont 60 % des mesures sont en cours.

Investissement supplémentaire de 350 M\$ dans le Plan d'action 2006-2012.

Sur la scène nord-américaine, poursuite des travaux régionaux dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action régional 2001 sur les changements climatiques adopté par la CGNA-PMEC.

Développement de nouvelles collaborations : le Québec est devenu membre du *Climate Registry* (octobre 2007) et observateur officiel auprès de la *Regional Greenhouse Gas Initiative* (janvier 2008). Il a également amorcé des pourparlers en vue de son adhésion à la *Western Climate Initiative*.

Participation du Québec à la réunion de Bonn en juin 2007 et à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Bali, en décembre 2007.

#### **Réalizations 2008-2009**

Publication du deuxième bilan de mise en œuvre du Plan d'action 2006-2012 dont 90 % des mesures sont lancées.

Sur la scène nord-américaine, poursuite des travaux portant sur la confection d'un Plan d'action régional sur le transport et la qualité de l'air, lequel fut adopté par la CGNA/PMEC en septembre 2008.

Participation à de nombreux ateliers, séances de travail et rencontres portant sur les changements climatiques, notamment le *Regional Greenhouse Gas Initiative*, à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) en février 2008, ainsi qu'à des ateliers portant sur l'adaptation aux changements climatiques pour les municipalités, à St. John's (Terre-Neuve) en avril 2008.

Participation du Québec à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Poznan en décembre 2008.

#### **Bilan global**

Dans le domaine des changements climatiques, le Québec a su faire preuve de leadership. En 2006, il adoptait le Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques. Ce plan était financé par une redevance sur les combustibles fossiles, une première en Amérique du Nord. Il adoptait

également une *Stratégie énergétique 2006-2015* et une *Politique sur le transport en commun*. En 2007, de nouvelles mesures étaient ajoutées au Plan d'action 2006-2012 et des sommes additionnelles de 350 M\$ étaient investies. Sur la scène nord-américaine, le Québec a maintenu son leadership au sein de la CGNA/PMEC en assurant la coprésidence de deux comités directeurs, soit celui sur les changements climatiques et celui sur le transport et la qualité de l'air. Depuis 2006, il est devenu membre de plusieurs groupes et associations dont le Climate Group, le Climate Registry, la Western Climate Initiative ainsi que l'International Action Partnership. Il est également observateur au Regional Greenhouse Gas Initiative. Le Québec est enfin parvenu à maintenir sa participation au sein de la délégation canadienne participant aux conférences annuelles des Nations Unies sur les changements climatiques.

► **Préserver et améliorer la ressource en eau du bassin hydrographique des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent.** **MDDEP**

#### **Réalisations 2006-2007**

Approbation par l'Assemblée nationale de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Participation du Québec à la première réunion du Conseil régional, organisation créée en vertu de l'Entente avec pour mandat de favoriser sa mise en œuvre et qui regroupe les représentants des premiers ministres et gouverneurs du Québec, de l'Ontario et des huit États riverains des Grands Lacs.

Demande au gouvernement fédéral d'une consultation officielle du Québec, à la suite de la présentation par la Commission mixte internationale (CMI) du rapport final du Groupe d'étude international sur les options de gestion des niveaux d'eau et débits du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Mise sur pied d'un comité interministériel de suivi et de recommandation.

Mise sur pied d'un comité interministériel afin d'élaborer les positions du Québec sur la révision de l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs; participation au comité exécutif binational et au comité d'examen de l'Accord.

Dans le cadre de la gestion intégrée du Saint-Laurent, participation à l'élaboration du Plan stratégique 2007-2012 de la Commission des Grands Lacs.

#### **Réalisations 2007-2008**

Participation au Conseil régional de l'Entente sur les Grands Lacs. Consultation publique et adoption des objectifs régionaux nord-américains de conservation et d'utilisation efficaces de l'eau. Analyse des modifications législatives et réglementaires requises pour la mise en œuvre de l'Entente. Mise en œuvre de l'Entente au Québec faite à 20 %.

Participation aux travaux de consultation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international au sujet des projets de la CMI visant la révision du plan de régularisation des débits du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent.

Participation aux travaux de consultation, de révision et de rédaction du comité d'examen de l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs. Participation au comité exécutif binational.

Participation aux travaux du comité directeur de la Commission des Grands Lacs et au Conseil des gouverneurs des Grands Lacs.

#### **Réalisations 2008-2009**

Poursuite des travaux du Conseil régional de l'Entente sur les Grands Lacs et des comités visant la mise en œuvre de l'Entente. Dépôt du projet de loi 27 affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection. Consultation publique portant sur le projet de règlement sur la déclaration obligatoire des prélèvements d'eau. Mise en œuvre des obligations à court terme

de l'Entente au Québec complétée à 74 %, mise en œuvre des obligations à moyen terme (2009-2010) complétée à 40 % et mise en œuvre des obligations à long terme (2012) complétée à 15 %.

Poursuite des échanges avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en vue de la formation d'un groupe de travail sous l'égide de la Commission mixte internationale et regroupant les gouvernements du Canada, des États-Unis, du Québec, de l'Ontario et de l'État de New York. L'objectif est d'étudier conjointement les prochaines étapes à suivre au sujet des plans de régularisation des débits et niveaux d'eau entre le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent. Positionnement du Québec dans les négociations touchant le mandat de ce groupe de travail.

Participation au Conseil international de contrôle du fleuve Saint-Laurent de la CMI.

Participation aux réunions annuelles du comité exécutif binational de l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs et aux réunions du Conseil sur la qualité de l'eau. Le Québec a fait part au gouvernement fédéral de sa position visant la promotion de la collaboration entre l'Accord et la démarche pour une gestion intégrée du Saint-Laurent au Québec.

Participation et accueil, à titre d'hôte, de la rencontre annuelle de la Commission des Grands Lacs à Québec en octobre 2008.

Participation à la Commission des Grands Lacs et aux travaux de plusieurs de ses comités et groupes de travail : le comité directeur de la Commission des Grands Lacs, le Great Lakes Wind Collaborative et le Great Lakes Panel on Aquatic Nuisance Species.

Collaboration à la publication des documents suivants : *Great Lakes – Great Jobs : Advancing Great Lakes Restoration and Economic Revitalization*, *Great Lakes Commission 2007 Annual Report*, *Great Lakes Commission Legislative Priorities for February 2010*.

### **Bilan global**

Le Québec a mené de nombreuses actions ayant permis d'atteindre les objectifs de cette mesure. Il a été proactif dans les diverses étapes menant à la mise en œuvre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. À ce sujet, des travaux sont toujours en cours afin de compléter la mise en œuvre de l'Entente. Les objectifs régionaux de conservation et d'utilisation de l'eau en vertu de l'Entente ont été adoptés.

Par ailleurs, le Québec a su exprimer fermement sa position, avec un soutien important des intérêts québécois concernés, concernant les projets de la CMI sur la régularisation des niveaux d'eau du fleuve Saint-Laurent. Le Québec a également participé activement à la révision de l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs, s'assurant que sa position soit clairement transmise au gouvernement fédéral. Il a enfin intensifié les liens avec le Conseil des gouverneurs des Grands Lacs et la Commission des Grands Lacs.

### **► Lutter contre les espèces envahissantes.**

**MDDEP**

### **Réalisations 2006-2007**

Mise en place de mécanismes de concertation interministérielle sur les espèces exotiques envahissantes (EEE).

Activités de maillage et d'échange d'information sur les plans canadien et international, notamment auprès du Great Lakes Panel on Aquatic Nuisance Species, du Northeast Aquatic Nuisance Panel, de l'Ohio Invasive Plant List Serve, du Great Lakes Information Network et des groupes de travail canadiens sur les EEE et les plantes terrestres et phytoravageurs.



Échange d'information sur l'algue *Dydimosira* avec des experts canadiens, américains, norvégiens et néo-zélandais.

Mise sur pied d'un système d'information sur les EEE qui sera intégré au Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec. L'inventaire des bases de données sur les EEE présentes au Québec est en voie d'être constitué; des contrats ont été attribués pour recueillir des données à partir des collections institutionnelles gouvernementales et privées.

Contenu du site Internet en cours d'élaboration avec comme objectif l'information du public et des partenaires du Québec. Réalisation d'un répertoire des principaux sites Internet au Québec et hors Québec.

### **Réalisations 2007-2008**

Mise sur pied d'un groupe de travail du MDDEP responsable notamment de la confection d'une liste des principaux acteurs des provinces et des États limitrophes à contacter en cas de détection de nouvelles EEE.

Mise sur pied du comité interministériel sur les EEE.

Travaux de consultation dans le but de créer une page web sur les EEE dans le site Internet du MDDEP.

Participation à des réunions, colloques et conférences : Conférence internationale sur les espèces aquatiques envahissantes aux Pays-Bas, Great Lakes Panel on Aquatic Nuisance Species, Comité national sur les espèces envahissantes (Canada), le Northeast Aquatic Nuisance Species Panel, la Commission des Grands Lacs et le Comité leadership et coordination sur les espèces exotiques envahissantes du Canada.

Échange de renseignements avec le réseau d'information du bassin du lac Champlain sur les plantes aquatiques envahissantes, avec les experts néo-zélandais, américains et canadiens pour lutter contre l'algue et avec les experts européens pour constituer une base de données sur les EEE qui sera intégrée à celle du Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec.

Traduction et adaptation pour le Québec du document *Great Lakes Aquatic Invasions*.

Attribution d'un contrat rassemblant des chercheurs des universités Laval et de Montréal en vue d'établir un maillage avec les spécialistes américains de la lutte au phragmite envahisseur.

### **Réalisations 2008-2009**

Participation du Québec à de nombreuses activités de maillage et d'échanges d'information dans le cadre de certaines conférences internationales : Weeds Across Borders et Stop the Spread sur les plantes envahissantes, aux réunions bisanuelles du Great Lakes Panel on Aquatic Nuisance Species et Northeast Aquatic Nuisance Panel.

Tenue de réunions visant à déterminer les orientations, les mandats ainsi que les activités que souhaitent entreprendre respectivement le groupe de travail sur les EEE du MDDEP et le comité interministériel sur les EEE. Ces deux entités collaborent en vue d'élaborer une liste des EEE dont l'existence et la propagation au Québec sont préoccupantes.

Participation à des conférences téléphoniques avec le comité national sur les espèces aquatiques envahissantes, avec le groupe de travail canadien sur les plantes envahissantes ainsi qu'avec le groupe de travail canadien sur la détection précoce et l'intervention rapide.

Poursuite de la collaboration sur la traduction du document *Great Lakes Aquatic Invasions*.



Poursuite des travaux sur la création d'un site Internet sur les EEE.

Création d'un système d'information sur les EEE en collaboration avec le Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec.

Attribution d'un contrat en vue de constituer un réseau de détection précoce, de déterminer les partenaires et d'établir un protocole de détection et d'identification des plantes envahissantes.

### *Bilan global*

Bien que la lutte contre les EEE demeure un objectif à long terme, les objectifs visés dans le cadre du Plan d'action 2006-2009 ont été atteints. Les réseaux visant à favoriser l'échange d'information sur les recherches menées, les risques, la prévention, la détection précoce et la sensibilisation des clientèles ont été constitués. Le système québécois d'information sur les EEE comprend actuellement 18 000 observations et fait partie du réseau nord-américain NatureServe. Le contenu du site Internet, qui sera bientôt disponible en ligne, offre un portrait éclairant de la situation actuelle au Québec et offre des hyperliens vers les sites les plus pertinents.

- **Renforcer les alliances avec des États fédérés et certains pays afin de prévenir les risques associés aux produits de la biotechnologie tel que prévu dans le Protocole de Cartagena.**

**MRI**

### *Réalisations 2006-2007*

Présentation de la position officielle du Québec sur le Protocole de Cartagena devant le groupe de travail du protocole réunissant près d'une centaine de pays et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Consignation de la position du Québec dans le rapport officiel du groupe de travail. Invitation de spécialistes internationaux à rencontrer le comité interministériel québécois sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Rencontres à Montréal avec le secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique.

### *Réalisations 2007-2008*

Accueil au Québec d'un expert sur l'évaluation des risques des OGM et conférence auprès de représentants de ministères sectoriels.

### *Réalisations 2008-2009*

Participation du Québec à la 9<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique à Bonn (Allemagne), en mai 2008.

Rencontre entre le secrétaire exécutif du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'adjoint parlementaire de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs afin de discuter du fonctionnement du Secrétariat.

Accueil de cinq spécialistes internationaux de l'évaluation des risques associés aux OGM invités à prononcer une conférence devant des représentants du gouvernement du Québec.

### *Bilan global*

Le Québec a mené plus d'une dizaine d'actions visant à renforcer les alliances avec des États fédérés et à prévenir les risques associés aux produits de la biotechnologie. Parmi celles-ci, des allocutions prononcées par des représentants du Québec ont fait connaître la position du Québec sur le Protocole de Cartagena. Plusieurs interventions ont également permis de renforcer les liens de coopération entre le Québec et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et d'accroître les connaissances en évaluation des risques associés aux OGM.

#### 40. Développer les réseaux d'échanges avec les pays francophones d'Europe

- ▶ **Mener une coopération en matière de sécurité civile et d'incendie avec la France.** MSP

##### *Réalisations 2006-2007*

Mission en France reportée en 2007-2008.

##### *Réalisations 2007-2008*

Mission en France, en octobre 2007, du sous-ministre associé à la sécurité civile du Québec et du directeur général des services des incendies de la Ville de Montréal et allocution du sous-ministre associé au Congrès annuel des sapeurs-pompiers de France.

Rencontre du sous-ministre associé à la sécurité civile du Québec avec la Direction de la défense et de la sécurité civile du ministère français de l'Intérieur afin d'établir un réseau de contacts et de se familiariser avec les processus d'intégration en matière de sécurité civile et incendie.

Accueil au Québec, en décembre 2007, d'une délégation française afin de vérifier l'arrimage entre sécurité civile et sécurité publique sur le plan municipal.

##### *Réalisations 2008-2009*

Mission en France, en décembre 2008, afin de comprendre l'organisation et le fonctionnement des mécanismes de coordination et de la planification du gouvernement français en matière de gestion des risques, de la défense et des secours.

##### *Bilan global*

Le Québec a amorcé une coopération efficace en matière de sécurité civile et d'incendie avec la France. La mission réalisée en France, en 2007, a permis d'établir l'étendue des interventions possibles sur les deux territoires alors que celle de 2008 a démontré les intérêts réciproques du Québec et de la France sur le sujet. La venue d'experts français au Québec a par ailleurs fait connaître l'expertise québécoise et donné lieu à de l'échange d'information sur les meilleures pratiques. Les parties prévoient maintenir et même étendre leur collaboration.

- ▶ **Mettre sur pied, avec des pays européens, un réseau international des écoles de police francophones.** École nationale de police

##### *Réalisations 2006-2007*

Tournée de promotion et de consultation de représentants de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et de la Sûreté du Québec (SQ) en France et en Belgique. Accueil favorable et intérêt démontré par les institutions nationales et l'Organisation internationale de la Francophonie.

##### *Réalisations 2007-2008*

Mise sur pied du comité directeur provisoire composé de l'ENPQ, de la SQ et de la Police nationale française (PNF) en vue de la création de Francopol.

Organisation de deux réunions du comité directeur provisoire, avec tous les partenaires, y compris les institutions et écoles de police de France, de Belgique, de Suisse, du Luxembourg, de Monaco, du Canada et du Québec afin de préparer l'assemblée constitutive de Francopol (juin et décembre 2007).

Développement du site Internet, de la structure de fonctionnement et des statuts et définition de la mission de Francopol.

##### *Réalisations 2008-2009*

Rencontre du comité directeur provisoire sur la création de Francopol en avril 2008.

Création et cérémonie de lancement de Francopol, à Québec le 8 septembre 2008, réunissant les représentants d'une cinquantaine de services policiers, d'écoles de police, d'établissements d'enseignement et de recherche, entre autres la PNF et la SQ, ainsi que des partenaires canadiens et européens, dont le Collège canadien de police et la Gendarmerie royale du Canada, la Gendarmerie nationale française, la Police fédérale et l'Académie provinciale de police de Belgique, les Académies de police suisse et la Police Grand-Ducale du Luxembourg.

Élaboration du plan d'affaires et du plan stratégique.

Participation de Francopol à la réunion des réseaux institutionnels de la Francophonie à Bucarest en décembre 2008.

Première rencontre du Comité de direction et du Bureau international de Francopol portant sur l'organisation et le fonctionnement du réseau en février 2009.

### ***Bilan global***

La création de Francopol est une réussite. Né d'une idée franco-québécoise, le réseau est constitué de membres issus des services de police publics, des écoles de police ainsi que des milieux de la recherche et de l'enseignement ayant un lien avec la sécurité publique. Il se distingue notamment par l'utilisation du français dans l'élaboration et la diffusion d'études et d'outils pédagogiques mis gratuitement à la disposition de ses membres. Francopol est devenu un cadre privilégié de la coopération policière internationale, un pôle d'excellence dans le partage d'information et une référence pour l'émergence de nouvelles tendances en matière de formation policière inspirées des meilleures pratiques. Il a désormais l'ambition de rassembler toutes les institutions policières des pays et États francophones.

- **Poursuivre le développement de la coopération technique policière avec l'Europe, et particulièrement avec les pays de la Francophonie.** **Sûreté du Québec**

### ***Réalisations 2006-2007***

Nomination d'un officier à la Délégation générale du Québec à Paris et d'un autre auprès du Centre international pour la prévention de la criminalité.

Poursuite de la collaboration entre la SQ et la Police fédérale belge sur l'amélioration des services de qualité. Conclusion d'ententes de coopération avec certaines régions belges en matière de police de proximité.

Conclusion d'une entente entre la SQ et la PNF relative à la modernisation des pratiques de gestion.

Missions d'experts afin d'améliorer les pratiques notamment dans les domaines de la déontologie policière et des unités d'enquête. Accueil de plusieurs missions européennes.

### ***Réalisations 2007-2008***

Échanges France-Québec sur la police de proximité dans le cadre des rencontres « Regards croisés ».

Discussions avec la Belgique en vue d'échange d'idées avec des zones de polices locales sur les normes en matière de police de proximité.

Missions en France en vue d'échanger avec la PNF en matière d'éthique et de discernement policier et avec la Gendarmerie nationale française en matière de veille stratégique et de prospective.

Mission d'experts en enquêtes criminelles et en police judiciaire en France, en Belgique et en Suisse.

Mission en Bavière portant sur les enquêtes criminelles, la sécurité routière et le maintien de l'ordre.

Accueil au Québec d'une vingtaine de délégations étrangères.

#### **Réalisations 2008-2009**

Activités de coopération portant sur l'implantation de pratiques de développement durable dans le domaine de la sécurité publique, en partenariat avec la zone police de Sint-Pieters-Leeuw en Belgique.

Amorce de discussions relativement à un projet de coopération en matière d'enquêtes criminelles avec la PNF.

Poursuite de la coopération avec la Gendarmerie nationale française en matière de veille stratégique et de prospective.

Poursuite de la mise en œuvre de l'entente de coopération d'amélioration continue - équivalent du mouvement de la qualité appliquée au Québec - avec la Police fédérale belge.

Accueil, au Québec, de délégations étrangères et participation d'experts québécois à des missions de travail en Europe, totalisant une soixantaine de missions d'échange dans les deux sens.

#### **Bilan global**

La SQ a accru son action et approfondi ses liens avec des partenaires européens, particulièrement la Belgique et la France, et a conclu une dizaine d'ententes de coopération avec des partenaires étrangers et gouvernementaux. La SQ a également accueilli plus d'une cinquantaine de délégations venues partager leurs meilleures pratiques avec le Québec. Parallèlement, les membres de la SQ ont participé à près d'une centaine de missions visant à perfectionner leurs connaissances et leurs techniques.

- **Accroître le recours à des experts internationaux afin d'améliorer les connaissances, l'expertise et les pratiques en matière de lutte au terrorisme, à la criminalité transnationale organisée, à la traite des personnes et à la cybercriminalité.**

**Sûreté du Québec**

#### **Réalisations 2006-2007**

Participation aux groupes de travail d'Interpol portant sur la criminalité infantile, la traite des personnes, la cybercriminalité et le crime organisé transeurasien.

Missions d'experts aux États-Unis et au Royaume-Uni afin d'améliorer les pratiques en matière de lutte contre la cybercriminalité, notamment celle ayant trait à l'exploitation sexuelle des enfants.

Formation et stages de policiers en France et aux États-Unis dans les domaines tels que la lutte contre le terrorisme, le maintien de l'ordre et les interventions tactiques.

Participation aux forums d'échanges transfrontaliers portant sur la sécurité nationale.

#### **Réalisations 2007-2008**

Mission en France afin de participer à la rencontre du groupe de travail d'Interpol portant sur la cybercriminalité contre l'enfance.

Mission au Royaume-Uni afin de se familiariser avec le Child Exploitation Online Protection Center mis en place à Londres afin de protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet.

Mission à Las Vegas afin de participer à la conférence internationale portant sur les groupes criminels asiatiques.

Mission aux États-Unis (Wisconsin) afin de participer à la conférence internationale de la National Tactical Officers Association.

Missions aux États-Unis et au Royaume-Uni afin de participer à deux colloques sur la question du terrorisme.

Participation de la SQ, à titre de conférencier, à des colloques en France et aux États-Unis portant sur la cybercriminalité.

#### *Réalisations 2008-2009*

Échanges France-Québec sur la cybercriminalité dans le cadre des rencontres « Regards croisés ».

Participation de la SQ, à titre de conférencier, à des colloques en France et aux États-Unis portant sur la cybercriminalité.

#### *Bilan global*

Afin d'améliorer ses connaissances, son niveau d'expertise et ses pratiques, la SQ a échangé avec des experts internationaux de nombreux pays, notamment avec la France, la Belgique, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et quelques pays d'Asie. Environ une trentaine d'interventions ont été conduites dans le but de soutenir les actions de partenaires étrangers sur des enjeux stratégiques. Enfin, en plus d'agir à titre de conférencier, la SQ a organisé, à de nombreuses reprises, des rencontres d'information portant sur les meilleures pratiques.

41. **Assurer le suivi et la mise en œuvre des conventions internationales de même que la participation du Québec au sein de certains forums ou instances internationales en matière de sécurité non militaire.** **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Soutien à la participation d'un représentant du ministère de la Sécurité publique à la réunion du Forum canado-américain sur la criminalité transfrontalière.

Analyse des conventions des Nations Unies en matière de sécurité non militaire et examen (en cours) de la conformité des législations québécoises.

#### *Réalisations 2007-2008*

Réalisation des analyses de conformité de la législation québécoise à quatre conventions internationales de sécurité non militaire : Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, particulièrement des femmes et des enfants; Convention des Nations Unies contre la corruption; Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Sous la coordination de la Direction des affaires juridiques du MRI et en étroite collaboration avec l'Unité enjeux de sécurité de la Direction des analyses économiques et politiques, 12 ministères et organismes ont participé à cette analyse.

Réalisation, en mars 2008, d'une étude commandée par le MRI au ministère de la Justice sur la conformité du corpus législatif québécois aux quatre conventions internationales de sécurité non militaire.

Participation à la rencontre du Forum binational Canada-États-Unis sur la criminalité transfrontalière, tenu à Québec en mars 2008.

#### **Réalisations 2008-2009**

Dépôt par la Direction des affaires juridiques du MRI du rapport consolidé sur les conclusions de l'analyse de conformité juridique relativement aux quatre instruments internationaux ciblés (février 2009).

Suivi, sous la coordination de la Direction des affaires juridiques, des travaux entrepris au printemps 2009 par le Barreau du Québec et la Chambre des notaires du Québec en vue d'aligner leur cadre réglementaire sur les dispositions impératives des instruments internationaux.

#### **Bilan global**

Plusieurs des dispositions des quatre instruments internationaux dont il est question dans cette mesure font référence aux compétences en matière d'administration de la justice. Bien que la réalisation de cette mesure ne soit pas complétée, le gouvernement du Québec entend poursuivre les travaux en vue de se déclarer lié aux instruments. Par la suite, des négociations seront entamées avec le gouvernement fédéral afin de désigner un représentant permanent du Québec au sein des délégations canadiennes qui participent aux réunions des Parties desdits instruments.

Le Québec souhaite également continuer à participer aux réunions du Forum binational Canada-États-Unis sur la criminalité transfrontalière. Enfin, en raison des compétences qu'exerce le Québec en matière de santé et des engagements que le gouvernement a pris dans le cadre de la Politique internationale du Québec pour la réalisation de cette mesure, il importe que le Québec soit représenté à l'Organisation internationale de la santé, au sein des délégations canadiennes, lorsque les sujets traités sont d'intérêt pour lui.

42. **Mener des actions d'information ciblées auprès des décideurs, des cercles d'influence et des médias américains sur les mesures prises par le Québec afin de contribuer à la protection du continent nord-américain.** **MRI, MSP**

#### **Réalisations 2006-2007**

Élaboration d'un plan de communication 2007-2009 en matière de sécurité et établissement des bases de collaboration entre le MSP et le MRI.

#### **Réalisations 2007-2008**

Plan de communication en voie d'être finalisé : travail de concertation avec le MSP et le réseau des délégations du Québec aux États-Unis.

Travaux préparatoires à la publication du numéro de *L'action internationale du Québec* sur la sécurité.

#### **Réalisations 2008-2009**

Finalisation du plan de communication et réalisation d'activités d'information ciblant des événements et les acteurs clés diffusant le message du Québec en matière de sécurité.

Publication et diffusion du numéro de *L'action internationale du Québec*, intitulé *Le Québec : un acteur important pour la sécurité du continent nord-américain*.

Mise à jour de l'information concernant les actions du gouvernement en matière de sécurité dans le site Internet du MRI.

### *Bilan global*

Dans le cadre du Plan de communication stratégique 2007-2009, des actions de communication ont été réalisées auprès de clientèles ciblées afin de faire connaître le message du Québec en matière de sécurité. Le MRI a également publié un numéro de *L'action internationale du Québec* portant sur la sécurité intitulé *Le Québec : un acteur important pour la sécurité du continent nord-américain*, qui a fait l'objet d'une importante diffusion auprès d'interlocuteurs du Québec, notamment en Nouvelle-Angleterre. La sécurité étant l'un des cinq objectifs de la Politique internationale, des actions de communication continueront d'être exercées afin de faire connaître les compétences et l'intérêt du Québec dans le domaine.



## Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

### Priorité 7

Favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec

#### 43. Mettre en place les infrastructures assurant la fluidité de la circulation aux abords des postes-frontières

- Mettre en place, dans le cadre de la frontière intelligente, les infrastructures de transport assurant la fluidité de la circulation aux abords des postes-frontières de Lacolle, Stanstead, Saint-Armand de Philipsburg et Armstrong, notamment par l'aménagement de voies de circulation dédiées aux véhicules commerciaux, là où l'achalandage le requiert.

MTQ

#### *Réalisations 2006-2007*

Poste de Lacolle/Champlain : ouverture d'une voie dédiée aux véhicules lourds; mise en place de systèmes de transport intelligents tels que pesée dynamique et présélection des camions, détection de la congestion et informations aux usagers en temps réel.

Poste de Stanstead/Rock Island : évaluation préliminaire des besoins et coordination avec les partenaires concernés à la frontière.

Poste de Saint-Armand/Highgate : modification de l'avant-projet préliminaire suivant la publication du rapport d'enquête et d'audience publique en mars 2006 et étude environnementale entreprise en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.

Poste d'Armstrong/Jackman : concertation avec les autorités américaines et définition d'un concept d'aménagement reposant sur la construction de nouvelles infrastructures routières complètement harmonisées aux installations douanières américaines. Réalisation d'études géotechniques et d'impact réalisées.

#### *Réalisations 2007-2008*

Poste de Lacolle/Champlain : mise en service du poste de contrôle routier et poursuite de l'implantation et du calibrage des systèmes de transport intelligents.

Poste de Stanstead/Rock Island : préparation des plans et devis pour l'ajout d'une troisième voie en direction sud. Réalisation d'évaluations environnementales.

Poste de Saint-Armand/Highgate : obtention des décrets de la Commission de protection du territoire agricole du Québec. Poursuite de l'étude approfondie en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et analyse de scénarios pour l'aire de contrôle routier de la SAAQ.

Poste d'Armstrong/Jackman : achèvement du processus d'évaluation environnementale. Amorce des plans et devis ainsi que des acquisitions de terrains.

#### *Réalisations 2008-2009*

Poste de Lacolle/Champlain : réalisation de travaux correctifs et poursuite du calibrage des systèmes de transport intelligents et travaux d'entretien des structures.

Poste de Stanstead/Rock Island : poursuite des travaux de construction d'une voie dédiée aux véhicules lourds. Conception et élaboration des plans et devis pour l'implantation d'un système de transport intelligent et l'aménagement d'une aire de contrôle routier.

Poste de Saint-Armand/Highgate : poursuite de la coordination avec l'Agence des services frontaliers du Canada pour le raccordement de l'autoroute 35 au poste frontalier, évaluation des scénarios pour l'implantation d'une aire de contrôle routier, détermination des terrains à acquérir et achèvement de l'étude en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.

Poste d'Armstrong/Jackman : début de la première phase des travaux d'ajout d'une seconde voie réservée aux véhicules lourds sur la route 173 Sud, achèvement des plans et devis et des procédures d'acquisition de terrains ainsi que poursuite de la coordination avec les douanes américaines pour le réaménagement de leur poste frontalier.

### **Bilan global**

Poste de Lacolle/Champlain : la construction d'une voie dédiée aux véhicules lourds et l'implantation d'un système de transport intelligent, travaux importants coordonnés à la construction d'un nouveau poste de douanes américaines, ont permis de diminuer considérablement les files d'attente en direction sud, d'y améliorer la sécurité routière, et ce, sans compromettre les impératifs de sûreté à la frontière. L'amélioration de la fluidité à la frontière permet également de réduire les pertes économiques encourues par l'industrie du camionnage et les exportateurs lors de délais prolongés aux frontières.

Poste de Stanstead/Rock Island : les travaux de réaménagement de l'autoroute 55 Sud et de l'intersection avec la route 247 seront terminés à l'automne 2009. L'implantation d'un système de transport intelligent, la requalification paysagère et l'aménagement d'une aire de contrôle routier seront complétés en 2010-2011.

Poste de Saint-Armand/Highgate : bien que les travaux aient accusé des retards initiaux en raison des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations environnementales, le prolongement de l'autoroute 35 entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière est actuellement en cours et sera complété en 2014. Le raccordement de l'autoroute aux installations douanières de Saint-Armand/Highgate a fait l'objet de rencontres de coordination avec les agences douanières fédérales. Une évaluation des terrains à acquérir a également été effectuée.

Poste d'Armstrong/Jackman : les travaux d'ajout d'une voie réservée aux camions sont actuellement dans leur première phase de réalisation et seront complétés à l'automne 2009. Conjugués au réaménagement du poste de douanes américaines, ces travaux permettront d'améliorer la fluidité de la circulation et la sécurité routière.

- **Consolider ses partenariats avec les principaux intervenants à la frontière canado-américaine (Transportation Border Working Group (TBWG), Eastern Border Transportation Coalition, Agence canadienne de services frontaliers, Department of Homeland Security).**

**MTQ**

### **Réalisations 2006-2007**

Accueil du Congrès annuel de la Northeastern Association of State Transportation Officials (NASTO), réunissant les décideurs en transport des États américains et des provinces du Nord-Est.

Tenue de réunions bilatérales avec les groupes de travail en transport des États du Vermont et de New York.

Organisation d'un atelier sur la coordination des projets d'infrastructures frontalières dans le cadre des activités de l'Eastern Border Transportation Coalition (EBTC).

Mise en ligne d'un guide à l'intention des camionneurs pour le passage aux frontières.

Participation aux travaux du TBWG et de la Canadian/American Border Trade Alliance.

#### *Réalisations 2007-2008*

Participation à différents ateliers, réunions de travail, conférences, en vue de renforcer la coopération en matière de transport entre le Québec et les États-Unis : EBTC, TBWG, NASTO, Inland Ports of North America, rencontre Québec-New York sur la fluidité et la sécurité aux postes frontaliers; rencontres bilatérales Québec-Vermont et Québec-New York sur le transport.

Élaboration d'un guide sur le cheminement de projets d'infrastructure à la frontière avec l'EBTC.

#### *Réalisations 2008-2009*

Poursuite des travaux en vue de consolider la coopération avec des partenaires stratégiques des États-Unis dans le cadre d'assemblées, de réunions de travail, de conférences et de sommets : NASTO, TBWG, EBTC, North America's SuperCorridor Coalition (NASCO), le sommet annuel de l'American Association of State Highway and Transportation Officials ainsi que le 4<sup>e</sup> sommet économique Québec-New York.

Début des travaux pour la production d'un répertoire sur les initiatives respectueuses de l'environnement mises en place par les membres de l'EBTC.

Préparation conjointe Québec-Maine Department of Transportation du Plan d'action sur les transports et la qualité de l'air présenté à la 32<sup>e</sup> rencontre du GCNA/PMEC (Bar Harbor, Maine, septembre 2008).

#### *Bilan global*

Le Québec a participé à la majorité des activités permettant de consolider ses relations avec ses partenaires stratégiques. Les avantages pour le transport transfrontalier et ses incidences en matière de prospérité économique et de sécurité sont notables.

44. **Accroître, par la formation et le soutien financier, l'adhésion des entreprises aux programmes de la frontière intelligente et constituer une base d'information permettant de suivre l'adaptation des PME aux mesures de contrôle de la frontière canado-américaine**

- **Poursuivre la sensibilisation des entreprises et des intervenants du milieu des affaires québécois à l'importance de l'adhésion aux programmes de la frontière intelligente (règles de conformité douanières; programmes C-TPAT/PEP, FAST/Expres, NEXUS), et informer les autorités américaines de leurs impacts sur les entreprises québécoises.** **MDEIE**

#### *Réalisations 2006-2007*

Mise en œuvre d'un plan de communication pour informer les entreprises des nouvelles règles à la frontière. Information publicitaire dans une vingtaine de médias spécialisés nationaux et régionaux et envoi postal auprès de 2 000 entreprises, afin de les inviter à sécuriser leurs exportations. Mise sur pied d'un site Internet *Sécurité à la frontière*.

#### *Réalisations 2007-2008*

Poursuite de la campagne de communication et de promotion du programme Custom-Trade Partnership Against Terrorism (C-TPAT) dans plusieurs revues et journaux spécialisés.

Mise à jour de la section C-TPAT du site Internet du MDEIE, section la plus consultée.

Envoi du formulaire de certification au programme C-TPAT aux 471 établissements ayant manifesté l'intention d'adhérer au Programme à la suite de l'enquête du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) réalisée en 2006.

#### **Réalisations 2008-2009**

Poursuite de la campagne de publicité et de promotion du Programme C-TPAT dans des revues et journaux.

Envoi du formulaire de certification à 363 entreprises, intéressées au Programme, ayant participé à l'enquête du CRIQ réalisée en 2008.

Soutien, allocutions et conseils aux gens des milieux d'affaires du Québec afin d'augmenter la compréhension du fonctionnement du programme C-TPAT.

Recrutement, soutien et participation à la Global Supply Chain Management Conference (Plattsburgh, New York) visant à établir des contacts avec des partenaires américains, notamment de l'État de New York, ainsi qu'à obtenir de l'information sur les nouvelles pratiques douanières – notamment C-TPAT– et la gestion de la chaîne logistique internationale.

Participation aux conférences intergouvernementales CAN/AM Border Trade Alliance (Washington) et à la Conférence Relations Canada–États-Unis (Ottawa) portant sur la sécurité aux frontières et le commerce.

#### **Bilan global**

Les objectifs de sensibilisation des entreprises aux dispositifs de sécurité à la frontière et au système de frontière intelligente – en particulier le programme C-TPAT– ont été atteints. La section d'information sur le sujet, dans le site Internet du MDEIE, est mise à jour régulièrement et demeurera active en raison du grand nombre d'entreprises nécessitant ce type d'information pour leurs activités d'exportation. Le gouvernement du Québec continuera à entretenir des liens avec ses partenaires, principalement les autorités américaines, afin d'insister sur l'importance d'une frontière sécuritaire et favorable au commerce transfrontalier et aux échanges.

- **Donner, dans toutes les régions du Québec, une formation de type « Meilleures pratiques d'affaires » sur les programmes de la frontière intelligente, notamment sur le programme volontaire de lutte contre le terrorisme.** **MDEIE**

#### **Réalisations 2006-2007**

Tenue de 18 sessions de formation auprès de 246 entreprises sur les nouveaux programmes de sécurité liés à la frontière intelligente et sur le programme C-TPAT. Sensibilisation d'entreprises, par des services conseils, sur l'importance de sécuriser leurs exportations.

#### **Réalisations 2007-2008**

Tenue de 12 sessions de formation en région auprès de 157 participants, dont 127 dirigeants et travailleurs stratégiques.

Organisation de quatre symposiums de sensibilisation C-TPAT auxquels ont participé 296 personnes, dont 209 dirigeants d'entreprise.

Soutien aux conseillers régionaux et appui aux commissaires à l'exportation afin de sensibiliser les entreprises sur les problématiques de sécurité à la frontière.

#### **Réalisations 2008-2009**

Tenue de deux sessions de formation sur les meilleures pratiques d'affaires auprès de 50 participants.

Organisation d'un symposium, auquel participaient 46 personnes, afin de sensibiliser les entrepreneurs à l'aide financière disponible pour ceux qui souhaitent obtenir leur certification au programme C-TPAT.

Organisation d'une session de formation en sept séances sur la conformité douanière, en collaboration avec Développement économique Longueuil.

Organisation d'un séminaire portant sur la mise à jour des programmes douaniers par la section Québec de l'Association canadienne des importateurs et exportateurs.

### *Bilan global*

L'objectif global de mettre en place une formation de type « meilleures pratiques d'affaires » sur le programme C-TPAT et de la diffuser ensuite à des entreprises provenant de toutes les régions du Québec a été atteint. En tout, ce sont plus de 450 personnes qui ont participé à 37 sessions de formation. Même si la cible de 43 sessions n'a pas été atteinte, l'utilisation de moyens d'information parallèles (symposium, cours de formation ciblés, etc.) a contribué à compléter la mise en œuvre de la mesure. L'objectif est maintenant d'offrir, pendant l'année à venir, une formation de type « meilleures pratiques d'affaires » sur la conformité douanière.

- **Soutenir financièrement les entreprises manufacturières, notamment les PME, à s'accréditer au programme de la frontière intelligente C-TPAT. L'objectif étant d'atteindre un volume d'environ 80 % des exportations québécoises sécurisées au terme des trois prochaines années.** MDEIE

### *Réalizations 2006-2007*

Mise sur pied d'un programme de soutien financier afin d'aider les entreprises à adhérer au programme volontaire de sécurisation des exportations à destination du marché américain, le C-TPAT. L'objectif de soutenir 100 entreprises par année a été atteint.

### *Réalizations 2007-2008*

Soutien financier accordé à 132 entreprises en vue d'obtenir une certification au programme C-TPAT.

Ajout du critère « Certifié C-TPAT » à la base de données du CRIQ, pour pouvoir l'interroger sur cet aspect.

### *Réalizations 2008-2009*

Soutien financier accordé à 119 entreprises en vue d'obtenir une certification au programme C-TPAT.

### *Bilan global*

Globalement, 327 des 617 entreprises québécoises détenant une certification C-TPAT ont indiqué qu'elles avaient bénéficié de l'aide financière accordée par le gouvernement du Québec. L'objectif initial de 300 entreprises a donc été dépassé. En ce qui a trait aux entreprises pour lesquelles il était pertinent d'adhérer au programme C-TPAT, la majorité d'entre elles y ont adhéré ou sont en voie de le faire.

- **Appuyer les entreprises agroalimentaires dans la résolution des problèmes liés aux nouvelles normes de sécurité nord-américaines et internationales.** MAPAQ

### *Réalizations 2006-2007*

Mise en œuvre d'un mécanisme de collaboration avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Délégation générale du Québec à New York et l'Association des exportateurs de fruits et légumes dans le cas du nématode de la pomme de terre. Cette intervention concertée a permis

de réduire au minimum les inconvénients rencontrés par les exportateurs de fruits et légumes du Québec.

#### **Réalisations 2007-2008**

Mise en place d'une « cellule de résolution de conflits » composée de représentants du MAPAQ, d'Agriculture Canada, de l'US Food and Drug Administration et des U.S. Customs visant à échanger de l'information pour renseigner les industries québécoises. Ce réseau a permis d'accélérer la transmission de l'information aux entreprises relativement à des mesures empêchant l'exportation de produits agricoles québécois vers les États-Unis, notamment dans les secteurs de la production de foie gras et de la pomiculture.

Étude en cours sur l'exportation des produits fromagers.

#### **Réalisations 2008-2009**

Mesure abandonnée.

#### **Bilan global**

De nouvelles normes de sécurité ont progressivement été implantées par les autorités américaines. Afin de répondre à ces exigences, le Québec a mis en place un mécanisme visant à faciliter le passage des produits agroalimentaires aux douanes. Les gouvernements américain, canadien et québécois ont d'ailleurs offert de nombreuses sessions d'information à ce sujet. L'application des nouvelles normes ayant eu un impact moins grand que prévu, la structure permanente initialement mise en place a été abandonnée. Les demandes des entreprises continuent néanmoins à être traitées et les services d'accompagnement sont toujours offerts de façon ponctuelle, selon le besoin des entrepreneurs.

- **Constituer une base de données permettant de mesurer l'adaptation des entreprises québécoises exportatrices aux mesures de contrôle de la frontière intelligente.**

**MDEIE, MAPAQ**

#### **Réalisations 2006-2007**

Réalisation de deux études auprès de 880 entreprises et de 45 grands exportateurs, afin d'évaluer l'effet des nouvelles procédures douanières de sécurité et de mesurer leur intention de sécuriser leurs exportations. Un volume de 36 % des exportations québécoises sont sécurisées alors que 13 % sont en voie de certification.

#### **Réalisations 2007-2008**

Réalisation d'une étude par le CRIQ auprès de 2 171 établissements afin de mesurer l'intérêt des entreprises québécoises à adhérer aux programmes de sécurisation des exportations, notamment le programme C-TPAT. Résultats : 511 entreprises manufacturières ont été accréditées; 114 sont en voie de certification; 471 ont manifesté un intérêt; 1 067 ont indiqué ne pas avoir l'intention d'y adhérer et 8 entreprises ont été refusées par les autorités américaines. Juillet 2007.

Environ 50 % du volume des exportations du Québec aux États-Unis ont été sécurisées.

#### **Réalisations 2008-2009**

Réalisation d'une nouvelle étude par le CRIQ, complétée en juillet 2008, dont les résultats révèlent que 617 entreprises ont déclaré être certifiées C-TPAT; que 55 ont entamé des démarches et sont dans l'attente de la délivrance du certificat d'ici juillet 2009 et que 78 ont indiqué avoir perdu leur certification (n'ayant pas satisfait les prérequis demandés). Grâce à ces résultats et à ceux des études antérieures, il est estimé qu'entre 42 % et 60 % de la valeur des biens exportés du Québec vers les États-Unis est produit dans des établissements certifiés C-TPAT, ce qui représente entre 22 et 31 milliards de dollars par année.



Étude actuellement en cours de réalisation afin d'établir le niveau de certification des transporteurs québécois.

#### *Bilan global*

En 2006, la cible de 80 % du volume des exportations québécoises sécurisées à destination des États-Unis, grâce au programme C-TPAT, était fixée. Une étude réalisée ultérieurement a cependant indiqué que 40 % des entreprises du Québec ne désiraient pas obtenir la certification C-TPAT. Par ailleurs, comme une grande part des exportations québécoises dépend d'un petit nombre d'entreprises, si une entreprise exportant beaucoup ne désire pas la certification, cela aura un impact majeur sur le pourcentage de commerce sécurisé. Grâce aux résultats des diverses études réalisées, il est estimé qu'entre 42 % et 60 % des exportations québécoises de biens vers les États-Unis sont certifiées C-TPAT. L'objectif est en partie atteint.

#### 45. **Participer au Canada United States Cargo Security Project sur la sécurisation des conteneurs intermodaux** **MSP**

##### *Réalisations 2006-2007*

Réunion du Comité directeur du projet Canada United States Cargo Security Project portant sur la réalisation de la phase 2 du projet. Elle consiste à installer des équipements électroniques sur des conteneurs en provenance d'Europe qui transitent par Halifax ou Montréal à destination des États-Unis.

Présentation du projet à la CGNA-PMEC.

Tenue d'un atelier de travail relatif à la préparation de la phase 3 de ce projet.

##### *Réalisations 2007-2008*

Réalisation de la phase 3 du projet : rencontres et ateliers de travail visant à analyser et à évaluer les protocoles d'intervention des différents responsables en cas d'avènement d'une bombe sale sur un territoire visé par le projet.

Début de la phase 4 : rencontre avec Transports Canada afin de vérifier l'état d'avancement des expériences de repérage des conteneurs, à partir de technologies identifiées (octobre 2007).

##### *Réalisations 2008-2009*

Réalisation, en partenariat avec Transports Canada, le New York State Office of Homeland Security (NYSOHS) et le New York State Department of Transportation, de tests de simulation et de transmission de données en temps réel (Montréal et New York).

Recherche de nouvelles approches favorisant des solutions à faible coût pour les conteneurs d'expédition.

Collaboration et échange d'information sur la traçabilité des marchandises qui transitent par conteneurs avec le New York State Office of Cyber Security & Critical Infrastructure Coordination.

#### *Bilan global*

Les objectifs de la mesure ont été atteints. Les rapports faisant le bilan de chacune des phases ont été déposés et les expériences nécessaires à la réalisation du projet effectuées. Toutefois, même si Transports Canada a décidé de poursuivre des tests, les partenaires américains ont indiqué ne pas vouloir renouveler leur engagement. De son côté, le MSP entend assurer un suivi ponctuel des mesures qui seront prises pour sécuriser le transport par conteneur.



46. Poursuivre l'implantation de la traçabilité agroalimentaire

MAPAQ, Agri-Traçabilité Québec

**Réalisations 2006-2007**

Élaboration du Plan d'action 2006-2010 visant l'implantation de la traçabilité agroalimentaire dans les autres secteurs de la chaîne alimentaire tels que le porc, la volaille et les aliments.

Participation au Comité fédéral-provincial-territorial sur la traçabilité agroalimentaire (août 2006).

Promotion du système québécois lors du Mois du Québec au Japon qui a eu lieu à Tokyo.

**Réalisations 2007-2008**

Adoption du Plan d'action 2006-2010.

Poursuite des discussions au sein du Comité fédéral-provincial-territorial et du Comité consultatif industrie du gouvernement fédéral pour la mise en œuvre d'un système national de traçabilité dans le secteur agricole et alimentaire.

Élaboration de réglementations sur la traçabilité des cervidés et du porc.

Travaux en cours en vue de l'élaboration d'une réglementation sur la traçabilité des œufs de consommation.

Accueil de représentants des ministères de l'Agriculture de l'Alberta, de l'État de Pennsylvanie et du Paraguay afin de partager l'expertise et les réalisations d'Agri-Traçabilité Québec.

**Réalisations 2008-2009**

Poursuite de la participation du Québec aux rencontres du Comité fédéral-provincial-territorial et du Comité consultatif industrie-gouvernement pour la mise en œuvre d'un système national de traçabilité.

Poursuite des travaux en vue d'implanter une réglementation sur la traçabilité du porc et finalisation du projet pilote sur les œufs de consommation.

Mise en vigueur du règlement modifiant le *Règlement sur l'identification et la traçabilité de certains animaux*, rendant obligatoires l'identification et la traçabilité des cervidés.

Participation à la première conférence internationale de l'Organisation mondiale de la santé animale sur la traçabilité des animaux à Buenos Aires (Argentine), du 23 au 25 mars 2009.

**Bilan global**

Le bilan de réalisation de cette mesure est très positif. Au Québec, le plan d'action sur la traçabilité agroalimentaire a été mis en œuvre en collaboration avec l'industrie. Le Québec est d'ailleurs reconnu comme un chef de file dans ce domaine. À l'échelle canadienne, il continue d'influer sur l'élaboration de normes nationales et l'adoption d'une approche qui s'inspire de son expérience.

47. Sécuriser les infrastructures publiques d'énergie électrique et les approvisionnements du Québec en hydrocarbures

- ▶ **Hydro-Québec complétera d'ici la fin de 2006 le déploiement du plan de sécurisation de ses installations dans lequel elle investira 133 millions de dollars.** Hydro-Québec

**Réalisations 2006-2007**

Phase finale du plan de sécurisation des installations d'Hydro-Québec. Investissements de 133 M\$ en 2006-2007.

### *Réalisations 2007-2008*

Hydro-Québec a analysé les risques pour chacune de ses installations et y a associé les mesures appropriées. De plus, elle maintient des activités de vigie afin d'adapter ses mesures de sécurité selon les situations de sorte que son plan de sécurisation est en constante évolution.

### *Réalisations 2008-2009*

Hydro-Québec a analysé les risques pour chacune de ses installations et y a associé les mesures appropriées. De plus, elle maintient des activités de vigie afin d'adapter ses mesures de sécurité selon les situations de sorte que son plan de sécurisation est en constante évolution.

### *Bilan global*

Hydro-Québec poursuit des activités de vigie afin d'adapter ses mesures de sécurité selon les situations de sorte que son plan de sécurisation est en constante évolution.

- ▶ **Le gouvernement exigera des sociétés pétrolières le dépôt d'un plan de sécurité des approvisionnements, comportant les mesures à mettre en œuvre en cas de difficultés dans la disponibilité des produits pétroliers.** **MRNF**

### *Réalisations 2006-2007*

Sensibilisation des représentants de l'industrie du pétrole et du gaz afin d'obtenir leur adhésion aux objectifs gouvernementaux de sécurité énergétique, notamment le dépôt par les pétrolières d'un plan de sécurité en cas de difficultés d'approvisionnement.

### *Réalisations 2007-2008*

Sensibilisation des représentants de l'industrie du gaz propane aux objectifs gouvernementaux de sécurité énergétique.

Réalisation de travaux préparatoires en vue de déposer un plan de contingence (pénurie réelle ou appréhendée) de propane au Québec.

### *Réalisations 2008-2009*

Abandon du développement d'un plan de contingence.

Réorientation des objectifs de la mesure dans le cadre de la mission « Énergie » du gouvernement du Québec.

### *Bilan global*

Au terme des discussions menées avec les représentants de l'industrie pétrolière, le dépôt d'un plan de contingence distinct des actions prévues à la mission « Énergie » du gouvernement du Québec n'apparaît plus comme étant l'instrument optimal pouvant permettre d'atteindre les objectifs de la mesure. Les mécanismes mis au point dans le cadre du Plan national de sécurité civile et de la mission « Énergie » sont plus souples et efficaces en cas de difficultés dans la disponibilité et l'approvisionnement des produits pétroliers.

48. **Collaborer avec les États-Unis, la France et certains pays européens sur la sécurisation des systèmes informatiques publics et de protection des renseignements personnels** **MSG**

### *Réalisations 2006-2007*

Mission en Europe sur la sécurité de l'information reportée en 2007-2008.

Participation à trois rencontres du Comité technique de sécurité des technologies de l'information de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Ces rencontres ont permis d'acquérir des connaissances sur le développement de normes internationales de sécurité de l'information et la présentation des préoccupations du gouvernement du Québec.

### *Réalisations 2007-2008*

Mission du ministère des Services gouvernementaux (MSG) en Europe (France, Suisse et Royaume-Uni) en collaboration avec le Centre de réponses aux incidents cybernétiques (CERTAQ), la SQ et l'Institut de la sécurité de l'information du Québec. Objets : participation à la Piste C5 du Plan d'action du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI); rencontre avec le Club de la sécurité des systèmes de l'information français et le Secrétariat général de la Défense nationale de France; rencontre avec des représentants du Center for the Protection of National Infrastructure du gouvernement britannique. Mai 2007.

Échanges de documents et de bonnes pratiques et participation du MSG aux réunions de la Commission des méthodes du Club de la sécurité des systèmes de l'information français.

Établissement de contacts avec l'European Schoolnet and Safer Internet relativement à la sensibilisation du citoyen aux dangers d'Internet (vol d'identité et protection des renseignements personnels).

Discussions entre le secrétaire adjoint à la cybersécurité du Department of Homeland Security des États-Unis et les autorités du MSG quant à d'éventuelles pistes de collaboration.

Démarche d'adhésion en cours du Centre de réponses aux incidents cybernétiques (CERTAQ) au Forum for Incident Response and Security Team.

Poursuite de la participation à des rencontres du Comité technique de sécurité des technologies de l'information de l'ISO.

### *Réalisations 2008-2009*

Rencontre et discussions, en vue de jeter les bases d'une collaboration, avec le secrétaire adjoint à la cybercriminalité et aux communications électroniques du Department of Homeland Security des États-Unis dans le cadre du Rendez-vous annuel des décideurs en technologies de l'information, organisé par le Centre de recherche informatique de Montréal.

Rencontre avec des représentants de l'État de New York, dont le directeur du New York State Office of Cyber Security and Critical Infrastructure, sur la gestion des incidents cybernétiques.

Invitation à participer à la réunion annuelle du Multi-State Information Sharing and Analysis Center qui vise à fournir des mécanismes pour relever le niveau de préparation et de réaction aux attaques cyberterroristes.

Adhésion au Information Security Forum, un organisme international et indépendant dont le mandat porte sur les bonnes pratiques en matière de sécurité de l'information.

Poursuite des démarches en vue d'adhérer au Forum for Incident Response and Security Team, organisation internationale spécialisée dans la diffusion d'information sur des sujets traitant d'incidents informatiques.

Poursuite de la participation aux rencontres du Comité des techniques de sécurité des technologies de l'information de l'ISO à Kyoto (Japon), du 13 au 23 avril 2008.

### *Bilan global*

Les préoccupations du gouvernement du Québec en matière de sécurité des systèmes informatiques et de protection des banques de renseignements personnels l'ont incité à établir de fructueuses collaborations avec des représentants et des experts des États-Unis, de la France et de certains autres pays européens. Cette contribution s'est effectuée notamment par l'échange de bonnes pratiques et la réalisation de projets communs.

49. Renforcer la sécurité des documents d'identité émis par le Québec pour tenir compte de l'évolution des nouvelles normes nord-américaines **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

Soutien à la participation de la SAAQ et du Directeur de l'état civil aux consultations menées par le gouvernement canadien dans l'élaboration de normes pour les documents devant servir aux déplacements sur le continent. Définition et présentation de la position québécoise sur le WHTI dans divers forums canado-américains sur l'impact de l'imposition d'un passeport à la frontière canado-américaine.

**Réalisations 2007-2008**

Mise sur pied d'un comité de travail interministériel coordonnant les travaux liés au programme américain WHTI et échanges avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).

Mandat d'élaborer un *permis de conduire Plus* confié à la SAAQ.

Déclaration conjointe, en décembre 2007, du premier ministre du Québec et du gouverneur du Vermont, s'engageant à ce que leurs administrations collaborent aux programmes respectifs visant à mettre en œuvre un permis de conduire amélioré.

**Réalisations 2008-2009**

Poursuite et fin des travaux, adoption et lancement du *permis de conduire Plus*, qui est officiellement entré en vigueur le 16 mars 2009.

**Bilan global**

L'objectif de cette mesure a été atteint. Depuis trois ans, le MRI a travaillé étroitement avec les partenaires québécois – au premier chef la SAAQ –, canadiens et américains à l'élaboration de normes applicables à l'utilisation du nouveau *permis de conduire Plus*. Le permis est dorénavant disponible afin de répondre aux normes américaines qui exigent, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2009, que soit présenté à la frontière un passeport ou un autre document officiel autorisé indiquant l'identité et la citoyenneté du requérant ou de la requérante.

50. Combattre les phénomènes de criminalité liés à l'immigration

- **Accroître la vérification de l'authenticité des documents soumis à l'appui des demandes d'immigration.** **MICC**

**Réalisations 2006-2007**

Embauche de vérificateurs et formation traitant de détection de fraude documentaire adressée aux fonctionnaires à l'immigration. Adoption d'une politique ministérielle sur les renseignements et les documents faux ou trompeurs présentés à l'appui d'une demande d'immigration. Constitution d'une banque de documents de référence. Production d'outils de vérification documentaire pour certains pays. Enquêtes et missions de réseautage.

**Réalisations 2007-2008**

Poursuite de la formation offerte aux employés du service de sélection des travailleurs et à des membres du personnel de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) sur la fraude documentaire.

Approbation du bulletin d'information sur les documents frauduleux.

Réception de plus de 1 000 dossiers à des fins de vérification et d'enquête.

### **Réalisations 2008-2009**

Trente séances de formation ont été offertes aux employés du service de sélection des travailleurs. Deux nouveaux modules sont en cours de développement et trois en préparation.

Réception et examen de plus de 1 500 dossiers à des fins de vérification et d'enquête.

Réception de 284 dossiers à des fins de dénonciations, plaintes et signalement.

### **Bilan global**

Pendant la période visée, une augmentation constante du nombre de demandes de vérification a été notée. Les activités de formation, les missions de soutien à l'étranger, la publication de bulletins et de documents d'information ont contribué à assurer l'efficacité du processus de sélection des immigrants.

- **Développer des partenariats avec les organismes québécois et canadiens chargés de l'application des lois afin de combattre les phénomènes de criminalité liés à l'immigration.**

**MICC**

### **Réalisations 2006-2007**

Partenariats avec les principaux organismes chargés de l'application des lois tels que l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), la GRC, la SQ ainsi que le Bureau international des droits des enfants, pour combattre la criminalité liée à l'immigration.

### **Réalisations 2007-2008**

Tenue d'un atelier de coopération antifraude en collaboration avec CIC et l'ASFC.

Échange d'information avec les autorités des Services du renseignement criminel du Québec et la SQ relativement au phénomène de la criminalité liée à l'immigration.

Rencontres en vue d'établir de nouveaux partenariats entre le MICC et des ministères et organismes tels que la SAAQ, la Régie de l'assurance maladie du Québec, Revenu Québec, la Régie des rentes du Québec et les universités.

### **Réalisations 2008-2009**

Rencontres de travail avec différents partenaires : la Régie de l'assurance maladie du Québec, l'ASFC, la GRC, la SQ, la CREPUQ, et participation aux travaux du comité interministériel sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents gouvernementaux.

Mise sur pied d'une table d'échanges et rencontres des membres responsables des services d'enquête de différents ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Participation, à l'initiative du Service des enquêtes sur les crimes économiques de la SQ, à la mise sur pied d'un projet visant à uniformiser l'échange d'information entre partenaires gouvernementaux dans les cas de fraudes commises contre l'État.

Rencontre avec la nouvelle *Division de la prévention de la fraude et de la vérification* de CIC dans le but de renforcer les liens de collaboration et de convenir des modalités d'échanges d'information entre les services de CIC et du MICC.

Visite de plusieurs missions diplomatiques canadiennes afin de présenter le travail mené par le MICC et de renforcer les liens de collaboration.

### *Bilan global*

Le MICC a créé, diversifié et renforcé des liens de collaboration avec plusieurs partenaires du Québec et du Canada. Il a aussi développé ses relations avec les missions diplomatiques canadiennes situées dans des territoires d'immigration importants pour le Québec, ce qui a facilité l'établissement de contacts avec les organismes locaux. Grâce au nombre important de ses partenariats et à la diversification de ses contacts, le MICC possède plus de moyens lui permettant d'obtenir l'information cruciale nécessaire à l'efficacité de son travail.

- ▶ **Contrôler les risques associés au programme des immigrants investisseurs, particulièrement quant à la provenance des fonds.** MICC

### *Réalizations 2006-2007*

Suivi de l'application des mesures mises en place; vérification des déclarations produites par les intermédiaires financiers; suivi des dossiers menant à un remboursement des fonds; gestion des cas de non-conformité.

Bilan de la première année de l'entente tripartite : IQ/MICC/Intermédiaires financiers.

### *Réalizations 2007-2008*

Poursuite des mesures mises en place en 2006-2007.

### *Réalizations 2008-2009*

Poursuite des mesures mises en place en 2006-2007.

Développement et mise en vigueur de modifications réglementaires sur les conditions de sélection des candidats immigrants investisseurs et la sélection sur dossier. Mise en place de mesures d'encadrement de la sélection sur dossier.

Révision et mise en place d'outils permettant d'évaluer le dossier en fonction des nouvelles exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne l'avoir net et l'expérience de gestion.

### *Bilan global*

Les mécanismes mis en place, notamment ceux relatifs au contrôle de la provenance et de la circulation des fonds, ont été efficaces et ont reçu un accueil favorable. La collaboration entretenue entre les intermédiaires financiers, IQ et le MICC a contribué à la réussite et à l'atteinte des objectifs.

## Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec

### Priorité 8

Appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde

51. Participer aux groupes de travail pour la mise en œuvre des orientations issues du Sommet mondial sur la société de l'information et au nouveau Forum sur la gouvernance de l'Internet, notamment en matière de diversité linguistique **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Participation au Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI). Détermination du domaine et du groupe de travail international pertinents aux intérêts du Québec.

Détermination, en collaboration avec l'UNESCO, d'un créneau permettant de participer à la formation et à l'animation d'une coalition internationale visant la préservation de la diversité culturelle et linguistique sur Internet.

#### *Réalisations 2007-2008*

Participation à la deuxième réunion de consultation consacrée à la grande orientation de l'UNESCO touchant l'enjeu « Diversité et identités culturelles, diversité linguistique et contenus locaux ».

Participation au programme de travail de l'UNESCO de l'année 2007 ayant permis de faire état de la position du Québec dans le cadre de la mise en œuvre des grandes orientations issues du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et du FGI.

#### *Réalisations 2008-2009*

Réalisation, par le Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO), d'une étude commandée par le MSG et le MRI dans le but de :

- définir les cibles les plus importantes que le Québec pourrait souhaiter viser, dans le secteur des technologies de l'information, en participant aux activités entreprises dans la foulée du SMSI;
- proposer une stratégie pour la participation du Québec aux activités post-SMSI, laquelle mettra à contribution les partenaires gouvernementaux concernés, dont le représentant du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO.

#### *Bilan global*

En 2006, le gouvernement du Québec a participé au Forum sur la gouvernance de l'Internet. L'année suivante, il a pris part à une réunion de consultation consacrée à la grande orientation C8 (*Diversité et identités culturelles, diversité linguistique et contenus locaux*) du SMSI, dont la mise en œuvre est coordonnée par l'UNESCO. Finalement, en 2008, le MSG et le MRI ont commandé une étude stratégique au Centre francophone d'informatisation des organisations afin, notamment, de définir les cibles les plus importantes que le Québec pourrait souhaiter atteindre, dans le secteur des technologies de l'information, en participant aux activités entreprises dans la foulée du SMSI. De manière générale, il est possible de conclure que les objectifs opérationnels liés à cette mesure ont été atteints.



52. **Participer aux travaux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) sur l'utilisation du français dans les technologies de l'information** **MSG, MRI**

***Réalisations 2006-2007***

Participation active aux travaux de normalisation touchant l'élaboration et l'adoption d'un standard sur le clavier, les jeux de caractères codés, le tri alphabétique et la recherche des chaînes de caractères, et ce, dans une perspective d'adaptabilité culturelle et linguistique.

Adoption de neuf standards relatifs à l'interopérabilité et à l'utilisation intégrale du français, de manière à assurer un encadrement normatif et à fixer les exigences du gouvernement auprès des fournisseurs de biens et de services en matière de technologies de l'information et des communications (TIC).

***Réalisations 2007-2008***

Participation à différents groupes de travail touchant les normes ISO en matière d'ergonomie des interfaces.

Collaboration à la rédaction simultanée de sept projets de norme internationale en versions anglaise et française.

Accueil à Québec d'un groupe de travail composé d'une délégation de 50 représentants internationaux.

***Réalisations 2008-2009***

Réalisation d'une étude visant à cerner les enjeux prioritaires pour le gouvernement du Québec en matière d'utilisation du français dans les TIC. Cette étude propose des stratégies à l'égard de la participation du Québec aux travaux de normalisation et de standardisation au sein d'organisations internationales telles que l'ISO, dans le but de favoriser la francisation et la sécurité des TIC. L'étude suggère aussi de valoriser, à l'UNESCO, l'expertise québécoise par les TIC en matière de promotion de la langue française et de la diversité linguistique et culturelle.

***Bilan global***

Le bilan de la participation d'un expert du MSG au sein des sous-groupes de travail de l'ISO sur l'utilisation du français dans les technologies de l'information est positif. Sa présence a fait en sorte que l'adoption et la publication des normes au sein de ces sous-groupes se sont faites simultanément en anglais et en français, ce qui est rare en temps normal, malgré le statut officiel de la langue française à l'ISO.

Le MSG a été activement associé aux rencontres de travail du sous-groupe sur les technologies de l'information de l'ISO, qui est notamment responsable des normes ou des projets de normes attendus en matière d'accessibilité et d'ergonomie des équipements périphériques d'ordinateurs (ex. : les claviers). Ces normes visent à permettre le tri et le classement des chaînes de caractères autant en anglais qu'en français.

Par ailleurs, la participation du représentant ministériel québécois a permis la tenue, en 2007, d'une des rencontres de ce sous-groupe de travail de l'ISO à Québec.

### 53. Valoriser l'expertise linguistique du Québec

- **Le développement du volet multilingue du *Grand dictionnaire terminologique* mis au point par l'Office québécois de la langue française, et qui donne accès à près de trois millions de termes français et anglais du vocabulaire industriel, scientifique et commercial. SPL, OQLF**

#### *Réalizations 2006-2007*

Réalisation de deux missions, l'une au Brésil, à l'occasion du 3<sup>e</sup> Séminaire interaméricain sur la gestion des langues, et l'autre en Uruguay où se tenait la réunion du Réseau ibéro-américain de terminologie (RITerm). Ces missions visaient à établir des échanges de collaboration pour le développement du volet multilingue du *Grand dictionnaire terminologique*. Elles ont permis d'amorcer des échanges avec l'Université d'État de São Paulo, au Brésil, pour tester le logiciel BTML (banque de données terminologiques multilingues) et traduire l'interface en portugais, ainsi qu'avec le ministère de l'Éducation et de la Culture du Paraguay pour l'accueil, par l'Office québécois de la langue française (OQLF), d'un groupe de stagiaires faisant partie du Groupe de gestion de projets terminologiques du MERCOSUR.

#### *Réalizations 2007-2008*

Signature d'une entente de coopération entre l'OQLF et l'Union latine en matière de terminologie et d'aménagement des langues, en décembre 2007.

Participation de l'OQLF à une réunion du Réseau panlatin de terminologie (REALITER) qui a eu lieu à Bertino (Italie) en juin 2007, au cours de laquelle il a été convenu d'entreprendre divers projets de vocabulaires multilingues (langues latines). Les données terminologiques issues de ces travaux seront versées dans le *Grand dictionnaire terminologique multilingue*.

#### *Réalizations 2008-2009*

Réalisation d'une mission de l'OQLF à Barcelone pour rencontrer des partenaires pressentis pour le développement de la BTML. L'OQLF a notamment participé au Congrès international de néologie dans les langues latines ainsi qu'à l'Assemblée générale et à une réunion du Bureau de direction de REALITER. La mission a également permis la tenue d'une rencontre avec des représentants de l'Union latine portant sur deux sujets : le rôle de l'Union dans le recrutement de partenaires pour la BTML et la traduction dans les autres langues romanes de la liste des domaines de la BTML et de ses interfaces.

#### *Bilan global*

L'OQLF a contribué à sensibiliser différents milieux professionnels à la nécessité de mettre en commun les efforts de modernisation et de diffusion de la terminologie dans les grandes langues de communication.

Des activités de développement technique ont par ailleurs été réalisées en vue d'élaborer un outil de travail sur Internet compatible avec les normes ISO. Des retards dans ces activités expliquent pourquoi le projet de développement du volet multilingue du *Grand dictionnaire terminologique* n'est pas encore implanté. Grâce aux services d'un fournisseur externe, l'OQLF est maintenant en mesure de présenter aux partenaires potentiels une offre précise de partenariat. Une première présentation de cette offre se fera à Milan, en juin 2009, auprès des membres de REALITER.

- **La mise sur pied, en concertation avec les organismes linguistiques québécois et en collaboration avec les partenaires de la Francophonie, d'un colloque international portant sur les variétés du français dans le monde, à Québec, en 2008. SPL**

#### *Réalizations 2006-2007*

Constitution du comité scientifique pour guider l'élaboration du programme du colloque.

Établissement du programme provisoire et sollicitation de conférenciers.

#### *Réalisations 2007-2008*

Confirmation des 26 conférenciers sollicités.

Poursuite de l'organisation et de l'établissement du programme du colloque.

#### *Réalisations 2008-2009*

Tenue du colloque international intitulé « La langue française dans sa diversité » du 21 au 23 septembre 2008, à Québec. L'événement, sur invitation, a réuni plus de 100 participants provenant des différents États de la Francophonie. Il a permis de faire valoir les différentes variétés du français dans le monde et d'examiner les répercussions de leur prise en compte dans l'enseignement et l'évaluation de la maîtrise du français ainsi que dans la préparation d'outils de référence et de diffusion du français.

#### *Bilan global*

Le colloque a permis de rassembler, à la veille du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, plus de trente intervenants, chercheurs et experts d'horizons professionnels variés provenant de divers pays francophones. L'intérêt suscité par les phénomènes de la variation linguistique en langue française et les enjeux liés à sa prise en compte, notamment en enseignement, ont fait en sorte que les objectifs poursuivis par cette mesure ont été atteints. Les actes de ce colloque ont fait l'objet d'une diffusion au Québec et à l'étranger.

► **Appui au transfert d'expertise en matière de gestion de politique linguistique.** **SPL**

#### *Réalisations 2006-2007*

Mission d'expertise effectuée par le Secrétariat à la politique linguistique (SPL) auprès de l'OIF afin de proposer, conjointement avec la France et à la demande du secrétaire général de cette organisation, des pistes d'action pour renforcer l'usage du français dans l'espace francophone en vue de guider l'OIF dans son action future.

#### *Réalisations 2007-2008*

Signature, en mai 2007, d'un programme de coopération en matière d'aménagement linguistique entre le SPL, l'OQLF et le Conseil supérieur de la langue française et le Welsh Language Board (Pays de Galles).

Participation du SPL à une conférence de recherche à Cardiff, en septembre 2007, pour y présenter le rôle de la recherche dans l'élaboration et l'application de la politique linguistique du Québec.

Poursuite des échanges entre le SPL et l'OIF concernant l'observation du français dans le monde et le renforcement de son usage dans l'espace francophone.

#### *Réalisations 2008-2009*

Participation au Séminaire international sur la méthodologie d'observation de la langue française dans le monde (Paris, juin 2008), organisé par l'OIF et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), en partenariat avec la Délégation générale à la langue française et aux langues de France et le SPL. Le SPL a profité de cette tribune pour mettre en avant l'expertise québécoise en matière d'observation et de suivi de la situation linguistique et il a soutenu la mise en place d'un observatoire démographique et statistique de l'espace francophone à l'Université Laval.

#### *Bilan global*

Les initiatives du SPL lors des différentes rencontres multilatérales francophones ont permis de faire valoir l'expertise du Québec dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique linguistique

ainsi que dans le suivi de l'évolution de l'utilisation du français. Ses interventions ont en partie contribué à faire avancer le dossier de la langue française en amont du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie.

Par ailleurs, les échanges se poursuivent avec les partenaires bilatéraux, notamment le Welsh Language Board du Pays de Galles. Une note (mémoire) sur l'expérience québécoise en matière de politique linguistique et ses résultats a d'ailleurs été produite par le SPL à la demande de la Commission des affaires galloises (*Welsh Affairs Committee*) du parlement de Westminster.

#### 54. Appuyer le développement de l'enseignement du français dans le monde

MRI

##### *Réalisations 2006-2007*

Signature du mémorandum mettant sur pied le Programme de valorisation du français en Asie du Sud-Est (VALOFRASE). Démarrage du projet et mise en place de l'organisation : personne-ressource au comité de pilotage, liens avec le ministère de l'Éducation du Vietnam.

##### *Réalisations 2007-2008*

Conclusion d'une entente de service entre le MRI et la Centrale des syndicats du Québec désignant cette dernière comme opérateur du projet.

Mise en œuvre du Programme VALOFRASE au Vietnam.

Sélection et envoi du premier coopérant québécois au Vietnam, en décembre 2007.

##### *Réalisations 2008-2009*

Recrutement et envoi, en août 2008, d'un coopérant québécois qui agit comme assistant au chef de projet national de VALOFRASE au Laos et aux professeurs laotiens.

Démarche d'arrimage de la demande vietnamienne à l'offre québécoise.

Poursuite de la mise en œuvre de VALOFRASE au Vietnam.

##### *Bilan global*

En 2007, le Comité régional de coordination de VALOFRASE a approuvé le plan d'action régional et les plans d'action nationaux du projet. Ces plans d'action ont pour objectif de renforcer les capacités des administrations de l'éducation et de la formation dans chacun des pays visés. Depuis, VALOFRASE s'est avéré novateur par son action transversale, dans un continuum école-collège-lycée-université-emploi. Il comprend également la formation initiale et continue des enseignantes et des enseignants. Aux côtés des autres partenaires bilatéraux et multilatéraux francophones concernés, le Québec contribue au projet par la mobilisation de ses coopérantes et coopérants volontaires.

#### ► Accueillir le Congrès mondial des professeurs de français à Québec en 2008.

MRI

##### *Réalisations 2006-2007*

Mise sur pied du comité de coordination gouvernemental pour préparer l'accueil du XII<sup>e</sup> Congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) qui se tiendra sous le thème « Faire vivre les identités francophones ».

Soutien financier gouvernemental au comité organisateur du XII<sup>e</sup> Congrès mondial de la FIPF (MRI, MELS, SPL, MTO).

##### *Réalisations 2007-2008*

Choix des thématiques qui seront abordées par des ministères et organismes québécois lors du congrès.

Poursuite du soutien financier gouvernemental au comité organisateur du XII<sup>e</sup> Congrès mondial de la FIPF (MRI, MELS, SPL).

#### *Réalisations 2008-2009*

Tenue, du 20 au 26 juillet 2008 à Québec, du XII<sup>e</sup> Congrès de la FIPF sous le thème « Faire vivre les identités francophones », auquel environ 1 100 congressistes de plus de 125 pays ont participé, en plus des participants québécois et canadiens (pour un total aux alentours de 1 400 personnes inscrites).

Poursuite du soutien financier gouvernemental au comité organisateur du XII<sup>e</sup> Congrès mondial de la FIPF (MRI, MELS, SPL, MTO, MICC).

#### *Bilan global*

La présence d'environ 1 100 participants internationaux au Congrès a permis de contribuer à la promotion et au rayonnement de la langue française dans le monde. De plus, la grande qualité des conférences et des ateliers présentés a fait de ce congrès un indéniable succès de contenu. La Soirée Québec, offerte par le gouvernement du Québec aux participants, a permis de promouvoir la culture québécoise et a rejoint entre 1 000 et 1 200 personnes.

- Diffuser l'expertise québécoise d'utilisation pédagogique des technologies de l'information pour l'enseignement du français, dans le cadre du dispositif *Apprendre et enseigner avec TV5*. MRI

#### *Réalisations 2006-2007*

Pourparlers en cours avec les partenaires.

#### *Réalisations 2007-2008*

Aucune évolution du dispositif *Apprendre et enseigner avec TV5* : il n'est pas inscrit explicitement à la programmation de l'OIF. Abandon du projet.

#### *Réalisations 2008-2009*

Projet abandonné.

#### *Bilan global*

La mise en œuvre de cette mesure restait tributaire de l'engagement de TV5 Monde dans la réalisation de la programmation de l'OIF ainsi que d'une entente à convenir avec TV5 Monde. Le dispositif *Apprendre et enseigner avec TV5* n'ayant pas été inscrit à la programmation de l'OIF pour les années visées, les partenaires intéressés au projet ont convenu de l'abandon de la mesure.

## Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec

### Priorité 9

Développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger

55. Concevoir de nouveaux indicateurs statistiques permettant de mieux suivre l'évolution de l'action culturelle internationale du Québec **MCCCF, OCCQ**

#### Réalisations 2006-2007

Mandat confié à l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) pour la réalisation d'outils de collecte d'information sur la circulation hors Québec des œuvres et produits culturels, le positionnement du Québec par discipline et par pays et la présence internationale d'artistes, de créateurs, d'organismes artistiques et d'entreprises culturelles.

Formation d'un comité d'orientation avec les partenaires du milieu pour la réalisation des études. Détermination des priorités : secteurs des arts de la scène, du film et du livre.

#### Réalisations 2007-2008

Conception et mise en place des prétests de deux nouvelles enquêtes : *Enquête sur les exportations de spectacles québécois* et *Enquête sur l'industrie des services techniques du cinéma et de la télévision*.

#### Réalisations 2008-2009

Réalisation de l'*Enquête sur les exportations de spectacles québécois* et de l'*Enquête sur l'industrie des services techniques du cinéma et de la télévision* auprès des entreprises culturelles québécoises concernées.

#### Bilan global

Compte tenu du nombre restreint de données stratégiques disponibles sur le commerce international des produits et services culturels québécois ainsi que sur les activités internationales se déroulant au Québec, les résultats de ces deux enquêtes s'avéreront d'une grande utilité dans les démarches de développement de marché du milieu culturel et des communications.

Le rapport final de l'analyse des données, portant sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2008, sera déposé à l'automne 2009. Les résultats des enquêtes seront publiés dans le bulletin *Statistiques en bref* et diffusés sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec.

56. Planifier le déploiement de l'action culturelle du Québec en fonction des pôles géoculturels les plus porteurs dans le monde **MCCCF**

#### Réalisations 2006-2007

Détermination des pôles géoculturels, par domaine et territoire, en concertation avec le réseau des conseillers culturels à l'étranger et les sociétés d'État, pour fournir aux organismes artistiques et aux entreprises culturelles de l'information sur les marchés internationaux.

Production de stratégies territoriales, fondées notamment sur l'information recueillie à partir des pôles géoculturels, et planification budgétaire associée.

### *Réalisations 2007-2008*

Réalisation d'opérations de promotion d'envergure avec des partenaires majeurs lors des événements définis comme pôles géoculturels, notamment dans le cadre de la Biennale de Venise, du Festival Roma Europa et du Forum universel des cultures de Monterrey.

### *Réalisations 2008-2009*

Sélection des événements de première importance sur chacun des territoires conformément aux pôles géoculturels reconnus et aux stratégies territoriales établies.

Réalisation d'opérations de promotion d'envergure avec des partenaires majeurs lors des événements définis comme pôles géoculturels par les services culturels des représentations du Québec à l'étranger : dans le cadre de la participation québécoise aux Étés de la danse à Paris, à la Foire internationale du livre Liber en Espagne, à la Biennale Orizzonte Québec en Italie, au « Spotlight Québec » lors du Showcase Scotland en Écosse et à la Semaine du cinéma québécois à San Francisco.

### *Bilan global*

La connaissance des marchés et des publics étrangers devient cruciale pour les entreprises artistiques et culturelles québécoises, qui doivent constamment actualiser leurs priorités d'action. À cet effet, la présente mesure a permis de cibler des marchés prioritaires, de déterminer les priorités d'action culturelle et d'établir des stratégies territoriales afin d'inscrire les actions menées sur la scène internationale dans une démarche structurante, planifiée et continue.

La détermination des pôles géoculturels et la rédaction de stratégies territoriales sont le résultat du travail concerté des services culturels des représentations du Québec à l'étranger, du MCCCCF, du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

57. **Renforcer la présence collective des organismes artistiques et des entreprises culturelles dans les salons, festivals, événements et marchés internationaux, grâce à un système d'opérateurs et de mandataires internationaux, notamment en arts de la scène** **MCCCCF, CALQ, SODEC**

### *Réalisations 2006-2007*

Établissement d'un partenariat entre le CALQ et la Conférence internationale des arts de la scène (CINARS), un promoteur important du secteur des arts de la scène.

Négociation avec différents partenaires, au CALQ, pour construire un système d'opérateurs en arts de la scène et un autre, à échelle plus réduite, en arts visuels.

### *Réalisations 2007-2008*

Bonification des présences collectives à l'étranger.

Augmentation sensible du nombre d'entreprises et d'organismes culturels sur les marchés internationaux, notamment dans les secteurs des industries culturelles (édition, production télévisuelle et métiers d'art), des arts de la scène (théâtre, musique et danse) et de la muséologie.

Poursuite des démarches en vue d'améliorer le système d'opérateurs afin de permettre des présences collectives québécoises majeures lors des marchés à l'international.

### *Réalisations 2008-2009*

Poursuite des démarches d'amélioration du système d'opérateurs afin d'assurer une présence collective plus structurée lors de certains événements internationaux.



Présence accrue d'entreprises et d'organismes culturels québécois, par le biais du système d'opérateurs, sur les marchés internationaux, notamment dans les domaines de l'édition, des métiers d'arts, de la musique, de la production télévisuelle et du cinéma.

Soutien, par le biais de CINARS, de présences collectives en arts de la scène sur les marchés suivants : Düsseldorf, New York, Seattle, Séoul, Séville, Shanghai et Tokyo.

### ***Bilan global***

La bonification du soutien aux opérateurs de la SODEC, soit Québec Édition (livre), l'ADISQ (musique), Horizon Québec (cinéma et télévision) et le Conseil des métiers d'art, a permis d'assurer une plus grande présence des entreprises québécoises sur les marchés internationaux jugés prioritaires. De plus, le mandat de CINARS comme opérateur dans le domaine des arts de la scène permet désormais d'assurer une présence collective sur six marchés considérés comme essentiels pour positionner les compagnies de danse, de théâtre et de musique à l'international. Pour sa part, le MCCCCF a appuyé les opérateurs suivants : la Société des musées québécois, le Conseil québécois de la musique et Folquébec.

En conséquence, la consolidation du système d'opérateurs par secteurs d'activités a permis une présence collective plus efficace sur la scène internationale, et ce, en conformité avec les stratégies territoriales établies.

58. **Soutenir financièrement les milieux culturels pour développer leur expertise en matière de mise en marché et de planification financière internationales et pour accroître la circulation des organismes et de leur production, notamment aux États-Unis** **MCCCCF, CALQ, SODEC**

### ***Réalisations 2006-2007***

Soutien à une trentaine de nouveaux projets culturels internationaux.

Bonification des programmes du CALQ pour la Diffusion hors Québec des arts de la scène et la Promotion et diffusion des arts visuels et des arts médiatiques.

Bonification d'un programme de la SODEC.

### ***Réalisations 2007-2008***

Augmentation du nombre de projets internationaux soutenus dans les pays ciblés notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et la France.

Soutien du CALQ à 172 projets en arts et en lettres dont 59 circulent en Europe et 50 en Amérique.

Soutien de la SODEC à 19 projets de tournée qui ont permis à 18 artistes ou groupes québécois de rayonner sur la scène internationale (France, Belgique, Haïti, etc.).

Réalisation d'événements importants tels que la Vitrine du Québec en Italie, Focus Québec au Festival de la poésie de Berlin et participation québécoise importante au Festival international de cinéma de Dresde et au Salon des littératures francophones de Balma, en France, grâce aux crédits affectés à la circulation et à la diffusion.

### ***Réalisations 2008-2009***

Bonification des programmes existants du CALQ, soit : Diffusion hors Québec des arts de la scène, Promotion et diffusion des arts médiatiques, Promotion et diffusion des arts visuels, Circulation d'activités et spectacles littéraires.

Soutien de 21 projets, dans le cadre du Programme de soutien à la tournée de spectacles de variétés hors Québec de la SODEC, permettant à 19 artistes ou groupes québécois de genres

musicaux variés d'effectuer une tournée à l'étranger et ainsi, d'avoir la possibilité de rayonner sur la scène internationale (France, Suisse, Belgique, Chine, Sénégal, Japon et Indonésie).

Soutien, par le MCCCCF, à la venue de programmateurs et de diffuseurs étrangers lors de festivals et d'événements internationaux majeurs tenus au Québec tels que le marché CINARS, le Festival TransAmériques, *M pour Montréal*, la Bourse Rideau et le Carrefour international de théâtre de Québec.

Appui à la présence québécoise dans plusieurs événements internationaux majeurs et bonification des actions en développement de marché en Europe, aux États-Unis et en Asie.

Mission à New York, du 8 au 11 janvier 2009, de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine à l'occasion du Congrès annuel de l'Association of Performing Arts Presenters, l'une des plus importantes foires au monde pour les arts de la scène. Cette présence ministérielle visait à appuyer les participants québécois présents à l'événement, qui attire les plus importants diffuseurs et producteurs en provenance des États-Unis et du monde entier. La ministre a aussi rencontré des représentants du milieu de la diffusion des arts de la scène aux États-Unis ainsi que la directrice générale du New York State Council on the Arts, Mme Heather Hitchens.

### **Bilan global**

Dans un contexte de mondialisation, la présence et la circulation des entreprises culturelles québécoises sur la scène internationale sont devenues prioritaires, voire essentielles. La bonification des programmes de la SODEC, du CALQ et du MCCCCF a permis d'augmenter le nombre de tournées et de projets internationaux soutenus, contribuant ainsi à une plus grande circulation des productions artistiques et culturelles québécoises à l'international.

Par ailleurs, ce soutien a permis aux artistes soutenus non seulement d'élargir leur marché, mais également de se confronter aux tendances émergentes et de renforcer leurs compétences en développement de marché.

59. **Renforcer l'insertion des créateurs, des artistes, des organismes artistiques ainsi que des entreprises culturelles dans les réseaux culturels internationaux les plus performants** **MCCCCF**

### **Réalisations 2006-2007**

Affectation de crédits additionnels aux services culturels des représentations du Québec à l'étranger pour renforcer la mise en marché des manifestations et produits culturels sur leur territoire.

### **Réalisations 2007-2008**

Création d'outils de promotion novateurs pour la mise en marché des productions culturelles notamment d'une plateforme pour la promotion de la musique émergente montréalaise, *M pour Montréal*, événement qui présente à des producteurs étrangers une sélection d'artistes dont les réalisations pourraient être exportées.

Accueil de journalistes étrangers ayant permis une importante couverture médiatique sur la scène internationale, faisant particulièrement ressortir la créativité et la relève du milieu culturel québécois.

### **Réalisations 2008-2009**

Affectation de crédits additionnels aux services culturels des représentations du Québec à l'étranger pour la promotion culturelle sur leur territoire en fonction des stratégies territoriales et des pôles géoculturels déterminés. Ces crédits ont servi à financer des activités de promotion auprès de réseaux culturels internationaux d'importance sur les différents territoires. Ainsi, ils ont permis d'appuyer la participation québécoise au Festival Transnumérique à Bruxelles, à New Move en

Angleterre, aux Étés de la danse à Paris, au festival « In ultre parole » à Rome, au Festival alternatif des arts de la scène de Querétaro au Mexique et au Festival des films de Shanghai.

### *Bilan global*

Pour apporter une plus grande visibilité aux projets internationaux soutenus par le CALQ, la SODEC et le MCCCCF et dans le but de maximiser les possibilités de mise en réseau pour les artistes québécois, il est nécessaire que les représentations du Québec à l'étranger puissent disposer d'un budget de promotion culturelle adéquat. Ainsi, le soutien financier associé à cette mesure, établi en fonction des stratégies territoriales et des pôles géoculturels déterminés, a permis aux représentations du Québec à l'étranger d'avoir plus de ressources afin de positionner le Québec culturel dans les réseaux étrangers les plus performants. Cela a aussi contribué à renforcer la crédibilité et la notoriété de la culture québécoise tout en générant un effet levier pour de nouvelles présences et des partenariats à long terme.

### 60. Traduire davantage d'œuvres et d'ouvrages québécois, notamment en langues anglaise et espagnole SODEC, CALQ

#### *Réalisations 2006-2007*

Bonification par la SODEC de 16 projets de traduction avec des maisons d'édition.

Bonification par le CALQ de huit projets de traduction pour des périodiques culturels et d'un projet de traduction d'une œuvre dramaturgique.

#### *Réalisations 2007-2008*

Soutien de la SODEC à 56 projets de traduction soit 28 en anglais, 9 en espagnol, 8 en français, 8 en bulgare et 3 en portugais.

Soutien du CALQ à la traduction, tant pour les œuvres dramaturgiques que pour les périodiques culturels.

Accroissement des possibilités de diffusion des œuvres québécoises à l'étranger.

#### *Réalisations 2008-2009*

Soutien de la SODEC à 40 projets de traduction, soit 20 traductions d'œuvres littéraires et 20 d'extraits d'œuvres pour 18 entreprises différentes. Les traductions vers l'anglais dominent avec 28 projets soutenus, les autres se répartissant entre l'espagnol, l'allemand, le français, le serbe, l'arabe et le russe.

Soutien du CALQ à la traduction de six périodiques culturels en arts visuels et en arts médiatiques et mise en place d'une mesure de soutien à la traduction d'œuvres dramaturgiques s'adressant aux organismes en théâtre ayant des projets de diffusion principalement axés sur l'Amérique du Nord et l'Amérique latine.

### *Bilan global*

Le soutien à la traduction d'un plus grand nombre d'œuvres littéraires a permis d'accroître la diffusion des ouvrages sur les marchés étrangers et a constitué un excellent outil de développement de marché pour les œuvres québécoises, notamment lors de la participation des éditeurs aux salons du livre qui ont eu lieu à l'étranger. Par ailleurs, appuyer la traduction des périodiques culturels a contribué au rayonnement de ces œuvres québécoises, particulièrement dans le domaine des arts visuels et en arts médiatiques.

61. **Faciliter l'accueil d'artistes et d'organismes étrangers dans un contexte de réciprocité**

MCCCF

**Réalisations 2006-2007**

Mise en œuvre du nouveau Programme d'accueil de spectacles étrangers. Octroi de subventions à deux réseaux de salles pour la présentation de quatre spectacles de la France, de la Belgique, de la République du Congo-Brazzaville et du Cap-Vert pour une centaine de représentations.

**Réalisations 2007-2008**

Participation de près de 11 000 personnes de plusieurs régions du Québec à la présentation de trois spectacles étrangers accueillis par le Québec soit une de Lang'i (République du Congo-Brazzaville) et deux de La Cordonnerie (France). De plus, les deux spectacles de La Cordonnerie ont été présentés dans un contexte de réciprocité avec la France.

**Réalisations 2008-2009**

Soutien à la venue de six spectacles étrangers provenant de quatre pays, soit *Pèpè et Étoile* du Teatro Gioco Vita d'Italie (45 représentations dans 6 régions québécoises), *Double tour 2008* des Baladeu'x de Belgique (23 représentations dans 8 régions), *La grande vacance* de Belgique (11 représentations dans 7 régions), *Manou Gallo* de la Côte d'Ivoire (23 représentations dans 5 régions), *URS – KARPATZ* de France (16 représentations dans 9 régions) et *Les Reines Mères* de la Côte d'Ivoire (20 représentations dans 9 régions), pour un total de près de 140 représentations dans les différentes régions du Québec.

**Bilan global**

La mise en place du Programme d'accueil de spectacles étrangers a permis d'améliorer la capacité d'accueil des réseaux de diffuseurs multidisciplinaires. Ce programme encourage les diffuseurs québécois à accueillir des spectacles étrangers dans la perspective d'une plus grande réciprocité avec nos partenaires internationaux.

Par ailleurs, la mise en œuvre de cette mesure a favorisé la plus large circulation possible des spectacles étrangers dans les différentes régions du Québec, grâce aux tournées mises en place par les réseaux de diffuseurs régionaux.

## Objectif 5 Contribuer à l'effort de solidarité internationale

### Priorité 10

Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance

62. Réviser les ententes internationales sur les droits de scolarité afin de mieux arrimer les besoins des pays et l'offre éducative québécoise, accroître le nombre d'étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles et associer plus étroitement les institutions d'enseignement à ce programme **MELS, MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Concertation en vue d'une révision des ententes bilatérales sur les bourses d'exemption de droits de scolarité attribuées aux étudiants des cycles supérieurs et d'un meilleur arrimage aux priorités des pays en développement.

Nouveau modèle d'entente en élaboration, qui prévoit une concentration des boursiers dans les cycles supérieurs, le resserrement des critères de sélection pour les candidats désirant étudier au premier cycle universitaire et un suivi accru.

#### *Réalisations 2007-2008*

Validation des orientations à privilégier et du nouveau modèle d'entente auprès des différents acteurs concernés.

#### *Réalisations 2008-2009*

Validation des orientations à privilégier et du nouveau modèle d'entente auprès des différents acteurs concernés.

#### *Bilan global*

Le MELS et le MRI ont travaillé en étroite collaboration en vue d'établir la nouvelle répartition des exemptions par pays. Le processus de négociation pour le renouvellement des ententes avec les pays concernés est maintenant prévu en 2009-2010. L'orientation visant à favoriser les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles devrait avoir pour effet d'augmenter la sélection de candidats de qualité de manière à mieux répondre aux besoins des pays visés.

63. Appuyer les villes québécoises qui interviennent dans les pays en développement, par le biais de l'Association internationale des maires francophones **MRI, MAMROT**

#### *Réalisations 2006-2007*

Accroissement de la capacité d'intervention du monde municipal dans les pays en voie de développement de la Francophonie, grâce notamment à l'octroi d'une contribution additionnelle de 50 000 \$ du MRI accordée à l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et de 50 000 \$ du MAMR pour appuyer les municipalités québécoises.

Soutien à un colloque de l'AIMF dans le cadre du partage d'expérience entre les villes québécoises et celles des pays de la Francophonie afin de renforcer la gouvernance locale.

Consultations auprès des ministères et organismes concernés et des Villes de Montréal et de Québec pour la mise en place d'un Fonds francophone de coopération décentralisée, dont un des objectifs est d'appuyer financièrement les villes québécoises associées à des projets de coopération de l'AIMF.

### **Réalisations 2007-2008**

Versement de la subvention additionnelle de 50 000 \$ accordée à l'AIMF en vue du financement d'activités et de projets des municipalités membres.

Participation d'élus québécois à la XXVII<sup>e</sup> Assemblée générale de l'AIMF à Hué, au Vietnam, du 24 au 26 octobre 2007. L'Union des municipalités du Québec (UMQ) est devenue membre de l'AIMF en octobre 2007, de même que quatre nouvelles villes québécoises (Sherbrooke, Saguenay, Trois-Rivières et Lévis) en janvier 2008.

Contribution de 50 000 \$ du MAMR à l'organisation de la XXVIII<sup>e</sup> Assemblée générale de l'AIMF, prévu pour octobre 2008 à Québec.

### **Réalisations 2008-2009**

Versement de la subvention additionnelle de 50 000 \$ accordée à l'AIMF en vue du financement d'activités et de projets des municipalités membres.

Contribution de 50 000 \$ du MRI à l'organisation de la XXVIII<sup>e</sup> Assemblée générale de l'AIMF (somme versée par l'intermédiaire du Secrétariat d'organisation du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie).

Tenue de la XXVIII<sup>e</sup> Assemblée générale de l'AIMF à Québec, en octobre 2008. Participation de représentants de sept villes québécoises et de l'UMQ.

Mise sur pied, au sein de l'AIMF, de la Commission de travail sur le développement local et l'entrepreneuriat présidée par le maire de Québec.

### **Bilan global**

La réalisation de cette mesure a permis de faire passer le nombre de villes québécoises membres de l'AIMF de trois à sept alors que l'UMQ s'est aussi jointe à l'AIMF.

La mise sur pied de la Commission de travail sur le développement local et l'entrepreneuriat, présidée par le maire de Québec, va assurément renforcer la présence du Québec au Bureau de l'AIMF et favoriser la mise en valeur de l'expertise des villes québécoises.

64. **Soutenir le développement des systèmes éducatifs africains dans les domaines de la gestion scolaire et de l'implantation des programmes de licence-maîtrise-doctorat** **MRI, MELS**

### **Réalisations 2006-2007**

Mise en place d'un programme de subvention de projets à l'intention des organismes du réseau Éducation internationale et Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES)-Québec.

Sur le plan de l'implantation du système licence-maîtrise-doctorat en Afrique francophone, subvention additionnelle à l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) dédiée au transfert d'expertise des universités québécoises vers les universités africaines.

### **Réalisations 2007-2008**

Subvention de 37 330 \$ versée à l'organisme Éducation internationale pour l'organisation d'un séminaire, au Mali, sur la gestion d'une offre de formation adaptée à une clientèle déscolarisée auquel participent des directeurs de formation professionnelle du Mali, du Sénégal, du Bénin et du Gabon. Un appui de 12 670 \$ a aussi été consenti à AFIDES-Québec pour réaliser une mission au Burkina Faso portant sur la mise à niveau des outils administratifs pour les gestionnaires scolaires.

Versement d'une subvention additionnelle de 10 000 \$ à l'AFIDES internationale pour soutenir son fonctionnement, de même qu'un appui de 3 300 \$ pour sa participation au 2<sup>e</sup> Séminaire de formation de formateurs en gestion scolaire en Francophonie, à Carthage.

Versement de la subvention additionnelle de 100 000 \$ à l'AUF, destinée au transfert d'expertise en vue de l'implantation du système licence-maîtrise-doctorat en Afrique.

Colloque sur l'assurance-qualité de l'enseignement supérieur à l'occasion de l'Assemblée générale de la Conférence des recteurs des universités francophones d'Afrique et de l'Océan indien à Ouagadougou (Burkina Faso), le 17 juillet 2007.

Atelier de formation sur l'assurance-qualité de l'enseignement supérieur lors de la réunion du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), du 13 au 16 décembre 2007.

### *Réalisations 2008-2009*

Réalisation, en février 2009 au Mali, par l'organisme Éducation internationale, d'un séminaire sur la gestion scolaire en formation professionnelle, adaptée à une clientèle défavorisée. Au total, 25 participants originaires du Bénin, du Sénégal, du Burundi, du Burkina Faso et du Mali ont participé à cette activité.

Poursuite de l'appui financier à l'AFIDES internationale pour la promotion du savoir-faire québécois en gestion scolaire. Soutien à sa participation à la Biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique, de même qu'à la tenue de la réunion sur les facteurs essentiels de la qualité de l'éducation, organisée par la CONFEMEN (Conférence des ministres de l'éducation nationale).

Organisation, par l'AFIDES-Québec, de formations à l'intention des gestionnaires scolaires du primaire au Burkina Faso et au Togo, avec la participation de 10 mentors et de 50 directeurs par séminaire.

Versement de la subvention additionnelle de 100 000 \$ à l'AUF, destinée au transfert d'expertise en vue de l'implantation du système licence-maîtrise-doctorat en Afrique.

### *Bilan global*

Les fonds additionnels consentis à l'AUF en vue de la modernisation des systèmes universitaires d'Afrique ont surtout servi de levier permettant aux universités intéressées de soumettre des projets à d'autres bailleurs de fonds, telle la Banque mondiale. Par exemple, le Burkina Faso a reçu un appui de la Banque mondiale à la suite de la mission d'évaluation réalisée par l'AUF à partir de la subvention octroyée. Une nouvelle phase est prévue et des spécialistes du Québec y seront associés. Toutefois, bien que le passage au système licence-maîtrise-doctorat soit important pour les universités africaines, il ne peut se faire sans que soit pris en compte le développement de la gouvernance de ces universités.

En ce qui a trait au transfert d'expertise en vue de la réforme de la gestion scolaire, plusieurs actions ont été menées par l'organisme Éducation internationale, l'AFIDES-Québec et l'AFIDES internationale. Les formations et séminaires organisés ont notamment touché la formation professionnelle et la formation de formateurs en gestion scolaire au niveau primaire.



65. **Partager l'expertise québécoise en matière de soutien à la culture, notamment à l'égard des politiques publiques, des statistiques et développement des industries culturelles, particulièrement avec des pays en développement, et appuyer la mise en place d'instruments et de mécanismes permettant de protéger la diversité biologique dans ces pays** MRI

#### *Réalisations 2006-2007*

Financement d'une enquête statistique de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) sur le film et le cinéma.

Contribution à la traduction d'une étude portant sur le prochain régime international sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.

#### *Réalisations 2007-2008*

Contribution à la production et à la diffusion d'un ouvrage portant sur les notions de base et les enjeux de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation à l'intention des points focaux des pays francophones.

Collaboration à la réalisation d'ateliers de renforcement des capacités des pays francophones en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages.

Contribution de 100 000 \$ du gouvernement du Québec au Fonds international pour la diversité culturelle de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO. Ce fonds doit servir à appuyer des projets susceptibles d'aider à l'élaboration ou à la mise en œuvre de politiques et de mesures culturelles dans les pays en développement.

Participation à la réunion d'experts sur la mesure statistique de la diversité des expressions culturelles organisée par l'UNESCO à l'ISU.

Subvention de 10 000 \$ accordée à la Société de télédiffusion de Québec pour la réalisation de formations destinées aux radios et télévisions membres du Conseil international des radios-télévisions d'expression française.

Soutien financier de 4 500 \$ à l'organisation « Clowns sans frontières » pour la mise sur pied d'un projet de formation de jeunes artistes haïtiens en vue de la création d'une troupe de cirque haïtienne.

#### *Réalisations 2008-2009*

Production, à l'intention des décideurs et des utilisateurs de ressources génétiques des pays en développement, d'un dépliant et d'une présentation électronique sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages résultant de leur utilisation.

Présentation d'outils d'information et de sensibilisation, créés par le MDDEP, dans le cadre d'un événement organisé par le Québec en marge de la neuvième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (Bonn, mai 2008). Accessibilité de ces outils sur les sites Internet du MRI et du MDDEP.

Participation du directeur de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) à une rencontre d'un groupe d'experts sur les mesures statistiques de la diversité des expressions culturelles (Barcelone, décembre 2008).

#### *Bilan global*

Cette mesure a surtout permis le partage d'expérience et de savoir-faire, tant en matière de diversité biologique que de diversité culturelle, par le biais de la production d'outils et d'enquêtes,

l'appui au développement de réseaux et le détachement d'experts québécois à différents forums internationaux. Plus précisément, en ce qui a trait à la Convention sur la diversité biologique, mentionnons deux éléments : 1) la production d'un ouvrage sur les notions de base et les enjeux liés à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages; 2) la tenue d'ateliers de renforcement des capacités des pays francophones en voie de développement en vue de leur participation à la rencontre du Groupe de travail sur l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages, à Montréal en automne 2007.

En ce qui concerne le soutien à la culture et au développement des industries culturelles, la mesure a notamment permis l'appui financier à la réalisation d'une enquête internationale sur le cinéma, lancée en 2007 par l'ISU, et la mise en place du site web du Réseau international de juristes pour la diversité culturelle afin de permettre l'échange d'information et le partage d'expertise juridique sur la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

66. **Établir de nouveaux modes de collaboration avec l'ACDI afin de faciliter la mise à disposition de l'expertise publique québécoise, en collaboration avec le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise de l'ENAP** **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

Financement de stages au Québec de deux hauts fonctionnaires haïtiens et présentation, par l'ENAP, de trois séminaires aux hautes autorités du gouvernement haïtien.

Fonds de démarrage consenti au Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ) pour planifier l'offre intégrée d'expertise publique québécoise.

Financement d'une étude effectuée par la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM sur l'offre intégrée en matière de droits et de démocratie.

Élaboration, en collaboration avec l'ACDI, d'un projet de protocole d'entente entre les gouvernements du Québec, du Canada et de la République d'Haïti, en vue de la mise en œuvre du Projet d'appui à la gouverne de l'État haïtien

Réalisation d'une mission d'experts québécois à Port-au-Prince dans la perspective d'un partenariat Québec, ACDI, ENAP et l'État haïtien.

#### *Réalisations 2007-2008*

Signature, par les gouvernements du Canada, du Québec et d'Haïti, le 7 novembre 2007, d'un protocole d'entente visant à soutenir la gouvernance haïtienne. L'entente assure le démarrage du Projet d'appui au renforcement de la gestion publique (PARGEP) en Haïti. D'une durée de cinq ans, ce projet de 7,2 M\$ est mis en œuvre par l'ENAP.

Mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à Port-au-Prince, du 9 au 12 février 2008, afin de participer à la première séance du comité conjoint du PARGEP et de rencontrer des dirigeants politiques haïtiens.

Réalisation de missions auprès de l'ACDI pour introduire le CVIEPQ et aborder certains projets en cours d'élaboration.

Participation du ministère des Relations internationales au Forum des leaders sur la société civile et l'efficacité de l'aide, organisé par l'ACDI.

Soutien financier consenti au CVIEPQ pour des activités de promotion et de développement de marché.

Appui financier à la réalisation d'un projet pilote d'application des technologies de l'information (ordinateurs portables XO Laptop pour les enfants) à l'éducation en Haïti en vue de renouveler l'expérience dans les pays démunis de l'Afrique francophone dans le cadre de financements internationaux ou du soutien de l'ACDI.

#### **Réalisations 2008-2009**

Organisation par le CVIEPQ, en mars 2009 à Dakar (Sénégal), d'une conférence internationale intitulée « La participation publique en environnement : vers un développement durable par une gouvernance démocratique », en collaboration avec le BAPE, l'ACDI, l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) et le MRI. Des représentants de 14 pays de l'Afrique francophone ont participé à cette conférence.

Poursuite du PARGEP et tenue du deuxième Comité conjoint Québec-Canada-Haïti, en octobre 2008.

Versement d'une nouvelle subvention de 50 000 \$ au CVIEPQ pour des activités de promotion et de développement des marchés.

#### **Bilan global**

Le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise a su bâtir et maintenir des liens avec l'ACDI, comme le démontre le nombre de projets menés par le Centre qui ont bénéficié d'un financement du gouvernement canadien. Les différentes rencontres et actions de sensibilisation ont su attirer l'attention de l'ACDI sur les actions que mène le Québec – et le CVIEPQ – en matière de solidarité internationale.

67. **Mettre en place un mécanisme de concertation avec les organismes de la société civile, pour accroître la portée de l'intervention québécoise en aide au développement** **MRI**

#### **Réalisations 2006-2007**

Échanges avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale sur un mécanisme de concertation.

#### **Réalisations 2007-2008**

Réalisation d'une tournée de consultation auprès de 17 organismes actifs en coopération au développement pour enrichir la réflexion sur le rôle et la structure du mécanisme de concertation à mettre en place.

Proposition d'un mécanisme de concertation, sélection des organismes qui siégeront au sein du comité et choix des thèmes qui seraient abordés.

#### **Réalisations 2008-2009**

Bien que la première rencontre prévue avec les organismes n'ait pas pu être tenue, diverses consultations en parallèle ont été réalisées, notamment en avril et décembre 2008, auprès des organismes actifs en coopération internationale. Ces consultations ont eu lieu dans le cadre de l'évaluation des résultats de deux programmes du MRI (le *Programme québécois de développement international* et le *Programme d'appui à la mission éducative des organismes de coopération internationale*).

#### **Bilan global**

Plusieurs travaux ont été réalisés au cours des trois dernières années en vue de la mise en place d'un mécanisme formel de concertation (analyse de différents modèles de mécanisme, rencontre de réflexion avec des partenaires, etc.). Toutefois, ce projet n'a pas connu son aboutissement et fait toujours l'objet de réflexion au sein du MRI. Il faudra donc réévaluer la pertinence de maintenir la création d'un mécanisme formel versus des consultations ad hoc.

68. **Créer une unité d'intervention d'urgence par la Croix-Rouge, en collaboration avec les experts du réseau de la santé du Québec, pour accroître la capacité de réaction en matière d'urgence humanitaire** **MSSS**

***Réalisations 2006-2007***

Signature d'une entente entre le MSSS et la Croix-Rouge canadienne – Division du Québec, pour la création d'une unité d'intervention. Dix-neuf personnes ont été formées sur un objectif de 150 personnes sur trois ans.

***Réalisations 2007-2008***

Formation de 52 nouveaux professionnels du réseau de la santé et des services sociaux afin de les intégrer à des unités d'intervention de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge lors d'opérations humanitaires de secours d'urgence à l'étranger. Parmi eux, quatre ont été envoyés au Cameroun.

***Réalisations 2008-2009***

Formation de 36 nouveaux professionnels du réseau de la santé et des services sociaux afin de les intégrer à des unités d'intervention de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge lors d'opérations humanitaires de secours d'urgence à l'étranger.

Déploiement de 11 personnes dans 4 pays, dont 5 personnes en Haïti.

***Bilan global***

Au total, 104 professionnels du réseau de la santé et des services sociaux du Québec ont été formés pour agir au sein des unités d'intervention de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Un prolongement de 6 mois à l'entente prévue a été accordé en vue d'atteindre l'objectif initial de 150 personnes conclu entre le MSSS et la Croix-Rouge canadienne – Division du Québec. Une quinzaine de professionnels ont ainsi pu être déployés dans quatre pays touchés par des situations d'urgence humanitaires.

69. **Attribuer au Comité des mesures d'urgence de la sécurité civile le mandat de coordonner, avec la collaboration du ministère des Relations internationales, l'intervention du Québec lors de catastrophes humanitaires** **MSP, MRI**

***Réalisations 2006-2007***

Élargissement du Comité de sécurité civile du Québec dont fait maintenant partie le ministère des Relations internationales. Le Plan national de sécurité civile comprend donc un volet international; ce mécanisme a permis de déployer une vaste structure d'accueil pour les ressortissants canado-libanais rapatriés lors de la crise au Liban de 2006.

***Réalisations 2007-2008***

Mobilisation de la cellule de crise du MRI lors de diverses catastrophes humanitaires internationales en vue de répondre à des besoins exprimés par les pays concernés, leurs représentants au Québec ou des organismes de coopération (ex. : incendies de forêt en Grèce, au Paraguay et en Californie, ouragans au Nicaragua et en Haïti, etc.). Collaboration avec le MSP et les partenaires du Plan national de sécurité civile.

***Réalisations 2008-2009***

Mobilisation de la cellule de crise du MRI à l'occasion du séisme en Chine et lors des inondations en Haïti causées par plusieurs ouragans et tempêtes tropicales en 2008.

***Bilan global***

La mesure a atteint ses objectifs. Le MRI fait dorénavant partie du Comité de sécurité civile du Québec et le Plan national de sécurité civile comprend désormais un volet international. Le MRI

dispose également d'un cadre ministériel de gestion de crise, couvrant l'ensemble des représentations du Québec à l'étranger, qui peut immédiatement être mobilisé en cas de situation d'urgence humanitaire internationale.

## Sigles et acronymes

ACCORD	Action concertée de coopération régionale de développement (regroupement d'acteurs du milieu visant le développement des régions en misant sur leurs créneaux d'excellence)
ACDI	Agence canadienne de développement international
AFIDES	Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires
AIMF	Association internationale des maires francophones
AQWBJ	Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (renommée : l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse)
ARCI	Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement (entre le Canada et l'Union européenne)
ARE	Assemblée des régions d'Europe
ARM	Arrangement de reconnaissance mutuelle
ASFC	Agence des services frontaliers du Canada
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
BESTT	Business for Economic Security, Tourism and Trade
BID	Banque interaméricaine de développement
BM	Banque mondiale
BTML	Banque de données terminologiques multilingues
CALQ	Conseil des arts et des lettres du Québec
CCQ	Commission de la construction du Québec
CDC	Centers for Disease Control and Prevention
CDIDD	Centre de droit international sur le développement durable
CE	Commission européenne
CGIS	Centre de gestion de l'information de sécurité
CGNA-PMEC	Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada
CIC	Citoyenneté et Immigration Canada
CINARS	Conférence internationale des arts de la scène
CIRDI	Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États
CLD	Centre local de développement
CMI	Commission mixte internationale
COJOB	Comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing

CPMT	Commission des partenaires du marché du travail
CRE	Conférence régionale des élus
CREPUQ	Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
CRIQ	Centre de recherche industrielle du Québec
CSIS	Center for Strategic and International Studies
C-TPAT	Customs-Trade Partnership Against Terrorism : programme américain de lutte contre le terrorisme, destiné aux entreprises et d'adhésion volontaire
CVIEPQ	Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise
DPCP	Directeur des poursuites criminelles et pénales
EBHI	Eastern Border Health Initiative
EBTC	Eastern Border Transportation Coalition
EEE	Espèces exotiques envahissantes
ENAP	École nationale d'administration publique
ENPQ	École nationale de police du Québec
FAO	Food and Agriculture Organization (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
FAST/EXPRES	Free and Secure Trade (FAST)  Carte délivrée en vertu du programme « Expéditions rapides et sécuritaires » (EXPRES), programme facilitant le transport de marchandises à la frontière
FFQCD	Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée
FGI	Forum sur la gouvernance de l'Internet
FIPF	Fédération internationale des professeurs de français
Fondation LOJIQ	Fondation des Offices jeunesse internationaux du Québec
GIGU	Groupe international de gestion des urgences
IEMG	International Emergency Management Group
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
IQ	Investissement Québec
ISO	Organisation internationale de normalisation
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
LOJIQ	Offices jeunesse internationaux du Québec
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MAMROT	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MCCCF	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine



MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MERCOSUR	Marché commun du Sud (Mercado Común del Sur/Mercado Comum do Sul)
MFQ	Ministère des Finances
MI	Montréal International
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MRI	Ministère des Relations internationales
MRNF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MSG	Ministère des Services gouvernementaux
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTO	Ministère du Tourisme
MTQ	Ministère des Transports
NASCO	North America's SuperCorridor Coalition
NASTO	Northeastern Association of State Transportation Officials
NDAA	National District Attorneys Association
NEXUS	<i>Programme conçu pour accélérer le passage à la frontière des voyageurs préautorisés à faible risque</i>
NICE	Northeast International Committee on Energy
NYSOHS	New York State Office of Homeland Security
OCCQ	Observatoire de la culture et des communications du Québec
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États américains
OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse
OGM	Organisme génétiquement modifié
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OQAJ	Office Québec-Amériques pour la jeunesse
OQLF	Office québécois de la langue française
OQWBJ	Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (anciennement Agence Québec Wallonie pour la jeunesse)
PAE	Programme d'aide aux entreprises

PAI	Programme d'accords industriels
PAIC	Programme d'appui aux investissements dans les communautés
PARGEP	Projet d'appui au renforcement de la gestion publique
PNF	Police nationale française
PQCA	Pôle Québec Chaudière-Appalaches
PSESIP	Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens
PSP	Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité
QBSI	Québec Border Security Initiative
REALITER	<i>Réseau panlatin de terminologie</i>
REGLEG	<i>Conférence des régions européennes à pouvoir législatif</i>
RIPC	Réseau international sur la politique culturelle
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SAJE	Service d'aide aux jeunes entreprises
SCDB	Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique
SIE	Secrétariat international de l'eau
SIPMR	Service d'information sur les professions et métiers réglementés
SMSI	Sommet mondial de la société de l'information
SODEC	Société de développement des entreprises culturelles
SPL	Secrétariat à la politique linguistique
SQ	Sûreté du Québec
TBWG	Transportation Border Working Group
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne
UMQ	Union des municipalités du Québec
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UQAM	Université du Québec à Montréal
VALOFRASE	Programme de valorisation du français en Asie du Sud-Est
WHTI	Western Hemisphere Travel Initiative